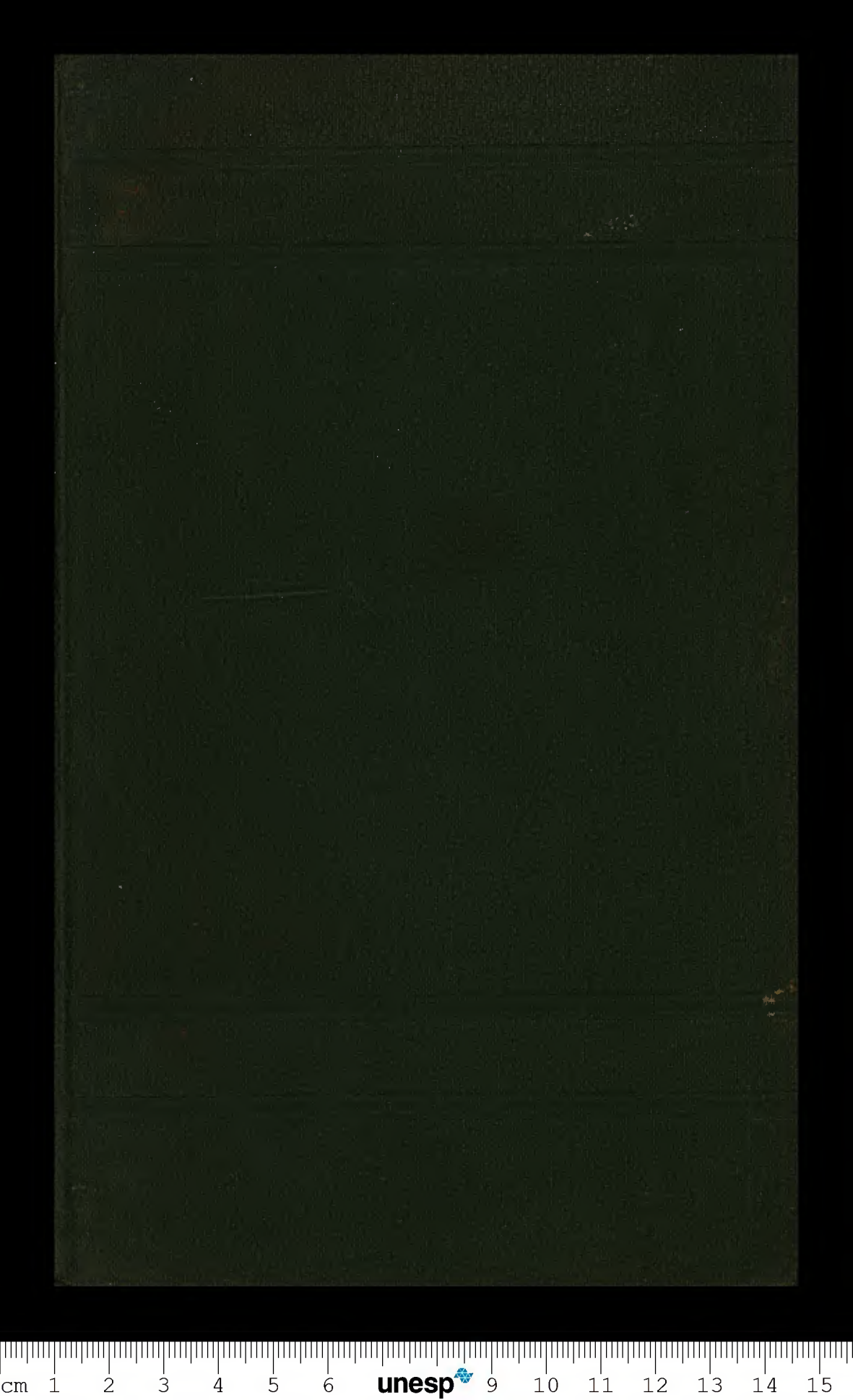
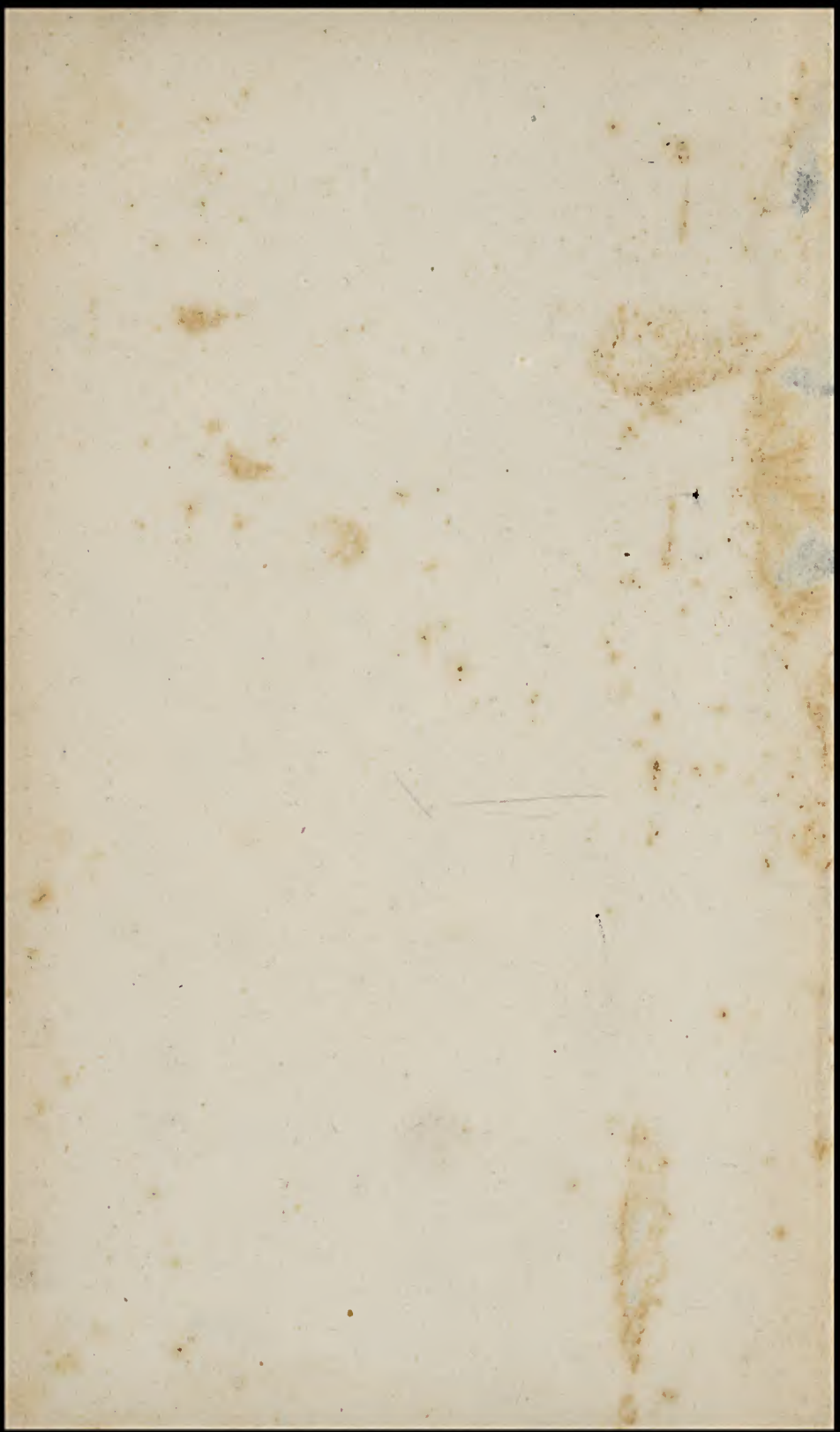
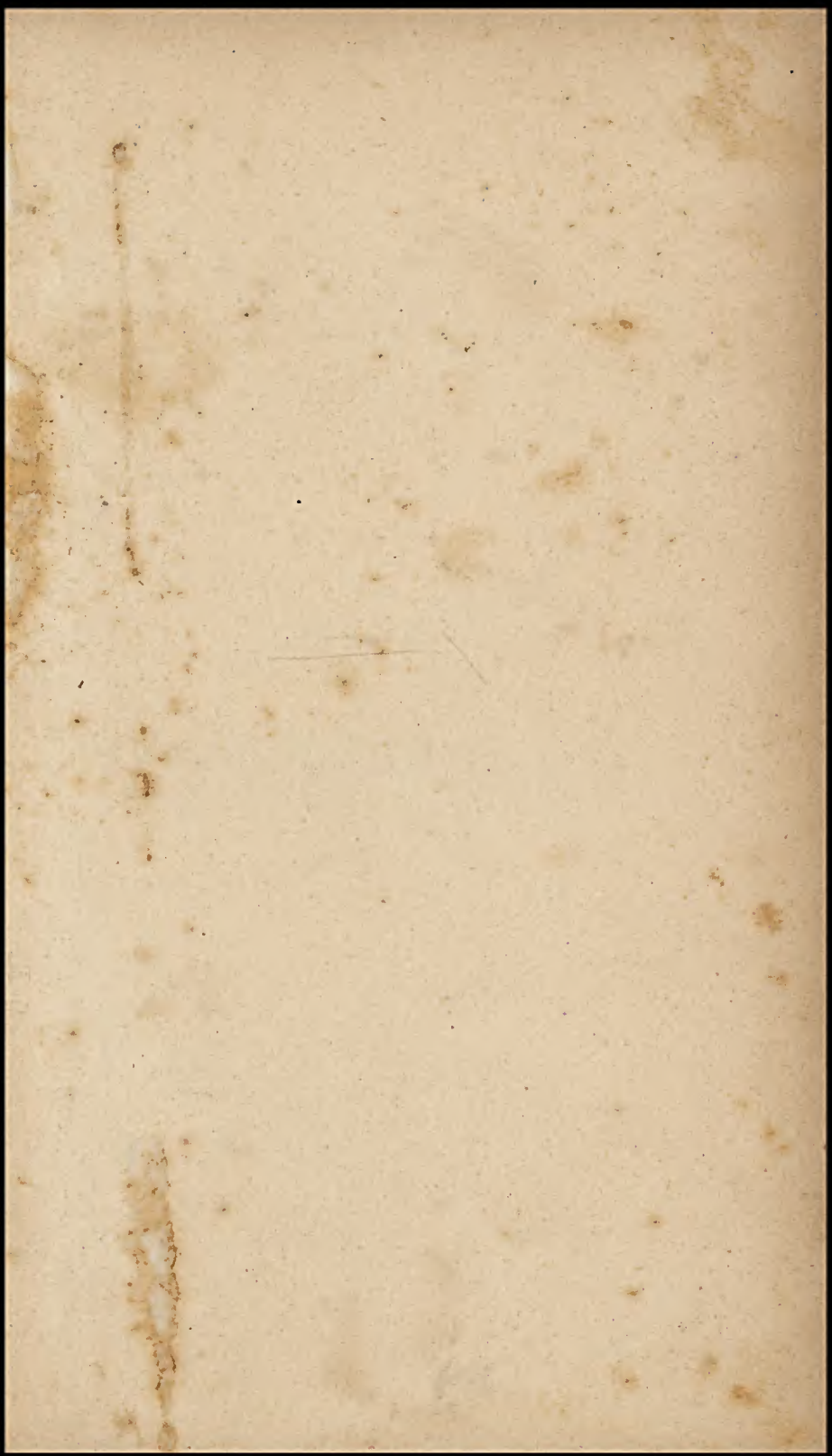


LIVRARIA EDITORA
LEITE RIBEIRO
[redacted]
Rua Santo Antonio 3
Caixa do Correio 899
Telephone Central 250
RIO DE JANEIRO

Majoration
100 %





L'ÉVOLUTION
DE
L'ÉCONOMIE NATIONALE

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

L'ÉVOLUTION
DE
L'ÉCONOMIE NATIONALE

INTRODUCTION
A LA
SOCIOLOGIE ET A L'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

Pierre MASSLOW

TRADUIT SUR L'ÉDITION RUSSE REVUE PAR L'AUTEUR

PAR

JOSEPH SCHAPIRO

PARIS (v°)
M. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914

AVANT-PROPOS

—

Le travail ici présenté au public français préoccupait l'auteur depuis très longtemps déjà, mais il n'a été terminé qu'à l'occasion suivante. Le Conseil de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Saint-Pétersbourg nous proposa de faire des conférences sur le développement de l'économie nationale. Or, pour pouvoir caractériser ce développement, il faut d'abord en connaître la tendance fondamentale. En d'autres termes, il était nécessaire de découvrir les lois qui le régissent.

Si nous considérons l'évolution économique, nous constatons tout d'abord un changement perpétuel des systèmes économiques dont dépend l'organisation de l'ordre économique. La transformation des systèmes économiques est étroitement liée à la baisse de la productivité du travail appliqué au même sol et de l'accroissement de la population. L'auteur devait donc commencer par étudier de près ces dernières questions. Le développement de l'économie se manifeste par le développement et l'extension de l'or-

ganisation sociale de la production. Celle-ci sera étudiée dans la seconde partie de cet ouvrage. Enfin le progrès de l'économie apparaît dans la division et la répartition des forces productives, un problème que l'économie politique a laissé presque complètement de côté. Ce sera l'objet de la troisième partie.

Nous avons l'intention de donner plus tard la théorie du salaire, du profit et de la rente foncière, et d'étudier l'influence qu'exercent sur ces catégories économiques la moindre productivité des dépenses successives de travail et les transformations incessantes de la répartition des forces productives dans la société.

En publiant la partie générale de notre travail, — l'étude du développement et de la répartition des forces productives, — nous espérons que la méthode suivie par nous trouvera bientôt l'assentiment général : le problème du développement et de la répartition des forces productives est et reste le problème cardinal de l'économie politique et de la sociologie.

L'AUTEUR.

INTRODUCTION

A. Le problème de l'économie nationale.

I

La science économique doit se proposer d'étudier l'économie nationale *dans son ensemble*, en considérer les principaux problèmes dans leur *évolution*. Malheureusement, nous voyons l'économie politique soulever certains problèmes, sans toutefois analyser l'ensemble d'une façon satisfaisante. C'est ainsi, par exemple, que la valeur d'échange n'est pas étudiée dans sa naissance et sa formation. De même pour le revenu ou la rente foncière. Et pourtant, l'étude de la formation de ces catégories, lors du passage de l'économie naturelle à l'économie d'échange, est indispensable à leur intelligence. Car elles n'ont pas surgi tout d'un coup, elles n'ont pas pris immédiatement la forme qu'elles ont aujourd'hui.

Un autre vice de l'économie politique, c'est que les économistes considèrent principalement l'activité de l'entrepreneur capitaliste et ses résultats. Aussi ont-ils accueilli avec un certain dédain la théorie du travail, laquelle, pour les questions *pratiques* de la vie économique, est de moindre importance que, par exemple, la théorie du coût de production ou la

théorie de la valeur-limite, qui s'occupent du processus de l'échange.

Pour l'entrepreneur, l'origine du revenu, exploitation de l'ouvrier ou « productivité » du capital, est indifférente. En partant de cette hypothèse que le capital « crée » le revenu, on peut très bien faire pour l'entrepreneur un « cours » d'économie politique, en expliquant la distribution du revenu, l'importance de la « concurrence », etc. Sans doute, ni la théorie de la valeur-limite, ni celle du coût de production, ni toutes les autres théories de l'économie bourgeoise, ne nous expliquent la connexion qui existe entre notre époque économique et les autres époques, où le capital ne jouait pas encore son rôle de « créateur de valeur » ; mais cette connexion, la science économique en général, avons-nous dit, ne l'explique pas.

Il y a bien une école historique de l'économie politique, dont les représentants sont nombreux, mais, dans leurs travaux moins qu'ailleurs, on ne trouve d'analyse d'ensemble, d'image complète de la vie économique. Un soin minutieux est dépensé à recueillir des faits, mais c'est précisément la connexion de ces faits, susceptible d'expliquer les phénomènes de la vie économique moderne, que l'école historique ne présente pas.

Ainsi nous cherchons en vain chez les économistes une réponse à la question très importante de la répartition des forces productives suivant les différentes branches de la production, c'est-à-dire à cette question : pourquoi une certaine quantité de force de travail est-elle employée à la production des articles de luxe, une certaine autre à la production des céréales, etc. ? Et pourtant, il est impossible de comprendre l'économie nationale dans son ensemble, sans se faire une idée claire de la répartition des forces productives. Si, en

étudiant une exploitation privée, nous ignorons quelle quantité de force productive est dépensée pour tel ou tel travail, nous ne comprenons rien au jeu de cette exploitation. Or, cette analyse du processus de distribution et de répartition des forces productives dans l'économie nationale n'est donnée par *aucune école* économique. Certes, tous les économistes mentionnent l'accroissement des villes, la diminution relative de même qu'absolue de la population agricole dans les pays capitalistes, mais ce fait, constaté sous sa forme générale, n'est ni analysé en détail, ni expliqué. Et encore la répartition de la population entre la ville et la campagne ne donne-t-elle pas une idée de la répartition des forces productives en général.

A l'économie politique incombe la tâche d'expliquer les lois qui régularisent la distribution et la répartition des forces productives, de même que d'indiquer le sens dans lequel ce processus s'effectue. Le lecteur pensera avec nous que le mécanisme de l'économie moderne ne peut être compris, tant qu'il n'a pas été répondu à cette question.

Ou bien considérons un autre aspect de la vie économique moderne. On sait que, même dans les pays capitalistes les plus avancés, il n'y a que la moitié des forces productives qui soient occupées dans les branches capitalistes de production ; l'autre moitié et parfois même les deux tiers de la population trouvent emploi dans les métiers d'artisans ou dans la petite exploitation agricole. Et pourtant, l'économie politique analyse exclusivement les conditions de l'ordre capitaliste. Sans doute, le capitalisme prédomine dans la société actuelle, refoulant les restes de l'ancien ordre économique et marquant de son empreinte la vie sociale. Toutefois, l'état de choses antérieur n'a pas encore complètement disparu ; l'économie non-capitaliste crée une foule de

produits qui jouent un grand rôle même dans un pays moderne. Or, l'économie politique tient-elle compte de ce fait? Détermine-t-elle le rôle et la situation de l'état de choses précapitaliste, de même que son influence sur l'ordre économique et le développement d'une nation ? Nullement. Pour ce faire, la science économique devrait être étroitement unie aussi bien à l'histoire qu'à la théorie de l'évolution de l'économie nationale.

Les bases de la solution de ces problèmes ont déjà été données par Marx dans sa critique de l'économie politique. En exposant l'analyse de la production accrue, il a rendu également possible l'intelligence du processus de répartition des forces productives. De même, son analyse du processus de l'évolution capitaliste constitue la base de la théorie de l'évolution de l'économie nationale. Plus encore : Marx nous a donné une théorie de l'évolution industrielle depuis la période de l'accumulation primitive. Mais le cadre de son travail, qui avait trait à l'évolution industrielle, ne lui permettait pas d'embrasser l'économie nationale dans son ensemble ; en dehors de ce cadre restait une grande partie de l'économie nationale, l'*économie rurale*. Aussi la théorie de Marx est-elle incomplète. Bien moindre encore a été l'apport des autres économistes, qui, avons-nous déjà dit, n'étaient pas en mesure de mettre au jour les principes de l'économie nationale prise dans son ensemble.

Moins une science se développe, plus ses représentants sont satisfaits d'eux-mêmes. La stagnation de la science économique devait créer une atmosphère de contentement scientifique, de sorte que toutes les questions indiquées apparaîtront sans doute comme complètement superflues. J'ose néanmoins aborder encore un aspect de la vie économique, que l'économie politique a laissé également de côté :

le rapport de l'économie privée et de l'économie nationale.

L'économie nationale est constituée par un ensemble d'économies privées liées entre elles par l'échange de leurs produits. Or, il est clair que le caractère de l'économie nationale est déterminé par celui des économies privées qui la composent. De même, il est clair que la répartition des forces productives dans le pays, l'orientation de l'activité économique, est en relation étroite avec la nature et le mode de la production et de la consommation dans les diverses cellules économiques.

Une petite exploitation exige un certain rapport entre les dépenses pour les moyens de production et celles de la consommation personnelle, bref un certain budget. Une entreprise capitaliste a un budget tout différent; il en est de même pour l'ouvrier qu'elle occupe. D'où il suit avec évidence que le caractère des économies privées détermine aussi la répartition des forces productives dans l'économie nationale. Car, par exemple, la prépondérance des petites exploitations, dans lesquelles l'organisation de la production confère à la consommation individuelle une bien plus grande importance dans le budget qu'aux dépenses pour les moyens de production, doit influer sur la répartition des forces productives du pays. La fabrication de moyens de production doit alors occuper un nombre relativement moindre de travailleurs. Cette dépendance mutuelle du caractère des économies privées et de celui de l'économie nationale n'a pas été du tout étudiée, bien que la vie économique offre assez d'éléments à cet effet.

II

Dans la préface de son ouvrage : *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx a donné sa fameuse explication sociologique de l'évolution historique de la société : « A un certain stade de l'évolution, les forces productives matérielles de la société se trouvent être en contradiction avec les conditions de production existantes, ou, ce qui en est l'expression juridique, avec les conditions de propriété dans lesquelles elles se mouvaient jusqu'alors. Ces conditions cessent d'être les formes de développement des forces productives pour en devenir les chaînes. Alors survient une époque de révolution sociale... »

Cette explication de l'évolution historique de la société n'est pas seulement universellement reconnue par les marxistes, elle est encore admise avec quelques restrictions par presque tous les sociologues. Si donc le développement des forces productives a une telle importance, importance qui, pour les marxistes, va jusqu'à être primordiale, on devrait s'attendre à trouver une définition exacte, universellement admise et acceptée par tous, du concept de « forces productives ». Si nous n'avons pas une idée juste de ce qu'il faut entendre par le concept qui détermine tous les autres, ceux-ci ne peuvent être non plus ni clairs, ni exacts. Si nous ne savons pas ce qu'il faut entendre par « développement des forces productives de la société », nous ne sommes pas en état de déterminer en quoi consiste l'influence de ce développement sur l'évolution sociale. Cette conclusion pourtant bien évidente, on ne la tire toutefois pas, et nous rencontrons sans

cesse des tentatives en vue d'expliquer d'une façon matérialiste l'évolution sociale par l'évolution des forces productives, sans qu'on insiste davantage sur ce qu'il faut entendre par forces productives. Malheureusement, Marx ne donne pas non plus de définition exacte du « développement des forces productives ». Mais il va de soi que cette lacune dans l'œuvre de Marx n'infirme nullement la valeur de sa théorie.

La plupart des marxistes entendent par développement des forces productives le progrès technique, au sens étroit du mot, c'est-à-dire la modification des instruments de production. Il est pourtant facile de prouver qu'à de certaines périodes de l'évolution économique, un changement s'effectue dans la vie sociale sans qu'il y ait de changement simultané dans la technique de la production. C'est ainsi que la transformation des artisans en ouvriers à domicile amène un bouleversement total des conditions sociales, provoque la naissance du capitalisme, bien que la technique de la production demeure la même. Et pas plus que de définition des forces productives, nous ne trouvons non plus d'analyse de l'évolution historique de ces forces. Ce dernier problème est naturellement plus difficile que le premier, mais sa solution n'en est pas moins nécessaire. Puisque le développement des forces productives est la condition fondamentale de l'évolution sociale, il est nécessaire d'en connaître les lois, si l'on veut comprendre l'histoire de l'humanité ou au moins ses principaux faits et ses principales étapes.

Ce ne sont pas seulement les économistes, mais encore les sociologues qui doivent s'intéresser au premier chef au développement et à la répartition des forces productives. Et pourtant, ces derniers ne se sont pas davantage occupés de la question, c'est-à-dire qu'ils ont laissé de côté la pierre angulaire de l'ordre économique.

Ces reproches amers, mais de la justesse desquels je suis profondément convaincu, je les fais uniquement pour déterminer non seulement les savants, mais tous ceux qui cherchent à comprendre les phénomènes sociaux, à travailler dans ce sens et à partir de l'analyse de l'évolution des forces productives pour édifier une théorie de l'économie politique. Cette tâche ne peut être menée à bien que par la pensée collective, sociale ; un seul travailleur ne peut que faire les premiers pas dans cette voie.

III

L'économie nationale moderne dans sa complexité est le résultat d'une évolution millénaire. Nombre de phénomènes de la vie économique actuelle proviennent de périodes antérieures : il en est de même de nombreuses formes et de nombreux types économiques. Les nouvelles formes économiques ne sont que le résultat de l'évolution progressive de formes antérieures, déjà disparues. Aussi ne peut-on connaître le mécanisme de l'économie moderne que si l'on suit tout le processus de l'évolution économique de la société.

Des phénomènes de la vie économique moderne comme le capital, le profit, le travail salarié, etc., étaient inconnus de l'époque antérieure au capitalisme. Mais ils sont, eux aussi, nés progressivement des anciennes conditions économiques. Or, la tâche de la science économique est notamment de découvrir les lois qui régissent le développement économique, c'est-à-dire de trouver les causes qui font que certaines formes et certains systèmes sont remplacés par d'autres.

La vie économique moderne est si complexe que, faute

d'analyser son évolution, on est exposé à prendre les phénomènes secondaires, moins importants, pour les phénomènes capitaux, et, au lieu d'une image d'ensemble de l'économie, on a une description de circonstances qui n'existent qu'ici ou là. Ce n'est qu'en étudiant comment le capitalisme est issu de l'économie domestique, que nous verrons la régularité *sui generis* de l'anarchie actuelle de la production et les lois de répartition des forces productives entre les différentes branches ; nous percevrons aussi la différence entre les phénomènes qui constituent de tous temps les principaux aspects de la vie économique et ceux qui sont particuliers à une certaine période.

Si nous essayons d'analyser la somme énorme de matériaux que nous fournit l'histoire économique des peuples, nous nous trouvons tout d'abord en présence de toute une série de préjugés scientifiques et de concepts faux, que nous rencontrons malheureusement même chez des savants éminents tels que K. Bücher et qui, naturellement, s'opposent à la juste intelligence du processus économique. C'est d'eux que nous devons en premier lieu nous occuper.

On sait que les conditions naturelles influent d'autant plus sur le caractère de l'activité économique que l'homme possède moins de connaissances et que ses instruments de production sont moins développés. Aussi ne doit-on, dans l'étude de l'histoire économique, mettre à contribution, pour comprendre le passé, les faits empruntés à la vie économique des peuples des pays tropicaux qu'avec une extrême prudence. Par exemple, la division du travail assez fortement développée parmi quelques peuplades sauvages de l'Afrique ou la culture assez intensive du sol en usage chez eux, qui est conditionnée par le climat des tropiques (1), ne sauraient prouver

(1) Naturellement les sauvages des pays tropicaux sont passés de

que la culture intensive et la division du travail aient existé à l'origine de la culture européenne. Pourtant, les historiens de la civilisation ignorent généralement non seulement la différence des conditions naturelles, mais encore la densité de la population, qui, nous le verrons plus loin, influe sur le système de l'économie rurale, la branche capitale de l'économie primitive.

Les économistes ne commettent du reste cette faute que lorsqu'ils caractérisent l'Économie des peuples primitifs. Dans l'analyse de l'économie médiévale et surtout capitaliste, on trouve d'habitude une erreur bien plus grave : l'économie rurale est perdue complètement de vue, comme s'il n'existait que l'industrie.

L'évolution économique de la société est d'habitude décomposée en stades, qui correspondent aux formes de l'industrie.

K. Bücher a distingé les stades du développement économique des pays du centre et de l'ouest de l'Europe de la façon suivante : 1° période de l'Économie domestique fermée (chacun produit uniquement pour soi, absence d'échange) ; 2° Travail salarié ; 3° Métier de l'artisan ; 4° Système de l'entreprise ou industrie à domicile ; 5° Fabrique. On voit que Bücher n'analyse que l'évolution de l'industrie. L'Économie rurale qui, à l'époque du métier, constituait la branche la plus importante de l'économie nationale n'est point considérée dans cette division. La répartition des forces productives entre l'économie rurale et l'industrie, lorsque celle-ci prend

l'exploitation extensive à l'exploitation intensive, c'est-à-dire qu'ils ont commencé eux aussi par la chasse et l'élevage, qu'ils ont eux aussi utilisé tout d'abord ce que la nature leur offrait. Seulement, la culture de certaines plantes exigeait dès l'abord un travail soigneux, intensif, tout comme la culture de la vigne en Europe nécessite des soins attentifs à donner au sol.

de nouvelles formes, au lieu d'être mise en lumière, est passée sous silence.

Ajoutons encore ceci : comme nous donnons moins l'histoire qu'une théorie de l'économie nationale et que nous voulons découvrir les lois de son évolution, nous devons avant tout expliquer les causes pour lesquelles un système d'économie rurale, c'est-à-dire une organisation technique de la production des aliments et des matières premières, a remplacé l'autre.

Puisque c'est l'évolution de l'économie capitaliste européenne, sa naissance des conditions économiques antérieures, qui nous intéresse, nous considérerons surtout l'économie nationale dans les pays de climat tempéré. L'économie rurale de l'ancienne Egypte, de l'Asie centrale, du Pérou et du Chili offre beaucoup de particularités remarquables ; mais, pour ce motif précisément, elle ne peut être considérée comme typique et éclairer l'évolution de l'économie nationale des peuples primitifs, sa transformation progressive en économie capitaliste.

Notre théorie de l'évolution de l'économie nationale qui repose sur une analyse de l'évolution des forces productives sociales, et l'analyse de l'économie à ses différents stades d'évolution a, comme point de départ, l'étude de la distribution et répartition des forces productives.

Quesnay déjà a essayé dans son « Tableau économique » de donner une analyse du processus de répartition des forces productives. Mais son analyse était trop abstraite, parce qu'il n'étudiait pas, et ne pouvait étudier à son époque, l'évolution des formes économiques, auxquelles le processus de répartition des forces productives est étroitement lié. Et,

de plus, il n'y avait pas encore à cette époque suffisamment de faits qui pussent justifier les déductions de l'analyse abstraite. Les économistes qui sont venus ensuite ont accordé de moins en moins d'attention à cet aspect de la vie nationale.

D'autre part, on a signalé de très bonne heure la nécessité d'étudier dans une histoire de l'économie nationale l'évolution des forces productives. Frédéric List déjà faisait remarquer que l'importance des peuples dépendait principalement du quantum de leurs forces productives. Mais List lui-même, qui a reconnu l'importance éminente des forces productrices, n'a pas analysé leur développement et leur répartition dans la société. Le problème posé par List et surtout par Marx et Engels, n'a pas été, avons-nous déjà dit, encore résolu.

B. Le développement des forces productives et le principe du moindre effort.

I

On confond d'habitude le développement des forces productives avec le développement de la productivité du travail ou même avec le progrès technique. Ce sont pourtant des concepts tout à fait différents.

Par *progrès technique*, on entend l'accroissement de la productivité du travail qui résulte d'instruments de production perfectionnés. Ainsi, par exemple, le perfectionnement d'une machine ou une meilleure méthode de travailler les matières premières amène un accroissement de la productivité du travail. La productivité du travail est donc un con-

cept plus étendu que le progrès technique. Car l'*accroissement de la productivité du travail* peut être amené non seulement par le progrès technique, mais encore par d'autres causes, par exemple, par une meilleure alimentation des ouvriers, par une instruction plus élevée, par des connaissances techniques, enfin aussi par le moral des ouvriers. Par accroissement de la productivité du travail, on entend la production d'une plus grande quantité d'objets par un ouvrier dans une unité de temps, résultant de différents facteurs techniques, sociaux et individuels (1).

Le *développement des forces productives* de la population d'une contrée ou d'un pays peut certes résulter du développement de la productivité du travail. Mais il peut se produire aussi lorsque la productivité du travail reste constante et inversement : même avec l'accroissement de la productivité du travail il peut y avoir arrêt dans le développement des forces productives de la population d'une contrée ou d'un pays. Ainsi, si une grande partie de la population est enlevée au travail productif par le militarisme, ou si une grande partie des produits reçoivent un emploi « improductif », les forces productives de la population peuvent diminuer, même si la productivité du travail (indépendant ou non) est en hausse. Lorsque le nombre des travailleurs improductifs, des laquais, par exemple, augmente, les forces productives du pays diminuent. Par contre, les forces productives de la population augmentent, si le nombre des travailleurs productifs devient plus grand, bien que la productivité du travail reste la même. Donc, par *développement des forces productives, il ne faut pas entendre un changement dans une entreprise isolée, mais tout le processus du développement économique d'une contrée ou d'un pays entier.*

(1) Voir aussi K. Marx, *Kapital*, t. I, 4e édit., p. 278-279.

La force de production d'une population peut donc être accrue par le progrès de la technique et de la productivité du travail, mais elle dépend aussi de facteurs sociaux qui favorisent ou entravent son développement.

Dans l'analyse des phénomènes économiques et surtout de l'économie rurale, il est nécessaire de tenir compte séparément, aussi bien de l'importance du progrès technique et du développement de la productivité du travail, que du progrès de la force productive de la population.

En se plaçant à ce point de vue, il est facile de voir que, concurremment avec le progrès technique, provoqué, par exemple, par des droits protecteurs, le développement général des forces productives d'un pays et finalement aussi celui de la branche industrielle protégée, peut être entravé. La confusion des concepts : progrès technique et développement des forces productives, a provoqué, dans l'appréciation précisément de la politique protectionniste, aussi bien que de différents autres phénomènes économiques, de graves erreurs.

D'autre part, le progrès technique, le développement des forces productives de la population et l'accroissement de la productivité du travail sont étroitement liés et solidaires l'un de l'autre. Le progrès technique provoque un accroissement de la productivité du travail, qui, à son tour, dans la plupart des cas, amène le développement des forces productives de la population.

Le développement des forces productives de la population peut résulter de l'*augmentation de la somme totale des produits du pays relativement à la population, dont le chiffre reste constant*. Par exemple, lorsque la population rurale d'un pays ayant diminué, fournit la même quantité de produits agricoles qu'auparavant, et que la population industrielle,

accrue aux dépens de la population agricole, fournit une plus grande quantité de produits industriels. Dans ce cas, la somme des produits s'est accrue relativement au chiffre de la population totale du pays qui n'a pas changé, et il y a un développement relatif des forces productives de la population.

Mais le développement des forces productives de la population peut également résulter d'un accroissement du nombre des producteurs. Lorsque, par exemple, la production agricole et industrielle augmente plus rapidement que la population rurale et industrielle, il y a développement des forces productives, aussi bien dans l'économie rurale que dans l'industrie,

Naturellement, dans les conditions inverses, il peut y avoir *fléchissement* des forces productives de la population. Le fléchissement des forces productives signifie une diminution de la quantité d'objets de consommation produits par un même nombre de producteurs. Ainsi, par exemple, un pays, par suite de conditions climatériques défavorables, aura moins de produits agricoles, la population restant la même. Mais il peut également y avoir fléchissement des forces productives même lorsque la somme totale des produits augmente, si cette somme *diminue relativement au chiffre de la population*. Ainsi, on aura de plus grandes récoltes, même avec une diminution des forces productives, si l'accroissement de la quantité des produits n'est pas *proportionnel* au plus grand nombre de travailleurs employés.

Puisque la productivité du travail est conditionnée par le degré de perfectionnement des instruments de production dont dispose la société, et que le développement des forces productives est conditionné dans une large mesure par la productivité du travail, les forces productives de la société

dépendent donc aussi du degré de perfectionnement des instruments de production.

Donc le niveau des forces productives d'une population est déterminé par la somme des objets produits par un pays en vue d'une production ultérieure, c'est-à-dire servant à la consommation productive. Le développement des forces productives se manifeste, par suite, par l'accroissement de ces produits.

Il peut aussi y avoir accroissement des forces productives lorsque la productivité du travail reste la même ou même fléchit quelque peu, si chaque producteur dépense plus de travail. Ainsi, lorsque les serfs étaient forcés de livrer une plus grande partie de leurs produits à leurs seigneurs et par suite de produire davantage pour pouvoir vivre, la productivité de leur travail restant la même ou même diminuant. Le changement de système économique (comme le passage de l'élevage a l'agriculture), provoqué par l'accroissement de la population, s'accompagne d'une bien plus grande dépense de travail, et cela parce que la productivité du travail diminue lorsqu'on passe à une culture plus intensive. Or, parce que, dans ces conditions, on est obligé de dépenser plus de travail, les forces productives se développent et la technique progresse également.

Nous considérons donc comme forces productives de la société la somme du travail vivant et des instruments de production nécessaires à la continuation de la production. Le développement des forces productives de la société peut donc s'effectuer aussi bien lorsque la dépense de travail reste invariable, par suite du progrès technique, qu'inversement, lorsque la technique reste la même et que la dépense de travail s'accroît.

II

La première question que les sociologues et les économistes aient à se poser dans l'étude de l'évolution sociale en général, et de la vie économique en particulier, est celle des causes de cette évolution. Quels sont les principaux facteurs du progrès économique ? Quelles raisons déterminent l'activité économique de l'homme ? Se modifient-elles sous l'influence des conditions extérieures et quelles sont les conditions qui provoquent ce changement ? A toutes ces questions les différents sociologues et économistes donnent des réponses différentes. Les uns voient la cause du développement économique dans l'égoïsme humain ; les autres dans l'accroissement de la population ou dans l'évolution intellectuelle ; d'autres encore la trouvent dans le progrès technique, dans l'effort du capitaliste vers le revenu, etc.

Considérons ces problèmes d'un peu plus près, car leur solution est d'une importance extrême pour l'intelligence du développement économique non seulement passé et actuel, mais encore futur, de la société. Pour comprendre la connexion qui existe entre les différentes époques économiques, il faut dégager d'abord le plus important facteur de la vie économique.

La raison première de l'activité économique d'un entrepreneur capitaliste moderne est l'aspiration au revenu. Par contre, cette raison ne jouait aucun rôle chez l'artisan du moyen âge ou les paysans : ceux-ci tendent à obtenir le meilleur résultat avec la moindre dépense de travail. Mais d'où provient ce nouveau facteur de la vie économique mo-

derne ? Y a-t-il quelque chose de commun entre les buts économiques d'un artisan et ceux du capitaliste, et, si oui, pour quelle raison le « principe économique » de l'artisan s'est-il transformé en celui du capitaliste ? Quels nouveaux changements finiront par s'effectuer dans les raisons déterminantes de l'activité économique de l'homme au cours de l'évolution ultérieure de la société ?

Avant la formation de l'économie au sens étroit du mot, l'homme tendait instinctivement, tout comme un animal, à satisfaire ses besoins vitaux avec le moindre effort possible. Ce n'est que grâce à cet instinct que l'homme pouvait, de même que l'animal, assurer son existence. Un écureuil qui rassemble des provisions de noix ; une abeille qui se prépare du miel et de la cire ; un castor qui se construit des chambrettes à provisions ; une fourmi qui fume le sol pour ses plantes préférées ; tous ces animaux dépensent instinctivement leur énergie au moment où ils peuvent attendre les meilleurs résultats, pour ne pas avoir à travailler ensuite, alors que les résultats seraient moindres ou même nuls.

L'emploi d'outils par l'homme est un pas de géant dans la même voie, vers l'obtention des meilleurs résultats avec le moindre effort possible. L'homme qui emploie une massue ou une pierre pour la chasse ou pour sa défense personnelle s'élève au-dessus du monde animal, car il se sert de son outil pour lutter contre la nature et il obtient par là avec un effort moindre un résultat supérieur.

Ce même instinct du moindre effort conduit l'homme, dès les premières périodes de l'activité économique, à utiliser méthodiquement ses forces, c'est-à-dire à régler de telle sorte son activité économique que l'obtention et la préparation des aliments ne lui coûte pas plus d'efforts qu'il n'est absolument nécessaire. L'homme a besoin de nourriture, de vêtements,

d'une habitation, etc., de même que d'outils, pour pouvoir produire ces objets. Il est clair que, pour satisfaire chacun de ces besoins, il doit faire une certaine dépense de force. Ne possédant dans son économie que des forces productives limitées. il ne doit pas les prodiguer. Si la proportion nécessaire est détruite, si, par exemple, la production des aliments demande trop de temps et de travail, les autres besoins ne peuvent être satisfaits.

Ainsi, l'aspiration d'abord instinctive, puis consciente, vers le moindre effort oblige à une activité économique méthodique : pour la production des différents objets, il n'est dépensé qu'une somme déterminée de travail.

La productivité du travail dans l'obtention des matières premières varie suivant les saisons. Certains travaux ne peuvent être exécutés qu'à certains moments de l'année. Aussi le travailleur doit-il organiser son travail d'après les saisons. En un mot, le facteur premier qui *oriente* l'activité économique est la tendance de l'homme au moindre effort.

Mais ce facteur n'est pas en mesure de modifier l'activité humaine. Si, par exemple, la productivité du travail reste invariable dans l'économie domestique, l'organisation du travail et la répartition des forces productives, dues à la tendance au moindre effort, restent également invariables. Si la technique et les outils ne changent pas, l'homme ne peut, malgré sa tendance au moindre effort, faire de progrès dans son activité économique. Le facteur du moindre effort est donc un élément constant. L'évolution de l'activité économique et le changement des conditions économiques résultent du développement des forces productives, dû principalement au progrès technique.

L'accroissement de la population et le développement des forces productives doivent être mis à la base d'une étude

des conditions économiques et de leur évolution. Alors seulement on pourra non seulement expliquer différents phénomènes sociaux, mais encore édifier les constructions idéales de l'avenir. Elles apparaîtront utopiques ou scientifiques dans la mesure où elles ne contrediront pas le facteur premier de l'évolution et n'entraveront pas le développement des forces productives.

III

En parlant d'idéal à venir, nous touchons à la question des lois économiques, à la question de savoir s'il est possible de modifier l'évolution économique dans un certain sens. Les opinions à ce sujet non seulement dans le « grand public », mais encore chez les savants, sont très confuses. L'opinion courante veut que ces lois soient quelque chose d'opposé au libre vouloir de l'homme ; malgré ce vouloir, elles ont produit certains effets et, par suite, toute lutte est vouée à la défaite. Bref, l'histoire se déroule avec une nécessité inéluctable, déterminée par des lois extérieures : peu importe la volonté de l'homme.

Les économistes sont en partie responsables de cette fausse conception des lois économiques, parce qu'ils ont évité de signaler (peut-être même beaucoup ne l'ont-ils pas vue) la connexion qui existe entre la conscience du sujet économique et le processus objectif qui apparaît comme résultat de l'activité économique. Que les hommes fassent eux-mêmes leur histoire, on l'a admis comme évident. Pourtant, il est très important de mettre en lumière ce rapport précisément qui existe entre le processus objectif de la vie économique, qui a

pris la forme de « lois immanentes », d'une part, l'activité de l'homme, ses aspirations et sa « liberté », de l'autre. Alors seulement les facteurs premiers de l'évolution économique cesseront d'apparaître comme de vaines formules, et auront un contenu réel. N'est-ce pas un « sujet », un homme vivant qui travaille, avec ses besoins, ses aspirations et ses passions ?

Dans son analyse de la vie économique de la société, Adam Smith a admis comme principe que l'homme dans son activité économique est conduit par l'égoïsme. Ce principe est pourtant inexact et, par suite, erroné.

Il faut admettre que tout sujet économique travaille parce qu'il s'est proposé quelque but. Mais cette activité est soumise à des conditions extérieures. Lorsque l'homme tend à obtenir certains produits pour satisfaire ses besoins, le mode et l'orientation de l'effort qu'il fait pour arriver à ce but sont déterminés par les conditions extérieures. Sans aucun doute, l'homme tend, dans la production, à employer ses forces de façon à obtenir le meilleur résultat avec le moindre effort. Chez tout sujet économique, le libre vouloir se meut dans le sens de la moindre résistance, afin d'obtenir les produits nécessaires avec la moindre dépense de travail. L'activité économique de tout homme se déroule au milieu de certaines conditions et son orientation dépend de ces conditions en ce sens que le meilleur résultat avec la moindre dépense de travail ne peut être obtenu que dans un certains sens. Par exemple, un homme riche n'a pas besoin de devenir capitaliste. Mais, comme sujet économique, il arrivera au meilleur résultat en mettant son capital en circulation. L'ouvrier aliène sa force de travail parce que les conditions sociales ne lui permettent pas d'utiliser cette force d'autre façon et mieux.

L'ordre économique reposant sur les rapports réciproques des hommes entre eux, il ne peut y avoir d'activité écono-

mique en dehors du milieu social. Aussi ce même facteur psychologique qui est la tendance au moindre effort a-t-il des résultats différents dans des conditions sociales différentes. Tandis, par exemple, que le propriétaire foncier se promet le meilleur résultat économique de la hausse de la rente, c'est la baisse de celle-ci qui satisfera le fermier. Le même facteur économique orientera donc, sous l'influence des conditions extérieures, l'activité et la pensée sociale de l'homme dans des voies tout à fait différentes et il conduira, par suite, à des résultats différents. Pourtant, le résultat de ce principe économique reste partout identique : c'est le *développement des forces productives*.

Tout sujet économique peut obtenir le meilleur résultat avec la moindre dépense de force, lorsque les forces productives se développent. Ce n'est pas la tendance immédiate de chaque individu, mais c'est la résultante de tous les efforts. Le capitaliste tend à accroître son revenu. Ce but ne peut être atteint que par une plus grande productivité du travail de ses employés. Un artisan ou un petit agriculteur tendent immédiatement à accroître leurs forces de production. Le salarié se préoccupe moins d'augmenter la somme des produits que de ménager son effort. Ainsi, les tendances des divers individus et groupes économiques, bien que se croisant très souvent, concourent en un point ; elles poussent toutes à l'accroissement des forces de production, et elles donnent par là à l'évolution économique une certaine orientation. Des efforts subjectifs, égoïstes, dans le domaine de l'activité économique résulte un processus objectif, qui est le développement des forces productives de la population d'un pays. Le « libre vouloir » des différents sujets économiques crée un processus nécessaire de l'évolution économique, qui ne règle pas seulement les résultats de l'activité mais encore

son orientation. Ainsi, la nécessité objective, qui est elle-même le résultat de la « libre » activité, détermine le sens de celle-ci. La tendance au moindre effort est le plus important instinct de conservation chez l'homme ; par suite, le « libre vouloir » ne peut se manifester que s'il ne va pas à l'encontre de cet instinct. L'activité économique humaine ne peut donc s'orienter que dans le sens du moindre effort, lequel dépend à son tour des conditions extérieures. Le milieu social ne pouvant être changé par un homme, c'est-à-dire le sujet économique ne pouvant modifier tout l'ordre économique dans le sens qu'il lui plaît, la direction de son activité est également déterminée indépendamment de lui et à son insu.

Dans la société capitaliste moderne, avec l'anarchie universelle de la production, cette tendance au moindre effort amène la concurrence des exploitations, des formes économiques et des classes sociales et se révèle en même temps comme un important instrument de lutte. Car l'accroissement de la productivité du travail, — qui est le résultat de cette tendance — est une des armes les plus acérées dans la lutte moderne de la concurrence.

Si l'on peut dire que l'homme créé lui-même sa vie économique, il faut dire aussi qu'il crée la nécessité à laquelle son activité reste toujours soumise.

Ainsi, l'ordre régulier des phénomènes économiques provient de l'orientation raisonnable de l'activité économique, dont il est étroitement solidaire. Aussi la *foi* au progrès économique a-t-elle une base *objective* dans le fait que les phénomènes économiques sont soumis à un ordre régi par des lois : *le développement des forces productives apparaît comme résultat des efforts subjectifs et, en même temps, comme facteur objectif et nécessaire de l'évolution écono-*

mique. Ce facteur détermine le système, l'organisation et la forme de l'économie, dans la mesure où celle-ci dépend du développement des forces productives. Des pronostics sur l'avenir économique et social, basés sur une étude de l'influence de ce facteur sur l'économie nationale, peuvent, à l'encontre des désirs et des espoirs subjectifs, être considérés comme scientifiques.

IV

Presque tous les économistes parlent sans doute du principe du moindre effort, mais ils le confondent d'habitude avec l'égoïsme. Le sociologue connu qu'est M. M. Kowalesky écrit lui-même : « Prenons, par exemple, un des principes les mieux établis, celui de l'économie de l'effort dans l'industrie par la division du travail et la distinction des professions. Si l'activité économique avait été régie de tous temps et à tous les degrés de civilisation *uniquement* par l'*égoïsme*, on aurait eu de tout temps aussi bien la distinction des professions que la division du travail (1). »

On pourrait répondre à Kowalesky qu'une division du travail telle qu'elle existe aujourd'hui, aurait été aux époques antérieures un gaspillage de travail. Mais là n'est pas la question. Il nous suffit ici de constater que Kowalesky entend par principe du moindre effort l'égoïsme, comme si l'activité altruiste ne s'y conformait pas! Un homme qui, pour des raisons altruistes, travaille pour un autre gaspillera-t-il bêtement son énergie? Le principe du moindre

(1) M. M. Kowalewsky, *Sociologie* (en russe) 1910, vol. I, p. 118.

effort n'a d'ailleurs rien à faire avec la morale. C'est un principe d'opportunité, de méthode. Toutes les considérations de l'économie politique « morale », avec toutes ses phrases sentimentales sur l'altruisme, etc., reposent sur une fausse conception de ce principe du moindre effort ou sur une opposition de l'égoïsme à l'altruisme.

En réalité, il ne s'agit pas de savoir si un homme est guidé dans son activité économique par l'égoïsme ou l'altruisme, Il suffit que le sujet économique ne soit pas un faible d'esprit et sache régler son action sur le but à atteindre. S'il cherche alors à économiser son énergie, il doit, dans des conditions données, l'employer de façon à obtenir le meilleur résultat avec la moindre dépense de force. Aussi qu'un sujet économique soit égoïste ou altruiste, peu importe ; son activité est déterminée par les conditions économiques extérieures. Un entrepreneur peut être un très brave homme. Mais qu'il paie à ses ouvriers un salaire bien plus élevé que les autres, de façon à réduire considérablement son bénéfice, et il sera rejeté par la concurrence hors de la production. C'est pourquoi il y a, dans l'ordre capitaliste, indépendamment des qualités personnelles des entrepreneurs et des ouvriers, lutte entre ces deux classes. De même, à l'époque précapitaliste, le producteur autonome, qu'il fût égoïste ou altruiste, tendait à satisfaire ses besoins économiques et personnels avec la moindre dépense de travail. Dire que cette tendance provient de l'égoïsme est tout simplement ridicule.

PREMIÈRE PARTIE

Les systèmes économiques.

CHAPITRE PREMIER

TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

I

La branche la plus importante de l'activité humaine a été et est encore la production des aliments et des matières premières. Le caractère de cette activité est déterminé par le système d'économie rurale au sens large du mot. Dans de certaines conditions, on fait de l'élevage, c'est-à-dire les produits les plus importants de l'activité économique sont fournis par l'élevage ; dans d'autres conditions, on pratique la chasse ou l'agriculture, ou l'agriculture jointe à l'élevage, etc.

D'habitude, on considère le mode de la chasse comme le système économique inférieur, l'élevage, — qui est un mode plus élevé, celui de l'économie extensive, — comme celui qui vient ensuite, et, finalement, l'économie rurale intensive comme le degré supérieur. Mais il se trouve que cette division est complètement erronée pour la vie économique moderne. Les Coréens et les Chinois, et même quelques peuplades sauvages de l'Afrique, ont une économie rurale plus

intensive que ne l'est celle des Européens non seulement dans leurs colonies d'Australie ou d'Amérique, mais en Europe même. S'ensuit-il que l'économie de la Corée, de la Chine ou des peuplades africaines soit à un plus haut degré de développement que celle des éleveurs d'Australie, des Américains des Etats de l'ouest?

Si nous comparons la densité de la population avec les systèmes économiques des différentes contrées, nous trouvons qu'indépendamment du niveau et du développement économique, à une certaine densité de population correspond un certain système économique.

La division des systèmes économiques ne peut pas encore être considérée comme établie, car le critérium n'est pas déterminé, d'après lequel elle doit être effectuée. Mais, en considérant comme caractéristique d'un système économique la quantité de travail qui, sur une *étendue donnée*, est employée à la production des aliments, nous avons les degrés économiques suivants : 1° *Chasse* unie à la cueillette et même à la culture de quelques plantes nutritives ; 2° *Elevage* uni à l'agriculture, qui joue encore un tout petit rôle ; 3° *Agriculture* unie à la chasse, ou agriculture unie à l'élevage, une agriculture de nomades, mais qui déjà, dans l'économie, tient la première place ; 4° *Economie de l'herbage sans culture* ; 5° Système des deux et des trois champs ; 6° Système des trois champs uni à la *fumure* artificielle ; 7° *Système de l'assolement* (1). Il y a lieu de remarquer ici que l'agriculture

(1) Une classification analogue est donnée par NIEBOEHR dans son ouvrage : *Slavery as an industrial System*, Hague, 1900. Il prend comme critérium le rôle de l'économie agricole dans l'ensemble de l'économie. Toutefois, ce rôle de l'économie agricole à l'époque précapitaliste dépend principalement du développement de la population. C'est donc sur ce critérium que doit reposer notre classification : quantité de dépense de travail sur une même étendue de

peut venir immédiatement après la chasse, lorsque les conditions naturelles (une région boisée) empêchent le développement de l'élevage pur. La cause principale du passage d'un système économique à un autre est, nous le verrons plus loin, l'*accroissement de la population*.

Les systèmes économiques les plus importants (chasse, élevage et agriculture) étaient déjà connus à l'âge de la pierre. C'est ainsi que l'on trouve, dans les constructions lacustres de la période néolithique, des grains de céréales (grains de froment, d'orge et de mil) et des fruits d'arbres ; par contre, l'avoine, le seigle, les pois étaient alors inconnus. Pendant la période quaternaire, les hommes se nourrissaient de cerfs, d'aurochs et de sangliers ; à la période suivante, ils avaient déjà aussi des animaux domestiques, tels que le chien, le porc, la chèvre, le mouton et les bêtes à cornes (1). L'homme pouvait donc, dès l'âge de la pierre, aux premiers degrés du développement technique, choisir le système économique qui convenait le mieux pour l'époque. Et, en effet, on joignait déjà l'agriculture à la chasse, lorsque les conditions n'étaient pas favorables à l'élevage. Si, pourtant, nous ne trouvons pas de passage régulier de la chasse à l'élevage et de l'élevage à l'agriculture, ce n'est certainement pas que l'homme n'ait pas connu l'avantage d'un système économique plus élevé, mais uniquement parce que la chasse ou l'élevage étaient plus productifs avec une population peu dense. L'agriculture ne pouvait, dans ces conditions, que jouer un rôle très modeste. Tandis que dans

terrain relativement à l'accroissement de la population. D'après Nieboehr, l'économie intensive et l'économie extensive devraient constituer un seul et même degré de développement, l'économie agricole occupant dans les deux cas la première place.

(1) Dr L. Niederle, *Die Menschheit im prähistorischen Zeitalter*, trad. russe, p. 107-108.

les steppes peu peuplées, la population, aujourd'hui encore, se nourrit exclusivement de l'élevage et, dans les bois, de la chasse, à l'époque de la pierre, dans le voisinage des constructions lacustres de population dense (1), on connaissait déjà la eulture des champs. Avec l'accroisscment de la population, et lorsque les conditions naturelles étaient favorables, la chose a été complétée par l'agriculture dans les régions boisées et par l'élevage dans les steppes ; la population continuant à croître, on passa là aussi à l'agriculture.

On confond d'habitude les degrés de civilisation avec les systèmes économiques. Pourtant, il est possible que le développement économique subisse un arrêt plus ou moins long et qu'en même temps la population s'accroisse et passe à une culture intensive, à un nouveau système économique. Ainsi, la Chine a, par suite de la densité de sa population, une culture plus intensive que l'Europe, bien que son développement économique soit loin d'atteindre celui de l'Europe occidentale, qui a une économie extensive et une population moins dense.

De même, dans l'étude des débuts du développement économique, on laisse souvent de côté les conditions naturelles. Ainsi, on cite comme exemple la vie économique des sauvages des régions tropicales, alors que les conditions de production et les besoins de l'homme sont tout différents. Dans la zone tempérée, l'activité se développe et s'organise dans le sens de la moindre résistance, c'est-à-dire que l'homme se choisit l'occupation qui, dans les conditions données, peut le plus facilemcnt satisfaire ses besoins nécessaires et qui promet à son travail la plus grande productivité. La lutte pour l'existence dc l'homme primitif se dis-

(1) Maintes agglomérations comprenaient plus de 100.000 constructions lacustres.

tingue de celle de l'animal en ce que l'homme peut se servir non seulement de ses organes, mais encore d'outils. Certains animaux aussi se servent de certaines armes ; mais ils ne sont jamais parvenus à en créer de nouvelles avec celles qu'ils possèdent, tandis que l'homme, dès la période quaternaire, fabriquait, à l'aide de pierres, ce qu'on appelle des « coups de poing » (Cf. G. et A. Mortillet, *La vie préhistorique*, trad. russe, 1903, p. 107).

II

L'homme trouva d'abord tout prêts dans la nature les objets nécessaires à la satisfaction de ses principaux besoins. Une très petite dépense de travail lui permettait de trouver des plantes nutritives et de capturer des animaux. Mais ces animaux et ces plantes n'existant qu'en quantité limitée, il ne pouvait vivre ainsi que si la population était peu dense.

A ce degré de développement de la vie économique, l'homme était tout aussi dépendant de la nature que l'animal. Il ne pouvait augmenter la quantité de ses aliments et l'accroissement de la population devait amener l'émigration ou la mort du surnombre.

Quelques animaux ont recours aux migrations d'un lieu vers un autre suivant la saison. Mais *tous* les animaux, de même que l'homme, se dispersent sur une plus grande étendue de territoire à mesure qu'ils se multiplient. Ainsi, le nombre de personnes qui peuvent se nourrir, sur une certaine étendue, des produits qu'offre la nature, est déterminé par les mêmes conditions qui régissent les animaux, par ce que la nature peut donner sans intervention de l'action ra-

tionnelle. Cette « loi de nature » régit aussi bien les sauvages de l'âge de la pierre que les peuples chasseurs d'aujourd'hui, qui emploient des engins plus perfectionnés. Ces engins plus perfectionnés ne peuvent accroître que dans une mesure limitée la capacité du territoire, tant que le système économique reste le même et qu'il n'est pas dépensé de nouveau travail.

L'élevage fournit déjà une quantité bien plus grande d'aliments, de vêtements, etc., suivant le nombre des animaux domestiques, et la capacité du territoire s'en trouve accrue. Dans certaines conditions naturelles, ainsi dans les régions qui n'ont pas de neige, le nombre des animaux domestiques peut être assez important. Mais, même dans les régions glaciales du nord, l'élevage des troupeaux de rennes permet une plus grande densité de population que la chasse. Pourtant, avec l'élevage pur, la tendance se manifeste bientôt, à mesure que la population s'accroît, de s'étendre sur un territoire plus grand. 10.000 personnes doivent occuper une surface d'au moins 200 à 300 kilomètres carrés pour pouvoir entretenir un nombre suffisant d'animaux.

D'après une légende iranienne, Mazda cède à Yima la domination du monde. Le règne de Yima est sage et heureux. Sous sa garde, les hommes et les animaux se multiplient tellement que, plusieurs fois, il demande à la terre de s'étendre, afin qu'animaux et hommes puissent trouver place (1). L'histoire nous apprend que les Iraniens, de même que d'autres peuples nomades, ont, en effet, agrandi leur territoire ; ils l'ont fait sans le concours de Yima, tout simplement par de nouvelles colonisations.

Häckel, comme d'ailleurs la plupart des paléontologues,

(1) LAMPRECHT, *Deutsche Geschichte*, 4e édit., vol. I, p. 52.

est d'avis que le sud de l'Asie a été le berceau de l'humanité. Mais quel qu'ait été le point de départ des hommes, nous trouvons que partout, à toutes les époques et avec tous les systèmes économiques, ils tendirent à s'étendre sur un territoire de plus en plus grand pour pouvoir l'exploiter de la façon la plus extensive. En Europe, cette tendance à l'extension amena la superposition des peuplades, les derniers habitants chassant les premiers ou se fondant avec eux. Ce n'est pas seulement pendant la période paléolithique que les races se sont succédé; même à l'époque historique il y a eu superposition de plusieurs peuplades sur le territoire déjà occupé.

La principale occupation et la principale source d'aliments étaient, au temps de la période quaternaire, la chasse. L'élevage et l'agriculture étaient alors encore inconnus (1). La chasse des petits animaux, la récolte des racines ne permettaient la vie en commun qu'à de petites hordes, qui vivaient isolées l'une de l'autre. Dans ces conditions ne pouvait règner que la promiscuité, le libre rapport des sexes. La domestication et l'élevage des animaux, la chasse du grand gibier, qui demande de meilleurs instruments, et la culture artificielle des plantes permettent l'existence d'une population plus dense, la formation de quelques peuplades et d'organisations par « *gens* », qui sont entre elles en rapports constants, par la chasse en commun et par d'autres formes de travail en commun. Peu à peu, il se produit un changement dans la vie économique, dans les formes de la famille, dans les relations entre homme et femme ; à celle-ci incombe le soin de trouver les aliments végétaux. Pourtant, la tendance subsiste toujours d'occuper un territoire toujours plus grand, la population continuant à s'accroître.

(1) Dr NIEDERLE, *op. cit.*, p. 58.

« Une famille, dit Lippert (1), avec le mode d'alimentation des temps primitifs, avait besoin d'un certain espace pour se procurer sa nourriture, et ce besoin d'espace augmentait avec le nombre de têtes. » On verra par la suite qu'à tous les degrés de civilisation, les hommes cherchèrent à étendre le plus possible leur domaine.

L'économie complètement extensive, dans laquelle l'homme ne dépense aucun travail pour restituer au sol sa fécondité, pour cultiver des plantes, élever des animaux, etc., est dénommée d'une façon assez exacte « économie de cueillette ». On entend d'habitude par là une économie dans laquelle on s'occupe de la cueillette des plantes et des racines, de chasse, de pêche (2). On peut y ajouter l'exploitation des forêts naturelles. Peu éloignée de ce système économique est encore l'économie primitive d'élevage, où les animaux paissent dans des pâturages qui ne sont l'objet d'aucune culture. Le seul travail est la garde des animaux, ce qui est très peu. Au lieu de tuer les animaux, comme le fait le chasseur, l'éleveur en consomme surtout le lait (3).

Pourtant les économistes considèrent d'habitude cette « économie de cueillette » extensive du point de vue non pas de la productivité du travail, mais de la productivité du sol, et ils en arrivent naturellement à conclure qu'une exploitation intensive « rapporte » plus qu'une exploitation extensive. Le fait que les habitants d'une région de popula-

(1) Julius Lippert, *Kulturgeschichte der Menschheit*, vol. I, p. 168.

(2) Ernst Friedrich, *Einführung in die Wirtschaftsgeographie*, Leipzig, 1908, p. 27.

(3) Les peuples pasteurs ne tuent pas volontiers leurs animaux et ne se nourrissent qu'exceptionnellement de viande. Voir Richard Hildebrand, *Recht und Sitte auf den primitiven wirtschaftlichen Kulturstufen*, p. 26. Vie pastorale des Kirghiz, des Cafres, des Somalis, des Todas.

tion clairsemée exploitent d'une façon extensive est expliqué par une civilisation moins développée.

« Il est aisé de comprendre, dit E. Friedrich, les avantages énormes que possèdent la culture des plantes, l'élevage des animaux et l'élevage des poissons sur la cueillette des plantes, la capture des animaux vivant sur terre que nous appelons la chasse, la capture des animaux aquatiques appelée la pêche. Il faut aller chercher les plantes utiles là où elles se trouvent... Il faut courir après les animaux... » etc. (1).

Il n'est pas parlé de la densité de la population ; c'est pourtant le premier facteur qui oblige l'homme à labourer le sol, à garder les animaux, à élever les poissons, à planter les forêts, etc.

Dans une région de population clairsemée, riche en plantes et en animaux, cette dépense de travail est tout à fait superflue. Même une population de civilisation avancée se contenterait, dans ces conditions, d'une « économie de cueillette ». Ce n'est que lorsque celle-ci ne peut plus suffire aux besoins de la population, qu'on se trouve obligé de cultiver les plantes d'une manière artificielle, d'élever les animaux et les poissons, etc. C'est là un pas que commande la nécessité.

Daus son étude sur « *l'Origine des Ariens* », Tylor dit des chasseurs de la période néolithique que, par suite de l'accroissement de leur nombre, ils passèrent à l'élevage et à l'agriculture.

Les habitants du Danemark s'occupaient, d'après Ranke, pendant la période néolithique, de chasse et de pêche, tandis que l'agriculture et l'élevage leur étaient inconnus. César raconte des Germains qu'ils faisaient peu d'agricul-

(1) Ernst Friedrich, *op. cit.*, p. 27.

ture et consacraient tout leur temps à la chasse ou aux exercices militaires. Pomponius Mela, parlant des guerres d'une autre peuplade germanique, fait remarquer qu'elles n'ont point été provoquées par le désir qu'aurait eu cette peuplade d'étendre ses champs de labour, car elle ne s'occupait pas du tout d'agriculture. Strabon explique la mobilité des Germains par le fait qu'ils ne font pas de culture et ne possèdent pas de trésors (1).

Les plus anciennes descriptions de l'Irlande nous la montrent comme un pays sauvage et couvert de forêts, dont la population mène une vie pastorale (2). Les Grecs étaient, comme nous apprend leur mythologie, à l'époque préhistorique, chasseurs et pasteurs.

La densité d'une population de pasteurs dépend complètement du nombre de têtes de bétail que l'on peut faire paître sur l'endroit donné (3). La Bible nous dit qu'Abraham quitta ses frères parce qu'on manquait de pâturages. Burkhardt en dit autant des Bédouins et King des Todas (4). Ainsi, un peuple de pasteurs devait, pour pouvoir nourrir une population accrue, ou bien agrandir son territoire en refoulant les peuplades voisines, ou bien, en cas d'impossibilité, passer à une culture plus intensive. C'est de cette façon que s'effectua ce progrès, non pas que la population fût plus civilisée, ou bien que son travail devînt par là plus productif, mais au contraire : la nécessité de dépenser plus de travail pour arriver à satisfaire ses besoins détermina à compliquer ce travail et fut l'agent du développement de la civilisation. Dans l'agricul-

(1) M. Kowalewsky, *Le développement économique de l'Europe*, vol. I, p. 345 (en russe).

(2) *Ibid.*, vol. III, p. 734.

(3) R. Hildebrand, *Recht und Sitte auf den primitiven wirtschaftlichen Kulturstufen*, 1897, p. 29.

(4) *Ibid.*, p. 30.

ture, le travail devient plus compliqué, plus intensif et plus divers, ce qui favorise le progrès technique et le développement des besoins.

« Le passage de l'état nomade à la vie sédentaire, écrit Ratzel (1), ne s'est jamais effectué que de trois façons : ou bien un peuple migrateur a été enfermé par la contrainte dans un domaine si étroit qu'il ne saurait être question de vie pastorale errante, ou il a perdu ses troupeaux au cours de luttes, ou, enfin, il a vécu si près d'une région de vie plus sédentaire et, par suite, de civilisation plus élevée, qu'il a renoncé à la vie libre mais pleine de privations pour le repos et les jouissances d'une existence plus fixe. » Ces trois causes se laissent réduire à une seule : l'accroissement de la population.

Les *Annales* russes caractérisent de la façon suivante la vie des anciens Slaves : « Les Drewlianes vivaient dans les bois comme des animaux... ils mangeaient tout ce qui est malpropre ». Il en est dit autant du genre de vie de quelques autres peuplades slaves. Par nourriture « malpropre » on entend : « une charogne, un hamster et autres choses impures ». Ainsi les Slaves, bien que connaissant déjà l'agriculture et l'élevage, gardaient la chasse comme principale occupation. On en raconte autant des Germains. Ici aussi la population peu dense s'occupait d'élevage et de chasse, non pas qu'on ne connût point encore l'agriculture, mais parce que ces systèmes économiques étaient, dans les conditions données, plus avantageux que même l'économie agricole extensive.

Quelques historiens de la civilisation (Hahn, Meitzen, Rachfall), qui ont observé la vie des peuples nomades de nos jours, arrivent à cette conclusion que les peuplades des pas-

(1) Dr Fr. Ratzel, *Völkerkunde*, Leipzig, 1888, vol. III, p. 57.

teurs ne se procurent leurs aliments végétaux que par voie d'échange et que, par suite, ils ne présentent pas une étape autonome de la civilisation (1). Il est évident que cette déduction est illégitime. Dans le nord de la Sibérie, les peuplades de pasteurs usent aussi, aujourd'hui encore, bien que très rarement, d'aliments végétaux. Les Hottentots, eux aussi, qui, il est vrai, sont en relations avec les Européens, mais qui pourtant ne pratiquent pas l'échange, *se contentent de fruits sauvages et de racines*. Pareils témoignages abondent, même en ce qui concerne les peuples pasteurs d'aujourd'hui. Naturellement, il y a deux et trois mille ans il y avait un bien plus grand nombre de ces peuples de pasteurs qui ne connaissaient pas l'échange avec des peuples agriculteurs.

III

Le changement de système économique ne peut d'habitude s'effectuer que peu à peu. Les peuples de chasseurs et de pasteurs considèrent d'abord le travail des champs comme une occupation accessoire, qui est laissée aux femmes.

« La population agricole, surtout dans le nord-est de la Russie, émigrait constamment d'un lieu vers un autre, s'enfonçait dans les forêts et occupait des retraites inaccessibles. Il y avait à l'époque suffisamment de forêts vierges, le sol ne promettait pas de moissons durables et, ainsi, on pratiquait l'agriculture par brûlage des terres : le paysan incendie la

(1) Hahn, *Die Haustiere in ihrer Beziehung zur Wirtschaft der Menschen* (1896, p. 133) écrit : « Le berger nomade présente un degré de civilisation nettement marqué, mais non point indépendant scientifiquement. »

forêt, cultive le sol deux ou trois ans, puis il quitte l'endroit pour aller plus loin. *Pour que le travail soit plus facile et plus productif, on a avantage à cultiver sans cesse des terres nouvelles*, au lieu de fumer les anciennes ; dès que le travail devient plus pénible, le paysan se met en quête d'une nouvelle place libre. Aussi pas un seul mot dans les *Annales* du XV^e^ siècle n'indique que les champs aient été fumés (1). » Beljaew écrit de même : « A l'époque d'alors, par suite du peu de densité de la population, l'exploitation par le brûtage de terres et la culture de nouvelles terres était plus avantageuse que la fumure du sol déjà épuisé. Le paysan ne revenait pas probablement à l'endroit abandonné avant que le champ ne fût resté longtemps en jachère et n'eût récupéré sa vigueur première. Et cela même ne se fit pas tout d'un coup, bien que le sol vierge eût considérablement diminué. Aussi notre population agricole était-elle très mobile » (2). La même situation se rencontre encore dans l'Amérique du Nord au XVIII^e^ et au XIX^e^ siècle : les colons s'enfoncent peu à peu vers l'ouest et abandonnent les terres précédemment cultivées.

Les Germains non plus, comme le raconte César, n'avaient pas de champs fixes ; ils devaient chaque année, sur l'ordre de l'autorité, aller d'un endroit à l'autre (*Agri attribuunt atque anno post alio transire cogunt*) (3).

Strabon confirme également que les Germains étaient des nomades et il apparaît ainsi que, chez tous les peuples d'Europe, l'exploitation sédentaire des champs fut précédée d'une agriculture nomade des chasseurs et des pasteurs.

(1) ARISTOW, *L'industrie dans la Russie d'autrefois* (en russe), p. 158.
(2) BELJAEW, *Quelques mots sur l'économie agricole dans la Russie d'autrefois*, « Wremennik » (en russe) livre XXII.
(3) CESAR, *De bello gallico*, livre VI.

Déjà, à l'époque de Tacite, nous trouvons chez les Germains l'agriculture avec vie sédentaire. La même évolution s'effectua chez les Slaves à mesure que la population devint plus dense : on peut l'observer aujourd'hui encore dans les régions faiblement peuplées de la Sibérie et dans les Etats occidentaux de l'Amérique du Nord. Les mêmes systèmes économiques se succèdent donc, par suite de l'accroissement de la population, au premier siècle de notre ère en Allemagne, au XIV^e^ et au XV^e^ siècle en Russie et, finalement, au XIX^e^ siècle en Sibérie et dans les Etats occidentaux de l'Amérique du Nord.

IV

Avec l'élevage primitif, le chiffre de la population dépend de la quantité de troupeaux que peut entretenir le territoire. Un accroissement de la population oblige à se disperser ou à faire une plus grande dépense de travail pour augmenter la productivité du sol.

Le passage de l'économie nomade ou de l'élevage à l'agriculture ne peut s'effectuer qu'avec une dépense de travail bien plus grande. L'agriculture demande un travail plus intensif et plus compliqué. Mais elle détermine aussi la population à développer ses forces productives par l'accroissement de l'effort, par une nouvelle organisation du travail, par l'emploi de nouveaux outils, etc. Sans développement des forces productives par un plus grand effort (travail plus intensif, journée plus longue), le passage à l'agriculture exclusive serait impossible pour les populations de la zone tempérée, car les récoltes ne pourraient suffire aux besoins.

Aussi un changement de système économique, par exemple le passage de l'élevage à l'agriculture, constitue-t-il une évolution lente ; la nouvelle répartition des forces productives entre l'élevage et la culture demande des siècles ; même aujourd'hui, où la technique agricole est relativement développée, le passage à l'agriculture ne s'effectue que peu à peu. Les Baschkirs et les Kirghiz, qui sont des peuples de pasteurs, ont besoin de dizaines d'années pour passer à une forme économique qui constitue un mélange d'élevage et d'agriculture primitive, et il faut également aux Cosaques plusieurs années pour faire un nouveau pas en avant et introduire la culture des céréales.

L'accroissement de la dépense de travail que nécessite le passage à de nouveaux systèmes économiques est si considérable qu'un peuple de pasteurs, non accoutumé à des travaux pénibles, le plus souvent en meurt. Tels les Kirghiz de Russie, qui ont de la peine à passer au labourage ou à faire pour l'hiver des provisions de fourrage. De même, les Peaux-Rouges d'Amérique. Ainsi s'explique ce fait surprenant que les peuples de pasteurs préfèrent à la culture intensive le danger de guerre auquel ils s'exposent en cherchant à donner de l'extension à leur territoire.

Les Européens reprochent aux peuples de pasteurs et de chasseurs d'être « paresseux ». En effet, ce trait de caractère est noté chez les sauvages par différents anthropologues. Ainsi, on rapporte des Botokudes, des Kamstchadales et des Barabas qu'ils passent la majeure partie de leur vie dans l'oisiveté (1). Mais les Européens non plus ne faisaient autrefois pas mieux. Tacite raconte que les Germains consacrent beaucoup de temps au « dolce farniente ». Les Celtes, d'après

(1) N. Sieber, *Esquisses sur l'histoire de la civilisation* (en russe). p. 176 sqq.

Cicéron, n'aimaient pas le travail des champs. Les Cosaques du delà de l'Oural avaient une économie extensive et les paysans du centre étaient étonnés de leur « fainéantise », bien que les Cosaques se nourrissent bien mieux qu'eux. Ce n'est que la construction d'un chemin de fer qui a propagé la culture du blé.

Pour une population peu dense, une culture intensive, qui demande plus de travail, serait un gaspillage d'effort, et voilà pourquoi les sauvages sont des « fainéants ».

Ainsi, nous trouvons que les forces productives des peuples primitifs s'accroissent lors du passage d'un système économique à l'autre, par suite de l'accroissement de la population et de la *plus grande dépense de travail*, bien que, la technique restant la même, la *productivité du travail diminue*. En d'autres termes : les forces productives peuvent, grâce à une plus grande dépense de travail, subir un certain accroissement, même si la productivité du travail diminue quelque peu. Evidemment, le fléchissement de la productivité du travail entrave le développement des forces productives et peut finalement l'arrêter complètemcnt. Alors, la population commence à se décimer. En tout cas, les exemples cités prouvent qu'un accroissement des forces productives est possible, même lorsque la productivitć du travail diminue.

V

Mais le passage à l'agriculture, qui demande une dépense de travail plus considérable, pour assurer les moyens de subsistance nécessaires, augmente énormément la capacité du pays. Cela provient de ce que la productivité du sol croît

énormément avec l'augmentation de la dépense de travail.

D'abord, on cultive d'habitude le terrain le plus accessible et le plus commode, celui qui demande le moins d'effort. Ce n'est que peu à peu que l'on passe à la culture des autres terrains moins propices. Le terrain cultivé est abandonné dès qu'il est épuisé.

Avec l'accroissement de la population, la part de terrain de chaque famille diminue ; on est obligé de restreindre peu à peu les jachères et de passer au système des trois champs, Par la mise en jachère, la fumure et l'assolement, on aide le sol à récupérer sa fécondité. Tandis que dans le système de l'herbage, la fécondité du sol n'est récupérée qu'après douze ou vingt ans, c'est-à-dire que le champ doit rester douze ou vingt ans en jachère, avant d'avoir repris de nouvelles forces, la mise en jachère jointe à la fumure artificielle, accélère cette transformation, de sorte que le champ peut être de nouveau labouré après deux ou trois ans. L'assolement permet d'utiliser complètement le sol, même lorsqu'il a été épuisé par la culture du blé; on y cultive alors des plantes fourragères et des racines, que dans une économie extensive on obtient sans travail aucun. La culture maraîchère donne le maximum de récoltes, mais avec un minimum de productivité du travail.

En suivant le développement de la branche la plus importante de l'activité humaine, — la production des aliments et des matières premières nécessaires à la confection des objets utiles, — nous avons trouvé que la transformation du système d'économie agricole s'est effectuée exclusivement avec l'accroissement de la population. Indépendamment de la

technique de production, on trouve chez une population peu dense la culture extensive : la chasse et l'élevage règnent aussi bien chez les sauvages que chez les colons d'Amérique, d'Afrique et d'Australie, dont le niveau de civilisation est plus élevé. A mesure que la population devient plus dense, elle passe au système des trois champs, à la fumure du sol, finalement à l'assolement et à la culture maraîchère. La densité de la population restant la même, la technique agricole peut varier suivant la somme des forces productives, mais, en ce cas, le système d'économie reste le même. L'habitant à demi-sauvage de la Sibérie a la même économie extensive que le Yankee capitaliste du Far-West ou que le Hollandais du sud de l'Afrique. Les instruments de production, les méthodes de travail diffèrent, mais l'intensité de la culture est plus ou moins la même. L'économie d'un Chinois est tout aussi intensive que celle d'un paysan européen dans le voisinage de nos grandes villes, bien que celui-ci ait à son service une technique perfectionnée. Ainsi, il existait à l'époque précapitaliste et il existe encore aujourd'hui simultanément dans des contrées différentes, selon la densité de la population, tous les systèmes économiques, depuis l'économie de la chasse et celle de l'élevage primitif jusqu'à la culture maraîchère.

Le progrès technique accroît la productivité du travail dans tous les systèmes économiques. Le chasseur d'aujourd'hui, qui se sert d'un fusil à longue portée, le pêcheur, qui emploie également des engins perfectionnés, de même que l'agriculteur qui utilise les machines, tous produisent considérablement plus que le chasseur primitif avec son arme de silex ou que le Chinois, qui laboure son champ avec des instruments primitifs. Pourtant, aucun agriculteur moderne, avec une abondance de terres, même avec ses outils

perfectionnés, n'obtiendra d'aussi abondantes récoltes par unité de surface que le Chinois, et sa culture sera moins intensive. — Le progrès technique accroît la productivité du travail aussi bien dans l'économie extensive que dans l'économie intensive, mais il ne supprime pas la différence qui existe entre ces systèmes économiques. Si l'agriculteur obtient avec des instruments primitifs 100 quintaux de blé par ouvrier dans une exploitation extensive et 70 quintaux dans une exploitation intensive, la productivité du travail montera, dans le premier cas, avec des instruments perfectionnés à 200 quintaux, dans le second à 140 quintaux seulement. Aussi la population a-t-elle, malgré le progrès technique, une tendance à une exploitation extensive du sol, et elle ne passe à la culture intensive que lorsque le manque de terres l'y nécessite.

Ainsi, l'histoire de la société humaine nous montre deux tendances opposées, qui se manifestent dans la production primitive et influent sur la structure économique : d'une part, la tendance à la *dispersion*, provoquée par la baisse de la productivité du travail lorsqu'on cultive plusieurs fois de suite le même sol; et, d'autre part, la nécessité d'introduire une culture plus intensive afin d'obtenir de ce même sol plus de produits pour la population qui s'accroît. Comme il a déjà été dit, le progrès technique et le perfectionnement de l'agriculture en général ne suppriment pas la différence qui existe entre une exploitation intensive et une exploitation extensive. L'énorme progrès technique moderne n'a lui-même pas neutralisé la tendance de la population à se disperser, l'exploitation extensive restant toujours plus productive que l'exploitation intensive.

On peut donc déjà dire *a priori* que la lutte des sociétés humaines pour le sol a surtout été âpre dans les périodes où

l'accroissement de la population obligeait celle-ci à étendre son propre territoire aux dépens du voisin ou à recourir à une culture plus intensive. Il y a eu plusieurs de ces périodes. Le passage particulièrement brusque de l'élevage à la culture sédentaire provoqua la lutte la plus âpre. La lutte des peuples pasteurs entre eux se déroula dès la période préhistorique. L'histoire n'a enregistré que quelques épisodes de la lutte entre nomades et agriculteurs, l'attaque des peuples sédentaires et agriculteurs par les peuples nomades. Un des plus grands chocs de ce genre fut la grande « migration des peuples » ; de même nature furent les invasions des Mongols en Russie, des nomades dans les vieux Etats asiatiques, la migration des Celtes, des Germains, etc.

Pendant la période de la culture du blé, la lutte des diverses sociétés pour la terre se complique de la lutte de classe à l'intérieur de ces sociétés. Ainsi le passage du système de l'herbage sans aucune culture au système des trois champs s'accompagne du développement du servage. La dispersion de la population ne s'effectue donc pas seulement par suite de la tendance à introduire une culture plus intensive, mais encore sous l'influence de la lutte de classe à l'intérieur de la société, de l'occupation du sol, etc. Avec le développement du capitalisme et celui de la technique agricole qui en est solidaire, la lutte de classe et l'exploitation d'une classe par l'autre prennent une importance de plus en plus grande. La tendance à se disperser, loin de s'en trouver atténuée, est au contraire accrue, bien que ce ne soit déjà plus l'excédent de population absolu, mais simplement l'excédent relatif, qui joue le rôle de plus en plus grand.

VI

Le fait que la productivité du travail diminue à mesure qu'on cultive le même sol est présenté d'une façon inexacte même par les économistes qui le reconnaissent. Cela provient de ce qu'il est considéré en dehors des systèmes économiques dans lesquels apparaît la dépense de travail sur l'unité de terre. Ainsi, cette dépense de travail pour la culture du sol est égale à zéro chez les chasseurs, dans l'économie sauvage de l'élevage et de l'exploitation forestière. Il n'est dépensé de travail que pour la capture des animaux, la garde des bêtes, la coupe du bois, etc. Il va de soi que, dans une économie d'élevage, où l'herbe croît sans aucun travail humain, la dépense de travail est relativement très faible. Or, les économistes, qui observent seulement la culture plus intensive de l'Europe occidentale, trouvent que les premières fois qu'on cultive le même sol, on a encore un accroissement de la productivité du travail et que celle-ci commence seulement à baisser à partir d'un certain moment. Ils se représentent d'habitude la situation ainsi : la première dépense de travail donne trois unités de produits, la seconde 4, la troisième 5, puis ensuite il y a diminution (1).

Nous étudierons plus loin plus au long l'importance pour la société capitaliste de ce fait que la productivité du travail diminue à mesure qu'on cultive le même sol. Mais il appert

(1) Nous lisons par exemple dans DAVID, *Sozialismus und Landwirtschaft*, Berlin, 1903, p. 515 : « Ce n'est qu'à partir d'un certain degré d'intensité que le rendement n'augmente plus en proportion du plus grand effort ».

déjà de l'analyse du développement des divers systèmes économiques avec l'accroissement de la population que la productivité du travail, dans ces conditions, diminue dès l'origine. Sinon, on ne verrait pas d'exploitation extensive ; n'aurait-on pas avantage à passer à la culture intensive, si la productivité du travail dépensé allait en augmentant ?

En constatant ce fait (1) de la baisse de la productivité du travail à mesure qu'on cultive le même sol, nous avons par cela même indiqué une des conditions de l'activité économique de l'homme. En lui-même, ce fait ne modifie pas l'économie, mais il oblige la société humaine à changer de système économique, car on est obligé d'en tenir compte. Ce n'est que conjointement avec lui que l'accroissement de la population prend, à l'époque de l'économie primitive, une importance énorme pour le développement des systèmes agricoles. L'accroissement de la population et la baisse de la productivité du travail ont nécessité le recours à de nouvelles formes d'exploitation plus intensive. Mais ce n'était possible qu'avec le développement des forces productives, qui sont le facteur principal du progrès économique. Sinon, il n'y aurait pu y avoir ni changement des formes économiques, ni accroissement de la population. L'excédent de celle-ci serait mort et le passage à une culture plus intensive aurait été arrêté.

Tout ce qui vient d'être dit montre l'importance de la division en stades économiques, dont List a donné la formule

(1) C'est un *fait* et non une loi, parce qu'il est possible d'imaginer une nouvelle invention qui rendrait le travail dépensé sur le même terrain de plus en plus productif. Alors la culture extensive disparaîtrait complètement.

la plus précise. On sait que List divisait l'évolution économique en cinq périodes ; 1° période de chasse et de pêche ; 2° d'élevage ; 3° d'agriculture ; 4° d'agriculture unie à l'industrie ; et 5° d'agriculture unie à l'industrie et au commerce.

Il est clair qu'il y a là confusion des systèmes de l'économie avec leur organisation. Les systèmes économiques, chasse, élevage et agriculture, dépendent de la densité de la population et apparaissent comme résultat de la baisse de la productivité du travail à mesure qu'on cultive le même sol. Au contraire, l'évolution de l'organisation économique, la transformation des économies isolées en économies de communauté, puis en organisations régionales et enfin en organisations économiques nationales résulte de l'évolution historique des conditions économiques, du développement des forces productrices de la société.

La division de List en stades économiques a été abandonnée par les économistes, parce qu'insuffisante, car elle ne donne pas une idée juste de l'évolution de l'économie nationale. Mais il est très important pour l'intelligence de cette évolution de caractériser les systèmes économiques et d'expliquer leur naissance ; ce n'est qu'en considérant la succession des systèmes économiques que nous pouvons voir en toute clarté l'influence sur l'économie nationale de l'accroissement de la population et de la baisse de la productivité du travail appliqué au même sol. A l'époque de l'économie naturelle, l'accroissement de la population et la façon dont on se procurait les aliments avaient une importance particulièrement grande, parce qu'ils déterminaient également l'organisation des forces productives. Or, la façon dont on se procure les aliments est déterminée à son tour par le système économique, dont la transformation s'effectue sous l'influence de l'accroissement de la population.

CHAPITRE II

LE COMMENCEMENT DE L'EXPLOITATION DU TRAVAIL ET LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

I

Dès les premiers stades de l'évolution économique, une certaine division du travail est nécessaire. Au-dessus de la communauté s'élève l'organisateur expérimenté de l'activité économique. D'habitude, c'est le plus âgé de la famille. Les collisions des tribus entre elles provoquent en outre la formation d'une organisation spéciale de guerriers, à la tête de laquelle se trouve également le plus ancien de la tribu.

A ce qu'il semble, la domestication des animaux a tellement accru la productivité du travail que l'exploitation du travail des prisonniers de guerre est devenue avantageuse. Sous l'influence de l'accroissement de la population, les guerres devinrent à la longue un moyen non seulement d'agrandir le territoire mais encore de s'enrichir par l'asservissement et le dépouillement des autres tribus. Les chefs surtout y trouvèrent avantage, car ils recevaient une partie du butin d'autant plus grande que leur situation comme conducteurs des opérations guerrières était mieux établie.

Les peuples pasteurs étaient le plus poussés à agrandir leur territoire, car leur bien-être dépendait directement de

la superficie de leur pays ; ce furent eux qui devinrent particulièrement guerriers et qui inquiétèrent sans cesse les pays voisins.

Au cours du temps se formèrent, à divers endroits, des groupements de densité différente. Tandis qu'ici la population était passée à l'agriculture, là elle vivait encore uniquement de l'élevage. Il y eut ainsi des collisions même entre tribus autrefois parentes, mais qui se trouvaient à un degré différent de développement économique.

Toutefois, les guerres des tribus entre elles n'eurent pas seulement les résultats mentionnés ; elles amenèrent aussi l'échange de différents produits, lorsqu'il était impossible de s'emparer par la violence des produits désirés. L'histoire nous apprend que l'échange des marchandises est issu du vol et de l'échange de cadeaux. Ce n'est que peu à peu qu'il prit une forme régulière, effectué ou bien directement par les plus anciens, capitaines ou rois, ou bien sous leur contrôle.

Nous ne pouvons ici étudier longuement l'évolution du commerce ; c'est affaire à l'histoire et non à une étude théorique sur l'économie nationale. Il nous importe seulement de savoir par quoi l'échange fut régularisé et quelle influence il a exercé sur l'évolution de l'économie nationale. En même temps qu'un échange de produits, qui n'étaient pas encore des marchandises, entre les familles d'une tribu, échange provoqué par la division du travail à l'intérieur de la communauté, il y avait aussi déjà, entre les tribus, un échange de *marchandises*, qui s'était développé par suite de la différence des conditions naturelles, et aussi du progrès technique et du degré de civilisation chez les différents peuples. Mais le commerce fut surtout favorisé par l'établissement d'une organisation qui conférait la souveraineté à certaines

personnes, en particulier par le travail de l'esclave, qui créait une surabondance de marchandises.

Le caractère que prend l'exploitation de l'esclave, aussi bien que des autres personnes qui se trouvent dans une situation dépendante, dépend du système économique, lequel dépend à son tour de la densité de la population.

Lorsque la population est peu dense, la propriété du sol ne confère pas encore le pouvoir d'exploiter autrui, l'abondance du sol empêchant la monopolisation de la propriété foncière. Les peuples nomades ne connaissent pas encore l'institution de la propriété privée, bien qu'ils possèdent déjà des esclaves et exploitent les tribus soumises. Dans l'ancienne Russie, des propriétaires fonciers apparurent pour la première fois à l'époque de la domination des princes de Kiew, mais la terre n'était pas encore un moyen de faire travailler les autres pour soi, bien que l'esclavage fût déjà très répandu et que les princes possédassent des villages entiers où les esclaves travaillaient pour eux. Là où la population était encore peu dense, l'exploitation se fondait exclusivement sur la propriété de la personne d'un individu. Ce n'est qu'avec l'accroissement de la population, lorsqu'on fut forcé de passer à une culture plus intensive, que l'occupation du sol put devenir et devint la base de l'exploitation de la population rurale. Si l'exploitation intensive était plus productive que l'exploitation extensive, la main-mise sur certaines parties du territoire ne serait pas aujourd'hui encore un moyen d'exploiter le travail d'autrui. Comme personne ne chercherait à agrandir son champ, les champs devenus propriété privée resteraient tout simplement en jachère. Tant que dura la transition de l'économie primitive de l'herbage (« agriculture des nomades ») au système des trois champs (ou bien à l'agriculture sédentaire), ce ne fut pas la propriété

du sol, mais la propriété des instruments de production qui permit l'exploitation de la population des campagnes.

« Dans tous les pays neufs, dit Bagehot, tous les gens libres doivent être égaux. Chacun a du travail et chacun a de la terre... C'est une histoire souvent citée que celle de ce grand capitaliste anglais qui vint en Australie avec une cargaison d'ouvriers et un carrosse ; il pensait que les ouvriers lui bâtiraient une maison et qu'il roulerait carrosse, tout comme en Angleterre. Mais... il dut habiter dans son carrosse, car les ouvriers le quittèrent et allèrent travailler pour eux-mêmes » (1). — « Dans ces pays (de population peu dense), ajoute Nieboehr, il faut contraindre les gens à travailler pour d'autres, c'est-à-dire, il faut les transformer en esclaves. » Nous avons vu qu'il y avait encore un moyen d'exploiter autrui : lui avancer des outils et d'autres moyens de production. Mais l'esclavage, de même que le prêt, deviennent superflus (2) dès que le cultivateur est obligé, par suite de l'accroissement de la population, de travailler pour le propriétaire foncier s'il veut labourer un lopin de terre. D'ailleurs Nieboehr, lui aussi, le reconnaît : « Lorsque la

(1) Bagehot W., *Physics and Politics*, New edition 1896, p. 72 et 73, cité par Nieboehr, *loc. cit.*, p. 300-301. « All freemen in new countries must be pretty equal ; every one has labour, and every one has land... There is a story often told of a great English capitalist who went out to Australia with a shipload of labourers and a carriage ; his plan has that the labourers should build a house for him, and that he would keep his karriage, just as in England. But... he had try to live in his carriage, for his labourers left him and went away to work for themselves. »

(2) On trouve souvent une explication superficielle du passage de l'esclavage au servage. Par exemple dans A. Buchenberger (*Grundzüge der Agrarpolitik*, Berlin, 1897, p. 7) : « Sous l'influence du christianisme, la dureté de ce droit ancien s'atténua et il se forma un état qui répond aux différentes dénominations employées pour désigner le servage. »

population augmente, dit-il, et que toute la terre qui peut être cultivée sans l'aide du capital est devenue propriété privée, alors survient une toute autre situation. L'ouvrier n'a pas autre chose à faire que de vendre son travail au capitaliste pour le salaire que celui-ci veut bien lui donner »... « Dès que l'accroissement de la population obligea à cultiver des terres de qualité moindre que celles qu'on avait tout d'abord cultivées, celles-ci prirent aussitôt une certaine valeur (1). » Cette dernière conclusion, que Nieboehr tire avec Ricardo (2), n'est pourtant vraie que pour ce qui concerne l'économie capitaliste moderne. Lors de l'économie domestique, il n'y avait pas de revenu capitaliste et la population des campagnes était pourtant obligée d'abandonner aux propriétaires fonciers une partie de ses produits ; elle était dans une situation de dépendance aussi bien économique que juridique.

II

L'évolution de l'économie nationale nous montre très clairement que les systèmes économiques dépendent du degré de densité de la population : les peuples pasteurs et chas-

(1) NIEBOEHR, *loc. cit.*, p. 308. « When population increases, and all land that can be cultivated by labour without the aid of capital had been appropriated, quite another state of things prevails. The labourer has now no other ressource but to sell his labour to the capitalist for such wages as the latter likes to give...., »

(2) RICARDO, *On the principles of political economy* (Londres, 1817) : « When in the progress of society, land of second degree of fertility is taken into cultivation, rent immediately commences on that of the first quality » (p. 54).

seurs ne passèrent pas à l'agriculture et les cultivateurs préférèrent d'abord une culture extensive, non point parce qu'ils étaient « ignorants », mais parce que, dans les conditions techniques données, le travail était plus productif dans l'économie extensive que dans l'économie intensive. Cela est vrai non seulement du passé, mais encore du présent; même avec la technique la plus perfectionnée, on pratique d'autant plus une économie extensive que la population est moins dense.

Ce n'est que par suite de l'accroissement de la population que l'on dut passer à une culture plus intensive, bien que la productivité du travail s'en trouvât diminuée. Ce n'est que par là aussi qu'il devient possible aux propriétaires fonciers d'exploiter la population paysanne par l'occupation du sol. Jadis la possession du sol ne pouvait jouer ce rôle, car les chasseurs primitifs, les pasteurs, les cultivateurs primitifs, émigraient sans cesse d'un endroit vers l'autre. Ainsi, dans l'ancienne Russie, le moyen d'enrôler des gardes libres n'était pas la propriété foncière, mais le bien mobilier. Plus tard seulement, quand la possession du sol est devenue avantageuse, les libres gardes et les valets sollicitèrent des princes « une petite terre ». De même, les relations des gens « comme il faut », propriétaires fonciers avec les paysans, étaient, dans la première période, tout à fait différentes de ce qu'elles furent plus tard. Le seul moyen par lequel la population des campagnes pouvait alors être exploitée, était le prêt (1). En

(1) SJERGIEVITCH, *Sujets libres et sujets serfs des rois*; KLJUTSCHEWSKY, *Suppression de la servitude*, etc. (en russe). La dépendance des paysans, fondée sur le prêt, est attribuée par certains historiens à la domination tatare. C'est pourtant à tort. Nowgorod était relativement indépendant et c'est là que florirent ces rapports de dépendance, dans lesquels se trouvaient les paysans vis-à-vis de leurs seigneurs. Cette dépendance fut donc amenée par des facteurs économiques.

réalité, il servit aussi aux propriétaires fonciers à attacher les paysans à la glèbe, tant que le système des trois champs n'eut pas encore vu le jour. Les paysans occupèrent les terres des propriétaires fonciers, non par suite du manque de terrain, mais par suite du manque d'instruments de production (1). Il en fut de même en Irlande.

« These the Chiefs appear in the Brehon law as perpetually giving stock and the tribesmen as receiving it. The remarkable thing is, that out of this practice grew, not only the familiar incidents of ownership, such as the right torent and the liability to pay it, together with some other incidents less pleasantly familiar to the student of Irisch history; but, above and besides these, nearly all the wellknown incidents of feudal tenure. It is by taking stock [instruments de production] that the free Irish tribesman becomes the Ceile or Kyle, the vassal or man of the Chief, owing him not only rent but service and homage... » (Henry Summner Maine, *Lectures on the early history of institutions*, London, 1895, p. 157-158).

Il est intéressant de remarquer que la rente ordinaire en Irlande ne représentait qu'une redevance pour l'emploi des instruments de production » (*Ibidem*, p. 160).

Dans l'Europe occidentale, raconte Roscher, « le prix du fermage, dans le rude moyen âge, était si infime, qu'on ne peut guère y voir autre chose que la reconnaissance des droits de propriété du seigneur. » — Les vassaux des grands seigneurs sont « *d'autant plus dépendants que le capital*

(1) D'après le code de Jaroslaw, les serfs habitaient en petites familles et travaillaient pour les propriétaires fonciers. Ils cultivaient le champ du maître et le leur avec le cheptel du domaine. Voir J. Beljaew, *Les paysans de l'ancienne Russie*, Moscou, 1879 (en russe).

[les moyens de production] et les communications font encore défaut. » (ROSCHER, *Grundlagen der Natinalökonomie*. Stuttgart, 1900, Vol I, § 155).

Avec l'accroissement de la population et la transformation du sol en propriété privée, la population fut obligée de passer à une culture plus intensive, dans laquelle la productivité du travail devint moindre. Mais il n'est pas absolument nécessaire que le sol devienne propriété privée pour que la rente foncière puisse naître. Le village indien se transforme, lorsque la proportion entre le nombre de ses membres et la superficie a atteint un certain niveau, en corporation formée, dans laquelle on n'a accès de l'extérieur que moyennant paiement d'une rente (1).

III

Personne ne nie aujourd'hui la relation directe qui existe entre le système économique et la densité de la population. Il suffit de jeter un regard sur la carte du monde et de comparer les différents systèmes économiques avec la densité de la population pour s'en rendre compte immédiatement. Pourtant, on ne tire pas de ce fait les conséquences logiques qui en découlent. Il n'en est pas moins manifeste que, dans les contrées de population peu dense, on ne pratique pas d'économie intensive uniquement parce que le travail est ainsi moins productif.

A l'époque de l'économie isolée et de l'économie de com-

(1) H. J. SUMMER MAINE, *Village Communities in the East and West*, Londres, 1876, cité d'après l'édition russe, p. 106.

munauté, lorsqu'on confectionnait soi-même tous les instruments de production, la technique agricole était si primitive que même la culture extrêmement extensive était peu productive et que la population avait de la peine à se nourrir. Aujourd'hui les régions peu peuplées peuvent, grâce à l'exploitation extensive, non seulement se nourrir elles-mêmes mais encore pourvoir de blé une grande partie de la population urbaine de l'étranger, alors que souvent les paysans mourraient de faim dans l'économie isolée. Ce fait que les paysans de jadis manquaient souvent même d'aliments déconcerte les économistes qui comparent la culture intensive d'aujourd'hui avec ses instruments de production modernes et la culture extensive de l'économie isolée, de communauté ou régionale, du moyen âge et de l'antiquité ; ils expliquent la faible productivité du travail aux temps jadis comme une conséquence de la culture extensive. Il est pourtant clair que l'on ne peut comparer entre eux que des systèmes économiques ayant la même technique de production. Comme nous le verrons plus loin, la productivité du travail même dans les économies extensives d'aujourd'hui est considérablement plus élevée que dans les économies intensives actuelles.

Du fait que le travail est, étant donnée la technique de la production, plus productif dans la culture extensive, résulte, comme nous l'avons déjà dit, la tendance qu'a la population à se disperser, à occuper une partie toujours plus grande de la surface terrestre. Cette tendance fait que le sol est occupé ou par les cultivateurs ou par les classes privilégiées. Ainsi naissent la propriété foncière et la rente foncière, qui est la redevance pour la jouissance du sol « d'autrui ». Dans l'économie domestique, la rente foncière n'est déterminée ni par le prix du blé, ni par la différence de fertilité du sol, mais bien par le degré de la dépendance personnelle des paysans vis-

à-vis des propriétaires fonciers (1). Pour augmenter la part de produits que les propriétaires fonciers recevaient des paysans, il fallait resserrer la dépendance juridique de ceux-ci, en les attachant à la glèbe, en les transformant en serfs. « Les propriétaires fonciers, dit Roscher, se sont servis au moyen âge de leur influence sur le pouvoir public pour diminuer le salaire par le servage et autres institutions analogues », c'est-à-dire pour diminuer la part des cultivateurs dans le fruit de la production, part que Roscher ne peut se représenter que sous forme de « salaire », car il identifie les conditions du moyen âge avec celles d'aujourd'hui.

Sombart a, à notre avis, raison de représenter la rente foncière comme la première source de la richesse des classes privilégiées. Mais il ne faut pas entendre par là la rente foncière capitaliste que le propriétaire foncier reçoit aujourd'hui et dont le taux dépend dans une grande mesure de la situation du marché, du prix des céréales et de la concurrence des autres pays. Il s'agit d'une rente foncière dont le taux était déterminé par la densité de la population et le degré de dépendance personnelle des cultivateurs vis-à-vis des propriétaires fonciers. Ce genre de rente foncière ne naît qu'avec une certaine densité de population, lors du passage de l'économie de l'herbage inculte au système des trois champs (2).

(1) D'après les anciennes lois irlandaises, il y avait trois catégories de rente foncière : la plus élevée est payée par les étrangers, la rente légitime par les membres de la tribu et une troisième selon l'accord intervenu, aussi bien par les étrangers que par les membres de la tribu. MAINE, *op. cit.*, éd. russe, p. 106.

(2) Dans l'Europe occidentale, le système des trois champs est mentionné pour la première fois dans le *Codex Lauresham*, à la fin du VIII[e] siècle. A cette époque les paysans libres commencent à disparaître. En Russie, le passage à l'économie des trois champs a lieu avant l'introduction en fait du servage. Aussi bien en Russie que dans l'Europe occidentale, le passage à l'économie des trois

Beljaew nous indique très justement la cause de l'exploitation des cultivateurs dans les régions de population clairsemée avant le passage au système des trois champs. « L'abondance de terres, dit-il, et la liberté de s'en approprier autant qu'on veut, excluent, à première vue, la nécessité de s'établir sur le sol d'autrui... Mais, en réalité, il s'est trouvé que précisément cette abondance de terrain libre a été une des causes qui ont déterminé les campagnards à occuper les terres d'autrui. Si l'on veut cultiver une terre vierge, il faut la nettoyer, la herser, la labourer, puis la semer. Pour cela, il fallait des bêtes, des instruments de travail, une provision de semence et des vivres pour attendre la moisson prochaine. Bref, un capital était nécessaire pour occuper le sol libre... Les paysans pauvres étaient donc obligés de cultiver le sol des riches qui leur fournissaient des bêtes de travail, des outils agricoles, une maison avec toutes ses dépendances, et des vivres pour les premiers temps jusqu'à la moisson nouvelle, et qui payaient pour eux les redevances publiques (1). » Là où, par suite de l'accroissement de la population, on était passé au système des trois champs, on vit naître la dépendance personnelle. Même plus tard, alors qu'il florissait dans les régions de population dense, le servage ne put s'établir dans les contrées peu peuplées. Le code de Jaroslaw, « Rousskaja Prawda », ne connaît

champs a donc eu pour conséquence la suppression de l'esclavage et la transformation des paysans libres en serfs.

(1) BELJAEW, *Les paysans dans l'ancienne Russie*, p. 8. « Le servage des cultivateurs résulte de dettes contractées par les « malpropres » vis-à-vis des propriétaires fonciers ». Prof. WLADIMIRSKY BOUDANOW, *Tableau de l'histoire du droit russe* (en russe), p. 36. De même ENGELMANN, *Die Leibeigenschaft in Russland*, Leipzig, 1884. « En réalité, le propriétaire foncier était le maître des paysans, il avait sur lui un pouvoir considérable, car le paysan était le plus souvent son débiteur », p. 12-13 et 19.

que la dépendance faisant suite à un prêt. Par contre, il appert des lois de Pskow, du XIVe et du XVe siècle, que ce n'était pas seulement le manque d'instruments de travail qui déterminait les paysans à s'établir sur les terres d'autrui, car les paysans possédaient souvent leur propre cheptel. A cette époque, le manque de terres libres se faisait déjà sentir.

Ce fut donc tout d'abord le prêt d'instruments de production qui permit l'exploitation du travail à l'époque de l'économie d'élevage et de culture extensive, exploitation basée sur un « libre » contrat.

Si nous comparons la répartition des forces productives dans les périodes de la chasse, de l'élevage et de l'agriculture, nous trouvons que, dans l'économie d'élevage, on dépense plus de travail pour la production des instruments de production qu'à l'époque de la chasse ; de même, l'agriculture demande plus d'instruments de production que l'élevage. L'équipement du chasseur primitif est fort peu de chose ; l'éleveur est déjà obligé d'entretenir les animaux qu'il ne peut immédiatement consommer ; le cultivateur est obligé d'avoir une provision de semences, de céréales, d'instruments de production, etc. *Le passage à l'agriculture exige donc en quelque sorte l'accumulation de moyens de production, qui déjà deviennent nécessaires à l'existence. L'asservissement du débiteur par les possesseurs de ces moyens de production apparaît comme le résultat de cette répartition des forces productives qui permit le passage à l'agriculture.*

Par contre, le passage à une culture plus intensive, au système des trois champs, ne demande pas de nouveaux moyens de production. Ce passage ne provoque pas le besoin de nouveaux moyens de production, mais il est lui-même le résultat du *manque de terrain*. Au XVe siècle, le

système des trois champs commence à se répandre dans le centre de la Russie, dans les régions de l'Oka et de la Volga et dans le pays de Nowgorod, comme le montrent les cadastres (1). Pourtant, au XVI^e^ siècle, le servage, bien qu'établi en fait, n'était pas encore reconnu par la loi (2). Ce n'est que lorsque l'extension de la Russie vers l'est permit l'émigration que *les propriétaires fonciers cherchèrent à attacher les paysans à la glèbe par l'intervention du pouvoir public.* Il est à remarquer qu'à mesure que la densité de la *population diminuait*, par suite de la colonisation de nouvelles régions, *le retour se faisait de l'économie des trois champs à la culture extensive.* Ce fait prouve d'une façon décisive que l'économie extensive est plus productive que l'économie intensive et que la population n'a recours à celle-ci que contrainte par la nécessité, par suite du manque de terres libres.

Les historiens économistes expliquent d'habitude la transformation des cultivateurs libres en serfs par des facteurs politiques ou même par le fait que les propriétaires fonciers auraient pris conscience de leur intérêt (3). Or, nous venons de voir que le servage existait en fait avant d'avoir été établi par la loi, comme si la population avait voulu elle-même se soumettre au joug. Nous avons vu aussi la cause qui a provoqué ce servage : *le prêt des instruments de production.* La situation de débiteurs se rapproche par là de celle des esclaves et l'esclavage de son côté devient superflu, les propriétaires fonciers pouvant exploiter le travail de gens libres avec plus de bénéfice. Le servage remplace l'esclavage ;

(1) ROSCHKOW, *La ville et la campagne dans l'histoire russe* (en russe), 1902, p. 27.

(2) WLADIMIRSKY BOUDANOW, *op. cit.*, p. 147.

(3) Voir, par exemple, INAMA STERNEGG, *Grosse Grundherrschaften in Deutschland*, Leipzig 1878, p. 73-74.

mais, en même temps aussi, la dépendance de la population autrefois libre devient plus étroite...

Ce n'est que plus tard que la puissance politique des grands propriétaires fonciers amena les paysans libres, possesseurs d'une partie du terrain, à se mettre sous la protection des premiers et à reconnaître leur souveraineté. Mais cette tendance apparaît dans une période déterminée, celle où le servage est en voie de naissance.

Le manque de terres libres amena les paysans à s'établir sur les domaines des propriétaires fonciers, et, dès la première moitié du XVI^e^ siècle, ils perdent le droit de partir d'eux-mêmes, sans que la loi intervienne plus ou moins directement (1). Comme nous l'avons déjà fait remarquer, au XVI^e^ siècle, la possibilité d'émigrer s'offrait aux paysans. Mais, en même temps, la législation leur en restreignait le droit (2).

Au XV^e^ siècle, se répand, avons-nous déjà dit, dans les régions de l'Oka et de la Volga, le système des trois champs. En même temps, l'exploitation du travail paysan fait des progrès. Le fait que l'émigration hors de l'étroite région comprise entre l'Oka et la Volga fut un temps arrêtée, a beaucoup contribué, *s'il n'en a pas été la cause principale*, au succès de l'asservissement des paysans (3). La dépendance personnelle des paysans existait donc en fait avant

(1) KLJUTSCHEWSKY, *Les origines du servage en Russie* (en russe), cité d'après l'article de P. MILUKOW, *Les paysans*, dans le Dictionnaire encyclopédique de Brockhaus et Efron (édition russe). Les historiens du servage n'expliquent pas d'habitude pourquoi c'est à une certaine époque, au moment du développement du système des trois champs, que les paysans ont été attachés à la glèbe.

(2) Nous laissons de côté la question de savoir à qui s'appliquaient tout d'abord ces lois : aux serviteurs évadés ou à tous les paysans en général. Mais il est remarquable que ces lois aient été faites précisément à ce moment.

(3) KLJUTSCHEWSKY, *La Douma des Bojares*, 4^e^ édition (en russe), p. 508.

d'avoir été établie en droit. Le paysan russe d'aujourd'hui, possesseur d'un terrain de quelques déciatines, préfère en louer encore quelques-unes et céder au propriétaire foncier une grande partie de ses produits, plutôt que d'exploiter son propre bien d'une façon plus intensive. C'est parce que l'exploitation intensive est moins productive que l'exploitation extensive qu'il cherche à agrandir son champ le plus possible. Soit dit en passant, pourquoi les théoriciens qui contestent le fait de la diminution de la productivité du travail appliqué au même sol n'expliquent-ils pas ce fait universellement reconnu que les paysans, au lieu de continuer à travailler sur leur propre bien, préfèrent louer la terre des propriétaires fonciers ? Parler de l'ignorance des paysans est au moins ridicule, puisque partout, dans les mêmes circonstances, le même fait se produit, l'homme tend toujours à agrandir le champ qu'il exploite.

IV

L'organisation de la souveraineté fondée sur la propriété du sol permet d'exploiter la masse du peuple. Or, l'expropriation d'une fraction considérable des produits de la communauté villageoise amène un changement considérable dans la répartition des forces productives de l'économie nationale. Que ces produits soient aliénés sous forme de tribut, d'impôt ou de redevance pour la jouissance du sol, en tous cas, au lieu d'être consommés par la communauté, ils s'entassent dans les greniers de la classe maîtresse. Cela permet d'entretenir non seulement ceux qui ne fournissent aucun travail productif mais encore les artisans qui travaillent pour eux.

Ainsi le village et l'économie du seigneur constituaient un tout économique indépendant. Les formes d'exploitation de l'économie domestique sont différentes : ou bien le paysan cède une partie de ses produits au propriétaire foncier, ou bien il travaille sur le domaine de celui-ci. Mais le système économique du « domaine », c'est-à-dire de la communauté villageoise et du seigneur, constitue dans son ensemble un type d'économie de communauté.

Analogue à l'économie domaniale, s'est développée dans l'antiquité l'économie des grands propriétaires fonciers. Dans les propriétés rurales des Romains riches il y avait, en fait d'artisans assujettis, des meuniers, des cuisiniers, des boulangers, des forgerons, des charpentiers, des tuiliers, différents tisserands, des fouleurs, des tailleurs ; en outre, dans leurs maisons de la ville, des teinturiers, des doreurs, des charpentiers, des tisserands, des boulangers, des fouleurs, des tailleurs, des cordonniers, des orfèvres, des menuisiers, des bijoutiers, des maçons, des couvreurs, des miroitiers, des journalistes, etc. (1). C'est ainsi que nous apparaissent, au moyen-âge, de grandes économies, comme par exemple celle du cloître de Saint-Gall au VIII^e^ siècle (2). Dans quelques cloîtres du XII^e^ siècle, il y avait entre autres : des cuisiniers, des tanneurs, des bouchers, des tisserands, des cordonniers, des pelletiers, des tonneliers, des peintres, des boulangers et des forgerons. Les riches propriétaires fonciers avaient donc à leur disposition différents

(1) Ed. Meyer a raison, à mon avis, avec Rodbertus, et en opposition avec Bücher, de ne pas considérer l'économie d'esclavage des Grecs et des Romains comme une économie naturelle isolée. Chez les Grecs et les Romains, l'échange des marchandises était déjà développé. Voir E. MEYER, *Die wirtschaftliche Entwicklung des Altertums*, Iéna, 1895.

(2) VON INAMA-STERNEGG, *Grosse Grundherrschaften in Deutschland*, 1848, p. 78.

artisans et pouvaient ainsi satisfaire tous leurs besoins. Il y avait même parmi la domesticité des artisans spéciaux pour le travail qualifié (1). Peu à peu, à mesure que leur travail se spécialisait davantage, les artisans se mirent à se concentrer là où ils pouvaient travailler en même temps pour plusieurs villages et plusieurs seigneurs, c'est-à-dire dans les villes, échangeant leurs produits pour ceux de l'agriculture. Ainsi naît l'économie régionale, la ville et les villages d'alentour sont maintenant réunis par un lien économique, comme l'étaient autrefois les diverses économies d'un village isolé ou d'une communauté. Une grande partie de la population s'est détachée de l'agriculture ; ou bien elle ne fait aucun travail productif ou bien elle ne s'occupe que de travaux industriels et de commerce. La nouvelle répartition des forces productives se manifeste donc non seulement par la distinction du métier et l'exode des artisans vers les villes, mais encore par la diminution *relative* de la population agricole.

La répartition des forces productives ne fut nullement un résultat du progrès technique dans l'agriculture. Naturellement, cet échange de produits agricoles et industriels ne pouvait avoir lieu qu'à un certain niveau du développement technique et agricole, lorsque l'agriculture commença à produire plus qu'il ne lui fallait pour la subsistance des membres de la famille. Mais l'accroissement de la population non agricole, la naissance des villes furent le résultat de l'accroissement des forces productives dû à une population plus dense. L'accroissement de la population permit aux propriétaires fonciers de prendre aux paysans une partie de leurs produits. Les paysans furent donc *obligés* de produire plus que ne demandaient leurs propres besoins. La production

(1) Von Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 79.

agricole se trouva accrue, non par suite du progrès technique, mais par suite du plus grand effort dépensé par la population rurale. Ainsi, les paysans libres des régions frontières de la Russie ne produisaient que ce qui était nécessaire à leur entretien, tandis que les serfs du centre devaient travailler trois jours par semaine pour le seigneur et ne pouvaient, par suite, travailler pour eux-mêmes que trois jours. Le paysan libre se fatiguait donc moins, travaillait moins longtemps, tandis que le serf devait produire davantage, bien que la technique agricole fût la même pour les deux. On voit que la répartition des forces productives entre l'industrie et l'agriculture n'a pas résulté du développement de la technique, mais bien de celui des forces productives, provoqué lui-même par la plus grande densité de la population.

Le progrès technique naquit de l'industrie *déjà* constituée : la spécialisation amena le perfectionnement des méthodes de travail, des instruments de production, de même que le développement de la division du travail, qui finalement conduisit à la pratique de la manufacture, où l'invention des machines devint possible. La formation de la rente foncière (non-capitaliste), résultant de la possession du sol par des particuliers, a créé au moyen-âge la base de l'exploitation d'une classe sociale par l'autre. Or, la transformation de la propriété foncière en source de revenu fit naître l'institution médiévale de la cession du revenu : le propriétaire foncier put, pour une somme d'argent, aliéner ce que lui rapportait le sol. C'est ainsi que le capital-argent obtient la propriété de fournir un revenu, puisqu'on peut, avec de l'argent, acheter une source de revenu, acheter le travail d'autrui.

CHAPITRE III

LA NOUVELLE RÉPARTITION DES FORCES PRODUCTIVES PAR SUITE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

I

L'organisation des forces productives dans une économie isolée est délimitée par les limites de la famille — de la *gens* ou de la tribu. La famille peut s'occuper ou de chasse ou d'élevage, ou d'agriculture, ou d'élevage joint à l'agriculculture, etc., selon le genre de production qui domine. Mais, du système économique dépend, dans une économie isolée, l'organisation et la quantité des forces productives que chaque famille peut dépenser pour se procurer des instruments de production ou des aliments. Le système économique détermine aussi la répartition du travail à l'intérieur de la famille entre l'homme, la femme et les autres membres. Le mode de répartition du travail détermine à son tour les formes de la famille, les rapports entre ses différents membres, etc. (1).

Or, ce qui détermine le système économique, dans des

(1) Le rôle de l'homme et celui de la femme dans la famille, comme la forme de la famille en général, dépendent étroitement du système économique ou, pour parler plus exactement, de l'organisation des forces productives, qui, nous le verrons plus loin, est différente dans les différents systèmes économiques.

conditions géographiques données, c'est le degré de densité de la population.

Il a déjà été dit qu'un même système économique peut exister avec des techniques différentes. Mais le progrès technique apparaît ici comme la condition principale du développement des forces productives, bien que, d'autre part, l'accroissement de la population, qui provoque le changement du système économique, n'influe pas seulement sur les méthodes de production, mais encore sur la technique.

La paléontologie nous permet aujourd'hui de suivre le développement de la technique aux temps primitifs et de l'industrie depuis sa naissance. La nature des outils et des armes détermine la façon dont l'homme satisfait ses besoins; tandis que des conditions géographiques et de la densité de la population ne dépend que la catégorie des produits à obtenir. Dans le voisinage des rivières domine la pêche, dans les forêts la chasse, etc. Gabriel de Mortillet (*Le Préhistorique*, Paris, 1883) divise l'âge de la pierre en quatre principales périodes de développement technique : 1° *Pierre taillée*, obtenue par de simples coups ; 2° *Pierre retouchée*; travaillée de deux façons ; 3° *Pierre polie*, préparée par la pression ; et finalement 4° *Os* et *bois*.

Avec la technique se modifie aussi l'industrie de l'homme. Dans la première période, l'homme vivait vraisemblablement tout nu et n'avait qu'une pierre grossièrement travaillée (un coup de poing). Dans les périodes suivantes, ses outils étaient déjà plus variés : il possède déjà des instruments pour enlever et nettoyer la peau des animaux, dont il se sert ensuite comme vêtement. Dans la dernière période, il se sert déjà de l'aiguille ; d'ailleurs, les outils diversifiés qui proviennent de cette époque témoignent de besoins considérablement accrus et multipliés. Bien que l'homme, pendant tout l'âge de

la pierre, soit chasseur ou pêcheur, il s'effectue pourtant, sans changement de système économique, avec le progrès technique, un développement économique considérable ; on ne confectionne pas seulement différents outils et différentes parures, mais il y a échange d'instruments en pierre et même de parures venues de loin. Il est vrai que quelques ethnologues croient que la propagation de certains outils est due aux migrations de l'homme primitif poursuivant les cerfs et les chevaux sauvages. Quoi qu'il en soit, une chose est certaine : c'est que, dans les dernières périodes de l'âge de la pierre, l'homme dépensait une grande somme de travail non seulement pour la production immédiate de ses aliments, mais encore pour la production d'instruments et d'outils. Pourtant, l'*organisation du travail* était déterminée exclusivement par la façon dont on se procurait les aliments.

La continuation du progrès technique, le passage aux matières de bronze et de fer, n'apporte pas non plus de changement dans le système économique. Ce n'est qu'avec l'accroissement de la population que l'élevage et l'agriculture prennent de l'importance, qu'il se produit un changement dans le mode de travail. L'économie de l'élevage est déjà très différente de l'économie de la chasse, tandis que l'économie de la chasse de l'âge de la pierre et celle de l'âge du bronze, voire même celle de la chasse avec des armes à feu, ne représentent, pour l'organisation du travail et la répartition des forces productives, qu'un seul et même type.

II

Si nous comparons l'économie d'un chasseur ou d'un pêcheur, qu'il s'agisse de celle du chasseur primitif avec ses

instruments rudimentaires ou de celle d'un chasseur moderne avec ses armes perfectionnées, et l'économie d'un pasteur dans les steppes (d'un Kirghiz, ou d'un Yankee du Far-West), nous trouvons une différence considérable. — Le travail économique du chasseur ou du pêcheur consiste uniquement à confectionner les instruments nécessaires à la pêche ou à la chasse. Tout le reste est immédiatement consommé (1). La dépense de travail demandée par la confection des outils reste tout à fait insignifiante relativement à celle qui est nécessaire pour se procurer les aliments. Dans l'économie de l'élevage, nous trouvons déjà une autre répartition des forces productives ; une fraction considérable du travail est employée maintenant non point à la satisfaction des besoins personnels, mais à celle des besoins économiques. Le pasteur n'a plus seulement le souci de sa nourriture, mais encore celle de ses bêtes. En d'autres termes, pour pouvoir manger, il est d'abord obligé de faire manger ses bêtes. Sans doute, il n'a pas encore besoin de faire pousser le fourrage, mais il faut qu'il mène paître les animaux, qu'il les garde, etc. Bref, l'économie de l'élevage présente une autre répartition des forces productives que celle de la chasse.

Si nous comparons maintenant l'organisation des forces productives dans l'élevage et dans l'exploitation agricole, nous trouvons qu'il faut au cultivateur, pour subvenir aux besoins économiques, encore plus de travail qu'au pasteur.

(1) Dans l'économie de la chasse primitive « on ne produit et ne possède que l'indispensable ; tout le reste ne serait-il pas une charge pour ces nomades sans repos ? Chacun d'eux peut dire avec le philosophe ancien : « Omnia mea mecum porto » ; et il ne porte pas lourd ». E. GROSSE, *Die Formen der Familie und die Formen der Wirtschaft*, Fribourg et Leipzig, 1896, p. 38.

La satisfaction des besoins personnels nécessite une fraction relativement faible de la somme totale du travail. Les dépenses économiques des familles de cultivateurs constituent 44 0/0 du budget, tandis que celles des Kirghiz n'arrivent qu'à 25 0/0 (1). Les besoins personnels des paysans sont bien plus divers que ceux des Kirghiz ; et pourtant ces besoins constituent chez ceux-ci une fraction bien plus considérable du budget total que chez les paysans.

Les données ci-dessus sur le budget des Kirghiz et celui des paysans s'appliquent sans doute à l'économie monétaire des pasteurs et des agriculteurs. Nous pouvons pourtant tirer les mêmes conclusions même pour ce qui est de l'économie naturelle. Car, la seule différence qui existe entre les deux formes d'économie, c'est que, dans l'économie naturelle, on se procure soi-même les objets de consommation personnelle et économique, tandis que, dans l'économie monétaire, on crée encore des produits qui peuvent être échangés pour des aliments ou des instruments de production. Lorsqu'une famille, dans l'économie naturelle, a besoin d'un traîneau, elle le fait elle-même : dans l'économie monétaire, elle peut avoir un traîneau en échange de céréales. La répartition des forces productives est donc dans l'économie naturelle autre que dans l'économie monétaire, mais, dans les deux cas, les besoins économiques absorbent la même fraction du budget. Ainsi, nous pouvons admettre que, dans une économie d'élevage, il faut, en moyenne, un quart des forces productives pour subvenir aux besoins écono-

(1) F. Tscherbina, *Les budgets paysans* (en russe) 1900, p. 146. Les budgets der Kirghiz donnés par Tscherbina ne peuvent que servir d'illustration. Malheureusement, l'étude des budgets des économies privées est, en général, très insuffisante, bien que très importante pour la science économique.

miques, et les trois quarts pour la satisfaction des besoins personnels. Dans une économie d'agriculture, les objets de a consommation personnelle réclament la même quantité de forces productives que ceux de la consommation économique.

III

Nous venons de comparer les types moyens de l'économie d'élevage et de l'économie d'agriculture. Les différentes exploitations s'éloignent considérablement du type moyen, selon le nombre des animaux ou la superficie du sol. Dans les exploitations qui ont un plus grand nombre d'animaux ou des terres plus étendues, les besoins économiques absorbent une plus grande fraction des forces de travail. Inversement, cette fraction diminue lorsque le nombre des animaux ou la superficie des terres diminuent. Pourtant, la répartition des forces productives entre la production pour la consommation personnelle et la production pour la consommation économique ne peut, dans une économie naturelle, différer que très peu du type général. Cela s'explique par les considérations suivantes.

Les sujets économiques ne pouvant subvenir à leurs besoins que par des objets qu'ils produisent eux-mêmes, ils ne doivent consacrer trop de temps, ni à la production des instruments de production, ni à celle des aliments. Par suite de la limitation des forces de travail, toute dépense disproportionnée pour la confection d'instruments de production provoquera une insuffisance d'aliments. De même, inversement, la trop grande mise à contribution des forces produc-

tives pour la satisfaction immédiate des besoins personnels obligera à restreindre l'exploitation et finalement aussi les besoins personnels.

Tout sujet économique est ainsi tenu de dépenser méthodiquement ses forces de travail; on a donc une certaine répartition des forces productives entre les diverses sphères de travail dans les différents types d'économie. Une économie d'élevage présente un certain type de répartition des forces productives et une économie de culture en présente un autre. Cette fixité dans la répartition des forces productives, cette adaptation rigoureuse aux forces de travail de la famille amènent un conservatisme de l'ordre économique; de là résultent la ténacité de celui-ci et l'immobilité de la technique de production. La transformation des systèmes économiques, provoquée par l'accroissement de la population et qui s'effectue après une âpre lutte pour la vie, amène également une nouvelle répartition des forces productives, que détermine le nouveau système économique.

La répartition des forces productives dans les différents systèmes économiques montre qu'elle s'effectue indépendamment du développement des besoins personnels. Les besoins personnels de la population agricole sont plus grands et plus divers que ceux des nomades. Pourtant, dans une économie de culture, les besoins économiques absorbent une plus grande partie des forces productives que les besoins personnels. Le passage de l'économie d'élevage extensive, plus productive grâce aux conditions naturelles, à l'économie de culture moins productive, mais plus intensive, a donc eu pour résultat un accroissement de la dépense de travail pour les objets nécessaires à l'exploitation. Mais l'accroissement des instruments de production augmente la force productive du travail, permet à la population agricole, bien

qu'obligée de dépenser plus de travail pour subvenir à ses besoins économiques, de satisfaire aussi ses besoins personnels d'une façon plus complète et plus diverse. Ainsi on est obligé, pour remédier au fléchissement des forces productives, causé par le passage à l'agriculture, de procéder à une répartition nouvelle des forces productives, de dépenser plus de travail pour l'obtention des instruments de production, c'est-à-dire de compenser par le progrès technique ce fléchissement.

Le Kirghiz d'aujourd'hui, qui vit de l'élevage, a bien moins besoin de travailler pour subvenir à ses besoins de nourriture, d'habitation et de vêtements que le cultivateur. Mais, le travail agricole étant bien plus divers, le cultivateur a aussi des produits de différentes sortes pour satisfaire ses besoins. Ainsi, on voit la population obligée, lorsqu'elle se multiplie, de passer à une culture plus intensive, ce qui toutefois n'est possible qu'avec le progrès technique et l'accroissement du travail dépensé. On y parvient par un travail plus compliqué et plus divers, ce qui permet aussi une satisfaction plus diverse des besoins. Un agriculteur n'aurait pu se procurer de quoi se nourrir, s'il n'avait pas travaillé plus qu'un pasteur. Aussi l'agriculteur trouve-t-il que le pasteur ne fait rien. Mais aussi bien les besoins d'un agriculteur sont-ils plus multiples et les moyens qu'il a de les satisfaire, plus divers.

La répartition générale des forces productives lors du passage à une économie plus intensive peut être illustrée par l'exemple suivant.

Admettons qu'une étendue d'un kilomètre carré puisse nourrir 50 têtes de bétail. Cela peut permettre largement à une famille de deux personnes de subvenir à ses besoins avec une faible dépense de travail, et de s'accroître jusqu'à cinq personnes. Mais si le nombre des membres de la famille

monte jusqu'à dix, 50 têtes de bétail ne suffisent plus ; or, un kilomètre carré ne pouvant entretenir un plus grand nombre de bêtes, les dix personnes ne pourront pourvoir à leur subsistance que si elles font de l'agriculture, en même temps que de l'élevage. La population doit non seulement travailler davantage, mais encore diversifier son travail. Il faut employer plus de forces productives pour subvenir aux besoins économiques. Les besoins personnels, eux aussi, sont devenus plus divers ; ils exigent, pour être satisfaits, plus de travail et un travail plus compliqué.

Si le nombre des membres de la famille continue à monter jusqu'à quinze, ils ne peuvent bien se nourrir que si le progrès technique compense le fléchissement de la productivité du travail, ou bien si les uns s'en tiennent au travail agricole et si l'industrie est pratiquée par d'autres. L'accroissement de la population devient possible avec le progrès de la division du travail et l'augmentation de sa productivité.

Comme, à mesure qu'on cultive le sol, la productivité du travail baisse, l'accroissement de la population amène un accroissement de la population non-agricole, ce qui, à son tour, a pour effet l'importation de produits agricoles provenant d'autres pays.

Ainsi l'existence de régions peu peuplées avec culture extensive empêche, dans des régions de population plus dense, le passage à l'économie intensive, qui, avec une productivité de travail moindre, aurait pourtant pu permettre de pourvoir la population indigène de produits agricoles. En supposant certaines voies de communication, l'importation de produits agricoles venant de régions à population peu dense commence en même temps que les contrées à population dense exportent des produits industriels. Cet échange de marchandises s'effectue dans une économie capitaliste dé-

veloppée et le jeu de l'alimentation s'en trouve considérablement facilité, la population industrielle recevant des vivres de contrées lointaines peu peuplées.

IV

Dans une exploitation agricole, on peut voir par les livres de compte la consommation et la production des différents objets. La différence entre une exploitation agricole d'aujourd'hui et une exploitation à l'époque de l'économie naturelle consiste en ce que le décompte des différents objets de production et de consommation ne s'exprime plus aujourd'hui en journées de travail mais en argent, et qu'une partie plus ou moins grande de ces objets est achetée (1). Nous faisons cette remarque parce que nous voulons, par les données suivantes empruntées à des budgets agricoles, confirmer nos dires en ce qui concerne les économies naturelles. Nous aurons l'occasion de revenir sur les différences qui existent entre ces types économiques. Pour le moment, nous ne voulons que mettre en lumière la connexion qui existe entre l'organisation de la production et la consommation, connexion que l'on observe aussi bien dans un type économique que dans l'autre.

Considérons quelques exploitations agricoles qui ne se distinguent que par l'étendue des terres possédées. Ce caractère ne peut sans doute faire connaître qu'approximativement la quantité de forces productives. Pourtant, il est indéniable

(1) Ce qui nous importe ici, c'est la différence entre économie monétaire et économie naturelle dans le domaine de la consommation. Mais la différence fondamentale entre types économiques réside dans leur rapport avec d'autres économies.

que la superficie des terres possédées par une exploitation détermine généralement aussi le quantum de ses forces productives.

Le pourcentage des dépenses pour les besoins personnels et les besoins économiques est de :

Dans des exploitations	Besoins personnels	Besoins économiques
	%	%
Sans terre	62,80	37,20
Avec une propriété de 1 à 5 déciatines	60,62	39,38
» » de 5 à 15 »	54.83	45,17
» » de 15 à 25 »	53,32	46,68
» » de plus de 25 «	52,95	47,65
Moyenne	54,88	45,12

Ce tableau montre clairement la relation directe qui existe entre l'étendue d'une exploitation et la répartition des forces productives. Plus une exploitation est grande et plus ses forces productives sont développées, plus les « besoins économiques » acquièrent d'importance ; en d'autres termes, la production des instruments de production absorbe une fraction d'autant plus grande de la force de travail de l'exploitation. *Les forces productives des exploitations sont donc réparties entre les différentes sphères de production selon le degré de leur développement.* La famille de paysans avec une étendue de terres de moins de 5 déciatines emploie 60,62 0/0 de son budget pour ses besoins personnels et 39,38 0/0 seulement de ce budget pour les besoins économiques, tandis qu'avec une propriété de plus de 25 déciatines les dépenses pour les instruments de production sont de 47,05 0/0 et les dépenses personnelles de 52,95 0/0. La famille plus riche emploie donc une partie relativement plus faible de son budget pour subvenir aux besoins personnels

de ses membres et une partie relativement plus grande des dépenses totales pour les instruments de production ; la productivité du travail se trouve ainsi accrue et, par suite, les besoins personnels sont également satisfaits avec plus de facilité et d'une façon plus complète.

Représentons-nous une société qui créerait tous ses produits au moyen de machines : cette société devra employer une partie encore bien plus grande de sa force de travail à la confection de moyens de production que la famille paysanne la plus riche de notre tableau. La répartition de la production est soumise aux mêmes lois dans une économie isolée que dans une économie avec relations d'échange développées.

Quel que soit le type économique que nous prenions, toujours l'organisation du travail dépendra de la quantité des forces productives. Lorsqu'il y a danger de ruine économique, de famine et de disparition, chaque économie doit répartir ses forces productives aussi rationnellement que possible, et cette répartition est régie par la *quantité des forces productives*.

Nous avons constaté qu'avant tout, les besoins les plus pressants doivent être satisfaits. Mais les besoins économiques eux-mêmes se distinguent d'après leur degré d'urgence. Les plus importants pour une économie sont ceux sans lesquels la reproduction des aliments est impossible. Moins importants sont les objets qui servent à la reproduction sur une échelle agrandie.

Toute économie isolée doit employer une partie de son travail à la production des objets qui servent, non à la consommation immédiate, mais à la confection d'instruments de production. Le quantum d'instruments de production nécessaires est déterminé par l'état de la technique et des forces productives en général. Mais la reproduction sans

aucun instrument de production est impossible. Aussi les besoins économiques sont-ils les plus pressants et ce sont d'ailleurs eux qui sont, dans une économie isolée, satisfaits de la façon la plus complète.

Considérons de ce point de vue les budgets des familles paysannes ci-dessus donnés : nous trouvons que la consommation ne va pas de pair avec l'accroissement de la somme totale des objets produits dans une famille, mais que les besoins économiques augmentent sans cesse. Les grandes exploitations, où la productivité du travail est supérieure, accroissent leurs besoins économiques dans une proportion bien plus considérable que leurs besoins personnels. Aussi la proportion relative des dépenses personnelles dans l'ensemble du budget diminue-t-elle à mesure que la propriété s'agrandit. C'est ainsi qu'il y a dans les grandes économies reproduction sur une échelle agrandie, les dépenses économiques subissant toujours un accroissement relatif.

Dans les économies productrices de marchandises, où l'extension de la production peut rapporter un bénéfice, la consommation personnelle dépend de l'étendue de la reproduction. Dans de petites économies, la plus grande partie des produits (plus exactement du revenu brut) va à la consommation personnelle. Les besoins personnels sont très restreints et ne peuvent s'accroître qu'avec l'extension de l'exploitation, lorsque la consommation personnelle accrue peut s'accompagner d'une reproduction sur une échelle agrandie. Une gestion économe apparaît, dans les petites économies, comme la condition indispensable de l'extension de l'exploitation. La psychologie du sujet économique, de même que le caractère de sa consommation, est donc déterminée par les conditions de production.

CHAPITRE IV

LE RÔLE DE LA NATURE ET CELUI DU TRAVAIL DANS L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

I

Analysant l'activité économique de la société humaine aux différentes périodes de son évolution, nous devons avant tout établir le rôle de cette activité, c'est-à-dire déterminer l'importance du travail d'une part et de la nature de l'autre.

Quel que soit le domaine de l'activité humaine que nous étudions, nous trouvons toujours que le travail seul ne peut rien créer de *matériel* sans l'auxiliaire de la nature ; il n'est qu'en mesure d'adapter à nos besoins les objets que la nature nous donne ou de favoriser l'œuvre créatrice de la nature, en guidant dans une certaine voie l'énergie naturelle.

Lorsque l'homme se nourrissait de choses qu'il trouvait toutes prêtes dans la nature, *son seul travail était de les chercher*, de récolter des racines et des plantes, de capturer et de tuer des animaux. Dans l'économie d'élevage, le bétail se multiplie par l'œuvre de la nature, de même qu'il trouve sa nourriture dans les prairies naturelles. Le travail de l'homme se réduit à utiliser méthodiquement l'activité créatrice de la nature et à adapter les objets naturels pour pouvoir s'en servir : à construire des maisons avec du bois et à les

chauffer, à confectionner des vêtements avec des peaux d'animaux, etc.

Dans l'agriculture, l'homme emploie son énergie à ne faire produire au sol que les plantes nécessaires. Avec le passage à la culture plus intensive, il cherche à mieux exploiter la même étendue de terre, et le travail humain a pour objet principal d'*accélérer le processus qui donne au sol la fertilité*. En même temps, le travail des différents matériaux se diversifie, afin qu'on puisse subvenir aux besoins divers. Ainsi le rôle de la nature reste toujours identique. La nature est capable de fournir les produits et les matériaux nécessaires à la vie d'une population dix fois plus grande que celle qui existe actuellement ; mais, pour pouvoir exploiter ces forces naturelles et la richesse de la nature, l'homme doit posséder certaines forces productives, c'est-à-dire qu'il est obligé de faire une certaine dépense de travail.

Les forces naturelles sont presque illimitées ; aussi la nature n'est-elle pas considérée comme un facteur économique. Elle ne constitue que la *condition nécessaire* de l'activité économique de l'homme.

Mais les *conditions naturelles* dans lesquelles peut s'exercer l'activité économique *ne sont pas partout et toujours les mêmes*. Nous avons déjà dit que l'accroissement de la population oblige celle-ci à se disperser, à passer à des systèmes économiques moins productifs et à cultiver des terres moins fertiles. La différence de fertilité entre différents terrains ne se fait sentir dans une économie nomade d'élevage que lors du passage à l'agriculture. Sur un sol plus médiocre, on ne peut sans doute faire paître qu'une moindre quantité d'animaux ou les faire paître moins longtemps. Mais la productivité du travail du cultivateur dépend dans une

proportion bien plus considérable des conditions naturelles : la quantité de blé que fournit un champ est la mesure directe de la fertilité du terrain. Tandis que, dans la culture nomade, la différence de fertilité du terrain ne se manifeste que par la plus ou moins longue durée de l'exploitation d'une même terre, les terres moins fertiles étant abandonnées plus vite que les terres plus fertiles, cette même différence amène, chez une population agricole sédentaire, de nouvelles conditions économiques et sociales.

II

Le manque de terrain libre oblige le chasseur et le pasteur à passer à l'agriculture. Dès lors, pour une population de chasseurs et de pasteurs, il est clair que la productivité du travail dépend de la superficie du territoire, en d'autres termes, *que le travail est d'autant plus productif* que la population dispose d'une étendue plus vaste et que, par suite, *l'exploitation est plus extensive*. Grâce à cette circonstance, la population tend, dès les premiers stades de son développement, à monopoliser pour elle-même et à exploiter seule le plus de terrain possible. De là aussi une certaine forme de « patriotisme », qui se manifeste par la tendance à exclure les étrangers de la jouissance du territoire. Les germes de ce « patriotisme » se trouvent déjà chez certains animaux qui ne veulent pas supporter non plus des animaux d'autres espèces sur leur territoire.

Lorsqu'avec l'accroissement de la population il devient nécessaire de tirer le plus de produit possible du même terrain, l'occupation de grandes étendues de terre prend

aussi une importance toujours plus grande. Tant que le sol appartient à la communauté, il est manifeste, pour chaque membre de cette communauté, que le sol n'est autre chose que la condition de l'activité humaine, que tous les produits nécessaires ne peuvent être obtenus que par le travail. Mais que le sol devienne la propriété privée de quelques-uns et que les autres ne puissent en jouir que moyennant tribut ; aux yeux des propriétaires fonciers, ce sera le sol alors qui crée les produits et les leur fournit, puisque leur droit de propriété leur procure ces produits sans aucune peine. En effet, le propriétaire foncier tire sa part des produits du sol non de son *travail* mais du *fait qu'il est propriétaire*, du fait aussi que le travail complémentaire est moins productif. C'est parce que la production complémentaire est moins productive que la population tend à exploiter une étendue toujours plus grande et qu'elle cède pour cela aux propriétaire fonciers une partie de ses produits. Si la productivité du travail ne diminuait pas, l'occupation de certaines parties de la surface terrestre ne permettrait à personne de s'approprier une partie des produits d'autrui : les cultivateurs obtiendraient de leur champ autant de produits qu'ils en ont besoin et le propriétaire foncier garderait « ses » terres en paix.

Ainsi, par suite du fait que la productivité du travail dépend de la fertilité et de l'étendue du terrain, la productivité du travail diminuant à mesure qu'on cultive le même sol, on en arrive, dans de certaines circonstances, à une fausse conception du rôle de la nature dans l'activité humaine. La tendance à l'extension du champ de labour, de même que des pâturages et des prairies, ne crée pas seulement la rente foncière, elle fait naître chez certaines classes de la société cette idée que le sol joue le même rôle que le travail et est productif de « valeurs ». Dans une économie natu-

relle, où l'on ne connaissait pas encore l'exploitation du travail d'autrui, cette fausse conception ne pouvait pas naître, car chacun sentait que la quantité de ses produits dépendait directement de son travail. A cette époque, *l'étendue d'une économie, de même que celle de l'exploitation, n'était limitée que par la quantité de travail que cette économie pouvait fournir.*

III

L'économie moderne, nationale et mondiale, est très compliquée ; on ne peut la comprendre sans avoir étudié l'économie naturelle et le passage de cette économie à l'économie capitaliste.

Nous l'avons déjà dit, le travail devient moins productif à mesure qu'on l'applique au même sol et la population y trouve un moindre avantage. Le surplus de population cherchera donc une autre occupation, par exemple dans des métiers de toutes sortes, si la quantité de produits agricoles est suffisante pour toute la population.

Le développement de l'industrie, qui apparaît comme la conséquence de l'accroissement de la population et du développement des forces productives, est accéléré par la lutte de classe et il se trouve être, pour les cultivateurs, un grand fléau social. Le développement de l'échange entre la ville et la campagne, et le fait qu'on peut maintenant aliéner une quantité illimitée de produits agricoles pour avoir des articles de luxe, amènent les propriétaires fonciers à intensifier l'exploitation du sol et à dépouiller les paysans de leur propriété. Ainsi la propriété foncière paysanne, loin d'aug-

menter avec l'accroissement de la population, va jusqu'à diminuer par endroits. Or, la production complémentaire exigeant toujours plus de travail, une partie de plus en plus grande de la population agricole se consacre à une autre occupation ; sinon le travail de l'excédent de population serait très peu productif.

Si tous les produits du sol étaient restés aux mains des cultivateurs, une population plus grande pourrait trouver sa subsistance. Mais la main-mise sur le sol par les propriétaires fonciers, de même que les impôts toujours croissants, diminuèrent les recettes des cultivateurs et créèrent par là une *sur*-population agricole artificielle. Prenons comme exemple une famille de cultivateurs composée de cinq personnes, qui, par suite de la main-mise sur le sol par le gros propriétaire ou par suite de l'accroissement de la population, ne possède en moyenne que cinq déciatines de terres, qu'elle cultive elle-même.

Lorsque cette famille s'accroît jusqu'à dix personnes, il peut y avoir répartition de ses forces productives de trois façons. Si les cinq premières personnes peuvent fournir assez de produits agricoles pour dix bouches, ou bien les autres peuvent s'occuper en dehors de l'agriculture et subvenir à d'autres besoins, ou bien la journée de travail des premières peut être abrégée. D'habitude, les deux se produisent. Mais, au cas où il n'est pas possible à cinq personnes, sur la même étendue de terrain, d'obtenir assez de produits pour toute la famille, les autres membres, s'ils ne peuvent trouver pour les produits de leur industrie un écoulement suffisant, feront eux aussi de l'agriculture, afin qu'on puisse, sur la même étendue de terrain, obtenir de plus abondantes récoltes. La famille passe ainsi à une culture plus intensive, comme c'est, par exemple, le cas en Chine. Mais, la productivité du travail

diminuant à mesure qu'on applique celui-ci au même sol, la famille aura de la peine à vivre.

Un troisième cas est possible dans une économie d'échange développée. Les cinq nouveaux membres de la famille produisent des articles industriels et reçoivent en échange sur le marché les produits agricoles nécessaires. C'est ce qui est arrivé en Europe occidentale de même qu'en Russie. La noblesse ayant mis la main sur le sol, les paysans, exploités par elle et par l'Etat, durent, même lorsque la population était relativement peu dense, s'occuper de différents métiers, pour pouvoir vivre et s'acquitter des diverses redevances. Plus la population paysanne était exploitée et plus la productivité du travail agricole était faible, plus cet état de choses dut commencer de bonne heure. En Russie, les paysans de la région industrielle avaient de très bonne heure, au temps du servage, différents métiers. De même, dans l'Europe occidentale, une partie du surplus de population quitta la campagne, pendant que l'autre partie fournissait des artisans au village. Il est évident que la formation d'un excès de population agricole serait impossible, si la productivité du travail ne diminuait pas à mesure qu'on applique celui-ci au même sol.

Lorsque la population agricole est en mesure d'étendre l'étendue cultivée dans la proportion de son propre accroissement, c'est-à-dire, pour l'exemple cité, de la porter de cinq déciatines à dix, le travail complémentaire des nouveaux membres est tout aussi productif que celui des premiers. Aussi, dans une contrée faiblement peuplée, l'étendue cultivée augmente-t-elle dans la même proportion que la population. Le passage à l'industrie n'a lieu que lorsque le surplus de population est obligé de cultiver la même étendue de terrain et que son travail devient ainsi moins productif.

La même cause, — la baisse de la productivité du travail appliqué au même sol, — qui a toujours obligé la population à se disperser l'oblige, par conséquent, lorsque cette dispersion est devenue impossible, à pratiquer un métier, pour se procurer les moyens de subsistance nécessaires. Le passage d'une fraction considérable de la population à l'industrie est provoqué par le manque de terrain qui résulte de l'occupation du sol par les classes maîtresses et est accentué par l'accroissement de la population. Le manque de terrain se manifeste par ce fait que, dans les conditions techniques et sociales données, il se forme un excès de population, et le travail dépensé sur le même terrain par ce surcroît de population est si peu productif qu'il ne lui permet pas de subvenir à ses besoins.

Ainsi l'accroissement de la population a amené le développement de l'industrie et a favorisé le progrès technique. L'expression malheureuse employée par Engels dans la préface de son ouvrage : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (1), lorsqu'il a écrit que la procréation d'êtres humains a une importance analogue à la production des marchandises, a suscité les nombreuses plaisanteries des adversaires de la conception matérialiste de l'histoire. L'importance de l'accroissement de la population comme facteur du développement des forces productives n'en a certainement pas été amoindrie. Non seulement au temps de

(1) « Dans la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est celui-ci : la production et la reproduction de la vie immédiate. Mais cette production présente à son tour un double aspect. Elle est, d'une part, la production des objets de nécessité, des objets qui servent à la nourriture, à l'habillement, à l'habitation et des instruments nécessaires pour les obtenir; elle est, d'autre part, la procréation de l'homme lui-même, la propagation de l'espèce » (Engels, *Der Ursprung der Familie, des Privateigentums und des Staats*, Préface).

l'économie naturelle, mais encore dans la société capitaliste, les forces productives se développent grâce à l'accroissement de la population.

Nous répétons en nous résumant : L'activité humaine ne peut se manifester que dans de certaines conditions. Les conditions naturelles influent sur la productivité du travail. Mais il ne s'en suit aucunement que la nature joue le même rôle que le travail. Nous avons également vu que le fait de la diminution de la productivité du travail appliqué au même sol influe sur la productivité du travail, d'où on ne saurait conclure que ce fait soit créateur de valeurs. Il n'apparaît que comme *condition* de l'activité économique, condition par laquelle devient possible l'exploitation du travail agricole, qui provoque ou accélère la division du travail, qui accentue l'exode vers la ville, etc. Au *propriétaire foncier* ce fait procure un grand avantage : il fait de la possession du sol une source de revenu à laquelle le propriétaire foncier peut puiser sans effort. Tout autre est naturellement l'importance de ce fait pour la collectivité. Pourtant, il ne manque pas de « savants » qui considèrent les phénomènes sociaux de ce point de vue anti-social qui est celui du propriétaire foncier.

CHAPITRE V

LE PRINCIPE DU MOINDRE EFFORT

Pour pouvoir produire, l'homme ne doit pas seulement exercer une action sur la nature, qui lui fournit la matière première, il doit encore se soumettre à certaines conditions sociales. Nous ne connaissons pas de type d'économie où les hommes vivent complètement isolés, pour eux-mêmes, sans avoir aucune relation avec d'autres hommes.

Une économie n'est autre chose qu'une organisation *méthodique* de la puissance du travail humain en vue d'une activité économique, en vue de la production. Ce n'est que cette organisation méthodique qui permet à une économie de subvenir à tous ses besoins.

Dès les premiers stades de la civilisation, on trouve la division du travail entre l'homme et la femme, de même que le travail en commun de plusieurs personnes là où cela est nécessaire. Le résultat de l'activité est alors plus ou moins prévu.

Le nombre des forces de travail dans une économie dépend du nombre de ses membres, de leur sexe et de leur âge. La force de production d'un ouvrier dans l'économie et les forces productives de l'économie ne dépendent pas seulement de l'habileté et du savoir-faire, mais encore des outils employés. Si celui-ci, par exemple, retourne le sol avec une bêche et

cet autre avec un attelage de bœufs, il est clair que la productivité de leur travail sera différente. Par conséquent, la force de production d'une économie dépend des instruments de production dont elle dispose (1).

Par l'emploi de ses forces de production l'économie se procure les produits qui lui sont nécessaires. Les forces productives apparaissent donc comme moyens de se procurer des produits. Et dans quel but ? Sans aucun doute, afin de subvenir aux besoins de l'économie.

Cette réponse peut sembler à première vue dénuée de sens. Car l'homme a des besoins et non l'économie. Pourtant il y a des besoins de l'économie, aussi bien que des besoins personnels. L'homme peut, par exemple, n'avoir pas besoin de foin. Il en produit pourtant, parce que le cheval, qui fait partie de son économie, en a besoin pour sa nourriture. Le cheval aide l'homme dans la production, en accroissant ses forces productives. Lorsque l'homme travaille pour avoir du foin, il cherche donc à accroître ses forces productives, afin de pouvoir subvenir à ses besoins.

Cet exemple montre aussi que l'organisation de l'activité économique et la production des différents produits dépendent, dans une certaine mesure, des instruments de production, c'est-à-dire du niveau des forces productives de l'économie. Les forces productives de l'économie ne sont donc pas seulement employées pour avoir des produits qui servent à satisfaire les besoins immédiats de l'homme, mais encore pour produire des objets qui augmentent ses forces productives : la production de certains produits ne dépend pas seulement des besoins humains, mais encore du niveau

(1) Les autres facteurs qui influent sur le niveau des forces productives du pays seront étudiés dans l'analyse de l'économie nationale, qui représente une *réunion* d'économies distinctes.

des forces productives de l'économie, c'est-à-dire, en dehors des forces de travail, des outils et des autres moyens de production.

Dans sa production, l'homme agit suivant le principe du moindre effort. Ses forces productives étant limitées, ses besoins par contre illimités, il est obligé d'employer son énergie avec beaucoup de prudence.

Ce n'est pas seulement dans son activité économique que l'homme suit le principe du moindre effort, mais dans la vie en général. Ainsi, il choisit d'habitude le plus court chemin, et il n'y a que l'ivrogne qui aille en zigzag.

Les mobiles qui déterminent l'homme à travailler peuvent être différents ; le principe fondamental qui règle son activité reste toujours le même : la tendance au moindre effort, la tendance à employer son énergie le plus rationnellement possible.

Un des moyens d'économiser de l'énergie est l'outil. Il est impossible de se représenter un homme qui, en possession d'une hache ou d'une scie, couperait un arbre avec un couteau. La tendance au moindre effort, née au cours de la lutte pour la vie, est devenue un instinct que possèdent même les animaux.

Il est également facile de voir que l'échange de marchandises entre exploitations isolées n'a pas au fond d'autre origine que la tendance au moindre effort. Une économie isolée n'échangera ses produits contre ceux d'une autre économie que si la production de ceux-ci lui coûte plus que celle des produits aliénés. Par exemple, elle donnera cinq quintaux de blé pour une charrue, si la production de ce blé lui coûte cinq jours de travail, alors que la confection de la charrue aurait demandé bien plus. Si elle pouvait produire une charrue plus facilement que cinq quintaux de blé, cet échange

n'aurait plus pour elle aucun sens. On voit qu'entre deux économies, il ne peut y avoir d'échange que lorsque chacune d'elles ou bien ne peut pas produire du tout ou bien ne pourrait produire qu'avec une plus grande dépense de travail les produits qu'elle reçoit en échange. La dépense d'effort apparaît donc comme le principe fondamental qui régit les relations d'échange entre économies.

Par conséquent, la tendance au moindre effort et au développement des forces productives est le principe directeur de l'activité économique *sous toutes ses formes et dans toutes les conditions*. Ce principe se manifeste de différentes façons dans différentes circonstances et conduit aussi à des résultats différents. Pourtant, il nous permet de nous retrouver dans la complexité de l'activité économique à tous les degrés de son développement.

Le principe du moindre effort qui, avons-nous dit, est un principe général de l'activité humaine, possède aussi la plus grande importance pour l'organisation économique. Tendant à obtenir pour son travail la plus grande productivité possible, l'homme cherche aussi à organiser son économie en conséquence, ce qui amène, avant tout, l'extension des terrains à exploiter, l'exploitation extensive.

Nous avons vu que l'accroissement de la population détermine le cultivateur à passer à une culture plus intensive, donc à employer son énergie d'une façon moins productive. Contre cette nécessité objective l'homme ne peut lutter que par le moyen de perfectionnements techniques, qui accroissent la productivité de *chaque* unité de travail. Ainsi naissent les deux tendances déjà signalées : la tendance à passer à une exploitation plus intensive avec l'accroissement de la population et la tendance au progrès technique. Tant que

cette dernière tendance domine, il y a développement des forces productives de la société.

Ce développement peut pourtant apparaître non seulement comme résultat des perfectionnements techniques, mais encore des transformations de l'organisation économique. Lorsque, dans une communauté, une personne s'est spécialisée dans un certain métier, il se fait, même sans progrès technique, une grande économie de force, les forces productives sont élevées à une puissance plus haute. L'artisan habile confectionnera ses produits avec un effort moindre que les autres membres de la communauté. Ainsi le développement du métier, de l'industrie domestique, de l'échange simple et de l'échange des marchandises constitue un pas considérable en avant dans la voie du moindre effort et du développement des forces productives.

Avec l'accroissement de la circulation des marchandises, qui accroît les forces productives de la société, celui qui joue le rôle d'intermédiaire, le commerçant, s'approprie une partie du supplément de production qui résulte de l'accroissement des forces productives. Dans la mesure où les marchandises qu'il possède sont des conditions nécessaires du développement des forces productives sociales, le commerçant réussit à exploiter la société, à obtenir une part du supplément de production.

Il en est de même lorsque le capital exploite le producteur immédiat. L'ouvrier a besoin du capital pour pouvoir produire, mais il ne peut l'obtenir qu'en cédant au capitaliste une partie du produit de son travail. Cet état de choses repose donc lui aussi sur la tendance au moindre effort. Tant qu'il n'y a pas d'organisation sociale de la production, le producteur est obligé de céder une partie du supplément de

production qu'il obtient au moyen de forces productives sociales au propriétaire de ces forces.

L'analyse de la rente foncière nous montrera que sa naissance n'est possible que lorsque le cultivateur, dans sa tendance au moindre effort, cherche à agrandir son champ et se heurte au droit de propriété du voisin. La faible productivité du travail complémentaire dépensé sur le même sol le détermine à cultiver le sol du propriétaire foncier et à céder en échange à celui-ci une partie de ses produits. L'extension de l'étendue cultivée est, en même temps que l'accroissement du capital, la condition nécessaire de l'emploi plus productif du travail. Aussi peut-elle devenir également la condition de l'exploitation du cultivateur.

Naturellement, l'ouvrier aurait pu travailler aussi avec ses outils primitifs et le cultivateur rester toujours à la même place de son champ, mais la productivité de ce travail aurait été bien moindre et, finalement, ouvrier et cultivateur seraient morts de faim. Que la plus grande productivité du travail provienne de ce qu'une parcelle de terrain se trouve dans le voisinage d'un marché, ou bien de ce qu'elle est plus fertile, ou encore de la moindre productivité du travail que l'on continue à dépenser sur un sol déjà cultivé, le propriétaire foncier reçoit toujours la différence entre la productivité du travail sur les différents terrains.

Utilisant à son profit la tendance au moindre effort, l'entrepreneur cherche en même temps à accroître autant que possible cette exploitation. L'échange des marchandises lui permet d'employer son capital à des instruments de production ou à des marchandises qui lui promettent le plus grand revenu. Il lui est indifférent de percevoir ce revenu immédiatement des producteurs, ou bien, dans la circulation, des consommateurs ou, finalement, en tant que propriétaire fon-

cier, du fermier. Aussi le revenu ne lui semble-t-il pas être le résultat du travail, mais bien du capital lui-même ou du sol qui rapporte une rente. Le capitaliste ne se guidera pas, dans son activité économique, d'après le principe du moindre effort, car il ne fait lui-même aucun travail ; il tend à l'économie du capital, du « coût de production ». L'ouvrier cherche naturellement à économiser ses forces, mais ce n'est pas lui, c'est le capitaliste qui est l'organisateur de la production. Aussi le développement des forces productives dans la société capitaliste ne conduit-il au moindre effort que lorsque celui-ci s'accompagne d'une diminution des frais de production. Un entrepreneur fera exécuter les plus folles dépenses de travail, s'il peut par là réaliser un bénéfice. Il ne manque certes pas d'exemples de ce gaspillage dans notre production économique...

Pas une seule classe de la société capitaliste ne tend directement à favoriser le développement économique de la société. Plus le chiffre absolu du revenu capitaliste est élevé, plus la dépense improductive de travail, pour le luxe, pour les charges militaires, etc., est considérable. Mais le capitaliste cherche lui aussi à diminuer les frais de production. Et il ne peut y arriver qu'en augmentant la productivité du travail, par le perfectionnement des instruments de production, l'organisation rationnelle de l'exploitation, etc. Et, par là, il favorise aussi l'économie d'énergie dans la société.

L'ouvrier n'a aucune influence sur l'organisation de l'exploitation. Il est obligé de se servir des outils que le capitaliste met à sa disposition, de travailler dans des conditions qui sont indépendantes de sa volonté. Il ne peut donc rien faire pour l'économie de l'énergie. Pourtant, la classe ouvrière exerce aussi, avec le développement du capitalisme, en poursuivant son propre intérêt, une action indirecte sur

la répartition des forces productives sociales et sur l'emploi rationnel du travail.

L'entrepreneur tend à augmenter sa propre part dans les fruits de la production sociale aux dépens de celle des autres classes. D'autre part, l'ouvrier cherche naturellement à augmenter sa part et à réduire les dépenses improductives. Cette lutte de classe influe donc, dans la société capitaliste, sur la répartition des forces productives entre les différentes branches de la production. L'accroissement du profit de l'entrepreneur amène l'extension de la production des articles de luxe ; la hausse des salaires favorise la production pour la grande consommation.

Quelle est l'importance de cette lutte de classe pour le développement des forces productives de la société et pour l'économie d'énergie ? On le verra plus loin.

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation de l'économie.

CHAPITRE VI

L'ÉCONOMIE ISOLÉE

I

Le développement de l'organisation économique dépend de l'étendue de l'organisation sociale des forces productives. L'homme est un « animal social » et nous ne connaissons pas d'état de l'économie où l'homme ait vécu complètement seul. Dès les premiers et les plus primitifs stades de la civilisation, lorsqu'il n'aurait su être encore question d'économie au sens étroit du mot, l'homme vivait en petits groupements. Ce groupement primitif qui se procure ce qui est nécessaire à la vie, représente déjà une certaine organisation des forces productives.

« A ce premier degré de civilisation, les hommes vivaient encore le plus souvent *dispersés* et isolés, c'est-à-dire *en familles, non point en hordes* (1). « Les Vogules, raconte Pallas (*Voyage à travers différentes provinces de l'empire russe*, St-P., 1771-76, vol. II, p. 257, cité par Hildebrand,

(1) R. Hildebrand, *Recht und Sitten auf den verschiedenen wirtschaftlichen Kulturstufen*, Iéna, 1re partie, 1896, p. 1-2.

op. cit., p. 2), habitent dans les bois, généralement en familles ou en groupements de parents. Comme ils n'ont pas d'autre moyen de subsistance que la chasse, la nécessité les pousse à habiter, autant qu'ils peuvent, loin les uns des autres et non point en villages qui ne trouveraient pas dans le voisinage suffisamment de gibier pour pouvoir se nourrir ». Baily raconte de même des Veddahs (cité par Hildebrand, *loc. cit.*). « The Nigala Veddahs are distributed through their lovely country in small septs of families ». « Parmi les sauvages du plus bas degré, dit Ed. Westermark (*The history of human marriage*, Londres, 1901, p. 538), il y a encore des peuplades qui constituent des familles mais pas de tribus et les faits nous apprennent que la raison en est également dans l'insuffisance des moyens d'alimentation » Il faudrait, en réalité, ajouter que les moyens d'alimentation que les sauvages *recueillent* sont insuffisants pour une population *plus dense*, pour des groupements *plus importants*. Mais nous l'avons déjà dit en parlant des systèmes économiques. Hildebrand donne encore d'autres exemples de « peuples de cueillette ». Ainsi, il cite ce passage d'Hector de Vaux sur les Peaux-Rouges. « The Indians of the thick woods of necessity, from the scarcity of animals, camp only in small numbers, while the Indians of the Prairies are invariabily to be found in large bodies, the buffalo supplying them with food, clothing, fuel and all the requirements of their simple mode of life. » Martius (*Ethnographie Amerikas*, p. 53) dit : « Il y a (au nord de l'Amazone) des peuplades composées seulement d'une ou de deux familles, sans aucune relation avec les voisins ». « Chez les habitants des bois, dit Lichtenstein (*Reise in südl. Africa*, p. 77, Berlin, 1812), une horde ne se compose d'habitude que des membres d'une seule famille .» Comme

forme primitive de l'organisation économique, nous trouvons donc l'économie isolée d'un petit groupement, qui représente une famille ou une horde, et qui satisfait seulement ses besoins les plus indispensables. Mais même les peuples qui se trouvent à un degré de civilisation plus élevé sont souvent obligés d'organiser une économie isolée qui subvienne à leurs besoins. Ainsi les colons des pays neufs doivent souvent rester des années isolés les uns des autres, et satisfaire leurs besoins assez complexes selon le même principe d'organisation économique que les « sauvages ». L'économie doit répartir ses forces de production de façon à pouvoir subvenir par elle-même, sans secours étranger, à tous ses besoins.

Le degré d'isolement peut naturellement différer. Les peuples européens apparaissent dans l'histoire au moment où ils connaissent déjà l'économie de communauté dont il sera plus loin question. Mais eux aussi ont passé par l'économie isolée.

II

La tendance au moindre effort règle l'activité de tout sujet économique. Cette tendance se manifeste dans une économie isolée, surtout par le fait que la dépense de travail en vue d'obtenir certains produits et la satisfaction des besoins sont entre elles dans un certain rapport. Les membres de la famille ont différents besoins : besoins de nourriture, de logement, etc. L'économie ne doit donc pas employer toutes ses forces à la production de produits qui ne satisfont qu'un seul besoin. Si, par exemple, elle ne faisait que construire

des maisons ou confectionner des vêtements, les membres de l'économie mourraient de faim. Il faut donc observer une certaine proportion dans la production des aliments, des vêtements, etc.

Ce rapport entre la dépense de travail et la satisfaction des besoins dépend de l'urgence du besoin d'une part et de la productivité du travail de l'autre.

Prenons un exemple. Supposons que, pour la satisfaction des besoins de nourriture d'une famille, 100 jours de travail dans l'année sont nécessaires, pour celle des besoins de vêtement 50, pour celle des besoins de logement également 50 ; 100 autres jours sont nécessaires pour l'obtention d'instruments de production (par exemple pour la nourriture d'un cheval, la confection d'outils, etc.), et 100 jours restent encore pour satisfaire les besoins de culture. En tout, la famille travaille donc 400 jours dans l'année. Il est clair que quelques besoins ne peuvent être pleinement satisfaits et que ce sont les plus urgents qui le sont davantage. Mais, si la productivité du travail dans l'économie s'accroît de telle sorte que celle-ci puisse subvenir à ses besoins de nourriture en 75 jours au lieu de 100, il restera davantage de temps pour les autres produits et les autres besoins seront mieux satisfaits, à moins qu'il en naisse de nouveaux.

Tout besoin peut être satisfait de différentes façons. Ainsi le besoin de nourriture par : 1° des céréales, *a*) du seigle, dont la production demande 20 jours de travail, *b*) du froment, qui demande 30 jours de travail, *c*) des produits de la culture du jardin, qui demandent 40 jours ; 2° de la viande, *a*) des animaux domestiques avec une dépense de travail de 20 jours, *b*) des oiseaux ou de la volaille, ce qui demande 30 ou 40 jours de travail ; 3° *a*) du lait avec une dépense de travail de 10 jours, *b*) de la crème avec 40 jours de tra-

vail ; 4° *a*) de l'eau avec un travail nul, *b*) du kwas (boisson acidulée faite avec de la pâte de pain noir aigrie) avec 5 jours de travail, *c*) de l'hydromel ou de la bière avec 30 jours.

Dans cet exemple, l'économie qui ne dispose que de 100 jours de travail pour se procurer ses aliments, ne pourrait pas satisfaire ses besoins avec les produits dont l'obtention demande le plus de force de travail, car il lui faudrait alors 140 jours pour ses besoins de nourriture : 30 (froment) + 40 (volaille) + 40 (crème) + 30 (hydromel ou bière). L'économie devra donc trouver une combinaison des aliments indiqués qui lui permette de satisfaire les besoins de nourriture de ses membres avec 100 jours de travail ; sinon, les autres besoins ne seraient pas pleinement satisfaits. Dans l'exemple donné, elle devra prendre du pain de seigle au lieu du pain de froment, du kwas au lieu de bière, etc. Par conséquent, la satisfaction des besoins dépend de la quantité des forces productives ; elle est donc déterminée par des conditions objectives.

Si nous comparons deux économies du même type mais ayant des budgets différents, nous voyons que les mêmes besoins, dans les deux économies, peuvent être satisfaits de façon différente. L'économie qui a la plus grande productivité du travail pourra satisfaire ses besoins avec les produits dont l'obtention demande plus de travail, tandis que les autres devront se contenter de produits de qualité moindre.

Le même produit peut, dans des conditions différentes, nécessiter une dépense différente de travail et, ainsi, jouer un rôle différent dans l'économie. Ainsi le maïs dans le Sud de la Russie peut, grâce aux conditions climatériques, être cultivé avec beaucoup moins de travail que dans le Centre, où il ne vient que dans les jardins. Aussi, dans le Sud, le maïs peut-il prendre la place du seigle, non seulement par

la dépense de travail demandée par sa production, mais encore par l'étendue de la consommation, tandis que, dans le Centre, on ne l'emploie que comme hors-d'œuvre, comme légume. Au Japon ou en Chine, le riz est le produit le plus répandu, parce qu'il peut être obtenu avec la dépense de travail relativement la plus faible. Par conséquent, la productivité du travail avec lequel un produit peut être obtenu, détermine l'étendue de la consommation de ce produit.

La valeur de consommation d'un objet change constamment, selon que le besoin en est plus ou moins pressant à un moment donné. Sa valeur relative en travail est, par contre, une quantité plus ou moins constante et elle ne change qu'avec le changement de la productivité du travail dans la production. L'urgence du besoin qu'on a d'une chose n'en détermine pas encore la valeur relative. Le besoin d'eau peut pour un homme n'être pas moins pressant que celui de nourriture, de vêtement, ou de logement. Mais comme, pour avoir de l'eau, il ne faut que peu ou point de travail, la valeur relative de l'eau pour une économie est très faible ou égale à zéro et il n'y a pas à en tenir compte comme dépense. Une économie ne pourra pas recevoir d'objets qui satisfont des besoins moins importants, mais dont la production demande du travail, en échange de l'eau, que chacun peut avoir sans peine, bien que la valeur de consommation de l'eau soit très élevée. Donc, bien que l'urgence du besoin qu'on a de certains produits influe sur la répartition des forces productives de l'économie entre les différentes branches de production, cette répartition est déterminée, en dernière analyse, par la productivité du travail dans chaque branche de production. Le perfectionnement des instruments de production accroît la productivité du travail. Le progrès technique dans une branche du travail permet à l'économie de faire sur ce point

une moindre dépense de force et de mieux satisfaire d'autres besoins ou de créer des intruments de production. L'invention du moulin à eau remplaçant le moulin à main a diminué le travail de mouture et accru la dépense de travail pour la construction des moulins. La nouvelle répartition des forces productives accuse, comme toujours lorsqu'il y a progrès technique, une plus grande dépense de travail pour la confection des instruments de production et une économie du travail nécessaire pour la création immédiate du produit.

De ce qui a été dit il résulte que le changement de système économique, c'est-à-dire le passage de l'élevage à l'agriculture, etc., dans une économie isolée, ou, en général, dans une économie naturelle, est déterminé par le fait que, dans des conditions nouvelles, — dues à l'accroissement de la population, — la productivité du travail avec le nouveau mode d'exploitation est plus élevée qu'avec l'ancien.

Cela ne contredit-il pas le fait que nous avons constaté de la baisse de la productivité du travail appliqué au même sol ? Nullement. Tant que la population était clairsemée et qu'elle trouvait les animaux sauvages et les plantes en quantité plus que suffisante, ou bien tant que le peuple pasteur eut assez de prairies et de pâturages pour ses bêtes, la dépense de travail était faible. Mais, à mesure que la population devient plus dense, la quantité d'animaux sauvages ou de plantes ou bien les pâturages dont dispose le peuple pasteur ne suffisent plus à nourrir toute la population. La population accrue est maintenant obligée de dépenser son travail de façon improductive, de courir après des animaux devenus rares ou d'entretenir un nombre relativement moindre de têtes de bétail. *Proportionnellement* à la population, le territoire des peuples pasteurs ou chasseurs est devenu étroit. Or, si une économie peut entretenir

20 bêtes, son travail est deux fois plus productif que si elle n'en entretient que 10. Le territoire étant limité et la population augmentant, la productivité du travail se met à baisser et il devient nécessaire de passer à un autre système économique. Dans le gouvernement d'Orenbourg, 20 têtes de bétail peuvent être entretenues sur 20 déciatines, ce qui ne demande que le travail d'une famille ; tandis que, dans la suite, avec une culture intensive, on peut nourrir sur ces 20 déciatines 40 têtes, car le sol est fumé et l'on nourrit les bêtes à l'étable pendant les trois quarts de l'année. Mais l'entretien de ce nombre de têtes, au lieu de demander le travail de deux familles, comme ce serait le cas avec l'économie extensive, demande celui de cinq à six familles. Le travail est devenu moins productif, mais la population, dont le chiffre s'est doublé et triplé, s'est vue obligée d'introduire une culture plus intensive. Car, si, autrefois, une famille, possédant 20 déciatines de terres, pouvait entretenir 20 têtes de bétail, aujourd'hui, sur ces 20 déciatines, cinq à six familles doivent trouver leur vie ; chacune d'elles ne pourrait, avec une culture extensive, nourrir que trois à quatre bêtes, tandis qu'avec une culture intensive, elle peut en avoir de six à huit. La productivité du travail a diminué avec la plus grande densité de la population et le passage à la culture intensive. On a donc eu avantage à introduire une culture intensive, le territoire s'étant rétréci proportionnellement à l'accroissement de la population (1).

Ainsi s'explique qu'on passe peu à peu de l'élevage à l'élevage joint à l'agriculture, et, ensuite, à l'agriculture jointe à

(1) La productivité du travail, dans l'agriculture, s'est accrue au cours du temps, *malgré* le passage à la culture plus intensive, mais *grâce* au *progrès technique*. Voir là-dessus mon ouvrage : *La question agraire* (en russe).

l'élevage. La production des céréales, de même que la production des plantes nutritives en général, a pris une extension toujours plus grande, aux dépens de l'élevage.

Une économie isolée, partant du principe du moindre effort, pratique donc la culture (chasse, élevage, agriculture intensive ou extensive) qui, dans les conditions données, (suivant la densité de la population) apparaît comme la plus rationnelle. Dans une certaine mesure, on peut observer aussi la même tendance dans l'économie d'échange. Aussi, le Chinois pratique-t-il, avec un outillage des plus primitifs, la même culture intensive que les Européens du voisinage des grandes villes, qui disposent de la technique moderne. De même le Kirghiz exploite son pays comme le fait le colon de l'Argentine ou de l'Australie. Le passage à l'agriculture rend plus complexe, avons-nous déjà dit, le travail de l'économie isolée ; elle est obligée de dépenser plus de travail pour la production des instruments de production et la répartition des forces productives change. Toutefois le principe de l'activité économique de chaque individu reste le même : les forces productives sont réparties de façon à ce que les besoins soient satisfaits avec le moindre effort possible.

III

La satisfaction des besoins dépend donc non seulement de leur urgence mais encore de la dépense de travail demandée par la création des produits nécessaires. Ainsi le rapport de l'urgence du besoin à la dépense de travail. constitue-t-il le principe directeur de l'organisation des économies isolées. L'organisation de la production et la répartition des forces

productives dans chaque économie seront les mêmes dans les mêmes conditions de production, même dans des économies complètement isolées les unes des autres, bien qu'apparemment, les sujets économiques soient complètement « libres ».

Par suite de la limitation de ses forces de production et de son isolement, une économie peut ne pas satisfaire ses besoins avec diversité. Mais, dans les limites de son exploitation simple, elle cherchera à les satisfaire avec le moindre effort possible. L'habitant de la Sibérie mangera les fruits qu'il trouve dans la nature et ne construira pas des serres pour avoir des vergers. Il fera des chevilles avec du bois et non point avec de l'or, bien que l'or se trouve en Sibérie. Une cheville de bois peut rendre de bons services ; moins sans doute qu'une cheville en or ou en fer, mais comme la cheville en fer demande plus de travail, les autres besoins ne pourraient être satisfaits. Certes, si les chevilles en fer ou en or pouvaient s'obtenir aussi facilement que celles en bois, on n'userait pas de ces dernières.

La violation du principe de l'équilibre entre les dépenses de travail et la satisfaction des besoins est la ruine de l'exploitation. La consommation personnelle accrue aux dépens des instruments de production lèse la reproduction des produits. Pour une économie isolée, on peut admettre que plus la consommation pour les instruments de production est considérable et la consommation immédiate faible, plus le processus de reproduction, la production élargie, gagne d'extension. Il ne s'en suit nullement que l'étendue de la production soit déterminée par le caractère de la consommation et non point inversement. Car la quantité de produits que l'on peut employer comme instruments de production, dépend du niveau des forces productives.

La consommation personnelle de même qu'économique

d'une famille de paysans ne dépend pas seulement des qualités subjectives de ses membres mais aussi de l'étendue de l'économie, du niveau des forces productives. Une famille pauvre n'est pas en mesure d'accroître la consommation de son économie aux dépens de celle de ses membres ; tandis que les familles plus aisées sont obligées par le processus de reproduction à employer une plus grande partie de leurs forces productives à la création d'instruments de production.

La production étendue est, dans une économie isolée, assujettie à de certaines limites. La production ne peut avoir pour but que de satisfaire les propres besoins de l'économie. Or, une économie isolée ne pouvant, par suite de ses moyens limités, diversifier sa production de façon à pouvoir sans cesse satisfaire de nouveaux besoins, la production ne peut prendre que l'étendue nécessaire pour subvenir aux besoins personnels des membres de la famille. Une plus grande extension de la production n'aurait aucun but, l'excédent de produits devant rester sans utilisation. Aussi y a-t-il dans une économie d'autant moins de place pour une production étendue qu'elle se rapproche davantage du type de l'économie isolée. Il serait insensé d'introduire ici des outils plus perfectionnés qui accroissent considérablement la productivité du travail, puisque la masse de produits qu'ils permettraient d'obtenir ne pourrait être consommée par l'économie. L'économie tend, dans les limites de sa propre consommation, au moindre effort. Une économie isolée typique se trouve dans une situation d'équilibre stable, tant qu'elle reste isolée. Une famille pauvre peut aller jusqu'à atteindre une aisance relative, s'il lui est impossible de donner de l'extension à son économie : la *reproduction simple* remplace la *production étendue*. Mais cette stabilité, bien que due elle-même à cette limitation, amène une limitation des besoins qui sont satisfaits

par les produits de l'économie, et provoque un arrêt dans le développement de la population. De nouveaux besoins ne peuvent être provoqués et satisfaits que par d'autres économies ; mais par là l'équilibre stable de l'économie se trouve rompu...

Il y a peu de temps encore qu'on rencontrait en Sibérie des exploitations agricoles, où du blé restait dans les greniers 20 ans et plus. Les besoins étaient satisfaits par la reproduction simple, et l'excédent provenant de récoltes abondantes restait longtemps intact. La famille se divise en même temps qu'elle s'accroît, mais chaque nouvelle famille n'augmente sa production que dans la proportion de son accroissement général. Ce n'est qu'avec le développement de l'échange qu'il devient possible de donner à la production une extension illimitée, les produits pouvant être écoulés sur le marché (1).

(1) Du type d'une économie isolée se rapproche beaucoup, sous le rapport de la reproduction, l'économie agricole « d'approvisionnement », qui, pour des raisons sociales, ne peut ni accroître la productivité du travail, ni étendre la production. Mais, au fond, ces deux économies représentent deux types différents, car la stabilité de l' « économie d'approvisionnement » n'est due qu'aux conditions défavorables de son développement. Voir là-dessus ma *Question agraire*.

CHAPITRE VII

L'APPARITION DU MÉTIER

Une économie isolée produit différents objets pour subvenir à ses besoins. Mais chaque économie crée les mêmes produits. Nous trouvons là *une diversité de production qui se répète* : les mêmes produits sont fournis en quantité proportionnelle, dans les différentes branches de production on dépense des quantités proportionnelles de force de travail.

Cette monotonie des économies naturelles ne provient pas seulement de l'égalité de la technique et des besoins humains, mais encore du fait qu'une économie isolée n'est pas en mesure de diversifier les modes de satisfaction de ses besoins. Il est impossible de créer des produits dont chaque économie ne consomme qu'une petite quantité et dont la confection suppose un long apprentissage et de l'habileté. Ainsi, il faudrait à une économie isolée beaucoup de temps pour la production de marchandises en métal, tandis qu'un artisan les fabrique avec une facilité relative. Aussi est-ce un progrès considérable dans le développement des économies *isolées* que la distinction et l'autonomie du métier.

L'économie isolée produisant elle-même ce dont elle consomme de grandes quantités et n'achetant chez l'artisan que les produits dont elle n'a besoin qu'en petit nombre, l'artisan travaille en même temps pour plusieurs économies : pour

tout le village (forgeron) ou même pour toute une région (fouleur ou tanneur). La seule différence entre ces deux types d'artisans c'est que l'un reçoit les commandes chez lui tandis que l'autre, qui travaille pour plusieurs agglomérations, va de maison en maison, de village en village, pour avoir du travail. Dans de grandes économies avec esclaves ou serfs, l'artisan ne travaille jamais que pour cette économie, qui lui fournit aussi la matière première.

La caractéristique du métier, c'est que l'artisan travaille pour le consommateur immédiat, dont il reçoit également la matière première. Provoquée par la division du travail entre les différentes économies, la naissance du métier favorise le développement des forces productives et, surtout, le progrès technique (confection d'outils perfectionnés) et l'emploi plus rationnel du travail (habileté de l'artisan).

Il ressort de là que plus les produits que l'artisan fournit aux économies naturelles sont nombreux et divers, plus celles-ci sont étroitement unies avec l'économie de l'artisan et par là même entre elles. D'autre part, l'artisan ne vit que de ses pratiques. L'accroissement du nombre des artisans équivaut donc à l'accroissement du nombre des économies qui ne peuvent plus vivre isolées des autres.

Le développement des forces productives a donc créé un lien entre les différentes économies, dont le nombre est d'autant plus grand et l'union plus étroite que le travail est plus spécialisé.

L'accroissement du nombre des artisans finit par déterminer ceux-ci à produire pour la vente. La production non plus pour le consommateur immédiat mais pour la vente amena alors le développement des marchés et des foires.

Nous n'étudierons pas les causes historiques, mais bien les

causes économiques de la formation des villes, où la population des artisans se concentra peu à peu et ne put se borner à la production sur commande et pour l'écoulement local, mais dut finalement vendre ses produits au marchand. Le marchand ou entrepreneur chercha pour ses produits un plus grand champ d'écoulement. De la production pour le marché finit par naître, grâce à la nombreuse population venue des villages, la grande industrie capitaliste avec ses ouvriers salariés. Dans les pays civilisés, ce sont les conditions de production capitalistes qui constituent la règle. Pourtant, il existe, dans les économies nationales modernes, débris et restes des anciennes conditions économiques, toutes les formes intermédiaires de l'économie isolée à l'économie capitaliste moderne.

Ces restes nous permettent de mettre en lumière l'importance des différentes formes d'exploitation, de même que de trouver les causes qui ont provoqué le passage d'une forme à une autre. L'étude de l'industrie du *koustare* en Russie nous fournit à cet égard d'abondants matériaux, que nous analyserons d'un peu près.

Le métier apparaît lorsque la confection d'un produit se met en dehors de l'économie isolée et est pratiquée par un individu qui s'est spécialisé dans ce travail. Cette transformation est longue. Aujourd'hui encore, bien que certaines branches industrielles soient devenues complètement capitalistes, d'autres ne commencent qu'à s'isoler de l'économie individuelle et à être pratiquées par des artisans. Aussi apparaît-il, dans une économie capitaliste développée, journellement de nouveaux artisans, qui se spécialisent dans la confection de certains produits, bien que les anciens artisans soient sans cesse ruinés par l'exploitation capitaliste. Les nouveaux artisans peuvent ou bien produire des objets déjà

en usage, mais qui, jusque-là, étaient produits par l'économie privée, ou satisfaire de nouveaux besoins par des produits nouveaux. L'artisan peut, en ce cas, travailler ou sur commande ou pour le marché voisin, et son activité prend donc, en tant que forme de production, un caractère que les autres branches industrielles ont depuis longtemps perdu.

La production de l'économie isolée était adaptée aux besoins. Un artisan peut confectionner un nouveau produit pour satisfaire des besoins nouveaux ; ou bien, la production de certains produits s'isole des économies domestiques pour devenir l'œuvre d'artisans. Dans les deux cas, il se produit un changement dans l'organisation des économies (naturelles) isolées.

Autrefois, la production se réglait sur les besoins des membres de la famille. Si ceux-ci étaient au nombre de dix, on ne produisait des aliments, des vêtements et d'autres objets que pour dix. Mais si, à côté de cinq de ces familles, il s'est formé une famille d'artisans composée également de dix personnes, qui produit pour les premières un objet quelconque, des chaussures par exemple, les cinq économies naturelles doivent maintenant produire non seulement pour elles-mêmes, mais encore pour la famille d'artisans; c'est-à-dire que chacune a maintenant à produire des aliments, des habits, etc., pour douze personnes.

La naissance du métier est, sans aucun doute, un progrès dans le développement des forces productives ; sinon, elle n'aurait pas pu se produire. Car s'il fallait à l'économie naturelle le même travail qu'au cordonnier pour confectionner une paire de chaussures, elle ferait ses chaussures elle-même. Il est donc clair que le métier ne peut naître qu'à la condition que, d'abord, il puisse produire avec une moindre dépense de travail que les économies naturelles

et qu'en second lieu, les économies naturelles soient en mesure de produire plus de moyens de subsistance qu'il ne leur en faut à elles-mêmes, afin de pouvoir échanger le reste contre les produits du métier.

De cette nouvelle répartition des forces productives dans l'économie naturelle résulte une solidarité étroite entre le développement de cette économie et celui du métier, ce que ne voient pas d'habitude ceux qui parlent de la ténacité de la petite exploitation dans l'agriculture.

Avec le développement du métier, l'économie auparavant isolée commence à aliéner une partie toujours plus grande de ses produits, donc à produire non plus seulement pour elle-même, mais encore pour d'autres.

Si l'industrie est née de l'économie isolée, c'est que la spécialisation rendait le travail plus productif. Par conséquent, à mesure que la confection de certains produits se sépare des économies isolées, celles-ci font une moindre dépense de forces. Si elles n'ont pas recours à l'échange, bien que l'artisan produise, par exemple, des vêtements avec un effort beaucoup moindre, c'est uniquement qu'elles ne créent pas assez de produit pour pouvoir en échanger une partie contre des vêtements. L'accroissement de la production agricole leur permettra de profiter du développement des forces productives dans les autres branches de travail pour faire une moindre dépense de force dans leur propre exploitation.

S'il faut à une famille de cultivateurs 50 jours de travail pour se confectionner des habits, alors que la production du blé en échange duquel elle peut avoir les habits ne lui demanderait que 10 jours, ce n'est que l'extrême nécessité qui l'obligera à confectionner elle-même ses habits, au lieu de les échanger contre du blé. Ainsi le développement de l'économie agricole incite celle-ci à l'échange de ses produits contre

ceux de l'industrie et, seule, la misère de la population agricole empêche le développement de l'échange.

Mais, recevant différents produits de l'extérieur, l'économie paysanne se transforme elle-même en une économie semblable à l'économie industrielle ; au lieu de produire toutes sortes de choses, elle ne fournit plus qu'un produit (le plus souvent des aliments) qu'elle échange contre les produits de l'industrie. Industrie et agriculture deviennent dépendantes du marché. Seul, l'arrêt, ou même le recul, économique peut, dans une certaine mesure, empêcher ce développement, raffermir l' « autonomie » de l'économie paysanne. L' « économie d'approvisionnement » ne peut donc être maintenue que si la population mène une vie de misère.

La répartition des forces productives change avec la naissance du métier : les produits nécessaires sont maintenant créés aussi bien dans les économies agricoles que dans les économies industrielles. Pourtant, la proportion de dépense de travail pour la production des différents objets reste la même que dans l'économie isolée. Si, dans une économie isolée, chacun n'avait besoin que d'une paire de chaussures, il ne pourra pas maintenant non plus en porter deux paires en même temps. Sans doute, la consommation s'accroît avec le développement de la production ; toutefois la production reste toujours dépendante de l'étendue de la consommation.

En même temps, l'étendue de la production, dans une économie, dépend du quantum de la production dans les autres économies. Le cordonnier restera longtemps sans travail si on n'a plus besoin de souliers. Or, comme il ne peut avoir des produits qu'en échange de souliers, il devra se chercher des clients dans les environs ou vendre sa marchandise sur des marchés éloignés.

Dans le district de Chwalynsk (1), les fouleurs travaillent

(1) *Enquêtes sur les industries de koustares du gouvernement de*

quelque temps chez eux pour les clients du voisinage. Ce travail terminé, ils vont dans d'autres villages et d'autres districts. Comme ils ont leur domicile dans une région, ils travaillent, par suite de la concurrence, à meilleur marché dans leur village qu'à l'extérieur, bien qu'ici comme là le travail ne soit fait que sur commande.

Lorsque l'industrie s'est détachée de l'économie agricole, l'organisation de la production ne doit pas être considérée dans certaines économies, mais à la fois dans l'ensemble. L'industrie crée un lien étroit entre les différentes économies. Le développement des forces productives ne se manifeste que par la forme du développement économique de l'ensemble des économies reliées entre elles par l'échange.

Bücher considère le métier ambulant comme la première forme du métier : on va de lieu en lieu et on ne travaille que sur commande avec les fournitures du client. Cela me paraît inexact. Les considérations théoriques aussi bien que les faits contredisent cette assertion.

On peut admettre (et il en est, en réalité, ainsi), que le métier apparaît lorsqu'un membre de la collectivité commence à ne plus travailler seulement pour sa propre famille, mais travaille encore pour les voisins. Si on a besoin du métier pratiqué par cette personne, l'artisan devient en quelque sorte l'employé de la collectivité. Il est clair qu'il n'a pas besoin d'aller dans les villages voisins tant qu'il trouve du travail chez lui. Nous verrons que ces artisans avaient, en réalité, la situation d'employés de la communauté.

Mais, si, dans une communauté, apparaissent deux artisans, deux forgerons par exemple, naturellement ils ne pourront trouver assez de travail dans le village, et le second sera

Saratow, 2e fascicule (en russe). Ces matériaux ne sont pas encore publiés.

obligé d'aller chercher au dehors son occupation. Ou bien les deux artisans iront, après avoir fait le travail nécessaire aux besoins de leurs compatriotes, dans d'autres villages et y passeront une partie de l'année. Ainsi, le métier ambulant apparaît comme le second stade de l'industrie ; il naît lorsque le nombre des artisans s'est accru dans certains villages, de sorte qu'ils ne trouvent plus assez d'occupation chez eux. Les différentes formes du métier dans le gouvernement de Saratow confirment pleinement ces déductions théoriques. La vie ambulante des artisans ne commence que lorsque leur nombre est devenu si grand qu'ils peuvent en quelques mois satisfaire les besoins de leur village. Le reste du temps, ils vont dans d'autres villages, travaillant avec les fournitures du client. Plus il y a de ces artisans en « surnombre » dans une région, plus la période de migration est longue et plus ils vont au loin. Inversement, moins il y a, dans un village, de ces artisans en « surnombre », plus leur vie est sédentaire. Lorsqu'il n'y a qu'un seul artisan, il travaille pour son village. En admettant que la première forme de l'industrie ait été le métier nomade, il faudrait donc admettre que le nombre des artisans ait été d'abord plus élevé que plus tard, lors du plus grand développement industriel. Le seul métier qui eût d'abord la forme d'un métier ambulant n'était pas né de l'économie naturelle ; il avait été importé de l'extérieur par des tribus étrangères qui s'étaient spécialisées dans un genre de travail.

Ce cas a sans doute induit en erreur Bücher et tous ceux qui considèrent l'industrie ambulante comme la première forme du métier. En outre, le besoin qu'a un village de certains produits (objets de parure, etc.), est si faible que l'artisan peut en fournir toute une contrée. Dans ce cas aussi, il était obligé d'aller de village en village.

CHAPITRE VIII

L'ÉCONOMIE DE COMMUNAUTÉ

L'organisation du travail dans les différents systèmes économiques dépend beaucoup de ceux-ci.

La chasse ne permet pas une grande densité de population ; elle demande, pour être productive, la plus grande dispersion possible sur tout le territoire. Pourtant, les avantages de la coopération, de la chasse en commun déterminent parfois la vie en groupes importants : on peut alors déjà constater, dans la chasse ou dans la pêche, une division méthodique du travail. La nécessité de se défendre contre les tribus voisines fit aussi que les peuples chasseurs vécurent en groupes nombreux.

L'économie d'élevage permet une coopération plus grande et plus fixe. Le bétail peut pâître en grands troupeaux, sans doute à la condition de *changer sans cesse de lieu*. Plus la tribu occupe un grand territoire, plus il lui est facile de changer de lieu, plus les troupeaux peuvent être considérables, plus les gens peuvent vivre en commun et plus l'économie de force qui résulte de cette vie commune est considérable. Le rétrécissement du territoire qui résulte de l'accroissement de la population et du refoulement par les voisins ne provoque pas seulement le passage à l'agriculture, mais encore l'émiettement du grand groupe économique en de nombreux

groupes plus petits. Avec le passage à la vie sédentaire, la tribu se divise en familles. Le pâturage reste encore commun, mais le bétail commence à diminuer d'importance dans l'économie : l'agriculture remplace l'élevage. L'activité économique à l'intérieur de la famille joue maintenant un plus grand rôle que l'élevage collectif de la tribu. Les agglomérations allemandes avaient, d'après Meitzen, la forme de villages fermés.

La solidarité économique de la tribu se dissout peu à peu, bien qu'elle ne disparaisse jamais complètement. La solidarité entre les différentes familles ne persiste pas seulement grâce aux pâturages communs, mais encore parce que certains besoins ne peuvent être satisfaits que par des personnes qui travaillent simultanément pour toute une série d'économies : les *artisans*.

Plus le rôle que joue l'agriculture dans l'économie est considérable, plus les besoins de l'économie sont importants, plus on dépense de travail à la confection d'outils et d'instruments de production et plus le travail économique est divers. Certaines branches de production demandent une spécialisation du travail telle qu'il faut pour l'exécuter un artisan habile.

La division du travail dans l'économie apparaît longtemps avant le métier, vraisemblablement en même temps que l'économie elle-même ; elle est sans doute surtout provoquée par la différence de sexe et d'âge et par le souci de la descendance. On trouve au moins, déjà chez les animaux, au moment de l'élevage des petits, une division du travail entre le mâle et la femelle (1).

(1) Avec un enfant sur le dos (les mains des enfants avaient, aux temps les plus reculés de la période quaternaire, une disposition organique pour se tenir au cou), la femme ne pouvait pas poursuivre un animal. Elle était donc réduite, de par les conditions naturelles, à chercher des plantes, à les préparer et à faire le

Avec le développement des besoins, avec la naissance de besoins économiques à côté des besoins personnels, le travail dans l'économie devient plus divers et chaque membre de la famille a également à effectuer différents travaux. Nous avons déjà dit que cela provoque l'apparition du métier. Nous aurons l'occasion de voir de plus près ce processus. Qu'il nous suffise pour le moment d'étudier l'influence du métier sur la répartition des forces productives dans l'économie.

L'économie domestique pouvait, depuis des temps très reculés, satisfaire beaucoup de besoins par le moyen de l'échange. Pourtant, cette circonstance n'a pas eu pour la constitution de l'économie domestique d'importance décisive.

La caractéristique de l'économie de vassalité au XII^e^ siècle, en Angleterre, c'est son désir de « tout faire par soi-même », son « indépendance sociale ». « Il y avait dans le village des gens qui faisaient tous les travaux et métiers nécessaires à la vie quotidienne. On avait toujours un moulin à eau et à vent

ménage. L'homme, lui, s'occupait de chasse, puis d'agriculture. Le rôle de la femme dans la vie sociale fut déterminé par l'importance de la nourriture végétale dans l'économie. Le passage de la cueillette des plantes et des animaux à la chasse fut l'œuvre exclusive de l'homme ; car la femme, qui ne pouvait se mouvoir rapidement, dut s'en tenir au vieux mode de production. Le genre humain doit à l'homme la transformation de l'être humain d'un animal « rampant » en un animal « courant » ; la femme, elle, a inventé l'agriculture, qui est née de la cueillette des plantes. Avec le développement des soins du ménage, qui, peu à peu, absorbent tout le temps de la femme, c'est à l'homme qu'incombe de plus en plus le soin de procurer les aliments. Bien que cette fonction principale de l'économie demande, à certains degrés du développement, moins de travail que les soins du ménage, l'homme devient pourtant le chef de la famille. Ainsi, la division du travail entre l'homme et la femme commence dès les premiers stades de l'économie.

que les paysans étaient obligés d'utiliser moyennant redevance... Beaucoup de villages, sinon tous, avaient leur forgeron, leur charpentier. Ces deux artisans furent sans doute d'abord des employés communaux à qui on donnait du terrain à la condition qu'ils répareraient les charrues du seigneur et des paysans... Un autre employé du village, qui, de par sa fonction, semble avoir reçu du terrain, était le gardien de la maison de prêts sur gages. »

« Telle était, en moyenne, la vie villageoise en Angleterre ; les paysans cultivaient leur champ bon an, mal an, d'après le mode traditionnel, se nourrissaient du produit de leur travail et entraient rarement en contact avec le monde extérieur (1). »

A ce qu'il semble, le forgeron fut le premier artisan typique qui créa un lien entre les économies isolées (2).

Le forgeron est mentionné dans les plus anciennes légendes germaniques. Dans les légendes russes figure aussi un tanneur, qui travaillait donc déjà pour les familles de paysans avant l'apparition de l'économie régionale.

D'habitude, la communauté est déjà exploitée par les seigneurs ; leur économie fait en réalité partie de la communauté. L'artisan communal ne travaille pas seulement pour les paysans, mais encore et surtout pour le seigneur. D'un recensement qui fut fait en 831 sous Louis le Pieux il résulte que, dans le voisinage du cloître, des rues entières ou des quartiers étaient habités par des artisans tels que forgerons, corroyeurs, serruriers, bouchers, tanneurs, etc. « Tous ces serfs étaient obligés de travailler pour le cloître en remplacement de la corvée dans les champs dont ils étaient dis-

(1) W.-J. Ashley, *Histoire économique de l'Angleterre*, p. 38-39 (trad. russe).

(2) Voir Koulischer, *Leçons d'histoire économique*, p. 49 (en russe).

pensés » (1). — « Le caractère distinctif de l'économie seigneuriale, que le travail soit exécuté par des colons ou par des tribus soumises, c'est son plus ou moins grand isolement » (2).

L'économie de communauté, aussi bien l'économie d'abord isolée que celle qui était unie aux autres de la même région, représentait un tout indépendant, menant une vie économique autonome. Sans doute, un artisan pouvait ne pas seulement travailler pour une communauté, il allait de bourgade en bourgade. Mais cela ne supprime pas l'isolement des diverses économies de communauté. En Russie, ce type d'artisan ambulant était vraisemblablement très répandu. Ainsi nous trouvons dans des documents qu' « Ivan pratique dans les villes et villages le métier de tailleur » (3).

Par contre, les forgerons avaient une vie sédentaire et ne travaillaient que pour leurs voisins. Dans un document de 1661, nous lisons que le forgeron s'engage, moyennant la jouissance d'une parcelle de terrain, à travailler pour le cloître (4).

Dans la plupart des cas, les forgerons font encore de l'agriculture en même temps qu'ils pratiquent leur métier. « La ferme d'Iwaschko le forgeron sème trois paniers et récolte quinze meules de foin » (5). Les charpentiers sont plus rarement mentionnés dans les cadastres. En fait d'autres artisans, on rencontre dans les villages des potiers, des charrons, des cordonniers, des faiseurs de cuillers, des faiseurs

(1) KOWALEWSKY, *L'évolution économique de l'Europe*, vol. III, p. 12 (en russe).

(2) *Ibidem*, vol. I, Introduction, p. XIV.

(3) BELJAKW, *Les paysans en Russie*, p. 157 (en russe).

(4) *Ibidem*, p. 158.

(5) Cadastre I, 286, cité d'après SOKOLOWSKY, *La situation économique de la population rurale en Russie*, p. 10.

de caisses, des tonneliers. « L'artisan venait souvent avec ses outils chez le client et il était, pendant toute la durée du travail, habillé et nourri » (1).

L'industrie s'est développée déjà dans la communauté indépendante ; pourtant « le métier prend au moyen âge le caractère d'une industrie seigneuriale, il se concentre chez le seigneur... Cette industrie seigneuriale est aidée par l'industrie des fermes de paysans qui n'ont pas été divisées... » (2) La même organisation avec les artisans au château du seigneur se développa en Russie, en Allemagne, en Angleterre, en France, etc.

« Sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres, tandis que chaque famille s'occupe chez elle des travaux domestiques, tels que filage, tissage, etc. A côté de cette masse occupée d'une manière uniforme nous trouvons « l'habitant principal », juge, chef de police et receveur d'impôts, le tout en une seule personne ; le teneur de livres qui règle les comptes de l'agriculture et du cadastre et enregistre tout ce qui s'y rapporte ; un troisième employé qui poursuit les criminels et protège les voyageurs étrangers qu'il accompagne d'un village à l'autre ; l'homme-frontière qui empêche les empiétements des communautés voisines, l'inspecteur des eaux qui fait distribuer pour les besoins de l'agriculture l'eau dérivée des réservoirs communs ; le bramine qui remplit les fonctions du culte ; le maître d'école qui enseigne aux enfants de la communauté à lire et à écrire sur le sable ; le bramine-calendrier, qui en qualité d'astrologue indique les époques des semailles et de la moisson ainsi que les heures favorables ou funestes aux divers travaux agri-

(1) M. KOWALEWSKY, *op. cit.*, vol. III, p. 11.
(2) SOKOLOWSKY, *ibidem*, p. 11-12.

coles ; un forgeron et un charpentier qui fabriquent et réparent tous les instruments d'agriculture ; le potier qui fait toute la vaisselle du village ; le barbier, le blanchisseur, l'orfèvre et çà et là le poète qui dans quelques communautés remplace l'orfèvre et, dans d'autres, le maître d'école. Cette douzaine de personnes est entretenue aux frais de la communauté entière. Quand la population augmente, une nouvelle communauté est fondée sur le modèle des anciennes et s'établit dans un terrain non cultivé. L'ensemble de la communauté repose donc sur une division du travail régulière » (1).

Chez les anciens Germains, il y avait peu d'artisans et ceux-ci travaillaient uniquement pour la communauté. « D'après le droit bavarois, les outils du forgeron étaient propriété du village (2) ».

Dans les communautés indiennes et russes, les forgerons et les autres artisans travaillaient pour les membres de la communauté et étaient entretenus par eux. Chaque économie devait céder une partie de ses produits aux artisans. Lorsqu'on put se procurer les produits industriels par la voie de l'échange, l'économie ne céda plus ses produits à l'artisan de la communauté mais à des étrangers. Dans les deux cas toutefois, les produits aliénés par l'économie paysanne ne constituaient qu'une faible part de son budget total.

Ainsi l'économie de communauté dans son ensemble, c'est-à-dire quelques économies naturelles et des artisans, forme un tout et peut vivre complètement isolée des autres communautés. De même qu'auparavant chaque économie naturelle isolée constituait un tout autonome, sans aucune relation avec les autres économies, les quelques économies paysannes unies à l'économie de l'artisan constituent main-

(1) K. Marx, *Le Capital*, vol. I, p. 246 (trad. russe).
(2) Schmoller, *L'économie nationale*, p. 300 (trad. russe).

tenant une unité fermée où la répartition des forces productives dans chaque économie dépend de l'organisation des autres économies. Quelques fonctions de l'activité économique sont exécutées en commun, par exemple le nourrissage des bestiaux. Aussi l'économie de communauté dans son ensemble peut-elle être considérée comme un second degré de développement de l'économie isolée.

Plus les fonctions économiques qui doivent subvenir aux besoins généraux nécessitent de travail, plus chaque économie doit céder de produits à celles qui exercent les fonctions sociales, qui nourrissent les bestiaux, pratiquent le métier, etc. La répartition des forces productives dans chaque économie en dépend aussi étroitement : plus il y a de branches de travail qui s'isolent de l'économie naturelle, plus la quantité de produits, que l'on échange pour d'autres produits créés en dehors de l'économie, doit être considérable.

Ainsi l'économie de communauté s'est développée de l'économie isolée, ce développement se manifestant dans la répartition du travail entre les diverses économies. De l'économie de communauté est née, comme nous le verrons plus loin, l'économie régionale, puis l'économie nationale et finalement l'économie mondiale.

Le développement des forces productives dans l'économie de communauté apparaît comme le résultat de la spécialisation du travail et de la plus grande productivité ainsi obtenue. Un artisan spécialiste produira plus et mieux qu'un paysan ordinaire. Cela va de soi. Mais, en dehors de cela, la division du travail donne *une impulsion au développement de la technique*, de meilleurs outils ne pouvant être confectionnés que par des artisans spécialisés.

Comme nous allons le voir, l'économie régionale ne dif-

fère de l'économie de communauté que par l'étendue, et par le fait que l'artisan ne demeure plus dans la communauté, mais en dehors de celle-ci. L'échange des produits s'effectue par l'intermédiaire de l'argent. L'artisan travaille non seulement sur commande, mais encore pour le marché, quoique ce ne soit encore que pour le cercle limité de sa région.

CHAPITRE IX

L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

I

Différentes questions théoriques et pratiques de la vie économique moderne sont étroitement liées à la question de l'issue de la lutte entre petite et grande exploitation. Ainsi la politique agraire dépend de la réponse donnée à la question de l'avenir de la petite exploitation agricole. De même, la politique de la classe moyenne ne peut être déterminée que si l'on a résolu la question de savoir si la grande exploitation ou la petite l'emportera dans la lutte pour la vie.

Le problème des causes qui donnent la victoire à certaines formes économiques a une importance énorme et a été sérieusement étudié ; il n'en reste pas moins discuté. Le plus souvent, on montre les transformations *techniques* au sens étroit du mot, à la suite desquelles certaines formes économiques devraient nécessairement l'emporter. La victoire de la grande exploitation est attribuée exclusivement au machinisme moderne.

Aussi les défenseurs de la petite exploitation, qui soutiennent qu'elle peut vivre, s'efforcent-ils de prouver que la machine ne peut être employée dans certaines branches industrielles, et que, par suite, la grande exploitation ne peut

avoir accès dans ces domaines. C'est à cela que se réduit, en fin de compte, toute l'argumentation des défenseurs de la petite exploitation agricole. De même, les politiciens et les théoriciens de la classe moyenne, qui sont pour le maintien du métier de l'artisan, croient ou bien que certaines branches industrielles sont inaccessibles à la grande exploitation et à la machine, ou bien que la machine peut être introduite dans la petite exploitation et assurer par là l'avenir de celle-ci.

Naturellement, l'importance énorme de la technique dans le développement économique de la société est indéniable. Le progrès technique est bien le principal facteur, mais ce n'est pas le facteur unique du développement des forces productives. Nous avons déjà montré que le développement de la force productive du travail ne résulte pas seulement du progrès technique, tel que le perfectionnement des outils et des autres instruments de production, mais encore de différents autres facteurs, comme, par exemple, l'accroissement de la capacité de travail de l'ouvrier, l'allongement de la durée effective du travail, etc. Assurément, le développement des forces productives de la population d'une contrée dépend du développement de la force de production du travail mais cela ne suppose pas nécessairement un progrès *technique*.

Comme nous le verrons plus loin, le passage du métier au travail pour un marché étendu (exploitation des koustares) constitue un pas énorme en avant dans le développement des forces productives, bien que la technique de la production reste la même. Les forces productives s'accrurent ici grâce au plus grand nombre d'artisans, qui provoqua l'extension de la production et du marché.

Karl Bücher déjà a appelé l'attention sur ce fait que la décadence du métier ne doit pas être attribuée uniquement au développement technique. Comme, toutefois, il ne peut lui-même

se représenter le développement des forces productives de la population que sous forme de progrès de la technique de production, il cherche les causes de la décadence du métier non point dans les conditions de production, mais dans les transformations des besoins, dans les conditions d'écoulement. Par contre, Marx voyait les causes du développement économique d'un pays, non seulement dans le progrès technique mais dans le développement de ses forces productives. L'apparition de la production capitaliste sous forme d'industrie à domicile pour l'intermédiaire et l'entrepreneur s'effectua sans changement de la technique de production ; elle résulta simplement du rapide développement des forces productives.

L'analyse de l'évolution du métier et de la naissance du capitalisme nous montrera les causes qui, même sans changement dans la technique de production, devaient nécessairement faire prévaloir la grande exploitation capitaliste. Elle nous aidera aussi à comprendre la lutte qui existe actuellement entre la grande exploitation agricole et la petite. De même, nous trouverons que les causes sociales qui, au XVIII[e] siècle, ont amené la disparition du métier dans certaines branches du travail, agissent encore dans d'autres. Un coup d'œil jeté sur le passé du métier nous aidera à résoudre la question de son avenir.

II

Pour le développement de l'économie nationale, l'apparition du métier a une importance énorme. Avec lui commence le passage de l'économie naturelle isolée aux autres formes économiques basées sur l'échange des produits.

Ne confectionnant d'abord que les produits dont chaque économie n'a besoin qu'en petite quantité (sinon, elle les produirait elle-même), les artisans travaillent d'habitude simultanément pour plusieurs économies. L'accroissement du nombre des artisans amène la transformation de l'économie de communauté en économie régionale. Alors que, dans une économie de communauté, on ne compte que quelques artisans (forgerons, tonneliers et quelques autres), on en compte, dans une économie régionale, des centaines. Il paraît qu'il y avait à Vienne, en 1463, environ 100 professions ; pour Francfort-sur-le-Mein, Bücher donne pour l'année 1387 le nombre de 148, pour l'année 1440, celui de 151 et pour l'année 1500 celui de 300. Plus il y a de professions et plus le nombre des artisans est grand, plus l'étendue de l'économie régionale pour laquelle ils travaillent est considérable.

Les artisans délaissent de plus en plus leur exploitation agricole pour se consacrer à leur travail professionnel. Ils se nourrissent donc avec les vivres que produit le cultivateur. Lorsque les villes se forment, c'est là qu'ils se concentrent.

Au moyen-âge, les villes consomment les produits que le gouvernement ou les seigneurs ont pris aux paysans sous forme de redevances de toutes sortes. Par suite, peuvent vivre dans les villes différents groupes d'artisans, qui travaillent pour les classes dirigeantes ou pour d'autres citadins. Avec l'accroissement de la quantité de produits enlevés aux paysans, le nombre de ceux qui peuvent vivre à la ville s'accroît aussi, en même temps que l'échange entre la ville et la campagne. Mais le groupement ainsi formé des diverses économies n'embrasse encore qu'un domaine tout à fait limité. Les artisans de la ville au moyen-âge travaillent presque exclusivement pour le marché local.

Le métier ne pouvait d'abord apparaître que sous la forme

de *production sur commande* pour un consommateur déterminé. Ce n'est que plus tard, quand les artisans furent en mesure de produire plus que pour les besoins de leurs voisins, qu'ils se mirent à envoyer leurs produits aux marchés des environs. Ainsi, le lien économique enserre d'abord un rayon restreint, qui comprend la ville et les villages d'alentour. De l'économie de communauté s'est développée, grâce au métier, une économie régionale ; elle comprend les économies des artisans qui travaillent pour les classes privilégiées vivant aux dépens des paysans et des économies paysannes. Mais les limites de cette économie sont toujours étroites. Et plus cet ordre économique fut durable, plus les rapports traditionnels des artisans entre eux et leurs rapports avec les consommateurs prirent de fixité.

L'économie régionale, formée d'économies de paysans et d'artisans, représente un tout autonome, elle peut se passer de presque toute relation avec d'autres économies sans préjudice notable. Et, en effet, chaque ville du moyen-âge constituait, avec les villages environnants, en quelque sorte un Etat autonome plus isolé des autres villes-Etats que les grandes villes modernes ne le sont l'une de l'autre. Il arrivait que pareille région constituât une unité politique. La formation de ces Etats indépendants au moyen-âge provient du caractère de l'économie régionale.

Dans l'Europe occidentale, la population étant sédentaire, il se constitua une organisation mieux réglée de l'économie régionale avec une ville à la tête, qu'en Russie.

« Si nous prenons en main une carte du vieil empire germanique et que nous y marquions les endroits auxquels, jusqu'à la fin du moyen-âge, a été conféré le droit de ville (il peut y en avoir 3.000), nous voyons tout le pays parsemé de villes à des intervalles d'en moyenne 4 à 5 lieues.

au sud et à l'ouest, de 6 à 8 lieues au nord et à l'est. Toutes n'ont pas eu la même importance ; mais toutes, à leur époque, ont été (ou au moins se sont efforcées d'être), les centres de circonscriptions économiques qui vivaient pour elles-mêmes et en elles-mêmes, tout comme, autrefois, la ferme seigneuriale... Nous pouvons voir que, presque partout en Allemagne, le paysan des villages les plus éloignés pouvait, en un jour, aller au marché de la ville et être, le soir, de retour chez lui (1). »

Dans l'ancienne Russie, par suite du moindre développement de l'industrie, « les marchés ne se tenaient dans les districts de la région qu'à certains moments de l'année, tandis que, dans les villes, il avaient lieu à de certains jours de la semaine, principalement le vendredi (2) ».

Par suite de la plus faible densité de la population, l'économie de communauté se maintint, en Russie, plus longtemps et l'économie régionale y a pris moins de développement que dans l'Europe occidentale. La région était servie non seulement par les artisans qui écoulaient leurs produits au marché, mais encore par les artisans ambulants, tels que charpentiers, fouleurs, tailleurs de pierre, qui travaillaient au domicile du client. Par suite de la plus faible densité de la population et de la différence des conditions naturelles, l'échange entre les différentes régions se développa de très bonne heure. Aussi ne trouvons-nous pas, en Russie, de développement aussi durable et aussi typique du métier et de l'économie régionale que dans l'Europe occidentale. Par contre, le capital commercial apparaît, en Russie, de très bonne heure.

(1) K. Bücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, Tubingue, 1908, p. 121.

(2) Aristow, *L'industrie dans l'ancienne Russie* (en russe), Saint-P., 1866, p. 171-172.

Par suite de la faible densité de la population, nombre d'artisans étaient obligés ou bien d'aller de village en village, pour se procurer des clients, ou bien de céder leurs produits à des marchands. Beaucoup pourtant habitaient aussi, en Russie, dans les districts de la région et travaillaient pour leurs voisins, comme on peut déjà le voir par le code d'Alexis Michailowitsch (1).

Même dans d'aussi grands Etats que l'Angleterre, on employait au moyen-âge le mot « d'étranger » (foreigner) pour tous ceux qui n'avaient pas le droit de cité, qu'ils fussent Anglais ou non, et il est parfois difficile de distinguer la signification véritable du mot. Sans doute, un certain sentiment de l'opposition nationale se faisait toujours remarquer ; mais il est clair que des commerçants venus de l'extérieur étaient gênés et surveillés moins parce qu'ils étaient étrangers au sens propre du mot que parce qu'ils n'avaient pas, dans la ville où ils venaient, droit de cité (2).

Les lettres du maire et des autorités de Londres des années 1350 à 1370 montrent avec évidence que l'on traitait tous les marchands venus d'autres villes, qu'ils fussent Anglais ou non, de la même façon. En d'autres termes, la solidarité économique entre les différentes villes et régions était aussi faible qu'entre les différents Etats.

La production pour la clientèle et le travail pour le marché de l'endroit supposaient donc un nombre restreint d'artisans, le nombre des clients étant, lui aussi, restreint. Naturellement, il y eut aussi parfois, à cette époque, un échange de marchandises entre les différentes régions, certains produits étaient vendus dans des villes ou des pays éloignés, mais ce

(1) W. SJERGUEJEWITSCH, *Leçons et études* (en russe), 1883, p. 660.

(2) W. J. ASHLEY, *Englische Wirtschaftsgeschichte*, trad. all., Leipzig, 1906, Ire partie, p. 107-108.

commerce ne jouait qu'un rôle infime. Les artisans ne travaillaient principalement que pour le marché le plus proche. Aussi s'efforcèrent-ils de réduire, non seulement l'importation de marchandises étrangères mais encore la production locale.

Peu à peu le nombre des artisans et de leurs aides, le prix des marchandises furent réglementés ; on rendit difficile l'importation de marchandises étrangères ; le trafic des produits industriels fut défendu aux non-artisans ; et d'autres mesures de ce genre furent prises pour assurer aux artisans une existence acceptable.

A la fin du moyen-âge intervint pourtant un bouleversement qui eut des suites considérables et qui ruina l'économie régionale, en apparence si solidement établie, pour la remplacer par l'*économie nationale*. Le passage à la production pour un marché étendu, en dehors des limites de la ville, apparaît donc comme un nouveau stade dans le développement du métier, qui prend maintenant la forme d'industrie à domicile. La production pour un marché illimité a créé l'économie nationale. Les produits de villes lointaines apparaissent maintenant sur le marché local et, de même, les artisans de la ville ne travaillent plus seulement pour leurs voisins, mais encore, dans une proportion de plus en plus grande, pour les marchés lointains où leurs produits sont portés par les commerçants et les entrepreneurs.

III

On explique d'habitude que l'économie nationale se soit developpée de l'économie régionale et que le métier du

moyen-âge ait disparu, en disant que les villes et plus tard même des pays entiers proclamèrent la liberté du commerce. Cette explication ne peut cependant être considérée comme satisfaisante, car ce qu'il s'agit de savoir, c'est précisément d'où a pu provenir ce besoin d'un commerce intermunicipal qui détruisit l'ancienne constitution du métier.

Tout aussi insuffisante est l'explication de Bücher par un changement dans les besoins économiques, qui aurait provoqué en grande partie ce bouleversement. Car Bücher ne dit pas non plus l'origine de ce changement.

Cela semble incroyable et c'est pourtant un fait : la grande enquête de la Société de politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*) a apporté moins d'éléments pour la solution du problème que l'enquête sur les industries des koustares dans le gouvernement de Sarotow, entreprise en 1901 sous ma direction. Celle-ci a permis de constater les faits suivants.

La première forme du métier qui apparaisse est le travail sur commande, la production pour le consommateur immédiat. L'artisan ne connaît pas encore le travail pour le marché, il ne travaille qu'autant qu'on s'adresse à lui.

Certaines branches industrielles, quoique nées de très bonne heure, gardent toujours leur forme primitive. D'autres, au contraire, sont déjà passées à la phase suivante de développement, au travail pour le marché. D'autres constituent l'industrie du koustare, qui travaille pour un marché vaste et illimité, bien qu'elle conserve une certaine indépendance vis-à-vis du grand capital. Quelques-unes enfin prennent la forme de l'industrie à domicile capitaliste, du système de l'entreprise. Une étude minutieuse de toutes ces formes industrielles nous permet de voir les types économiques à leurs différents degrés de développement, de même

que les causes qui ont amené le passage d'une forme à l'autre.

Le travail sur commande se présente sous deux formes. Ou bien l'artisan travaille dans son atelier à lui pour le compte du voisin, ou bien il va chez le client. Dans les deux cas, il travaille d'habitude avec les fournitures du client.

Aujourd'hui, on ne rencontre que dans les contrées reculées des artisans dont le travail est rémunéré en nature. Quelques artisans seulement, tels que le tonnelier, le tanneur, vont de village en village, travaillent au domicile du client, reçoivent la nourriture et le reste, mais une partie de leur salaire leur est payée en argent. Il n'y a que des contrées tout à fait reculées où des artisans soient exclusivement rémunérés en nature.

Certaines conditions sociales font qu'une partie toujours plus grande de la population se consacre à l'industrie. L'expropriation de la petite propriété rurale ou celle des produits des petites économies paysannes, qui obligent une partie de la population existante ou les nouveaux venus par suite de l'accroissement naturel de la population à chercher une occupation en dehors de l'agriculture, chacun de ces facteurs ou tous ensemble, en amenant une augmentation du nombre des artisans, provoquent aussi une transformation du caractère du métier.

Avec l'accroissement du nombre des artisans dans une région — à la campagne ou dans la ville — il devient pour beaucoup d'entre eux impossible de vivre en produisant uniquement pour la clientèle, et ils se voient dans l'obligation d'aller à la recherche du consommateur ou de travailler pour un marché indéfini. Un artisan ambulant s'en va ailleurs lorsqu'il ne trouve pas dans son village suffisamment de

commandes ; tandis qu'un artisan sédentaire cherchera alors à remplacer le travail sur commande par le travail pour le marché.

Le caractère de l'économie régionale ne se transforme pas encore lorsque les artisans commencent à travailler pour le marché, car ce débouché est encore local et ne comprend que les consommateurs immédiats ou presque des produits. Le bazar et la foire ne font que faciliter les relations entre l'artisan et le consommateur. Ainsi, on peut, pour l'économie régionale, considérer comme forme typique du métier, celle dans laquelle les produits de l'artisan vont immédiatement au consommateur.

Mais, à ce degré de développement, le capital commercial commence déjà à s'insinuer comme intermédiaire dans la vie économique, car l'artisan ne peut souvent avoir sa matière première que par le commerçant.

Les artisans de la ville de Kusnetzk (1) travaillent encore aujourd'hui, comme les artisans du moyen-âge, ou bien pour le client avec les fournitures de celui-ci, ou bien, lorsqu'ils se procurent les fournitures sur le marché local, pour le consommateur immédiat, qui leur achète leurs produits au marché. Il n'y avait pas encore, à l'époque, de dépendance de producteur à consommateur ou inversement.

Sur 185 économies d'artisans *achètent leurs matières premières* :

(1) *Les industries des koustares dans le gouvernement de Saratow*, 1er fascicule, 1904 (en russe). Les chiffres donnés ont trait à certains genres d'industrie qui ne travaillent pas encore pour le marché. Ces mêmes genres d'industrie, qui ont gardé ici leur caractère de métier, sont devenus dans d'autres régions des exploitations de koustares et de manufacture.

	Nombre absolu	Pourcentage
Dans les bazars ou les foires	116	62 1/2
Chez des particuliers (1)	5	3
De différentes façons	1	1/2
Les reçoivent du client	63	34
Vendent leurs produits :		
Aux consommateurs locaux	16	9
Dans les bazars ou les foires	32	17
A des clients	111	60
Sur des marchés éloignés	1	1/2
A des intermédiaires	6	3 1/2
A des entrepreneurs pièce par pièce	8	4
De différentes façons	11	6

Comme on peut s'en convaincre par ce tableau, le métier a encore ici un « caractère médiéval », bien qu'il n'y ait pas de corporations et qu'on ait, à l'intérieur, pleine liberté du commerce.

Les artisans reçoivent leurs matières premières des clients ou les achètent des paysans, dans les marchés, ou, enfin, dans les magasins de la ville. De même, ils vendent leurs produits ou bien immédiatement à ceux qui les commandent ou aux clients du voisinage, ou bien dans les marchés. Le commerce servant d'intermédiaire joue encore un rôle infime.

Le développement des forces productives est considérablement favorisé par le passage au stade suivant de l'industrie, à la forme du koustare. Entre le travail sur commande et le travail pour un marché local, il n'y a pas encore de différence essentielle. Car le producteur et le consommateur ne sont pas encore séparés l'un de l'autre. La production

(1) En ce cas, il y a parfois, par suite du crédit, une certaine dépendance de l'acheteur envers le vendeur.

s'adapte aux besoins locaux. L'économie régionale subsiste toujours, sans changement aucun. Ce n'est que le travail pour un marché vaste et illimité qui provoque un bouleversement complet dans les conditions économiques et transforme l'économie régionale en économie nationale.

Ce passage au travail pour le marché éloigné résulte, avons-nous déjà dit, de l'accroissement du nombre des artisans. Par suite du rétrécissement de leurs terres, les paysans se tournent en nombre de plus en plus grand vers les métiers. Mais l'accroissement du nombre des artisans provoque aussi la concurrence entre ceux-ci et la baisse du prix de leurs produits. Cette baisse oblige les artisans à produire en masse, pour pouvoir, de cette façon, combler le déficit. Ainsi l'accroissement du nombre des artisans dérange l'équilibre stable antérieur de l'économie régionale et la détermine à chercher sur des *marchés éloignés* un débouché pour ses produits. Or, les relations avec les marchés éloignés ne sont possibles que par l'intermédiaire du capital commercial, car l'artisan ne peut pas en même temps vaquer à son métier et colporter ses produits sur les marchés.

Comme nous le verrons bientôt, les artisans luttèrent contre l'asservissement par le capital commercial en restreignant leur production. Mais ces moyens ne pouvant arrêter l'accroissement du nombre des artisans, on fut obligé d'augmenter la production pour compenser la perte causée par la baisse des prix.

Le commerçant intermédiaire ne peut avoir sa part qu'en rognant sur celle de l'artisan, car peu importe aux consommateurs qui leur fournit les produits : l'artisan lui-même ou l intermédiaire. A mesure que le nombre des artisans s'accroît et que la concurrence augmente, cette part de l'intermédiaire devient plus grande. Donc, plus le métier se développe,

moindre est la part de l'artisan dans le produit de son travail. L'artisan doit, par suite, produire toujours davantage pour pouvoir vivre. Aussi le koustare accroît-il sa production *même sans progrès technique*, par une utilisation plus intensive de ses forces.

Ainsi la transformation du métier en industrie du koustare et en industrie à domicile s'effectue par suite de l'accroissement du nombre des artisans et des produits du métier, *donc par suite de l'accroissement des forces productives, mais sans changement de la technique de production.*

Sans doute, ce développement profite surtout à l'intermédiaire. Mais le koustare lui aussi gagne maintenant plus que l'artisan.

Dans l'industrie des cordages du gouvernement de Saratow, l'artisan qui travaille pour le marché local a pour lui 23 0/0 de la plus-value due à son travail, tandis que celui qui travaille pour l'intermédiaire n'a que 16 0/0. Pourtant, le gain moyen d'un koustare est plus élevé que celui d'un artisan indépendant. Le premier reçoit 72 roubles par an, tandis que l'artisan n'arrive qu'à 63 roubles 7. Le débouché local limité ne permet pas à l'artisan autonome de produire et d'écouler autant que le koustare qui travaille pour l'intermédiaire. Ce n'est que le travail aux pièces pour l'entrepreneur (donc l'industrie à domicile) qui réduit le gain du koustare à 43 roubles 7, ce qui fait tomber la part du koustare dans le produit de son travail à 12 0/0.

Par conséquent, le koustare gagne plus que l'artisan, bien qu'il ait une moindre part dans le produit de son travail ; mais, dans l'industrie à domicile, cette part baisse à un tel point que son gain, lui aussi, se trouve diminué.

En examinant les conditions qui ont amené le développement de la petite exploitation d'une forme inférieure à une

forme plus élevée, nous avons trouvé, que la première impulsion est venue de l'accroissement du nombre des artisans. Tant que l'offre de produits industriels, par suite du peu d'artisans ou de la limitation de la production par les corporations (comme c'était le cas au moyen-âge), n'est pas excessive, le métier peut se maintenir et il se maintient. Dans ces conditions, l'économie régionale se maintiendra elle aussi longtemps, sans se transformer en économie nationale.

Cette transformation s'effectue encore aujourd'hui en Russie. L' « excès » de population agricole que la misère fait émigrer des campagnes vers la ville, vient y accroître les rangs des artisans, qui, refoulés par la concurrence qu'ils se font entre eux, d'artisans indépendants deviennent ensuite des koustares, c'est-à-dire se mettent à travailler pour l'intermédiaire (1).

La grande différence dans le développement de l'industrie dans la Russie d'aujourd'hui et à la fin du moyen-âge, c'est qu'aujourd'hui les conditions économiques et sociales permettent le passage du métier aux formes de production plus avancées, jusqu'à la grande exploitation capitaliste, tandis qu'au XVI^e^, au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle l'industrie ne pouvait se développer que peu à peu. Pourtant, les causes économiques de l'évolution de l'industrie sont les mêmes dans la Russie d'aujourd'hui qu'au moyen-âge dans l'Europe occidentale.

En outre, nous avons dit plus haut que le koustare, qui travaille pour un intermédiaire, gagne plus que l'artisan indépendant, qui produit pour le marché local. La raison en est

(1) Il est à remarquer que les ouvriers salariés des koustares et des artisans de la ville se recrutent à la campagne et non point à la ville. La population urbaine s'adapte mieux aux conditions de la ville et exploite les paysans qui arrivent des villages. Ce n'est que dans les branches industrielles qui demandent un travail qualifié que dominent les ouvriers de la ville.

dans le fait que l'artisan, par suite de la concurrence, ne trouve pas assez de travail, tandis que le koustare a du travail plus régulier et plus durable. Aussi la somme des produits écoulés dans une année par les diverses catégories de travailleurs industriels diffère-t-elle selon le caractère de l'exploitation. Dans la ville de Kusnezk, ces travailleurs sont au nombre de 1.050. La moyenne annuelle dans les différents modes d'industrie varie. En moyenne une famille produit, en travaillant :

Sur commande.	pour	304	roubles
Pour le consommateur local	»	375	»
» le marché local.	»	422	»
» l'intermédiaire	»	610	»
» l'entrepreneur, aux pièces.	»	744	»
De différentes façons	»	821	»

Il est encore plus manifeste que la production des différents travailleurs industriels dépend du mode d'industrie, si l'on considère isolément chacune des branches industrielles, au lieu d'en considérer l'ensemble.

Ainsi, un cordonnier produit en moyenne dans l'année, en travaillant :

Sur commande	pour	257	roubles
Pour le marché local	»	462	»
» des intermédiaires.	»	548	»
» des entrepreneurs, aux pièces	»	569	»

Le gain du travailleur industriel, par rapport à la somme des produits écoulés, croît proportionnellement à l'indépendance du travailleur vis-à-vis de l'intermédiaire. Le gain d'un ouvrier qui travaille sur commande est de 41 0/0 de la valeur de ses produits ; dans l'écoulement par le marché, il n'est que de 31 0/0, dans le travail pour l'intermédaire de 30 0/0, et, dans le travail aux pièces pour l'entrepreneur, il descend jusqu'à 20 0/0. Par conséquent, la somme des produits qu'un cordonnier travaillant pour l'intermédiaire arrive

à fournir doit encore être augmentée des 21 0/0 que lui soustrait l'entrepreneur. La valeur de ses produits n'est donc pas de 569 roubles, mais de 688 roubles 5, 119 roubles 5 revenant à l'entrepreneur et non à lui.

La situation est analogue pour les forgerons. Parmi les 121 forgerons de Kousnezk, ceux qui écoulent leurs produits par le marché local, vendent pour 450 roubles chacun, le bénéfice net étant de 44 0/0. Le gain des forgerons qui vendent leurs produits au commerçant intermédiaire se chiffre à 36 0/0 de la valeur ; la valeur de leur production étant, en moyenne, de 1.447 roubles. Ainsi, le forgeron-koustarè, en travaillant pour le commerçant, voit son gain dépasser du double celui de l'artisan qui écoule ses produits par le marché. Pour les forgerons qui travaillent pour des entrepreneurs et dont le salaire ne fait que 26 0/0 de la valeur des produits, la valeur totale des produits écoulés par chacun est égale à 998 roubles.

Quelques autres exemples serviront d'illustration. Une exploitation produit des :

	Sabots	Jougs	Courroies	Souliers	Poterie	Cordages	Pelles
	En roubles						
Pour le marché local . . .	7,6	65	258	158	28	203	64
» l'intermédiaire . . .	18	74	2 013	203	30,5	431	78
» des marchés éloignés .	—	87	1.766	—	38	—	232

On voit par ces données que l'étendue de la production de chaque exploitation dépend du champ d'écoulement pour lequel elle travaille. Plus ce champ est vaste, plus la production est considérable. Car le marché local ne permet pas au travailleur industriel d'utiliser complètement ses forces de production.

Les conditions de l'écoulement n'influent pas seulement sur l'étendue de la production, mais encore sur le taux des salaires. Pour pouvoir travailler pour un marché éloigné, le koustare est obligé de céder une partie de son gain à l'intermédiaire ou à l'entrepreneur. La part relative du travailleur industriel dans le fruit de sa production augmente donc dans la mesure de son indépendance, comme on peut le voir par le tableau suivant. Le rapport du gain à la valeur brute des produits était pour les :

	Vanniers		Fabricants de pelles	Fabricants de jougs	Corroyeurs	Cordonniers	Gantiers	Potiers	Charrons
	dans la ville de Pokurley	à la campagne							
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Travaillant pour :									
Le marché local . . .	66,0	57,0	63,4	64,1	18,0	37,8	29,2	58,7	27,4
Les marchés éloignés .	72,5	—	66,25	74,8	—	—	—	69,8	38,0
L'intermédiaire . . .	—	—	60,81	51,3	12,7	35,9	38,0	58,2	23,0
L'entrepreneur, aux pièces	57,7	48,0	—	32,0	11,1	24,4	18,2	45,9	—

Ainsi les travailleurs industriels se trouvent en présence d'un dilemme : ou bien travailler pour le marché local, mais en n'écoulant qu'une faible quantité de produits, afin d'avoir un gain plus élevé, ou avoir recours à l'intermédiaire du commerçant, pour pouvoir produire plus régulièrement et davantage, bien qu'avec un moindre gain relatif. Les koustares riches vendent eux-mêmes leurs produits dans les marchés éloignés. Ils jouent même souvent le rôle d'intermédiaires pour les autres koustares et réalisent ainsi un double gain : ils écoulent leurs produits à dès prix plus avantageux et gagnent encore sur ceux des autres koustares.

Parallèlement à la transformation des conditions de production que provoque l'accroissement du nombre des artisans, se modifient aussi les conditions dans lesquelles l'artisan se procure sa matière première. D'abord, il la recevait de l'employeur. Avec le passage au travail pour le marché, il est obligé de se la procurer lui-même. Mais, tant que son exploitation est encore peu étendue, il la trouve facilement dans le magasin voisin, et ne dépend aucunement de l'intermédiaire. Ce n'est qu'avec l'extension du champ d'écoulement pour lequel l'artisan travaille, et avec le plus grand intervalle de temps qui s'établit entre la production et l'écoulement que le koustare devient dépendant de l'intermédiaire, du fournisseur de la matière première. Devant continuer à produire sans avoir écoulé sa marchandise, il est souvent obligé de prendre la matière première à crédit. Le commerçant intermédiaire se transforme donc ainsi en un entrepreneur qui fournit aussi la matière première. L'artisan autonome est devenu un koustare, qui deviendra bientôt un ouvrier à domicile. Ce dernier n'achète déjà plus sa matière première, il travaille aux pièces avec la matière première qu'on lui fournit.

La matière première des 1.050 travailleurs industriels de la ville de Kousnezk était :

	Nombre des exploitations	Valeur en roubles	Rapport à la valeur totale de la matière première
			%
Fournie par le client	16	1.996	0,4
Achetée au marché	212	41.357,5	9,7
Achetée chez des particuliers . . .	625	252.427	57,5
Reçue de l'entrepreneur	177	128.255	29,4
Obtenue de différentes façons . . .	20	12.586,5	3
Total	1.050	436.622,0	100,0

Les chiffres suivants, qui ont trait à la proportion du gain et de la valeur brute des produits, montrent quelle est, pour les travailleurs industriels, l'importance énorme des conditions d'obtention de la matière première.

Se procurent leur matière première	Industrie cordonnière			Industrie gantière		
	Nombre des exploitations	Valeur en roubles	Proportion du gain	Nombre des exploitations	Valeur en roubles	Proportion du gain
			%			%
Par les marchés	36	5 960,5	78	2	146	43
Par des particuliers . . .	404	146.087	45	20	16.693	22
Par l'entrepreneur . . .	17	8.045	24	50	86.060	8

Les conditions d'achat de la matière première étant étroitement liées aux conditions d'écoulement des marchandises, il est impossible d'établir ce qu'un artisan perd dans l'achat de la matière première et dans la vente de sa marchandise. Mais il n'est pas douteux qu'il ne perde, en passant à un « mode d'exploitation supérieur », aussi bien dans l'achat de la matière première que dans l'écoulement des produits (1).

L'enquête sur les koustares de Chwalynsk a donné des résultats analogues (2).

La proportion du bénéfice net, réalisé par l'artisan, relativement à la valeur de la matière première, est de :

(1) Cela est apparu très nettement dans l'enquête de Saratow, mais il n'a pas été possible de dresser un tableau de cet état de choses.

(2) Ces résultats n'ont pas encore été publiés, grâce au zemstwo (Conseil provincial) réactionnaire.

	Vannerie	Fabrication des jougs	Ganterie	Fabrication des courroies
	%	%	%	%
Achat de la matière première au marché	148	186,86	70	41,25
La matière première est fournie par les entrepreneurs	133	44,22	22	15

Ces chiffres aussi montrent clairement que les artisans sont lésés lorsqu'ils achètent leur matière première. Ainsi, nous voyons qu'à un certain degré de développement de l'industrie, l'accroissement du nombre des artisans oblige à avoir recours au travail pour le commerçant intermédiaire, afin de pouvoir écouler les produits. Ce pas que fait l'artisan et qui réunit les économies régionales en une économie nationale accroît tout d'abord le gain des artisans et permet à un plus grand nombre d'entre eux de trouver du travail. Mais, en même temps, l'artisan devient plus dépendant des intermédiaires qui ne lui prennent pas seulement ses produits, mais qui encore lui fournissent la matière première.

IV

Notre analyse du développement de l'industrie nous a amené à cette conclusion qu'elle est passée du travail sur commande au travail pour le marché, puis au travail pour l'intermédaire et finalement au travail pour l'entrepreneur, tout à fait indépendamment des conditions extérieures telles que la législation corporative, l'interdiction de l'importation, etc., qui, prétend-on, auraient exercé, dans l'Europe occidentale

du moyen-âge, une influence décisive sur l'industrie. De même, l'explication courante du passage au travail pour le marché éloigné par la proclamation de la liberté du commerce ne résiste pas à l'examen. En réalité, le passage d'une forme industrielle à l'autre s'effectue dans certaines conditions de production par suite de l'accroissement du nombre des artisans, qui rend le travail pour le marché local moins avantageux que le travail pour le commerçant intermédiaire.

Tant que les artisans sont en petit nombre, ils travaillent en ouvriers indépendants pour leurs voisins, quand bien même rien ne les empêche de porter leurs produits sur des marchés éloignés. Ce n'est que lorsqu'augmente la concurrence entre artisans, lorsque l'offre dépasse la demande, qu'apparaît l'intermédiaire entre les artisans et le marché éloigné. Là où les artisans ne travaillent que pour leur marché local, ils mènent une lutte âpre contre la concurrence extérieure, contre l'importation de marchandises provenant d'autres villes. Au moyen-âge, ils sont parvenus à faire interdire cette importation par la loi. Maintenant, ils ne peuvent chercher à écarter la concurrence qu'en abaissant leurs prix. Mais ils ne l'emportent jamais, parce que les koustares qui travaillent pour l'intermédiaire et produisent en masse peuvent toujours vendre meilleur marché qu'eux, qui ne produisent que pour le marché local.

On sait la lutte des corporations du moyen-âge pour la limitation de la production. Mais, dès le XII^e^ siècle, nous trouvons un commerce étendu du drap à Hambourg, à Vienne, dans les villes du Rhin, etc. Au XIV^e^ et au XV^e^ siècle, les villes de Flandre et d'Italie se distinguent par le développement de leur industrie sur le mode de celle du koustare.

Le passage au travail pour l'intermédiaire fut surtout

amené par les facteurs suivants : 1° immigration d'artisans étrangers ; 2° développement et extension de la production dans la campagne (1) et 3° accession des femmes au travail industriel.

Selon Ashley, il est « vraisemblable que la confection des lainages a pris au XV^e^ siècle les deux formes suivantes : 1° Dans les villes, les grandes corporations d'autrefois devinrent de petits corps étroits, qui perdirent leur rôle de surveillance sur l'industrie ; 2° l'industrie s'étendit des villes à la campagne et il se forma une nouvelle classe de travailleurs industriels qui s'appelèrent *clothiers* ou *cloth-makers* (drapiers ou fabricants de drap). Ceux-ci disposaient d'un capital relativement considérable, en comparaison de jadis, et un nombre relativement grand d'ouvriers devinrent dépendants d'eux » (ASHLEY, *op. cit.*, 2^e^ partie, p. 234).

Les huguenots, les Italiens, etc., qui immigrèrent en Allemagne firent concurrence aux corporations indigènes, firent baisser le prix des marchandises ; ils ne travaillèrent pas seulement eux-mêmes pour l'intermédiaire, pour un marché éloigné, mais encore ils obligèrent les artisans indigènes à recourir au travail pour le marché, c'est-à-dire à se servir de l'intermédiaire des négociants. Dans le même sens agirent aussi les koustares, qui travaillaient à la campagne.

Dans nombre de branches industrielles, il se produisit, au XVI^e^ siècle, une baisse des prix pour les objets confectionnés, car les matières premières subirent une hausse de prix plus considérable que les objets confectionnés (2). Ce fut cette cir-

(1) Non seulement l'industrie textile, mais encore l'industrie potière prit dans la campagne, au XIV^e^ et XV^e^ siècle, une étendue considérable. Les paysans ne produisaient plus seulement pour leurs propres besoins et pour le château, mais encore pour les villes éloignées.

(2) Voir WIEBE, *Geschichte der Preisrevolution im XVI bis XVII*

constance qui obligea l'artisan de la corporation à travailler lui aussi pour un marché plus éloigné.

Malgré toutes les restrictions légales de la concurrence, les artisans du moyen-âge ne purent pas plus garder leur indépendance que les koustares du gouvernement de Saratow. Aussi bien pour l'écoulement de leurs produits que pour l'achat des matières premières, ils eurent besoin du négociant intermédiaire, aussitôt que leur production eut pris une étendue considérable. La plupart d'entre eux ne purent plus se procurer eux-mêmes les matières premières. Ils eurent besoin du crédit de l'intermédiaire et durent finalement passer au *travail aux pièces*.

V

L'enquête sur l'industrie du koustare dans la ville de Kousnezk jette aussi une vive lumière sur le rapport qui existe entre l'étendue de la production et la façon dont l'artisan se procure la matière première.

Les *cordonniers* qui se procurent eux-mêmes la matière première au marché, produisent annuellement pour 165 roubles. Les autres qui l'achètent toujours chez des particuliers, c'est-à-dire qui doivent l'emprunter à ceux-ci, atteignent une production annuelle moyenne de 360 roubles.

Jahrh., p. 125. Dans le chapitre sur la valeur nous constaterons encore une baisse du prix des tissus de laine à cette époque. Cf. aussi KOULISCHER, *Le développement du revenu*, vol. I (en russe), p. 508 à 513. Malheureusement, Koulischer donne du fait une explication fausse. Selon lui, la chute des prix a été provoquée par l'extension du marché, alors que c'est précisément l'inverse. Du reste, Koulischer commet ici la même erreur que tous les autres économistes, par exemple K. Bücher.

D'autres encore qui travaillent pour un entrepreneur avec les fournitures de celui-ci produisent pour 473 roubles.

La production annuelle des catégories correspondantes de gantiers est la suivante : 73 roubles, 834 roubles, 1.537 roubles. Les ouvriers à domicile produisent donc ici vingt fois plus que les artisans indépendants. Par contre, le gain d'un travailleur industriel proportionnellement à la valeur de la matière première baisse à mesure que sa dépendance s'accroît. Alors que le gain des cordonniers indépendants constitue 76 0/0 de la valeur de la matière première, un cordonnier qui reçoit la matière première à crédit ne gagne que 45 0/0 et celui qui travaille aux pièces 24 0/0 de la valeur de la matière première. Les chiffres correspondants pour les diverses catégories de gantiers sont : 43 0/0, 22 0/0 et 8 0/0.

Comme il a été dit, l'ouvrier à domicile gagne néanmoins plus que l'artisan autonome qui, par suite de la concurrence, ne peut utiliser toutes ses forces productives.

Bücher constate que dans l'Europe occidentale, au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle, « malgré toutes les barrières qui fermaient l'accès du droit de maître, on n'était pas parvenu à empêcher les transgressions. Chez les boulangers et les bouchers, qu'on cite généralement comme types d'artisans aisés, le tour de fournée et le tour d'abattage étaient presque partout en usage, c'est-à-dire que les maîtres étaient trop nombreux pour que chaque boulanger pût faire chaque jour une fournée et que chaque boucher pût tuer une bête par semaine » (Bücher, *op. cit.*, p. 192).

La décadence du métier n'a donc pas été amenée par « la transformation des besoins économiques ». Cette transformation a plutôt été le résultat du changement des conditions de

production, provoqué lui-même par l'accroissement du nombre des artisans. Ce n'est que lorsque le commerçant intermédiaire commença à vendre les produits de l'artisan meilleur marché que l'artisan lui-même, que les besoins économiques se modifièrent aussi. Or, l'intermédiaire put vendre les produits bon marché sur les marchés éloignés lorsque la concurrence obligea les artisans à lui céder leur marchandise à bon compte.

Moins satisfaisante encore est la façon dont Sombart résout le problème de la décadence des artisans. Sombart s'efforce d'établir les « conditions d'existence » du métier et, en cherchant minutieusement, comme il convient à un savant allemand, il en trouve tellement qu'il ne fait qu'obscurcir le problème. Il distingue des conditions d'existence « de forme » et des conditions d'existence « de fait ».

Parmi les conditions « de forme » il compte : 1° la Possibilité de l'autonomie de l'artisan ; 2° la Transmission du savoir-faire technique ; 3° la Législation de protection.

Comme conditions « de fait » apparaissent : 1° la Forme de l'accroissement de la population ; 2° la Technique ; 3° la Forme des conditions d'écoulement, etc. (1).

L'honorable économiste pourrait naturellement citer d'autres « conditions d'existence » encore et il n'aurait pourtant pas fait un pas vers la solution du problème de la ruine du métier. Et cela parce qu'il laisse complètement de côté le facteur décisif, le niveau et le développement des forces productives.

Naturellement, certaines conditions sont nécessaires pour qu'une forme économique puisse exister. Le capitalisme lui aussi en a besoin. Mais qu'est-ce qui a modifié ces « condi-

(1) SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*, I, p. 122 sqq.

tions », de même que la forme économique. Si nous comparons la situation des travailleurs industriels dans la ville de Kousnezk avec celle des artisans du moyen-âge, nous sommes aussitôt frappés de la grande ressemblance du développement de l'industrie, bien que les « conditions d'existence » des deux groupes soient très différentes : autre législation, autre accroissement de population, etc. Par contre, la productivité du travail de l'artisan est demeurée constante, de là aussi la ressemblance frappante dans le développement de l'industrie et dans la demande de produits qui en dépend. Mais dès que, dans une branche de production, la productivité du travail s'est tellement accrue que la production dépasse constamment la demande, l'équilibre stable qui est celui du métier se trouve rompu et les conditions énumérées par Sombart n'empêcheront pas la transformation du métier en exploitation suivant la forme du koustare.

Sombart observe avec grand soin les « tendances » du métier, comme si ces tendances différaient de celles d'un paysan, d'un koustare ou d'un capitaliste. Par l'analyse de ces « tendances », il cherche à expliquer le développement de l'industrie. Mais comment la tendance à « gagner largement sa vie » pourrait-elle, dans un cas, amener la prédominance du capital commercial sur le métier, tandis que, dans l'autre, le métier a gardé son autonomie ?

VI

Même à l'époque de la production de l'artisan et de l'économie régionale, il y avait un commerce intermunicipal, qui

dépassait les limites de la région. Mais ce commerce jouait un rôle peu important dans l'économie régionale. Il se limitait aux produits que, pour une cause ou pour une autre, on ne pouvait obtenir soi-même : les métaux, le sel, les plantes et les animaux venant de régions d'un climat différent, etc. Ainsi le commerce apparaît comme conséquence des *conditions naturelles* dans les différentes contrées et les différents pays. Mais le travail des matières premières est aux mains des artisans et non des koustares. Ce n'est qu'avec l'accroissement de leur nombre que les artisans se mettent à travailler pour l'intermédiaire et ceux-ci à exporter les produits qui ne trouvent pas d'écoulement sur le marché local. Un forgeron peut travailler pour le marché local, parce que les paysans achètent ses produits en assez grande quantité. L'artisan qui se spécialise est bientôt obligé de faire appel à un marché plus éloigné pour pouvoir écouler ses produits. Aussi des objets tels que les armes, les couteaux, etc., arrivent-ils bientôt sur le marché éloigné. De même les soieries et les lainages à l'usage des classes dirigeantes doivent être portés au loin, les paysans se confectionnant eux-mêmes leurs habits. D'autre part, les boulangers, les bouchers et les charpentiers, qui subviennent aux besoins de la population indigène, se contentent du marché local, parce que, d'abord, ces artisans se retrouvent partout et qu'ensuite leurs produits ne sont guère transportables. Lorsque le nombre de ces artisans augmente, alors apparaît le phénomène que Bücher a déjà signalé, celui du tour de fournée et du tour d'abattage (1). A ce qu'il semble, c'était un remède assez répandu contre la surproduction. Dans le district de Chwalynsk, dans le gouvernement de Saratow, les cordonniers de certains villages ne travaillent que 3 ou 4 jours par semaine.

(1) BÜCHER, *Entstehung der Volkswirtschaft*, p. 192.

Il est clair que, dans ces conditions, il ne pouvait y avoir de développement des forces productives, et que ces artisans purent se maintenir jusqu'à aujourd'hui, où ils ont été assujettis par le capital. Pour les mêmes raisons, le travail de réparation pour le client devait garder l'organisation du métier.

Nous voyons donc par les exemples cités des différentes formes industrielles que le métier devait durer d'autant plus longtemps que le développement des forces productives dans sa branche de production était plus faible. L'enquête sur les exploitations de koustares du gouvernement de Saratow confirme ces déductions que l'on peut tirer du développement du métier au moyen-âge. Ainsi les tailleurs, les couturières, les tricoteuses peuvent se contenter du travail sur commande fourni par les voisins, tandis que les chapeliers sont obligés de travailler pour les intermédiaires ou les entrepreneurs, leur spécialisation leur permettant de produire plus qu'il ne faut pour subvenir aux besoins du voisinage, Les fouleurs, qui ne sont à Kousnezk qu'en nombre restreint, travaillent surtout sur commande, tandis que les gantiers et les bourreliers travaillent le plus souvent pour le marché éloigné. Les menuisiers et les tonneliers, de même que les briquetiers, peuvent écouler leurs produits sur le marché local ; tandis que les artisans qui s'occupent spécialement de la confection des seaux, des cribles, des fuseaux, des peignes, exportent leurs produits vers d'autres villages. De même, les spécialistes parmi les forgerons travaillent pour l'intermédiaire tandis que les forgerons ordinaires travaillent sur commande. Pour l'intermédiaire travaillent également les pâtissiers, de même que la plupart des cordonniers, tandis que les savetiers ne travaillent que pour les clients.

Plus le nombre des travailleurs industriels est grand, ou

plus la division du travail est avancée dans une branche de la production, plus la puissance du capital sur l'artisan est considérable. La productivité du travail d'un spécialiste est naturellement bien supérieure à celle d'un forgeron, d'un tailleur, ou d'un autre artisan ordinaire. Mais c'est pour cela que le marché local est trop étroit pour le spécialiste et celui-ci a recours au travail pour l'intermédiaire. La transformation du métier en industrie du koustare dépendante du capital résulte de la quantité des produits obtenus dans une branche de production. Tant que cette quantité est encore faible et ne dépasse pas les besoins du voisinage, tant que, par suite, les produits de l'artisan ne dépassent pas les limites de l'économie régionale, l'artisan reste autonome, il travaille pour les consommateurs immédiats, etc. Ce n'est que lorsque la production s'accroît, par suite de l'accroissement du nombre des artisans ou de la plus grande productivité du travail due à la division du travail et au progrès technique, que la décadence du métier et son asservissement par le capitalisme commencent. La lutte contre le développement des forces productives prit, au moyen-âge, la forme de limitation de la production, de lutte contre les « gêneurs », etc.

Dans mon livre sur la question agraire, j'en suis arrivé à la même conclusion : la petite exploitation agricole ne peut se maintenir que s'il n'y a pas de développement des forces productives. Le développement des forces productives, par suite du progrès technique ou de l'accroissement de la productivité du travail, est la victoire de la grande exploitation capitaliste. Dans l'économie agricole comme dans l'industrie, chaque pas en avant de la productivité du travail amène la ruine de la petite exploitation autonome, même lorsque la technique de la production n'a fait aucun progrès.

VII

La transformation de la forme économique des différentes entreprises détermine une transformation du caractère de toute l'économie nationale.

Le développement du métier, qui réunit les économies de communauté, amène la formation d'économies régionales constituées par la ville et les villages environnants. A ce degré de développement, il n'y a pas encore d'économie nationale, tant que les économies du pays tout entier ne sont pas encore reliées entre elles.

Le développement du capital commercial, des exploitations de koustares et de la manufacture, qui travaillent pour le marché éloigné, constitue la base de l'économie nationale. Ainsi, la transformation de l'artisan en koustare a une grande importance au point de vue social. Dans quelques industries, cette transformation commence, avons-nous déjà dit, de très bonne heure. Mais elle n'acquiert une importance décisive que lorsque *la plus grande partie* des produits de l'économie nationale est produite pour le marché éloigné. Mais, lorsque la transformation du métier en industrie du koustare en est arrivée à ce point, alors c'est dans le pays l'ordre capitaliste qui règne (1). La question de savoir si une exploitation gardera cette forme ou prendra la forme d'une fabrique dépend maintenant uniquement de celle-ci : le capital trouve-t-il intérêt à faire ce nouveau pas ? D'habitude, les forces productives, en continuant de se développer, amènent sans

(1) On voit par là quelle est l'erreur des « nationalistes » russes, (narodniki) qui voient dans l'industrie du koustare la « forme nationale » de l'industrie.

doute le triomphe de la fabrique, mais ce développement s'effectue dans les différentes branches de la production avec une inégale rapidité.

Ainsi nous n'avons pas seulement réfuté les conceptions qu'on se fait d'habitude des causes du développement du capitalisme ; nous avons encore donné de ce développement une explication qui va davantage au fond des choses.

Pour finir, nous voudrions encore ajouter que l'introduction du terme « économie régionale » était nécessaire, car il est nécessaire que cette forme de l'économie sociale ait une dénomination. Le concept d'économie urbaine introduit par Bücher n'est pas exact, ne serait-ce que parce que les artisans habitent aussi en dehors des villes. Et, indépendamment de cela, la ville n'embrasse pas toute la région ; sans agriculture pas une ville ne pourrait exister.

CHAPITRE X

APPARITION DE LA VALEUR D'ÉCHANGE

I

En considérant l'évolution économique, nous avons vu que l'extension de l'organisation économique est étroitement liée au progrès de l'échange des marchandises. D'abord naît l'échange simple d'objets qui ne sont pas encore des marchandises, à l'intérieur de la communauté, ensuite l'échange des marchandises entre les diverses communautés de la même région et finalement, l'échange des marchandises entre régions. L'échange commence par n'avoir qu'une petite importance ; plus tard seulement, avec le développement de la production des marchandises, la plupart des produits sont destinés au marché.

Mais quel est le critérium du rapport d'échange ? Pourquoi les marchandises sont-elles échangées dans telle proportion ?

L'économie monétaire étant née de l'échange simple des marchandises, où les produits étaient échangés l'un pour l'autre et non point pour de l'argent, l'origine de la valeur d'échange est également dans l'économie naturelle d'où l'économie monétaire s'est développée. Mais les produits créés par une économie naturelle ont-ils une valeur d'échange et, si oui, comment la détermine-t-on ?

Il va de soi que tout produit doit avoir une *valeur d'usage*. Sinon, personne ne le produirait ou ne l'achèterait. Un produit doit être utile à quelque point de vue, satisfaire quelque besoin. En outre, l'obtention et la préparation de tout objet demande une certaine dépense de forces, dont une économie naturelle n'a qu'une quantité limitée. Elle ne peut pas confectionner à son gré des produits d'une catégorie, car, par suite de la quantité limitée de ses forces de travail, d'autres besoins devraient alors rester sans satisfaction. Il faut donc qu'elle emploie ses forces productives méthodiquement pour pouvoir subvenir à tous ses besoins avec la moindre dépense d'effort.

Ce même principe régit aussi la production des objets de l'économie. Si les forces productives d'une économie s'accroissent, l'obtention de certains produits peut être aussi augmentée. Par conséquent, la valeur *relative* des divers objets est déterminée par la quantité de travail nécessaire à leur production. La quantité de travail apparaît ainsi comme l'unique mesure de la valeur, car, seule, la quantité des produits détermine la « rareté » de l'objet (1).

Ainsi les objets d'une économie naturelle n'ont pas seulement une valeur d'usage, mais encore une valeur de travail *relative*, selon la fraction de la force totale de production dont dispose l'économie, demandée par leur production. Les produits dont la production demande beaucoup de travail sont plus estimés et consommés avec plus d'économie que ceux qui ne demandent que peu de peine. Ainsi, le principe du moindre effort devient le critérium de la valeur relative des divers objets de l'économie.

(1) Par suite de la complexité de l'économie moderne, beaucoup d'économistes ne peuvent trouver de mesure de la valeur. On la trouve parfois dans la « rareté » des objets.

Chaque membre de la famille sait très bien combien de travail demande la production de chaque objet, par exemple celle d'un boisseau de grain ou d'une aune de toile.

Imaginons-nous un échange de grain et de toile entre deux économies. Si la famille qui donne de la toile pour du grain, dépense ou doit dépenser, pour produire un boisseau de grain, la même quantité de travail que pour produire une aune de toile, elle ne recourra à l'échange que si, pour une aune de toile, elle peut avoir plus d'un boisseau de grain ; sinon, elle produira elle-même son grain.

De même pour l'autre économie qui veut donner du grain pour de la toile. Elle aussi a un certain critérium d'évaluation pour les objets dont elle use et elle n'effectuera l'échange que si elle peut par là faire une économie de travail. Si elle peut, par exemple, produire une aune de toile en six heures et un boisseau de grain en quatre heures, elle donnera du blé pour de la toile, si, pour un boisseau de grain, on lui donne plus des quatre sixièmes d'une aune de toile. Pour les deux économies, il y a un certain minimum de taxation des objets. La première économie, qui propose de la toile, demandera pour une aune de toile au moins un boisseau de grain ; tandis que la seconde, pour un boisseau de grain, demandera au moins les quatre sixièmes ou les deux tiers d'une aune de toile. L'échange de toile et de grain est donc étroitement limité par la valeur de travail relative de ces objets dans les différentes familles. Les fluctuations, à l'intérieur de ces limites, sont, nous le verrons bientôt, déterminées par la demande et l'offre.

De cette analyse de la formation de la valeur d'échange il résulte que, dans des conditions normales, il ne peut y avoir échange entre différentes familles que par suite de la différente productivité du travail dans les diverses branches de

production des différentes économies, que cette différence provienne de facteurs naturels ou techniques, peu importe ; mais il faut qu'elle existe pour que les deux parties trouvent avantage à l'échange.

L'histoire du commerce nous montre que l'échange résulta de la différence des conditions naturelles. Mais, dès les premiers stades de la civilisation, il y a aussi une différence de connaissances techniques chez les différentes tribus possédant des systèmes économiques différents, par exemple, chez les chasseurs, les pasteurs et les agriculteurs. De l'isolement du métier, qui amène un accroissement considérable de la productivité du travail, résulte aussi un échange de produits à l'intérieur des divers groupements. La différence de productivité du travail provoquée par la différence des conditions naturelles a relativement peu d'importance par rapport à la différence de productivité qui résulte de la division du travail et de la constitution des professions.

Les artisans de la communauté n'étaient guère que des employés de celle-ci, qui s'occupaient aussi d'agriculture. Ce n'est qu'avec le progrès de la technique et la spécialisation du travail qu'ils abandonnent complètement leur travail agricole pour s'occuper exclusivement de travail industriel et s'isoler de la communauté. La façon dont se règle ensuite l'échange des produits de l'artisan et de ceux des économies naturelles paysannes, est apparue clairement dans la précédente analyse. Mais cet échange de produits ne fait pas encore de ceux-ci des *marchandises*, parce qu'il n'y a pas encore de concurrence, d'*offre* au sens étroit du mot. L'artisan ne travaille que sur commande. Pourtant la valeur relative de ses produits est exactement déterminée par la quantité de travail qu'il y dépense. La proportion suivant laquelle ses produits peuvent être échangés pour des produits des autres

membres de la communauté avait été depuis longtemps déjà déterminée dans la communauté même. Par là les produits de l'artisan acquièrent aussi une valeur de travail déterminée et ils peuvent être vendus en qualité de marchandises sur les marchés éloignés. La mesure de leur valeur a été établie par la communauté.

Avec le développement de l'échange entre différentes communautés se constituent aussi des *marchés* ou points neutres où diverses communautés échangent leurs produits. Il est naturel que chacune y apporte les produits dans la création desquels la productivité de son travail, par suite de facteurs naturels ou techniques, est la plus grande. Le fait que les producteurs échangent eux-mêmes leurs produits a cette conséquence : ceux-ci sont échangés suivant la proportion de leur valeur de travail, que les marchandises ont acquise déjà dans l'économie naturelle. Aussi l'échange effectué par les producteurs eux-mêmes a-t-il un tout autre caractère que l'échange des marchandises qui se fait par la voie des intermédiaires. Bücher oppose par suite avec raison le marché au commerce des marchands. « Le marché et le commerce fixe s'excluent l'un l'autre. Là où existe la profession de marchand, il n'est pas besoin de marchés ; là où il y a des marchés, on n'a pas besoin de marchands »... « Là seulement où un pays ne produit pas lui-même et doit importer de l'étranger les produits demandés, se constituera dans ce but une profession spéciale, réunissant entre ses mains l'achat, le transport et la vente de ces marchandises... (1) » Mais Bücher n'explique pas ni ne cherche à expliquer, pourquoi le seul commerce des produits étrangers s'est trouvé aux mains des marchands, pourquoi, comme l'a prouvé Lamprecht, dans l'Europe occidentale

(1) BÜCHER, *Die Entstehung*... etc., p. 171.

il n'a pas existé encore de commerce intérieur entre les districts d'un domaine, qui n'échangeaient d'habitude que des cadeaux. C'est que l'échange des marchandises ne pouvait apparaître qu'entre économies différentes l'une de l'autre par suite de facteurs naturels ou sociaux : entre des agriculteurs et des pasteurs, entre régions fertiles et régions infertiles ou entre économies s'occupant d'un travail spécial et économies paysannes.

II

L'économie naturelle produit d'habitude elle-même les objets de consommation les plus importants et les plus nécessaires. Le commerce est tout d'abord limité aux objets qui ne peuvent être produits dans les environs. Mais par quoi est déterminée la valeur de ces produits qui viennent de l'extérieur? Est-ce par leur « rareté » ?

Il est clair que l'économie naturelle n'a pas de mesure de valeur pour des produits venant des tropiques ou d'autres régions lointaines, tels que les métaux et les minéraux de certains pays. La seule chose qui puisse ici déterminer la valeur, ce sont les produits indigènes qui peuvent, au lieu des produits exotiques, satisfaire les mêmes besoins. Le besoin de parure peut être, par exemple, en partie satisfait même par des produits indigènes. Mais, par ailleurs, une économie naturelle paiera aussi un prix bien plus élevé pour les objets qui lui sont complètement inconnus. La limite extrême est ici l'aisance de l'économie, la quantité de produits qu'elle peut donner pour les marchandises étrangères.

Par contre, le marchand a bien, lui, un critérium pour la

valeur de ses marchandises. Car celles-ci ont, là où il les achète, une certaine valeur. Par exemple, on échange une livre de fer pour une aune de toile dans un pays à la fois producteur de fer et de toile. Une aune de toile est pour le marchand la valeur minimum d'une livre de fer. Mais à l'acheteur étranger qui ne sait pas le travail que demande la production du fer, il pourra vendre une livre de fer pour 2, 3, 4 aunes de toile et davantage. Cela ne dépend que du rapport de l'offre à la demande (1). Il en est de même aujourd'hui lorsque le commerce pénètre dans des pays qui n'ont pas d'échelle pour mesurer la valeur des marchandises étrangères. Les « sauvages » sont de cette façon exploités par les commerçants « civilisés », qui, en échange de colifichets sans valeur, obtiennent d'eux des objets très précieux. Cet « échange » joue, dans l'économie nationale, le même rôle que le vol, le pillage, etc. A certaines périodes de l'histoire, le pillage joue aussi un rôle important. Ce n'est pourtant pas lui qui détermine l'évolution de l'économie.

Ce commerce exclusif procure au commerçant de gros bénéfices et provoque la concurrence d'autres commerçants, qui fait baisser le prix de la marchandise, dans notre exemple, du fer. Pour empêcher cette concurrence, les marchands de l'antiquité et du moyen-âge cherchèrent à monopoliser le commerce, en tenant secrètes les voies commerciales, en concluant des traités entre eux ou en recourant à l'aide de l'Etat.

Bien qu'une division du travail eût pénétré depuis longtemps dans l'économie nationale, qu'il y eût entre la ville et la campagne, aussi bien qu'à l'intérieur de la ville, un échange

(1) La Compagnie de l'Inde orientale avait un bénéfice de 160 0/0 dans la neuvième expédition, de 148 0/0 dans la dixième, de 140 0/0 dans la onzième et de 134 0/0 dans la douzième.

de bien plus grande importance que le commerce des marchandises étrangères, le capital commercial préféra à cet échange intérieur le trafic entre les différents pays avec son exploitation de brigandage. « Dans l'antiquité, les marchands avaient le monopole du marché. Le commerce méditerranéen peut être divisé en périodes, suivant que diverses nations, les Phéniciens, les Grecs et les Carthaginois, en furent les maîtres. Les villes grecques, tout comme les Carthaginois (tout comme les villes italiennes, hollandaises et anglaises...) se sont toujours assuré, là où elles ont pris pied, le monopole du commerce. Les marchands romains en firent de même, en particulier en Europe, où ils ne trouvaient aucune concurrence. Les marchands voyageaient d'habitude en caravanes ; comme ils formaient une organisation, ils fixaient en commun le prix des marchandises et ne laissaient naître entre eux aucune concurrence » (1).

« Les Latins portaient à Alexandrie de l'huile de l'Andalousie, des Baléares et de Tunis, du miel de Crète, du savon de Gênes, de Venise, de Pise et de Gaëte, de l'acier, du plomb, du fer, du cuivre, du zinc et quantité d'autres produits » (2).

Ainsi le commerce ne portait surtout que sur les produits exotiques, qui, pour des raisons naturelles, ne peuvent être obtenus que dans une certaine contrée.

C'est parce qu'ils pouvaient les écouler bien au-dessus de leur valeur que les marchands préféraient à l'échange inté-

(1) KOULISCHER, *L'évolution du revenu du capital* (en russe), vol. I, p. 128.

(2) AD. BEER, *Allg. Geschichte des Welthandels*, vol. I, p. 184, Vienne 1860. En Angleterre, les marchands apportaient de la pourpre, du drap, des pierres précieuses, de l'or, des vêtements de prix, des fards, du vin, de l'huile, de l'ivoire, du laiton, du cuivre, du zinc, du soufre, du verre, etc. (ASHLEY, *op. cit.*, t. I, p. 70.)

rieur le trafic de ces produits exotiques. Il est clair que les acheteurs de ces produits ne pouvaient se rendre compte de leur valeur réelle, et ce n'est que la concurrence entre marchands qui en faisait baisser les prix. « Aussi longtemps, dit Marx, que le capital commercial assure l'échange des produits de communautés peu développées, il réalise, non seulement en apparence, mais presque toujours en réalité, des profits exagérés et entachés de fraude. Il ne se borne pas à exploiter la différence entre les coûts de production des divers pays..., mais il s'approprie la plus grande partie de la plus-value » (1).

III

Mais, en même temps que l'échange des marchandises, en même temps que le commerce des produits exotiques, qui joue encore un rôle peu important, se développe aussi l'échange des produits à l'intérieur de la communauté, où la valeur du travail est encore la mesure de la valeur.

Selon Engels, « la loi marxiste de la valeur vaut, dans la mesure où valent les lois économiques, pour toute la période de la production simple des marchandises, donc jusqu'au moment où celle-ci a subi une modification du fait de l'intervention de la forme de production capitaliste. Jusque-là, les prix gravitent selon les valeurs déterminées par la loi de Marx et oscillent autour de ces valeurs, de sorte que, plus la reproduction simple des marchandises se déploie avec plénitude, plus les prix moyens de longues périodes non interrompues par des troubles extérieurs violents concordent,

(1) *Kapital*, vol. III, 1, p. 314-315.

dans les limites négligeables, avec ces valeurs. La loi de Marx vaut donc d'une manière générale pour une durée qui va du commencement de l'échange, lequel transforme les produits en marchandises, jusqu'au XV^e^ siècle de notre ère... » (*Neue Zeit*, 1895, p. 39).

Les historiens économistes, se fondant sur ce fait que les marchands de l'antiquité et du moyen-âge vendaient les marchandises au-dessus de leur valeur, répliquèrent à Engels, qu'à cette époque précisément les marchandises n'étaient pas échangées d'après leur valeur, que les artisans des villes s'efforçaient de maintenir artificiellement des prix élevés au moyen de taxes et que les habitants des villes faisaient baisser par des moyens analogues les prix des produits agricoles. Mais il ne s'ensuit aucunement que les conditions d'échange n'aient pas été réglées par le travail.

Assurément, comme nous l'avons vu, la valeur du travail ne sert pas de critérium dans les relations d'échange lorsque l'une des parties possède un monopole. La concurrence des marchands entre eux pouvait seule les obliger à vendre les marchandises à leur valeur. De là leurs efforts pour rendre la concurrence impossible. L'histoire de l'antiquité et du moyen-âge est pleine de pareilles guerres des commerçants entre eux. La guerre entre les Grecs et les Phéniciens, entre les républiques grecques, de même qu'entre les républiques italiennes, — ou encore la formation de la ligue hanséatique — tout cela fut provoqué par le désir de s'assurer le monopole du commerce et d'exploiter ainsi consommateurs et producteurs.

Mais ce commerce pénétra à peine dans les économies naturelles. Il existait surtout pour les classes maîtresses, ceux qui avaient des esclaves, les propriétaires fonciers féodaux, l'Etat, bref pour les possesseurs du supplément de

production qu'ils s'appropriaient par le vol, les impôts, etc.

En même temps que ce commerce, existait tout d'abord à l'intérieur de la communauté — puis aussi à l'intérieur de l'économie régionale — un échange réglé par la valeur du travail et provoqué par la division du travail dans la communauté, dans la région ou entre la ville et la campagne et même dans la ville.

La production pour le trafic d'articles de grande consommation n'est possible que lorsque ceux-ci peuvent être produits à meilleur compte hors de la communauté. L'artisan qui travaille pour le marché est obligé de céder ses produits à meilleur compte : sinon, chacun préférerait les commander chez ses voisins. En réalité, la marchandise du marché est toujours moins chère que les articles commandés chez l'artisan. Aussi, les prix des articles de consommation en masse ne pouvaient pas beaucoup différer de la valeur de ceux-ci : la valeur de travail relative maintint les fluctuations dans d'étroites limites. Les taxations des corporations les aidèrent très peu, tant que l'échange se trouva limité aux corporations entre elles. Ce n'est que dans les relations avec les autres consommateurs, principalement avec la population de la campagne, qu'on en retira avantage.

Voilà pourquoi les marchands ne voulaient pas faire commerce des produits des artisans, qu'ils ne pouvaient vendre au-dessus de leur valeur. Le capital du commerce se consacra aux relations internationales, où il pouvait piller à son aise. Les marchands ne purent exploiter les producteurs qu'avec le développement de l'industrie du koustare. L'accroissement du nombre des artisans obligea ceux-ci à vendre leurs produits au-dessous de leur valeur et le capital du commerce put s'emparer aussi de la production en masse.

Il est caractéristique que l'échange entre les artisans et les paysans ou entre les artisans eux-mêmes, qui n'était pas rémunérateur, n'ait pas soulevé de réprobation, tandis que le commerce d'intermédiaire était encore mal famé dans l'Angleterre du XIII^e^ et du XIV^e^ siècle. Dans une ordonnance d'Henri III, il est dit (ASHLEY, *op. cit.*, p. 186) :

« Qu'il soit aussi particulièrement recommandé de la part de notre Seigneur et Roy de ne tolérer aucun marchand dans aucune ville, c'est-à-dire aucun oppresseur des pauvres, aucun ennemi déclaré de toute la collectivité et du pays ; personne qui, pour poursuivre un gain honteux, oppresse les pauvres et trompe les riches, accapare le grain, les poissons, les harengs ou les autres articles amenés par les navires ou par voie de terre, dès qu'ils sont déchargés, les emporte et cherche à les revendre à un prix indûment élevé. »

Par contre, l'échange des produits de grande consommation paraissait normal. Aussi saint Thomas d'Aquin parlait-il d'un prix « légitime », que les marchandises coûtent réellement et qui doit faire la loi dans les relations d'échange. L'échange des marchandises s'effectuait entre les producteurs immédiats et le prix « normal » était aussi la valeur du travail.

Portant lui-même sa marchandise au marché et la vendant immédiatement aux consommateurs, l'artisan ne permet pas au marchand d'exploiter les consommateurs. Pour avoir un gain élevé, le marchand est obligé de faire le commerce de marchandises étrangères ou d'exporter des produits indigènes à l'étranger, pour pouvoir les y vendre bien au-dessus de leur valeur.

L'histoire du mouvement des prix ne permet malheureusement pas d'établir les changements subis par les prix des produits de l'artisan et du koustare. Nous ne pouvons donner que quelques chiffres.

On sait que la transformation de l'artisan en koustare s'est effectuée tout d'abord dans l'industrie du drap. Il a déjà été dit que cette transformation a eu lieu dès le moyen-âge (1). A cette époque déjà, on porte le drap sur les marchés les plus éloignés. Cette évolution devait amener la baisse des prix du drap : les intermédiaires qui prenaient le drap chez les koustares pouvaient le vendre meilleur marché que les artisans, car ils l'achetaient au-dessous de sa valeur de travail. Et, en effet, nous voyons que les prix du drap subissent une baisse relative longtemps avant l'introduction des nouveaux perfectionnements techniques, bien qu'en même temps les prix de la laine montent. Ainsi, les prix étaient les suivants (2) :

France

	1451-1500	1501-1525	1551-1575	1601-1625	1651-1675
Prix du drap de 3e qualité.	100	108	137	95	70
Moyenne d'ensemble. . .	100	136	174	189	227

Münster

	1501-1520	1521-1550	1551-1560		
Prix du drap	94	93	92		
Moyenne d'ensemble. . .	97	123	148		

(1) Déjà sous Charlemagne, le commerce du drap a pris de grandes proportions. Cf. DSCHIVIGELEW, *Le commerce dans l'Europe occidentale* (en russe), Saint-Pét., 1904, p. 25.

(2) G. WIEBE, *Zur Geschichte der Preisrevolution im 16 bis 17 Jahrh.*, 1895, p. 379-386.

Angleterre

	1501-1520	1521-1550	1551-1560	1603-1652	1653-1720
Prix du drap	113	106	134	(105)	(121)
Moyenne d'ensemble . . .	101	105	159	223	356

Alsace

	1501-1520	1521-1550	1551-1560	1603-1652	1653-1720
Prix du drap	70	86	108	182	133
Moyenne d'ensemble . . .	92	116	171	318	269

Comme des artisans vendent également leurs marchandises en même temps que les commerçants qui écoulent les produits des koustares, ces commerçants ne peuvent vendre au-dessus de la valeur du travail. Le capitaliste ne peut donc qu'exploiter le producteur et non le consommateur. Son bénéfice ne s'ajoute pas au prix, mais se soustrait de la valeur, puisqu'il paie au koustare moins que le produit ne vaut, moins que l'artisan ne reçoit pour ce produit. Ainsi l'extension de la production des marchandises et la transformation de l'artisan en koustare est à la base de l'exploitation du producteur par le capital commercial.

Dans l'antiquité, à l'apogée des républiques grecques et même plus tôt chez les Phéniciens, le commerce extérieur prit de vastes proportions, influa sur le développement de ces Etats et fut la cause principale des guerres entre eux. Pourtant le capital accumulé de cette façon n'amena pas le développement de l'économie capitaliste, tant que le capital commercial n'eut pas commencé à exploiter le producteur

libre, le koustare, et qu'il s'en tint à l'exploitation du consommateur.

Il va de soi que le capital commercial ne cessa pas d'exploiter les consommateurs en se mettant à exploiter également les producteurs. Mais duper le consommateur — principalement le petit entrepreneur — n'est plus qu'un petit bénéfice accessoire ; ce qui importe, c'est surtout l'exploitation des ouvriers eux-mêmes ; tandis que le marchand de l'antiquité et du moyen-âge exploitait presque exclusivement le consommateur. L'économie à esclaves des Grecs et des Romains consommait elle-même le supplément de production obtenu par l'exploitation des esclaves (1). Les Romains ne se servaient jamais de leurs richesses colossales que tout au plus pour acquérir des terres ; d'habitude, ils ne les employaient que pour leur jouissance personnelle, pour les exigences d'un luxe inouï. Les pillages espagnols après la découverte de l'Amérique ne firent pas naître davantage un mode de production capitaliste. Ce n'est que lorsque le producteur « libre » peut être exploité, lorsque la circulation englobe non seulement les consommateurs d'articles de luxe mais encore l'*ensemble* des économies, que ce mode de production peut s'établir. Bien qu'une des conditions du développement du capitalisme, l'accumulation du capital n'en fut pas l'agent immédiat. L'économie à esclaves de l'antiquité et du monde gréco-romain ne fut pas le prélude de l'économie capitaliste : toutes deux sont nées de l'économie de communauté et de l'économie régionale. L'économie à esclaves ne possédait pas les éléments de développement du capitalisme et elle ne peut

(1) Sans doute, il y avait déjà aussi, à l'époque des esclaves, une production pour le marché. Mais celle-ci ne fut typique ni pour l'économie à esclaves des Grecs et des Romains ni pour l'économie seigneuriale du moyen-âge.

en expliquer la naissance. Bien qu'elle tienne une place considérable dans l'*histoire* de l'économie nationale, elle n'a pas pour la *théorie* du développement de l'économie capitaliste d'importance particulière, car le capitalisme est né de l'économie de communauté et non de l'économie à esclaves. L'économie de l'antiquité ne constitue pas non plus de degré intermédiaire dans l'évolution de l'économie de communauté à l'économie capitaliste. Elle représente un tout en elle-même qui disparut avec l'abolition de l'esclavage. Nous ne pouvons donc chercher la naissance et la formation de la valeur d'échange ni dans le commerce de l'antiquité ni dans celui du moyen-âge.

Au moyen-âge a lieu un double commerce : un commerce monopolisé fondé sur l'exploitation du consommateur, sur l'inégalité des valeurs d'échange, mais qui joua dans l'économie nationale un rôle relativement peu important et un échange fondé sur la valeur du travail. Cet échange exista jusqu'à l'apparition du koustare, non point sous la forme d'échange de marchandises, mais sous la forme de troc provoqué par la division du travail dans la communauté. L'échange des marchandises s'effectua jusqu'à cette époque presque exclusivement sous la première forme, celle du commerce monopolisé. Mais il joua un rôle si modeste que l'on désigne cette période de l'économie nationale comme économie naturelle, comme production pour la consommation personnelle.

Le commerce monopolisé est, selon toute vraisemblance, né à l'époque préhistorique. Mais le développement de l'économie s'effectua, en général, sous l'influence du progrès des forces productives. Le commerce a naturellement influé sur les conditions sociales de chaque époque, mais il n'a pas joué le rôle décisif. Pour pouvoir se procurer des objets de

luxe, on accentua l'exploitation des esclaves. Toutefois, le développement des formes économiques fut déterminé par les faits qui exercèrent leur action à l'intérieur de l'économie isolée de communauté et régionale. La plus grande exploitation du travail de l'esclave ne fut elle-même possible qu'à un certain degré du développement économique.

De tout autre importance est l'échange fondé sur la valeur relative du travail. Provoqué lui-même par la division du travail dans l'économie, il réagit à son tour sur celle-ci et par suite sur l'économie.

Le développement des forces productives qui amène à travailler pour le marché, fait naître, en se poursuivant, l'échange des marchandises, en transformant les produits en marchandises ; le critérium individuel de la valeur des marchandises, la valeur relative du travail, est remplacé par le critérium social, qui est la durée de travail nécessaire à la société.

Au marché disparaissent les qualités individuelles du travail dans la confection des marchandises. Car, pour le consommateur qui trouve sur le marché de nombreuses marchandises de même qualité, il est naturellement indifférent que le producteur ait dépensé peu ou beaucoup de travail. Qu'un producteur ait dépensé plus ou moins que la durée de travail nécessaire en moyenne, que l'acheteur de la marchandise ait payé un peu plus ou un peu moins que la valeur moyenne du travail, selon le rapport de l'offre et de la demande, la masse des produits sera, dans son ensemble, échangée d'après sa valeur de travail, car c'est là la tendance de tout acheteur, qui en même temps apparaît comme vendeur.

L'accroissement de l'échange des marchandises confectionnées dans la région même et échangées d'après leur valeur de travail, favorise le développement de la circulation,

de sorte que même les marchandises vendues auparavant au-dessus de leur valeur doivent maintenant être écoulées à leur valeur de travail. Sinon, le capital du commerce devrait étendre le trafic de ces marchandises « exotiques », jusqu'à ce que la concurrence abaisse jusqu'à la moyenne le bénéfice des marchands.

Mais l'exploitation de la population rurale par le capital commercial cesse-t-elle, lorsque le trafic des marchandises se rapproche de l'échange d'équivalents ?

Prenons tout d'abord pour exemple l'échange de produits entre producteurs indépendants, — entre un artisan et un cultivateur. L'artisan qui confectionne des souliers (y compris la matière première) en 10 heures, les échange pour 5 boisseaux de blé, dont la production demande également 10 heures. Chacun reçoit donc l'équivalent absolu de son travail.

Quel changement subit cet échange lorsque le capital commercial apparaît entre ces producteurs ?

Il a déjà été dit que le revenu du capital était, dans les premiers temps, constitué par le fait que le marchand vendait sa marchandise au-dessus de sa valeur. Mais, dans l'exemple donné, cela est impossible, car chacun peut acheter les mêmes marchandises à leur valeur réelle. Le marchand doit, par suite, les exporter vers des contrées lointaines pour les écouler à des prix supérieurs. De cette façon seulement il peut exploiter la population rurale. Ce n'est que le développement de l'industrie du koustare qui permet aux commerçants d'acquérir les marchandises au-dessous de leur valeur et de les vendre avec bénéfice même dans le lieu de leur production. Ainsi se forme un commerce qui a pour objet même des produits de grande consommation. Le bénéfice réalisé dans ces branches de commerce détermine maintenant le bénéfice provenant du commerce de marchandises exotiques lui-même.

Ainsi le bénéfice commercial, né de l'exploitation du consommateur dans le procès de circulation, se transforme en un bénéfice obtenu par l'exploitation du producteur dans le procès de production.

Le producteur était, en qualité d'esclave, de serf ou de débiteur, depuis très longtemps exploité, mais les produits ainsi obtenus n'avaient pas de relation avec le capital commercial ; ils étaient immédiatement consommés. Sans doute l'excédent passait aussi dans le commerce, mais le bénefice commercial ne se constituait pas de cette façon. Seule, l'exploitation immédiate du producteur permit au capital de prendre une extension illimitée, de s'emparer de l'organisation de la production et de faire des producteurs ses esclaves « libres ».

De même qu'il achète les marchandises des koustares au-dessous de leur valeur, le marchand paie aussi, maintenant, les produits agricoles du paysan moins qu'ils ne valent. Ici encore, il veut avoir son bénéfice.

Le trafic des marchandises « exotiques » ne supprima pas l'économie naturelle, mais il favorisa grandement le progrès technique. Particulièrement grande fut l'importance du commerce des marchandises qui servaient à la production d'instruments de production. Dès l'âge de la pierre, les meilleures espèces de pierres étaient portées dans les contrées les plus éloignées. Avec l'avènement de l'âge du bronze et du fer, le rôle du trafic augmente encore (1). Quoi qu'il en soit, ce n'est pas ce commerce de marchandises exotiques, mais bien l'échange d'objets produits sur place, qui a créé les conditions de l'économie capitaliste.

(1) Pour nous, la question de savoir si c'est le bronze ou le fer qui fut le premier employé et si le bronze fut réellement apporté de Grande-Bretagne en Europe, est accessoire. Une chose est manifeste, c'est que le trafic de ces métaux était considérable, Cf. WIEBEL, *Die Kultur der Bronzezeit Nord- und Mitteleuropas*, Kiel, 1865, et C. BECK, *die Geschichte des Eisens*, 2e éd., vol. I, p. 590-597.

CHAPITRE XI

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCHANGE ET L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE

Le développement de l'échange a été étroitement solidaire de l'organisation économique, comme on l'a vu déjà par notre analyse de l'économie de communauté et de l'économie régionale.

Si le métier s'isola de l'économie domestique, c'est que la confection des produits industriels pouvait être plus productive dans l'atelier que dans la chaumière du paysan. Certains objets ne pouvaient d'ailleurs être confectionnés que par des artisans spécialisés, qui devaient auparavant apprendre leur art. Ainsi l'apparition du métier, provoquée elle-même par le développement des forces productives, conduisit à l'échange dans l'organisation économique, dans l'économie de communauté et l'économie régionale.

En même temps se développa, d'autre part, par suite de la différence de productivité du travail, un échange de marchandises entre les différentes organisations économiques. Les cultivateurs et les pasteurs échangèrent les produits de leur exploitation pour des poissons, des métaux, etc., ceux qui habitaient près des rivières ou dans des contrées riches en fer pouvant se procurer ces richesses que n'avaient pas les habitants d'autres régions.

A l'époque du commerce des produits « exotiques », où

l'échange n'avait pas encore le caractère d'une institution permanente, le moyen d'échange universel était le bétail. Il en était ainsi dans l'ancienne Grèce, comme nous l'apprennent l'*Iliade* et l'*Odyssée* ; de même chez les Gaulois et les Slaves. Les Gaulois recevaient en échange du bétail : du vin, des chevaux, de l'or, de l'argent, de l'airain, du fer, de la teinture rouge (1).

Ce commerce entre contrées éloignées avait pour cause leur différence de richesse naturelle. On échangeait des objets qu'on ne pouvait se procurer qu'à de certains endroits. De certains pays on importait des métaux, d'autres des peaux, des régions tropicales des fruits. Par contre, la naissance et la croissance du métier amènent le développement de l'échange même à l'intérieur de l'organisation économique. Certaines industries se détachent du travail domestique dès l'économie de communauté ; mais la plus grande partie des métiers n'acquièrent leur indépendance qu'à l'époque de l'économie régionale. Le tissage ne devint même l'œuvre du métier qu'au XIII^e^ siècle (2).

Avec le développement du métier, les conditions sociales devinrent un facteur de plus en plus important du développement des forces productives. L'accroissement du nombre des artisans, la spécialisation du travail, créent maintenant les conditions du trafic.

A l'époque de l'économie de communauté le trafic n'avait lieu que périodiquement. « L'époque franque ne connaît que des *marchés temporaires*. Tous les marchés de l'époque

(1) AD. BEER, *Allg. Geschichte des Welthandels*, 1860, vol. I, p. 225.

(2) G. SCHMOLLER, *Die Strassburger Tucher-und Weberzunft*, Strasbourg, 1879, p. 359. A l'époque de Charlemagne, le tissage était encore un travail domestique. « Les filles de Charlemagne étaient assises au rouet et tissaient des habits de laine suivant l'ancienne coutume » (LAMPRECHT, *Deutsche Geschichte*, vol. II, liv. 5, p. 53).

franque se tiennent (en droit) à la campagne. Le marché de Paris se déplace tout comme le marché de n'importe quel village. C'est pour cela qu'il n'y a pas de villes en droit, à l'époque franque. La ville ne se distingue pas encore en droit du village. Il n'y a qu'un droit rural, pas de droit urbain (1). »

Lors de l'apparition de l'économie régionale, « chaque ville se constitua avec ses alentours un district économique plus ou moins vaste, dans lequel elle réglait l'orientation et les résultats de la production et de l'écoulement. Aussi loin que s'étendait cette influence, la vie rurale était entièrement régie par l'économie de la ville et les intérêts propres de celle-ci. La campagne qui entourait une ville se fondit avec elle en un tout économique, en une unité économique se suffisant à elle-même ; il s'y constitua une division du travail et une organisation dans le but de subvenir, au moins pour l'essentiel, aux besoins de tout ce district économique (2). »

La ville devient donc un centre où se groupe la population industrielle. L'accroissement du nombre des artisans et leur transformation en koustares modifie cet état de choses. Les produits des koustares sont exportés dans des contrées où, jadis, on ne trouvait que les produits des artisans. Ainsi commence la lutte entre le koustare « du dehors » et l'artisan indigène, lutte qui devait nécessairement se terminer par la victoire du capital, que représentait le koustare. Les artisans se défendirent longtemps contre cette concurrence, ils s'efforcèrent de toutes façons d'empêcher l'augmentation de leur nombre et de garder leur indépendance vis-à-vis du ca-

(1) Rud. Sohm, *Die Entstehung des deutschen Städtewesens*, 1890, p. 18.

(2) Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, vol. III, 2, p. 32.

pital. Ainsi Schmoller cite une ordonnance publiée en 1330 par le conseil municipal de Strasbourg, concernant le travail des femmes, qui manifestement a été inspirée par le désir qu'avaient les artisans de limiter autant que possible leur nombre (1).

Par conséquent, on peut observer dans le développement aussi bien de l'échange que de la production des marchandises une certaine succession. D'abord, on échange les produits qui, pour des raisons naturelles, ne sont obtenus dans les différentes régions qu'avec une productivité de travail différente. Ensuite viennent sur le marché les produits dont l'échange procure un avantage par suite de la différence des organisations économiques, — différence qui résulte elle-même des conditions géographiques et du *différent degré de densité de la population*. Ainsi les peuples pasteurs échangent les produits de l'élevage, les peuples agriculteurs ceux de l'agriculture, etc. Le développement du métier amène l'échange des produits industriels. Mais tous ces stades de l'échange de produits obtenus dans les organisations économiques mentionnées ne sont pas encore la fin de la vieille économie naturelle, de l'économie d'artisans, qui se maintient des siècles et même des milliers d'années.

Une nouvelle forme de production est constituée, avons-nous vu, par l'industrie du koustare qui est née du métier et qui rapporte un revenu au capitaliste. C'est l'avènement d'un mode de production capitaliste. En même temps, le capital du commerce transforme les économies domestiques et urbaines, isolées, indépendantes, en une économie nationale.

Notre caractéristique de l'économie isolée, de communauté

(1) G. SCHMOLLER, *Die Strassburger Tucher-und Weberzunft*, Strasbourg, 1879, p. 4.

et régionale, montre que l'une aussi bien que l'autre représentent un certain groupement de forces productives dans une économie ou dans une agglomération d'économies. Ces économies peuvent vivre complètement isolées les unes des autres. Une région peut rompre toutes les relations avec les autres sans aucun dam pour sa propre vie économique. Et, en effet, chaque ville du moyen-âge, avec les villages environnants, constituait un Etat dans l'Etat, et les diverses villes étaient, au point de vue économique, plus isolées les unes des autres que les Etats d'aujourd'hui.

Mais quand se constitue le lien économique entre ces villes? Seulement lorsque chaque ville produit, en même temps que pour elle et les villages environnants, pour les marchés éloignés, c'est-à-dire lorsque l'artisan est devenu koustare.

Tant que le nombre des artisans est peu considérable, tant qu'ils travaillent principalement pour le marché local et ne vendent ou n'exportent eux-mêmes dans d'autres villes que l'excédent de leurs produits, le lien économique qui réunit les diverses villes n'est pas durable. Les marchands qui font l'office d'intermédiaires entre les villes, sont encore considérés comme des « étrangers », car la solidarité des villes n'est pas encore *nécessaire*. Il en est autrement lorsqu'une grande partie des artisans sont devenus des koustares, travaillant pour des marchés étrangers, sans lesquels ni eux ni les consommateurs de leurs produits ne pourraient subsister, tout comme autrefois l'artisan avait besoin du marché local et les citadins des artisans indigènes. A ce stade de développement, l'économie nationale remplace l'économie régionale, et réunit toutes les régions de l'Etat.

La production pour le marché éloigné commence de très bonne heure, mais seulement celle des produits qui, pour

des raisons naturelles, ne peuvent être obtenus que dans de certaines contrées. Le stade décisif de la révolution économique est la production pour le marché éloigné d'objets qui, autrefois, n'étaient partout produits que pour le marché local.

La transformation du métier en exploitation de koustare est donc très importante au point de vue politique et social : c'est la réunion de toutes les économies régionales en une économie nationale.

Dans un pays où cette transformation a déjà commencé, le capitalisme a de solides racines, bien que la production par les machines ne soit pas encore développée. La transformation de l'exploitation du koustare en fabrique peut s'effectuer lentement. Pourtant c'est *déjà* le règne du capital, qui choisit la forme d'exploitation la plus avantageuse pour lui. Ceux-là se trompent grandement, qui voient dans les exploitations de koustares une forme de « production plus populaire », qu'ils opposent à la production capitaliste. Il y a sans doute lutte entre ces deux formes d'exploitation, mais ce n'est qu'une lutte entre deux genres de production capitalistes.

Le passage à la production pour le marché éloigné ne peut s'effectuer que peu à peu. La cause de l'échange étant dans la différence de productivité du travail pour les diverses familles et les diverses régions, peu à peu l'échange s'étend aux familles et aux régions où survient un changement de la force productive du travail. Lorsque la production ou l'obtention d'un objet est, pour des raisons naturelles, plus facile dans une région que dans une autre, il y a exportation d'un pays vers l'autre, dès que la différence de productivité du travail dépasse les frais de transport. On peut en dire autant des produits importés de régions où le travail est plus pro-

ductif par suite des conditions sociales. Avec l'accroissement de la productivité du travail dans les transports, avec l'introduction de moyens de locomotion plus perfectionnés, le trafic des marchandises augmente aussi : on fait maintenant venir des marchandises de contrées plus éloignées ou de contrées où le travail est, ne serait-ce que tant soit peu, plus productif que là où a lieu l'échange. Par suite d'une nouvelle organisation de la production, le changement de la productivité du travail sera différent dans différentes branches industrielles. Aussi le capital s'empare-t-il tout d'abord des branches industrielles où son intervention accroît le plus la productivité du travail. Les branches de production où un changement d'organisation n'apporterait pas d'avantages appréciables au capital, restent longtemps le domaine des artisans. C'est pour cela que nous trouvons, même à l'époque de l'économie mondiale, dans quelques branches de la production, tous les stades d'organisation, de l'économie naturelle paysanne et des petits métiers jusqu'aux grandes fabriques qui occupent des milliers d'ouvriers. Cela dépend de l'influence exercée sur la productivité du travail par la nouvelle organisation de la production. Si, dans une branche du travail ou dans un pays, elle est peu considérable, on en reste aux premiers degrés de l'organisation. Aussi, aujourd'hui encore, la plupart des branches industrielles ont-elles une forme d'organisation primitive. Voilà pourquoi nous avons commencé notre analyse de l'économie nationale par l'étude de ces formes primitives de la production, sans lesquelles le tableau d'ensemble ne nous apparaîtrait pas clairement.

CHAPITRE XII

L'APPARITION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

I

L'importance du commerce du moyen-âge pour le développement du capitalisme a été mise en lumière d'une façon très satisfaisante dans la littérature économique.

Nous avons vu que l'apparition du capitalisme fut nécessairement précédée par les deux formes de trafic : le commerce monopolisé et l'échange basé sur la valeur du travail. Le commerce monopolisé fut nécessaire pour la constitution d'un revenu par le capital commercial et pour l'accumulation de celui-ci jusqu'au point où il fut en état de « s'accroître lui-même ». En même temps, le développement du trafic des objets de grande consommation à l'intérieur des économies régionales et entre celles-ci fit naître l'industrie du koustare et l'industrie à domicile, qui travaillent pour le marché. Mais après l'apparition de cette forme industrielle, dans laquelle le capital commercial pouvait exploiter le producteur, le commerce perdit aussi son double caractère ; le commerce des marchandises « exotiques » put s'effectuer sans monopole, les marchandises purent être vendues à leur valeur, le commerçant tirant son bénéfice de l'exploitation du producteur. Le développement du trafic des objets de grande con-

sommation favorisa aussi celui des moyens de transport et le commerce d'échange basé sur la valeur du travail put remplacer, non seulement le troc immédiat entre producteurs et consommateurs, entre les artisans et les cultivateurs, mais encore le commerce monopolisé des objets de luxe. L'économie régionale s'agrandit et devint une économie nationale, jusqu'à ce que l'apparition de la grande industrie fit disparaître les frontières nationales elles-mêmes pour créer le marché mondial et l'économie mondiale.

La transformation de l'économie régionale en économie nationale, par suite du développement du commerce et de l'accroissement du nombre des koustares, amena la formation d'unités territoriales plus grandes, de grands Etats. La durée de cette évolution embrasse, dans l'Europe occidentale, la période du XVI^e^ au XVIII^e^ siècle.

Ainsi l'économie nationale apparaît comme le résultat de la transformation du producteur indépendant en koustare travaillant pour l'intermédiaire ou l'entrepreneur et en ouvrier de manufacture. Pendant cette période, appelée par Marx période de l'accumulation primitive, toutes les assises de l'ancien ordre économique sont détruites et celles du nouvel état de choses établies.

Dès le moyen-âge s'effectue cette transformation de l'artisan en koustare dans certaines branches industrielles, — principalement dans le tissage. L'extension du commerce des lainages augmente les besoins de laine et amène l'extension de l'élevage du mouton en Angleterre et en France (1). Mais ce n'est qu'à la fin du XV^e^ et au commencement du XVI^e^ siècle que se produit la grande révolution agraire provoquée par

(1) EUGEN RUBLING, *Die Handelswege des Mittelalters*, Ulm, 1901, p. 29.

le développement de l'élevage du mouton et si vigoureusement décrite par Marx (1).

La hausse des prix de la laine détermina les propriétaires fonciers à congédier les cultivateurs et à transformer leurs champs en pacages. Malgré la hausse des prix de la laine, les prix du drap diminuèrent au lieu d'augmenter. Cela s'explique, de même que la révolution agraire elle-même, par les changements survenus dans l'industrie, par la transformation de l'artisan en koustare.

II

L'accroissement du nombre des artisans, résultat de la « surpopulation » des campagnes (due à l'occupation du sol), consomma la révolution dans les conditions de production du métier, en faisant de l'artisan un koustare obligé de travailler pour l'intermédiaire.

L'explication habituelle de cette évolution part de la transformation des moyens de transport, qui, nous croyons l'avoir prouvé, résulta elle-même du développement de l'industrie.

Sombart ajoute, pour expliquer ce phénomène, aux raisons tirées de la circulation des raisons qu'il emprunte aux besoins de la consommation. Il écrit : « Lorsque, à partir du XVI[e] siècle, l'ensemble de la production du monde connu prit son premier grand essor par suite *principalement du développement considérable de la circulation*, de l'extension des régions de production, lorsque le champ étroit de l'écou-

(1) *Le Capital*, vol. I, chap. XXVII.

lement local fut remplacé par une étendue de plus en plus vaste du trafic, le métier ne fut plus à la hauteur des nouvelles tâches. Il devait être remplacé par une forme de production industrielle qui fût en mesure de répondre aux exigences d'un domaine économique si considérablement accru. Cette nouvelle forme de la production industrielle et de l'écoulement des produits fut celle du capital privé (1). » Il mentionne ensuite comme raison principale de la formation des exploitations des koustares les besoins de la vie industrielle plus développée.

Mais la demande de nouveaux produits ne pouvait naître elle-même, dans les contrées éloignées, que lorsque, dans la *production* de ces marchandises, une révolution se fut produite, lorsqu'elles étaient *déjà* exportées dans ces contrées. Les causes de cette révolution doivent donc être dans les conditions de production elles-mêmes et non pas en dehors. Elles s'expliquent entièrement par l'accroissement du nombre des artisans qui, lui-même, provient de la spoliation des paysans. Expliquer l'apparition de l'industrie du koustare par les besoins d'une forme supérieure de l'industrie, est une pure tautologie. Ne s'agit-il pas précisément d'expliquer l'apparition de cette forme supérieure de l'industrie (de l'industrie du koustare) ?

La réorganisation de la production et des rapports sociaux que provoque la transformation de l'artisan en koustare n'est pas mentionnée par Marx : il n'avait pas encore à sa disposition l'ensemble des données qui permettent de voir clair dans cette évolution. La manufacture, considérée par Marx comme la première forme du mode de production capitaliste, se trouve être une nouvelle forme d'organisation, qui ne

(1) Article *Hausindustrie*, tome IV du *Handwörterbuch der Staatswissenschaft*, 1re éd.

vint qu'après le développement de l'industrie du koustare. Le capitaliste n'avait besoin que de réunir dans un atelier les ouvriers à domicile occupés par lui. La division du travail que présente la manufacture existait aussi, sans doute dans une faible mesure, dans l'industrie à domicile et dans le métier. La manufacture n'est donc que l'achèvement d'un procès depuis très longtemps commencé de capitalisation de la production.

Le développement de l'industrie du koustare modifie aussi la consommation, en même temps que la production. Tant que l'artisan travaillait sur commande ou pour le marché local, il n'y avait qu'une reproduction simple. L'artisan consommait autant qu'il avait produit. L'accumulation ou bien n'existait pas, ou bien était très lente. L'extension de la production était la conséquence moins de l'accumulation que de l'accroissement du nombre des artisans.

Le développement de l'industrie du koustare donne à l'accumulation du capital une forte impulsion. Le koustare ne consomme déjà plus tout le produit de son travail ; le capitaliste en a une partie. L'intermédiaire ne consomme pas non plus tout ce qu'il reçoit des koustares ; il en transforme une partie en *capital*.

Au point de vue *technique*, le passage à la fabrique (production par les machines) fut préparé par l'extrême division du travail des manufactures, qui a fort simplifié le travail de chaque ouvrier ; les conditions *sociales* de ce passage vinrent du développement d'une classe d'ouvriers salariés et d'une classe capitaliste. *La répartition des forces productives de la société* a finalement ouvert les voies à l'accumulation du capital aux mains des intermédiaires, des entrepreneurs et des propriétaires de manufactures, qui employèrent la plus-value arrachée aux ouvriers à domicile à

accroître leur capital foncier. Ainsi l'accumulation du capital aux mains des intermédiaires, etc., amena l'extension de la production d'instruments de production et une diminution relative de la production d'objets de consommation.

III

Le développement de l'échange et l'apparition d'un marché national favorise le plus ample développement de l'industrie, de même que la croissance des villes augmente la capacité du territoire pour le supplément de population. A l'époque du métier, la population rurale ne pouvait pas émigrer à la ville, car les artisans y subvenaient déjà aux besoins qu'avaient la population et celle des villages environnants de produits industriels. Ainsi le développement de l'industrie rend possible un plus fort accroissement de la population. L'augmentation de la population industrielle crée, de son côté, un débouché pour les produits agricoles. Il s'effectue un échange de produits agricoles et de produits industriels ; la demande de produits du sol augmente et il se constitue une rente capitaliste. Pour avoir plus de produits, on passe à une culture agricole plus intensive. Cela s'est produit tout d'abord en Angleterre où les propriétaires fonciers, premiers grands producteurs de marchandises, introduisirent une exploitation plus intensive. En même temps commence l'expropriation de la propriété paysanne, l'extension de la production agricole pour le marché offrant maintenant des avantages. Or, le congédiement des paysans donne à la production capitaliste une forte impulsion, en lui procurant une armée de prolétaires.

Dans son fameux chapitre sur l' « accumulation primitive » Marx donne un tableau saisissant du pillage, de la spoliation et de l'exploitation qui accompagnèrent le procès de formation de l' « économie nationale », procès qui n'amena pas seulement l'accroissement de la population industrielle et une plus grande densité de population en général, une nouvelle répartition des forces productives entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, mais encore une nouvelle répartition des forces productives entre les différents pays. Cette répartition des forces productives est étroitement solidaire du fait de la diminution du rendement du sol ; mais nous y reviendrons plus loin.

La plus grande densité de la population et, surtout, l'accroissement de la population industrielle augmentent la demande de produits agricoles et de matières premières pour l'industrie. Dans un territoire donné, on ne peut satisfaire cette demande que par une exploitation plus intensive, donc par une dépense de travail relativement supérieure, ce qui rend les produits agricoles plus chers et fait monter le prix du blé. Aussi la population industrielle préfère-t-elle échanger ses produits pour des produits agricoles provenant de contrées qui ont une culture extensive et qui les obtiennent à meilleur compte. La population industrielle a donc intérêt non seulement à la libre exportation de ses produits, mais encore à la libre importation des produits agricoles. Inversement, les propriétaires fonciers cherchent à se défendre le plus possible, par des barrières douanières, contre la concurrence étrangère. Malgré la résistance des propriétaires fonciers, les pays industriels d'exploitation agricole intensive importent des produits agricoles. D'où une nouvelle répartition des forces productives non seulement entre pays mais encore dans le pays industriel lui-même.

Comme on exporte des objets de fabrication et qu'on importe des matières premières et des objets d'alimentation, il se produit une augmentation relative de la population industrielle et une diminution relative de la population rurale. Comme, par ailleurs, ils n'ont pas avantage à intensifier l'exploitation, les propriétaires fonciers diminuent le nombre de leurs ouvriers et la population rurale s'en va dans les villes ou émigre vers les colonies pour, de là-bas, en pratiquant une culture extensive, envoyer des produits agricoles à la mère-patrie.

Dans de grands Etats tels que la Russie et les Etats-Unis, où il y a, en même temps que des régions très peuplées, des régions à population clairsemée, la répartition des forces productives s'effectue de la façon suivante : les régions à population dense s'occupent d'industrie, la population agricole y diminue et émigre vers les contrées à population peu dense. Celles-ci se mettent à envoyer des produits agricoles dans les régions industrielles et à l'étranger. Ainsi nous voyons le développement de l'économie mondiale amener une distribution toute dans un sens ou dans l'autre des forces productives de l'économie nationale, de sorte que certaines régions ou certains pays s'occupent d'industrie, les autres surtout d'agriculture. Dans les uns, la population rurale diminue ; dans les autres, les terres cultivées prennent de plus en plus d'extension.

CHAPITRE XIII

LES STADES ÉCONOMIQUES

En étudiant l'évolution des formes économiques, nous avons vu que le développement économique, le développement des forces productives et des formes économiques, est étroitement solidaire de l'étendue de l'organisation sociale des forces productives. Dans une économie isolée, les forces de travail de la famille et de la tribu ont une organisation autonome et indépendante des autres. Dans une économie de communauté, toutes les familles de la communauté ou de la peuplade sont unies entre elles. L'économie régionale englobe déjà la production de toute une contrée, la ville et les villages environnants. L'économie nationale embrasse tout un Etat et prépare l'économie mondiale, où un lien étroit réunit l'économie d'un pays à celle des autres. De l'étendue de leur organisation sociale dépend la forme des économies. L'économie isolée produit elle-même tout ce dont elle a besoin. L'économie de communauté (avec des artisans, des pasteurs, etc.) connaît déjà l'échange des objets, mais elle n'est pas une économie monétaire. L'économie régionale est basée sur l'échange des marchandises entre les producteurs, tandis que l'économie nationale est caractérisée par la production en masse pour un marché indéfini. Enfin l'économie mondiale apparaît lorsque le capitalisme est déjà arrivé à la

domination. L'organisation politique de l'Etat persiste comme auparavant, mais il se constitue entre les divers pays un lien économique qui les réunit de plus en plus étroitement.

Naturellement, la transformation d'une forme économique en une autre ne s'effectue que lentement. Les nouvelles formes se développent peu à peu, et on peut toujours constater les formes intermédiaires, dont l'importance est peu considérable. Ainsi, on peut observer plusieurs stades de développement de l'industrie, du travail sur commande pour le consommateur immédiat jusqu'au travail à domicile pour l'intermédiaire. De même, la manufacture est une forme intermédiaire entre la production capitaliste sous forme d'industrie à domicile et la fabrique qui travaille avec des machines. Par quelques économistes elle est considérée comme une forme de production indépendante.

Si nous prenons pour échelle de la division en stades économiques l'étendue de l'organisation *sociale* des forces productives, notre schème général s'établit de la façon suivante :

Organisation de l'économie	*Formes d'industrie*
I. Economie isolée	1) Division du travail seulement à l'intérieur de l'économie.
II. Economie de communauté. .	2) Production pour la clientèle qui fournit la matière première.
III. Economie régionale	3) Travail sur commande. 4) Travail pour le marché.
IV. Economie nationale	5) Travail pour l'intermédiaire (koustare). 6) Travail pour l'entrepreneur (industrie à domicile). 7) Manufacture.
V. Economie mondiale	8) Fabrique.

Ainsi l'évolution économique se manifeste d'une part dans l'*organisation sociale des forces productives*, de l'économie isolée à l'économie mondiale ; mais, d'autre part

aussi, dans le développement des formes industrielles, qui est étroitement lié à l'étendue de l'organisation économique. Dans uno économie isolée, il ne peut y avoir qu'une forme d'industrie : la division du travail dans les limites de l'économie. Dans l'économie de communauté, il peut y en avoir une seconde ; dans l'économie régionale, etc., il peut y en avoir d'autres encore. Les formes industrielles mentionnées dans notre tableau ne sont que les formes typiques. Ainsi la fabrique est la forme d'exploitation qui domine à l'époque de l'économie mondiale, bien que toutes les autres formes industrielles se soient conservées.

La classification qui se rapproche le plus de la nôtre est la classification en stades économiques de Bücher. Pourtant, elle nous semble être insuffisante. Bücher distingue les stades économiques (l'organisation économique dans notre terminologie) d'après la distance que parcourent les produits pour aller du producteur au consommateur. Il obtient ainsi :

1° Economie naturelle fermée.

2° Economie urbaine.

3° Economie nationale.

Comme la « distance » que parcourt un produit, du producteur au consommateur, est *d'habitude* déterminée par l'étendue de l'organisation sociale des forces productives, la classification de Bücher doit, dans l'ensemble, concorder avec la nôtre. Mais, premièrement, la « distance » n'est qu'un des caractères de l'organisation économique des forces productives et il n'est pas rationnel de fonder là-dessus la classification. D'autre part, Bücher laisse de côté une des formes les plus importantes de l'organisation économique, l'économie de communauté, dans laquelle il y a production pour la clientèle aussi bien que dans l'économie urbaine. La « distance » est, dans les deux cas, la même.

De plus, la classification de Bücher se fonde uniquement sur l'analyse de l'économie dans l'Europe occidentale. Car la Russie n'a pas de métier urbain : le métier y est resté dans les villages et il sert des régions plus ou moins étendues, les villes aussi bien que les villages environnants. La ville n'a donc pas été la condition nécessaire de l'organisation de l'économie régionale. Les artisans allaient de village en village ou vendaient leurs produits sur les marchés. D'ailleurs Bücher n'essaie pas le moins du monde de pénétrer dans le développement et l'organisation des forces productives sociales ; la « distance » que parcourent les produits du producteur au consommateur ne peut pas être considérée comme le caractère le plus important de l'évolution et elle ne peut, par suite, servir de base à une classification des stades économiques.

A la division en stades économiques de K. Bücher répondent, d'après lui, les formes industrielles suivantes de l'évolution historique : 1° Travail domestique ; 2° Travail salarié ; 3° Métier ; 4° Système de l'entreprise du travail à domicile ; 5° Fabrique. On voit que certaines formes importantes sont ici fondues, bien qu'elles présentent d'importantes différences. Par exemple, le travail pour la clientèle avec la matière première de l'employeur et le travail avec sa propre matière première. Cette dernière forme devient, en se développant, le travail pour le marché et le travail pour l'intermédiaire, tandis que le travail avec la matière fournie a été la première forme de l'industrie. De même le travail pour l'intermédiaire doit être distingué du travail pour l'entrepreneur. Le premier prépare la forme de passage à la production capitaliste ; le second constitue déjà le mode typique de la production capitaliste.

Ne disposant pas d'éléments suffisants, Bücher ne pouvait

non plus saisir l'importance des différentes formes d'industrie. Seule, l'enquête minutieuse sur les koustares et les artisans du gouvernement de Saratow a mis en lumière tous les aspects de cette question (non seulement les conditions techniques, mais encore la productivité du travail, la valeur des matières premières, des produits, l'étendue de la production, le gain, etc., de chaque exploitation) et a permis non seulement de trouver des différences dans des formes industrielles apparemment identiques, mais encore d'établir la connexion qui existe entre la forme de production et le développement des forces productives. Notre étude des formes industrielles a aussi montré clairement que leur développement s'accompagnait d'un progrès des forces productives sociales.

La classification des formes industrielles donnée par Sombart est encore moins heureuse que celle de Bücher.

Comme caractère distinctif d'une forme industrielle, Sombart prend, non point l'étendue de l'économie sociale, mais l'étendue des organisations économiques privées et il obtient ainsi les formes suivantes :

1. Exploitation individuelle ;
2. Exploitation familiale ;
3. Exploitation au moyen d'aides ;
4. Exploitation développée au moyen d'aides ;
5. Exploitation individuelle en grand ;
6. Exploitation sociale en petit ;
7. Manufacture ;
8. Fabrique.

Indépendamment du fait qu'une exploitation individuelle n'a guère existé avant l'exploitation familiale, toute la classification de Sombart ne tient pas compte de l'histoire. Ainsi une « exploitation au moyen d'aides » peut aussi être une « exploitation familiale », de même que l'exploitation

d'un artisan, d'un koustare ou d'un ouvrier à domicile. Toutes les « formes industrielles » énumérées par Sombart sont absolument sans lien avec le développement économique, car toutes, excepté la manufacture et la fabrique, n'ont rien à voir ni avec l'organisation économique ni avec les stades économiques.

Exploitation au moyen d'aides ou exploitation individuelle, cela dépend des conditions techniques du genre de production et non du degré de développement de l'économie. D'ailleurs, l'étendue de l'économie privée ne peut être prise comme mesure du développement économique social, car celui-ci est déterminé par son étendue de même que par la connexion des différentes économies entre elles. La grande économie seigneuriale du moyen-âge existait à l'époque de l'économie régionale, alors que la petite industrie du koustare ou de l'ouvrier à domicile ne pouvait naître que là où s'était constituée une économie nationale. Certaines branches industrielles demandaient la collaboration de toute la communauté, tandis que d'autres, telles que le travail artistique, n'admettaient que le travail individuel. Il y est donc au moins irrationnel de se servir de pareilles particularités pour caractériser les formes industrielles.

Les systèmes économiques sont, comme nous nous sommes efforcés de le prouver, déterminés et conditionnés par le degré de densité de la population. L'organisation de l'économie et les formes industrielles dépendent du degré de division du travail et du développement des forces productives sociales, et celui-ci résulte non seulement du progrès technique, mais encore de l'accroissement de la population, qui favorise la division du travail (détermine le passage de l'économie agricole au travail indus-

triel), et provoque la transformation du système économique.

En prenant l'étendue de l'organisation sociale de la force de production comme base de notre classification des stades économiques, nous avons donc donné le caractère essentiel du développement économique. Dans une économie isolée sont organisées les forces de travail d'une famille ; dans une économie de communauté sont réunies plusieurs économies ; dans une économie régionale, il y a déjà une organisation sociale de plusieurs villages, le plus souvent avec une ville comme centre ; une économie nationale comprend les économies de tout le pays ; enfin, l'économie mondiale réunit les divers pays.

Plus l'organisation économique est étendue, plus la distance que les produits ont à parcourir du producteur au consommateur est le plus souvent (non pas toujours) considérable ; par suite, la division de Bücher en stades économiques concorde en partie avec la nôtre. Extérieurement, la division de Schmoller ressemble encore davantage à la nôtre. Schmoller distingue, lui aussi, les stades économiques suivant l'étendue de l'organisation sociale des forces de production. Seulement, il prend comme principal caractère distinctif de cette organisation l'organisation politique et le territoire que comprend l'économie sociale. Sans doute, l'extension de l'organisation sociale de la production *coïncide* le plus souvent avec le développement de l'organisation politique et avec le territoire compris par celle-ci ; pourtant, le principe de division adopté par Schmoller ne convient guère. L'économie politique s'occupe de l'organisation de la production et non de l'organisation politique.

Marx et Engels ont, eux aussi, considéré le développement de l'économie du point de vue du développement des forces

productives sociales, le seul point de vue qui permette l'intelligence du développement économique et de l'ordre social.

Au fond, nous partons donc du même point de vue que Marx et Engels. Mais ni l'un ni l'autre n'a donné la division proposée par nous en stades économiques.

TROISIÈME PARTIE

La répartition des forces productives.

CHAPITRE XIV

I. — *Le schème général.*

A. Répartition des forces productives dans l'économie naturelle.

Dans le premier chapitre, nous avons déjà dit que l'homme dans son activité économique, tout comme l'animal dans la lutte pour la vie, agit suivant le principe du moindre effort. De même que le héros de Molière fait de la prose sans le savoir, le sujet économique ignorait lui aussi qu'en se conformant à ce principe, il favorisait le développement des forces productives et créait par là l'ordre économique moderne.

Nous avons également vu que l'organisation des systèmes économiques dépend de la densité de la population et que ce système détermine la répartition des forces productives dans chaque économie. Etudions maintenant la forme que prend la répartition des forces productives et cela, tout d'abord, dans l'économie la plus simple, l'économie naturelle.

Ici, on ne produit que pour satisfaire ses propres besoins. Mais les besoins de l'homme sont très différents et, avons-nous déjà dit, chaque besoin, une fois satisfait, perd son urgence relative. Il est remplacé par un autre besoin. On

trouve là l'action d'une loi psychologique d'après laquelle la répétition émousse la sensation. Aucun objet, une fois le besoin satisfait, ne provoque la même sensation qu'au début.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les besoins qui doivent être considérés, mais encore l'étendue des forces productives. Chacun est obligé de répartir dans son économie les forces productives de façon à pouvoir satisfaire ses besoins le mieux possible et, avant tout, les plus nécessaires.

Pour illustrer la répartition des forces productives dans l'économie naturelle, nous allons nous servir du schème que Menger a employé pour édifier sa théorie de la valeur (1). Si nous répartissons les besoins d'une économie suivant leur importance (nous désignons cette répartition par des chiffres romains, par exemple, le besoin de nourriture par I, le besoin de logement par II, etc., tandis que nous désignons les séries de besoins suivant leur degré d'urgence par des chiffres arabes), nous obtenons le tableau suivant :

I	II	III	IV	V	VI	VII
10	9	7	5	4	2	1
8	6	5	2	1	1	0
5	3	3	1	0	0	
4	2	2	0			
3	1	0				
2	0					
1						
0						

(1) Malheureusement, l'école de Menger, dans l'analyse des phénomènes économiques, part du point de vue d'un épicier. Au lieu d'analyser une production et une économie sociales, elle les considère en tant que productions et économies privées. Elle en arrive ainsi à la tentative inféconde de vouloir déterminer la valeur des produits par leur valeur-limite. Nous en reparlerons plus au long.

Le premier besoin, par exemple le besoin de nourriture, est le plus important et, tant qu'il n'est pas satisfait, son urgence est égale à 10. Mais à mesure que l'on produit des céréales le besoin qu'on en a diminue. Si les 10 premiers quintaux de blé servent à apaiser la faim et si le besoin de ce blé doit être considéré comme le premier, les 10 quintaux suivants ne peuvent être utilisés que pour la nourriture du bétail et leur degré de nécessité descend à 8. Les 10 quintaux suivants, qui servent à alimenter la volaille, satisfont des besoins encore moins pressants, etc. Si nous désignons par le chiffre IV le besoin de souliers, le degré de nécessité est, pour la première paire, égal à 5 et pour la paire suivante égal à 2. Si nous entendons par V le besoin de parure, il est tout d'abord égal à 4, mais, bientôt, il tombe à 1. On voit qu'il faut d'abord s'efforcer de satisfaire les besoins les plus pressants de nourriture, de vêtement, de logement, etc. Mais, aussitôt ces besoins satisfaits, on n'achètera pas, par exemple, une nouvelle paire de bottines, car le besoin qu'on en a est moindre que celui d'objets de parure. On voit que le principe de la valeur-limite est d'une grande importance pour la répartition des forces productives de l'économie entre les différentes branches industrielles, mais le degré de satisfaction de chaque besoin est déterminé par les forces productives de l'économie, c'est-à-dire par la dépense de travail que nécessite la création des produits. Supposons qu'une économie, dans les conditions techniques données, ne possède que 1.000 unités de forces productives (journées de travail dans l'année), c'est-à-dire trois ouvriers qui donnent en tout 1.000 journées de travail par an. Si, pour la production d'un objet ou, ce qui est la même chose, pour la satisfaction du besoin d'alimentation (dont l'urgence est égale à 10) 100 journées de travail sont nécessaires et autant pour

subvenir aux autres besoins, les forces de l'économie seront réparties de la façon suivante :

I	II	III	IV	V
10	9	7	5	4
8	6	5		
5				
4				

La plupart des forces productives sont employées à la production d'objets d'alimentation (400 jours), la satisfaction du besoin de logement demande un peu moins (200 jours), celle du besoin d'habillement ne demande aussi que 200 jours, et il ne reste pour subvenir à chacun des autres besoins qu'environ 100 jours.

Mais si la productivité du travail augmente de telle façon qu'on puisse en 60 jours produire autant qu'auparavant en 100 jours, on peut alors satisfaire des besoins moins pressants. Notre tableau deviendra :

I	II	III	IV	V	VI
10	9	7	5	4	2
8	6	5	2		
5	3	3			
4	2	2			
3					
2					

Pour satisfaire le besoin d'alimentation, il ne faudrait maintenant que 360 jours, pour ceux d'habillement et de nourriture 240 jours, pour celui de chaussures 120, pour les objets de parure 60, et pour la satisfaction de nouveaux besoins également 60 jours. Avec l'accroissement des besoins s'est effectuée aussi une *nouvelle répartition* des forces productives. Ainsi, le degré dans lequel on peut satisfaire les besoins dépend uniquement de la productivité du travail. Et ce degré de satisfaction des besoins détermine aussi la valeur-

limite du blé, aussi bien que celle des autres objets. Grâce à la plus grande productivité du travail, la valeur-limite des objets dans notre tableau est descendue à 2. L'urgence des besoins influe sur la répartition des forces productives dans l'économie, mais la valeur relative des objets est déterminée par le travail employé à les produire, car c'est uniquement de cela que dépend la possibilité d'avoir certains produits et d'atténuer l'urgence des besoins (1).

Nous avons déjà dit que, dans une économie domestique, les différents produits ont une valeur relative différente, selon le travail dépensé pour leur production. L'urgence du besoin ou la « valeur-limite » n'a pas d'influence sur la valeur relative des produits, car la quantité des produits et, par suite, leur nécessité dépend du travail dépensé. Comme la dépense de travail détermine la « valeur-limite » des produits, elle détermine aussi leur valeur relative pour l'économie. L'eau, par exemple, est très nécessaire à l'homme.

(1) Tougan-Baranowsky fait une intéressante mais infructueuse tentative pour concilier la théorie de la valeur-travail avec la théorie de l'utilité-limite. Il écrit : « Supposons que le besoin I représente le besoin de pain et le besoin V celui d'or ; il est facile de voir pourquoi l'or vaut plus que le blé. Sans doute, la valeur abstraite du pain est supérieure à celle de l'or, mais, aussi bien, la quantité d'or disponible est de beaucoup inférieure à celle du blé » (*Les bases de l'économie politique*, p. 63 [en russe]). D'où l'auteur conclut que, bien que la valeur abstraite du blé soit supérieure à celle de l'or, la valeur-limite, c'est-à-dire la valeur concrète de chaque unité d'or dépasse cependant celle du blé. Mais Tougan-Baranowsky oublie que la quantité d'or disponible, tout comme celle du blé, dépend de la dépense de travail nécessaire pour se procurer les deux. Si on emploie plus de travail qu'il n'est nécessaire pour extraire de l'or et peu de travail pour la production du blé, la valeur « concrète » de l'or diminue, celle du blé augmente. Ainsi, la valeur-limite des produits est déterminée, en fin de compte, par le travail dépensé pour leur production, tandis que le degré d'urgence des différents besoins n'influe que sur la répartition des forces productives.

mais sa valeur-limite dans le voisinage de la rivière, où on peut l'avoir sans peine, est égale à zéro.

B. La répartition des forces productives dans l'économie d'échange.

L'analyse de la répartition des forces productives dans l'économie naturelle nous a montré que cette répartition est réglée d'une part par l'urgence du besoin qu'on a des différents produits et, d'autre part, par la quantité de travail nécessaire à leur production. Or, comme la technique, dans l'économie naturelle, ne fait que des progrès peu considérables et que les besoins restent également plus ou moins les mêmes, la répartition des forces productives dans l'économie naturelle reste toujours identique.

Avec le passage de l'économie naturelle à l'économie d'échange, la production des marchandises dépend de l'ensemble des besoins de la société, chacun produisant maintenant pour le marché, pour d'autres. La répartition des forces productives dans la société ne se règle pas sur la répartition dans chaque famille, mais inversement : c'est la répartition des forces productives dans la famille qui dépend de leur distribution dans la société. Toutefois, le principe de la répartition des forces productives reste toujours le même : la société dépense sa force de travail à la production des différents objets suivant l'urgence du besoin qu'elle en a. Dans la société capitaliste seulement, la dépense de travail est remplacée par le coût de production, qui ne lui est pas absolument identique.

Chacun porte sa marchandise là où il y a demande de cette marchandise. Cette demande est déterminée par l'ensemble des besoins sociaux. Toutefois le besoin ne coïncide pas tou-

jours avec la possibilité de se procurer les marchandises nécessaires. Cette possibilité est subordonnée à la quantité des produits qu'on obtient dans sa propre économie. Mais il va de soi que chacun échangera ses produits avant tout contre ceux dont il a un besoin pressant. Par conséquent, dans une économie d'échange, les besoins seront également satisfaits suivant le schème donné plus haut. Le *degré* de satisfaction dépend sans doute ici de la *puissance d'achat* de chaque économie, les objets qu'on ne produit pas dans sa propre économie pouvant être achetés au marché. Mais la puissance d'achat de chaque économie est elle-même limitée par sa force de production, de même que les forces productives de la société en général.

Le schème de la consommation par des économies dont la puissance d'achat est tout à fait limitée, prendra la forme suivante (nous nous servons des désignations précédentes). Si, pour satisfaire les besoins de chaque degré, 50 francs sont nécessaires et si l'économie dispose annuellement de 500 francs, les besoins seront satisfaits dans l'ordre suivant :

I	II	III	IV	V
10	9	7	5	4
8	6	5		
5				
4				

C'est-à-dire, seront satisfaits les besoins de nourriture, d'habillement, de logement, de chaussures et d'objets de parure.

Les familles plus riches peuvent accroître et diversifier davantage leur consommation. Mais, chez elles, apparaissent aussi de nouveaux besoins que les familles plus pauvres ne connaissent pas. Nous avons alors le schème suivant de satisfaction des besoins :

I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X
10	9 1/2	9	8 1/2	8	7	6 1/2	6	5	4 etc.
8	7	6	6	6	5 etc.				
5	6	3	2	0	2				
4	3	2	1		1				
3	2	1	0						
2	1	0							
1	0								
0									

Le besoin qu'a la société de chaque produit est constitué par les besoins de la somme des familles. Il s'ensuit qu'on doit produire en plus grande quantité les objets dont toutes les économies ont besoin, tandis qu'on produit en quantité relativement moindre les objets qui ne sont demandés que par les économies les plus riches. Si la production de certaines marchandises demande beaucoup de travail, elles ne sont confectionnées qu'en faible quantité, elles restent « rares » et ne sont consommées que dans les familles les plus aisées. Le prix élevé de ces produits ne provient donc pas de leur rareté, comme le prétend l'école autrichienne, mais au contraire leur « rareté » provient de ce que leur production demande beaucoup de travail et qu'ils ne peuvent, par suite, être consommés que par quelques-uns.

Ainsi les forces productives sociales doivent, là où on trouve beaucoup de familles dont la puissance d'achat est faible et peu de riches, ou, en d'autres termes, là où la grande masse vit dans la gêne, alors que quelques familles nagent dans le luxe, être employées surtout à la production des objets de première nécessité, des moyens d'alimentation les plus simples et d'habitations primitives, etc., en même temps qu'à la confection d'articles de luxe (objets rares). L'accroissement de la puissance d'achat de la population, par suite du progrès technique et du meilleur marché des marchandises, ou grâce au mieux-être général, amène au contraire

l'extension de la production en masse d'objets destinés à satisfaire de nouveaux besoins des masses.

Si l'on compare la répartition des forces productives en Russie d'une part et en Allemagne ou aux Etats-Unis de l'autre, il est facile de voir que la Russie présente le premier type d'économie nationale (voir le premier schème), tandis que l'Allemagne et les Etats-Unis se rapprochent du second type. En Russie, on produit surtout pour la consommation immédiate des masses populaires, tandis qu'en Allemagne une partie bien plus grande de la population s'occupe de la production d'objets moins nécessaires.

Ainsi le principe de la répartition des forces productives reste partout le même, dans une économie isolée aussi bien que dans une économie de communauté, régionale ou nationale. Dans tous ces types économiques, on trouve de la méthode dans l'organisation, qui est déterminée par la différence dans le degré des besoins. Mais tandis que, dans l'économie isolée et en partie même dans la ville, on produisait pour le consommateur immédiat, on travaille, avec le développement de l'échange pour le marché, même lorsque le produit n'y est pas demandé. En ce cas, on ne calcule plus d'avance quelle est la demande de marchandises. Le degré du besoin qu'a la société d'un produit n'est établi que lorsque les produits sont déjà sur le marché. Ce besoin social est constitué par la somme des besoins de toutes les familles et il doit se régler sur le degré d'urgence de chacun de ces besoins.

En analysant la formation de la valeur d'échange, nous avons déjà vu que tout sujet économique tend à ne pas aliéner ses marchandises au-dessous de leur valeur de travail. C'est aussi la tendance de tout acheteur, car le vendeur de certains produits apparaît simultanément comme ache-

teur d'autres produits. Considérons par exemple une agglomération constituant un marché, composée de 1.000 économies, avec une puissance d'achat telle que la présente le schème A. Elle aura besoin des produits suivants :

I. *Moyens d'alimentation* (Degré de nécessité : 10, 8, 5, 4), 50 francs pour chaque besoin, en tout 200 francs par économie ou 200.000 francs pour l'agglomération.

II. *Logement* (Degré de nécessité : 9, 6) 50 francs pour chacun, égale 100 francs par économie, ou, en tout 100.000 francs.

III. *Habillement* (Degré de nécessité : 7, 5) en tout 100.000 fr.

IV. *Chaussures* (Degré de nécessité : 5), en tout 50.000 fr.

V. *Objets de parure* (Degré de nécessité : 4), en tout 50.000 francs.

Que, par exemple, on produise pour 100.000 francs de chaussures, au lieu d'en produire pour 50.000 francs. Comme la puissance d'achat de la population est limitée, elles ne trouveront pas d'écoulement ; ou bien l'ensemble des chaussures sera écoulé bien au-dessous de sa valeur. Or, chaque cordonnier ne peut couvrir ses besoins qu'en vendant ses produits à leur valeur de travail. Cela seul lui donne la puissance d'achat nécessaire. D'où il résulte qu'une partie des cordonniers doit abandonner le métier pour se consacrer à une autre occupation. Ainsi le degré d'urgence des besoins influe sur la répartition méthodique des forces productives, mais cela ne se fait maintenant que par l'intermédiaire du marché, où la concurrence exerce une pression sur les producteurs et les oblige à ne produire des marchandises que dans de certaines proportions.

De même que, dans l'économie naturelle, le progrès technique et la baisse de la valeur relative de certains produits, la baisse de la valeur d'échange (prix) dans l'économie

d'échange ou le mieux-être général accroissent la demande de ces produits. Ce phénomène apparaît clairement dans le schème ci-dessus correspondant. Dans l'économie natutique, non seulement, en ce cas, la consommation augmente, mais il se fait une *nouvelle répartition* des forces productives. Dans l'économie monétaire, le même phénomène prend seulement une autre forme : il se manifeste par la diminution relative des dépenses affectées aux besoins les plus nécessaires et par l'accroissement des dépenses en vue d'autres besoins.

II. — *La théorie subjective de la valeur*

La répartition des forces productives dans la société et la théorie subjective de la valeur.

La théorie de la valeur la plus répandue parmi les économistes bourgeois, la théorie subjective de la valeur, cherche à expliquer tous les phénomènes de la vie économique en donnant aux produits une valeur subjective. Celle-ci dépend de la « rareté » de l'objet. Plus un objet est rare, plus sa valeur relative est considérable. Mais d'où provient la « rareté » des objets ? Sans aucun doute de la répartition des forces productives dans l'économie. Un objet est d'autant plus rare qu'il est produit dans de moindres proportions. Par suite, la « valeur subjective » est en connexion étroite avec la répartition des forces productives. Mais comme on cherche en vain aussi bien chez les partisans que chez les adversaires de cette théorie une analyse de ce procès de répartition, ce ne sont que discussions en l'air.

Nous avons déjà étudié le principe de la répartition des forces productives dans la société. Tout sujet économique se règle, dans son activité, suivant le principe du moindre effort

et cherche à distribuer ses forces productives de façon à pouvoir satisfaire ses besoins les plus nécessaires. Si une économie dispose de 1.000 journées de travail et qu'il lui faille pour satisfaire chaque classe de besoins 100 journées, ne seront couverts que les besoins suivants : (I) les besoins d'alimentation les plus nécessaires, dont le coefficient d'urgence est égal à 10 ; (II) les besoins de logement et, ainsi de suite de la façon suivante :

I	II	III	IV	V
10	9	7	5	4
8	6	5		
5				
4				

Si, pour satisfaire chaque besoin, le même quantum de travail était nécessaire, la répartition des forces de production serait très facile et très simple. Mais il n'en est pas ainsi. Non seulement la satisfaction de chaque besoin nécessite une dépense de travail différente, mais chaque besoin peut encore être satisfait par des produits différents, qui demandent une dépense de travail différente et des instruments de travail différents. Ainsi, le besoin d'alimentation peut être satisfait avec du pain, de la viande, du lait, des pommes de terre, etc. Comme la satisfaction est d'autant plus parfaite que l'alimentation est plus variée, comme, en outre, la sensation de satisfaction est d'autant plus forte que la quantité du produit consommé est plus grande, le procès de satisfaction de *chaque* besoin peut être représenté par le même schème dont nous nous sommes servis pour la satisfaction de tous les besoins. En d'autres termes, le besoin d'alimentation qui dans notre schème est désigné par 10, peut être décomposé en besoin de pain égal à 4, de viande égal à 2, de lait égal à 2, de pommes de terre égal à 2, etc.

Ne possédant que des forces de production limitées, chaque

économie les répartit non seulement de façon à satisfaire tous les besoins de ses membres, mais encore de façon à obtenir cette satisfaction avec le moindre effort possible. Elle produira donc les produits qui lui demandent le moins de travail.

Supposons que le besoin d'alimentation puisse être satisfait par les produits suivants : blé (I), viande (II), légumes (III) et boissons (IV). Chacun de ces besoins peut être satisfait par différentes sortes de ces produits. Ainsi, par *a*) du seigle, qui demande 50 jours de travail, *b*) du froment, qui nécessite 100 jours ; par *a*) de la viande de boucherie (50 jours) ou *b*) de la volaille (200 jours) ou du gibier (400 jours) ; par *a*) des choux (50 jours) ou *b*) des asperges (200 jours) ; par *a*) du kwas (10 jours), ou *b*) de la bière (100 jours), ou *c*) de l'hydromel (300 jours).

Nous avons ainsi le tableau suivant :

	I	II	III	IV
a	50	50	50	10
b	100	200	200	100
c		400		300

Nous avons supposé que l'économie ne dispose que de 400 jours de travail pour pourvoir à son alimentation. Elle ne produira donc évidemment pas les produits qui demandent la plus grande dépense de travail : (I *b* 100 + II *c* 400 + III *b* 200 + IV *c* 300 = 1.000 jours). Si elle se contente des produits inférieurs, il lui restera un excédent de temps, c'est-à-dire 400 — 160 (I *a* 50 + II *a* 50 + III *a* 50 + IV *a* 10) ou 240 jours. Elle peut donc se permettre quelques produits de meilleure qualité.

Pour notre économie, les produits de la première série (*a*) sont donc les plus importants et ils sont le plus consommés, car ils demandent le moins de travail. Les produits de la deuxième série sont considérés comme bonne chère, ceux de

la troisième série comme mets fins, qu'on ne consomme peut-être que les jours de fête.

La valeur *relative* de chaque produit est, dans l'économie, déterminée par la dépense de travail demandée par sa production et non par ses qualités de consommation. Dans le nord de l'Oural ou le nord de la Sibérie, le poisson le plus cher (pour l'Européen) a moins de valeur que le pain, parce qu'il faut, pour avoir du pain, plus de travail que pour avoir du poisson ou même du gibier. La valeur « subjective » est, de son côté, déterminée par la valeur *relative*, c'est-à-dire par la quantité de travail nécessaire. Pour l'habitant de la Sibérie, les fruits ont une plus grande valeur subjective que le poisson et le gibier, car, en Sibérie, on ne peut faire venir des fruits que dans des serres, tandis que la pêche et la chasse ne demandent que peu de travail.

Nous voyons donc que la valeur subjective d'un objet augmente ou diminue selon que sa production demande peu ou beaucoup de travail. Les objets dont la production est particulièrement pénible, ne sont naturellement produits qu'en faible quantité : ils sont rares. Et non seulement les gens riches qui les achètent, mais même les économistes croient qu'ils sont chers parce qu'ils sont rares, tandis que c'est en réalité le contraire : ils sont rares parce que leur production demande beaucoup de travail, c'est-à-dire parce qu'ils sont chers.

Dans une économie naturelle, dont il est pour le moment question, la répartition des forces productives entre les diverses branches de production dépendra donc de l'urgence des besoins : besoins d'alimentation, de vêtement, etc. Mais, dans les limites de chaque besoin, la répartition des forces productives pour la création des produits dépendra : 1° de l'étendue des forces productives de l'économie et 2°

de la dépense de travail demandée pour la création de ces produits. Plus une économie dispose de forces productives, plus il lui est facile de produire des objets qui, pour une économie plus pauvre, sont inaccessibles ou apparaissent comme du luxe. Si les mêmes objets peuvent être produits avec une moindre dépense de travail, ils cessent d'être pour les familles plus pauvres des objets de luxe. La valeur subjective dépend de la valeur du travail.....

Restent encore les objets que l'on ne peut reproduire. Mais ils ne jouent, dans l'économie naturelle, aucun rôle considérable. Nous considérons ici les choses sous leur forme la plus simple, dans l'économie naturelle, et nous y voyons que la valeur subjective dépend de la valeur relative du travail.

Que les défenseurs de la théorie subjective de la valeur, qui considèrent de haut en bas la théorie de la valeur-travail, réfutent maintenant notre argumentation : la valeur-limite est déterminée par la distribution des forces productives dans l'économie et par la valeur du travail.

Et, comme nous l'avons déjà dit, les mêmes lois valent aussi pour l'économie d'échange. Là aussi, le principe du moindre effort domine non seulement le domaine de la production, mais encore celui de la *consommation*, étant donné qu'on attribue *subjectivement* une plus grande valeur aux objets qui demandent plus de travail. Le sujet économique connaît la valeur relative du produit qu'il échange pour un autre. S'il aliène son produit, il le fait pour réaliser une économie de travail. Car, comme nous l'avons déjà exposé, il n'y a d'échange qu'entre économies dont la productivité du travail est différente. Chacun cherche, par l'échange, à avoir les objets qu'il ne peut se procurer, dans sa propre économie, qu'avec une dépense de travail plus considérable.

Quelle est donc la commune mesure des produits échangeables ? Evidemment, la valeur de travail relative de ces objets. Mais, de même, la valeur de travail constitue aussi le critérium de l'évaluation subjective. C'est qu'aucune économie ne donnera pour un objet, si urgent que soit le besoin à satisfaire par cet objet, des produits dont la création lui demanderait beaucoup plus de travail. Ainsi personne ne donnera une paire de souliers pour une corde de bois, s'il peut avoir une corde de bois en trois jours, alors que la confection des souliers lui demande six jours. Cela contredirait le principe du moindre effort ; c'est comme si un homme marchait sur les mains au lieu d'aller sur ses jambes. Au cirque, on voit souvent des gens qui marchent sur leurs mains. Mais cela ne réfute pas le principe général du moindre effort qui règle l'activité humaine et l'exemple du « verre d'eau dans le désert », cité par les théoriciens de la valeur-limite pour expliquer les phénomènes normaux de la vie économique, ne le contredit pas davantage.

Marshall cherche, comme les autres théoriciens de la valeur-limite, à expliquer l'échange entre les différentes familles non pas par la différence de productivité du travail, mais par la différence de la quantité des produits possédés par chaque économie. Mais il ne se demande pas *pourquoi* une économie crée plus de produits d'une espèce et l'autre économie en crée d'autres.

« Un grand désavantage de l'économie primitive, dit-il, où l'échange n'est qu'insignifiant, provient de ce qu'on peut avoir facilement d'une chose, par exemple de la laine autant qu'on en veut et de ce que sa valeur-limite est minime pour tous les usages lorsqu'on en a fait tous les emplois possibles, alors qu'on a en même temps si peu d'une autre chose, par exemple du bois, que la valeur-limite en est très élevée. Au

même moment, les voisins manquent peut-être de laine et ont trop de bois. Chacun gagnerait à donner ce qui a pour lui la moindre valeur-limite pour avoir l'autre chose dont la valeur-limite est supérieure » (1). Si l'on considère de plus près l'organisation économique, il apparaît aussitôt qu'il ne pourrait y avoir d'échange si la productivité du travail était la même dans les différentes économies. Car chaque économie devrait alors, avec une juste répartition des forces productives, tout produire elle-même. A quoi servirait cet échange ?

Les partisans de la théorie de la valeur-limite ne voient pas les causes plus profondes de l'échange et des conditions économiques, causes qui déterminent aussi la valeur-limite des produits.

Nons voyons donc que vendeur et acheteur estiment les produits suivant leur valeur de travail, c'est-à-dire suivant la quantité de travail qu'ils leur coûtent ou pourraient leur coûter. Par suite de la différence de productivité du travail, tous deux font une économie de travail et c'est là leur gain. Mais l'échange de produits ne crée pas lui-même de richesse. Car la quantité de produits n'en est pas augmentée.

Les théoriciens de la valeur-limite trouvent le gain dans l'évaluation subjective. Dans chaque échange économique rationnel, dit von Böhm-Bawerk, chaque partie gagnera : elle gagnera la différence entre la valeur subjective de la chose cédée et celle de la chose reçue en échange. En d'autres termes le « gain » est d'autant plus élevé que la valeur subjective de la chose achetée est plus grande. Quel avantage l'économie nationale peut-elle bien avoir à ce que les acheteurs évaluent à un haut prix les objets achetés ! Combien

(1) MARSHALL, *Handbuch der Volkswirtschaftslehre*, vol. 1, 1905, p. 160.

« gagnent » les sauvages qui donnent aux Européens les objets les plus précieux pour des perles de verre qu'ils estiment à une haute valeur ?

Si le prix du thé descend de 20 à 14 schillings, dit Marshall, le consommateur obtient par là un surplus de satisfaction qui a pour lui la valeur de 6 schillings. Ce « surplus », Marshall l'appelle le gain du consommateur, analogue à la « rente ». Cette façon de voir rappelle le raisonnement du fossoyeur de Tschechow qui estime qu'il perd lorsque peu de gens meurent.

L'échange permet l'économie de travail. Mais la richesse de la société augmente si la *production* s'en trouve accrue.

Dans l'économie naturelle, la répartition des forces productives de l'économie dépend de la valeur relative du travail et de l'étendue des forces productives. De même, dans l'économie d'échange, la famille achète dans la mesure de ses forces productives. Plus elle dispose de forces productives, plus elle peut se procurer de produits et des produits d'autant plus chers. L'évaluation reste la même. La seule différence, c'est que les produits sont créés dans une autre économie. De même l'échange indirect pour de l'argent ne modifie pas la répartition des forces productives. Seulement, par le fait du nouvel élément économique, la puissance d'*achat* de l'économie se distingue de ses forces de production. Il n'en est pas moins vrai que la puissance d'achat est déterminée par les *revenus* de l'économie et que chaque famille doit se régler d'après eux dans ses achats. Comme la société représente la somme des différentes économies, l'ensemble de la consommation et l'ensemble de la production se régleront aussi là-dessus. Par conséquent, la répartition des forces productives de la société est déterminée également par la valeur de travail relative des produits, suivant le même principe que dans l'économie isolée.

CHAPITRE XV

LA RÉPARTITION DES FORCES PRODUCTIVES PENDANT LE PROCÈS D'ACCUMULATION

I

La lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation et, en particulier, pour l'augmentation du salaire s'accentue de plus en plus et, s'étendant à tous les pays capitalistes, prend des proportions de plus en plus grandes. La grève suédoise de 1909 a montré au monde entier non seulement la ténacité des ouvriers, mais encore leur solidarité internationale.

Les actes sont allés plus vite que la théorie. La question de l'influence exercée par la lutte pour l'augmentation du salaire sur le développement de l'économie nationale n'est encore pas du tout élucidée, et les ouvriers sont toujours obligés d'entendre les arguments des capitalistes et de leurs compères : l'augmentation des salaires n'entraverait pas seulement le développement de l'économie nationale, elle conduirait à une complète stagnation économique.

Pour expliquer l'importance du salaire, il est nécessaire d'étudier d'abord la répartition des forces productives dans l'économie nationale, telle qu'elle se présente au cours du procès d'accumulation. A cet égard, les statistiques améri-

caines, qui nous renseignent sur la composition du capital, le salaire ouvrier et le gain des entrepreneurs, sont très précieuses.

Pour comparer, il faudrait avoir la répartition des forces productrices à l'époque de l'économie naturelle ou simple. Malheureusement, nous ne possédons pas de données exactes sur cette époque. Mais on sait que la moitié à peu près de la force productive des serfs était absorbée par les seigneurs. Nous admettons donc que sur 55 unités (par exemple 55 millions de journées de travail), 25 restaient aux propriétaires et 30 aux paysans, aux artisans, etc. Les 25 unités qui constituent la part du propriétaire foncier, aussi bien que les 30 unités qui sont celles des paysans, sont employées non seulement pour des objets de consommation, mais encore pour des instruments de production. Admettons que la production des instruments de production ne demande que la moitié du travail dépensé pour les objets de consommation, et nous avons le schème suivant :

Pour l'obtention des articles de grande consommation, il faut 20 unités.

Pour la confection d'instruments de production nécessaires à l'obtention d'articles de grande consommation, 10 unités.

L'obtention des objets de consommation pour les classes dirigeantes demande 17 unités et les instruments de production nécessaires à cet effet 8 unités de travail.

Pour les classes dirigeantes, on ne produit pas seulement les objets de consommation les plus nécessaires, mais encore les objets de luxe. Nous avons déjà montré pourquoi il leur faut des objets de luxe. Par suite, les instruments de production de ce groupe doivent servir d'une part à la production des objets de consommation, d'autre part à celle des articles de luxe.

Désignons la consommation personnelle de la classe pro-

ductrice par II, celle de la classe dirigeante par I, et les instruments de production par III. La quantité de travail demandée par la production des objets de chaque groupe est indiquée par des chiffres arabes, la première ligne exprimant la dépense de travail pour les produits les plus nécessaires, la seconde la dépense pour ceux de moindre nécessité, etc. On arrive au schème suivant (1) :

I	II	III
10	20	5 + 10
5	—	2
2	—	1

En supposant, comme nous l'avons fait, que la société dispose de 55 unités de travail, celles-ci sont réparties de la façon suivante : 10 unités de travail servent à satisfaire les besoins les plus pressants des classes dirigeantes, 20 pourvoient aux mêmes besoins des classes ouvrières et 10 + 5 unités de travail sont employées pour la confection des moyens de production. Comme il reste encore de la force de travail « disponible », les classes dirigeantes peuvent aussi satisfaire leurs besoins moins urgents. A l'époque précapitaliste, l' « excédent » de force de travail est employé à satisfaire la consommation immédiate des classes dirigeantes et, dans la mesure seulement où les instruments de production sont nécessaires pour l'obtention des objets de consommation, à la confection de ces instruments. Aussi cette force de travail est-elle dépensée pour la production d'articles de moindre nécessité ou d'articles de luxe et d'instruments de travail à cet effet.

Avec le degré d'exploitation admis, la répartition indiquée des forces productives est nécessaire. Mais si la producti-

(1) Les chiffres donnés expriment le rapport effectif de la production des différents objets et ont été établis d'après les données sur la composition du capital des artisans et l'exploitation des serfs.

vité du travail augmente, la série I ou II, selon la classe qui en tire avantage, augmentera et par suite aussi la série III, la production des instruments de production.

L'économie capitaliste se caractérise par ce fait, que l'entrepreneur poursuit la recherche du profit. En d'autres termes, il cherche à ne satisfaire les besoins sociaux que dans la mesure où il en tire un profit. Par suite, il cherche à diminuer les frais de production, c'est-à-dire à augmenter la productivité du travail et à réduire la consommation des ouvriers. En même temps, la concurrence l'oblige à augmenter de plus en plus le capital fixe, afin d'accroître la productivité du travail. Si un entrepreneur consomme tout son bénéfice, la concurrence le refoulera bientôt hors des rangs des capitalistes.

Désignons les objets de consommation à l'usage des capitalistes par I, les objets de consommation à l'usage des ouvriers par II, les instruments de production (non compris le salaire) par III et les moyens de communication et de transport par IV. Nous obtenons le schème suivant :

I	II	III	IV
10	15	10 + 5	5
5		2	
2		1	

Nous avons vu que les artisans transformés en koustares et en ouvrier à domicile ne reçoivent plus tout le produit de leur travail. La consommation des objets de grande consommation est réduite de ce fait de 20 à 15 unités ; ces 5 unités de travail sont, à l'époque de la domination du *capital commercial*, employées à la création de moyens de communication et de transport.

Le passage de l'économie naturelle à l'économie capitaliste s'accompagne tout d'abord d'un accroissement de la dé-

pense de travail pour l'obtention des métaux précieux et la construction de moyens de communication, qui sont la condition essentielle de la vie et du développement de l'économie capitaliste.

La production accrue de métaux précieux au début du capitalisme est souvent considérée comme la cause de son développement. En réalité, c'est le contraire qui est vrai : le développement de l'échange des marchandises donne une extension plus considérable aux métaux précieux et amène le perfectionnement des moyens de communication.

« Le milieu du XIXe siècle, écrit Sombart (1), marque une époque dans le développement du capitalisme moderne ; on peut dire qu'à ce moment, dans tous les pays de l'Europe occidentale, il entre dans le stade de son apogée. Or, la cause du puissant essor que prend à partir de ce moment le capitalisme, c'est l'accroissement subit de la production des métaux précieux, provoqué par la découverte des mines d'or en Californie (1848) et en Australie (1851)... A cela vint s'ajouter l'expansion énorme du *crédit*, principalement l'accroissement considérable de la circulation du papier-monnaie dans l'Europe centrale. »

D'où il suit que tout le développement capitaliste est dû au hasard « de l'accroissement subit de la production des métaux précieux ». — Mais comment expliquer l'accroissement de la circulation du papier-monnaie et l'expansion du crédit ?

L'accroissement considérable de la production des métaux précieux vers le milieu du XIXe siècle prouve uniquement que l'or et l'argent étaient devenus aussi nécessaires pour l'échange international accru que la navigation à vapeur et

(1) SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*, t. II, p. 8-9.

les chemins de fer. De même, la naissance du capitalisme, à la fin du moyen-âge, amena le développement de la navigation, la découverte de l'Amérique et, surtout, un accroissement de l'extraction des métaux précieux. Celle-ci fut, dans les deux cas, le résultat de la nouvelle répartition des forces de production, par conséquent de l'extension du simple échange des marchandises et de la constitution du marché mondial.

L'accumulation du capital provoque moins une augmentation de la consommation des capitalistes qu'une dépense plus considérable du travail social en instruments de production et, par suite, en moyens d'échange et de circulation. La tendance constante du capitaliste à obtenir un revenu plus élevé, sa tendance non seulement à résister lui-même à la concurrence, mais encore à supprimer ou au moins à affaiblir ses concurrents, l'incite à accentuer l'exploitation de l'ouvrier et à accroître la productivité de son travail au moyen de nouvelles dépenses pour le perfectionnement des instruments de production. Les conditions du mode de production capitaliste poussent donc incessamment les sociétés capitalistes sur la voie d'une utilisation de plus en plus élevée du travail national pour la création d'instruments de production et de moyens de transport : le développement de ceux-ci est étroitement lié à celui de l'échange des marchandises. Aussi l'accroissement des forces productives sociales, qui résulte de l'accumulation du capital et d'une plus grande productivité du travail, amène-t-il, en premier lieu, une augmentation de la production des outils (III, IV, et V).

La répartition des forces productives du pays peut s'exprimer par le schème suivant :

I	II	III	IV	V
10	18	30	15	10
5		2		
4		2		
2		1		
1				

Le plus grand accroissement de la dépense de travail s'effectuera donc dans les groupes III, IV et V de la première série.

Comme nous le verrons, le capital fixe s'accroît principalement dans la production des articles de grande consommation. De même, c'est surtout le transport des articles de grande consommation qui nécessite la dépense de travail pour la création de meilleurs moyens de communication. Il va de soi que la construction des machines se développe également en vue de la production et du transport des mêmes articles. Par contre, un accroissement de la production des objets de luxe, — comme on peut le voir par ce qui suit, — demande un moindre développement du capital et ne demande aucun accroissement des moyens de circulation, c'est-à-dire aucuns nouveaux moyens de communication, car les articles de luxe ne jouent dans l'ensemble des marchandises destinées au transport qu'un rôle très minime.

De cette façon, l'accroissement des forces productives, dans la mesure où il se manifsste par une augmentation, même faible, des articles de grande consommation, amène une nouvelle répartition des forces de production entre les différentes branches industrielles.

Aux différentes périodes de l'évolution capitaliste, l'accroissement relatif ou la diminution relative de la consommation de la classe capitaliste ou de la classe ouvrière sont différents, mais une tendance est constante : les dépenses de travail social pour les moyens de production et de circulation

subissent toujours un accroissement relatif et absolu avec l'accumulation du capital dans le pays.

L'accroissement des moyens de production et de circulation doit se heurter à la réduction relative des articles de consommation immédiate à l'usage des capitalistes et des ouvriers. Et, l'étendue de la consommation sociale de chaque produit n'étant pas établie, l'accroissement du capitalisme dans telle ou telle branche industrielle amène la surproduction et la crise.

Supposons que le capital accumulé se réalise par la production d'indienne. Le capital est dépensé en coton et en machines à filer, la production de l'indienne se trouve doublée. Mais, comme la consommation des capitalistes et des autres classes sociales n'augmente pas proportionnellement à l'accroissement de la production, il apparaît qu'on produit plus d'indienne qu'on n'en peut écouler. Le capitaliste est en possession d'un excédent de production sous forme d'indienne, qu'il est obligé de réaliser dans une autre branche industrielle en instruments de production pour le transformer en capital et obtenir continuellement un revenu. Mais, ne pouvant écouler l'indienne, il ne peut non plus acheter d'instruments de production pour la nouvelle branche industrielle. Par suite, le capitaliste qui possède les instruments de production dont aurait besoin le premier, ne peut non plus les lui vendre. Les instruments de production produits par le second capitaliste restent invendus, bien que le premier capitaliste en ait besoin, car il n'a pas vendu son indienne.

Les marchandises accumulées du fabricant d'indienne ne peuvent donc non plus être réalisées pendant un certain temps, jusqu'à ce que le marché ait absorbé la trop grande quantité des produits. Le besoin d'écouler les marchandises qui encombrent le marché amène la course vers le marché ex-

térieur, qui facilitera la réalisation des produits et atténuera la surproduction.

Bien que la consommation d'indienne puisse s'accroître par suite de l'accroissement de la population ou du meilleur marché obtenu grâce aux progrès de la technique, le marché ne peut pourtant, vu la puissance d'achat limitée de la masse de la population, s'étendre aussi rapidement que l'accumulation du capital s'effectue. Voici qui est clair : le capital nouvellement accumulé doit ou bien être réalisé dans d'autres branches industrielles, où on peut, par l'accroissement du capital fixe, augmenter considérablement la productivité du travail et ruiner par la concurrence le travail à la main, ou bien il faut trouver une production tout à fait nouvelle de marchandises qui n'aient pas encore été produites et faire monter la consommation des classes sociales, bien que cela ne puisse se faire qu'au prix de la restriction d'autres besoins. Dans un cas comme dans l'autre, il s'effectuera une nouvelle répartition des forces productives de la société, dans le sens d'une production plus étendue des instruments de production. Car l'accroissement de la productivité du travail, l'éviction du travail manuel par la machine, n'est possible qu'avec un accroissement du capital fixe, avec une plus grande dépense de capital pour les bâtiments, pour la construction des machines, etc. De même, l'exploitation de nouvelles branches industrielles entraîne d'habitude l'acquisition de nouvelles machines, de nouvelles dépenses de capital fixe, car les différents genres du travail manuel existent déjà et il est difficile, dans ce domaine, de trouver du nouveau.

Du schème donné il résulte donc que la limitation de la consommation personnelle aussi bien des capitalistes que des ouvriers doit amener l'extension de la production d'instruments de production. Mais, comme les marchandises servent,

en fin de compte, à la consommation, cette nouvelle répartition des forces productives ne peut se faire que par à-coups, par crises. Les limites du marché amènent une sur-production, qui est suivie d'une nouvelle répartition des forces productives. Aussi, plus l'accumulation du capital s'effectue rapidement, plus la somme est considérable des forces productives que la société doit dépenser pour la production du capital fixe : pour l'extraction du minerai, pour la production de l'acier, des machines, des matériaux de construction, etc.

Représentons-nous une organisation sociale de la production. En ce cas, les ouvriers, qui constituent toute la société, consomment aussi les produits du groupe I. Bien que la consommation des ouvriers s'en trouve accrue, l'accumulation des instruments de production s'effectue avec la même vitesse qu'auparavant. Les crises seront-elles, en ce cas, nécessaires ? Comme la répartition des forces productives s'effectuera suivant un certain plan, il n'y aura pas de dérangements dans la production. La production d'instruments de production ne sera plus une fin en soi ; elle servira à diminuer la durée du travail et à accroître la consommation personnelle.

Dans la société capitaliste, au contraire, l'accroissement du capital fixe s'effectue sans s'accompagner d'aucune restriction de l'exploitation du travail. Or, comme les objets produits doivent, en fin de compte, aller à la consommation personnelle, il faut au capitaliste une extension continue du marché, afin qu'il puisse y avoir augmentation de la production et accumulation des instruments de production. Le salaire des ouvriers est très bas et les capitalistes « s'abstiennent » de consommer toute la valeur qu'ils tirent de l'exploitation des ouvriers ; par suite, l'extension du marché s'effectue principalement par l'accroissement de la population ou par un dé-

bouché extérieur. Voilà pourquoi les conditions de développement du mode de production capitaliste dans des pays où le chiffre de la population reste stationnaire, comme la France, ou dans de petits pays qui ne possèdent pas de débouché extérieur, sont moins favorables que dans des pays vastes, où la population augmente sans cesse.

II

Le développement des forces productives se manifeste par l'accroissement de la production dans les différentes branches industrielles qui sont obligées de prendre une extension plus rapide que la population. Car, si la production ne va pas de pair avec l'accroissement de la population, il y a une diminution *relative* des produits obtenus, comme c'est le cas, par exemple, en Russie, où la valeur absolue de la production agricole augmente, mais où sa valeur, proportionnellement à la population, a diminué depuis quelques années.

Le développement des forces productives ne s'effectue pas de la même façon dans les différentes branches du travail. Dans certaines, il y a accroissement du nombre des exploitations, des ouvriers occupés et du capital fixe ; dans d'autres, il n'y a qu'accroissement ou du nombre des ouvriers ou du capital fixe, etc.

Les statistiques américaines permettent de constater un développement des forces productives dans les conditions suivantes : *accroissement absolu et relatif des exploitations*, du *capital fixe* et du *nombre des ouvriers*. De là un développement colossal. Le plus souvent, il s'effectue dans de nouvelles branches industrielles, qui s'emparent rapidement du marché.

C'est ainsi que se sont développées les industries suivantes (la proportion pour cent de l'accroissement porte sur les années 1880 et 1905) :

	Exploitations	Capital	Ouvriers	Valeur de la production
Industrie du fer	350 %	5.400 %	1.800 %	2.700 %
Industrie automobile (depuis 1900).	300 »	400 »	500 »	600 »
Fabriques de sucre	50 »	1.000 »	240 »	460 »
Fabriques électriques	1.100 »	11 600 »	5.000 »	5.400 »
Industrie lainière.	300 »	800 »	350 »	500 »

Dans les branches industrielles mentionnées, la valeur des produits, depuis 1880 (pour l'industrie automobile de 1900 à 1905), est montée de 44 millions à 451 millions de dollars : elle s'est décuplée ; le capital a été multiplié par 15 (de 29 millions 4 de dollars, il est monté à 458 millions 9) ; le nombre des ouvriers est devenu 7 fois plus grand (de 24.500 à 179.500) et le nombre des exploitations a triplé. Ainsi, nous voyons que, même dans les industries qui ont pris le plus de développement, c'est le capital fixe qui s'est le plus accru. La production n'est pas allée de pair avec l'accroissement du capital, mais son augmentation dépasse celle du nombre des ouvriers. De son côté, le nombre des ouvriers s'est plus rapidement accru que celui des exploitations. Il y a donc concentration.

Plus souvent, il arrive que le capital et le nombre des ouvriers augmentent, tandis que le nombre des exploitations n'augmente que très peu ou même diminue. Ce phénomène est apparu dans les branches industrielles suivantes :

	Exploitations	Capital	Ouvriers	Valeur des produits
Construction de locomotives. .	— 66	1.100	300	450
Production du coke	200	1.700	600	1.000
Machines agricoles	— 200	215	16	65
Fabrication des explosifs . . .	130	540	346	400
Fabrication des engrais. . . .	8	300	42	140
Construction de machines . . .	98	500	180	272
Fabriques de cuivre	— 4	255	81	180
Fabriques de briques et de tuiles.	— 18	341	0	120
Production du fer et de l'acier.	— 66	263	72	206
Fabrication de marchandises en bois	— 22	186	173	150
Industrie de la pierre	— 43	313	97	100
Fabrication du papier	3	477	160	230
Fabrication d'appareils de cuisine et de chauffage	90	800	400	490
Fabrication du fil métallique. .	— 18	260	— 23	65

Nous n'avons cité que les branches les plus importantes. Ajoutons-y encore la production des principaux objets de consommation. Ici la production s'est accrue de 1880 à 1905 (proportion pour cent) de :

	Exploitations	Capital	Ouvriers	Valeur des produits
Fromage, beurre et lait. . . .	123	392	100	550
Confection pour hommes . . .	— 25	92	— 8	70
Confection pour dames	500	800	360	670
Café et épices	50	370	140	200
Confiserie.	— 7	420	270	240
Farine et produits farineux . .	— 60	50	— 31	41
Meubles	340	240	86	120
Boissons	— 25	463	84	195
Instruments de musique. . . .	30	392	200	266

L'extension de la production ne peut, comme nous l'avons montré, s'effectuer qu'avec un certain accroissement des

objets de grande consommation résultant de l'accroissement ou de la plus grande puissance d'achat de la population. Mais il y a extension, mais dans des proportions bien plus grandes que pour la production des objets de consommation, de la production des instruments de production. C'est surtout ainsi que s'étend le marché intérieur.

J'ai calculé le capital, la somme des salaires et la valeur des produits pour les branches les plus importantes de la production qui ont pour objet les moyens d'alimentation. J'ai fait la même opération pour les industries d'instruments de production et je suis arrivé aux résultats suivants :

Industrie des objets de consommation.

	(en millions de dollars)		
	Capital	Salaires ouvriers	Valeur des produits
1880.	1.367,1	415,6	2.732,3
1905.	4.433,3	897,3	7.065,8

Le capital s'est accru de 224 0/0 ; les salaires de 115 0/0.

Industrie des instruments de production.

	(en millions de dollars)		
	Capital	Salaires ouvriers	Valeur des produits
1880.	960,8	269,2	1.626,9
1905.	4.056,2	785,5	4.320,8

Ici, le capital s'est accru de 315 0/0 ; les salaires de 192 0/0. De même, il y a eu accroissement bien plus rapide du nombre des ouvriers (comme on peut s'en rendre compte par l'accroissement de la somme des salaires), que dans le premier groupe, celui des objets de consommation.

La production plus rapide des instruments de travail s'ac-

compagne d'un chiffre plus élevé pour le capital. Dans le groupe des industries qui s'occupent des objets de consommation, la proportion du capital et du salaire était, en 1880, 3,3/1 et, en 1905, 4,9/1. Dans le groupe des instruments de production, elle était en 1880, 3,56/1 et en 1905, 5,17/1. Le capital variable diminue de plus en plus, proportionnellement au capital constant. Pour avoir des objets de consommation, il faut donc dépenser un capital de plus en plus considérable en machines. Il en résulte une extension du marché en ce sens.

III

La théorie des marchés et des crises est un des problèmes les plus difficiles de l'économie politique. M. Tougan-Baranowsky a donné dans son livre : *Les crises industrielles* (1), une théorie des marchés pénétrante et juste en partie ; mais, se laissant entraîner par l'abstraction, il a poussé sa théorie jusqu'à l'absurde. Tougan-Baranowsky prouve que le marché est créé par le développement même du capitalisme et qu'avec une juste répartition des forces productives, il ne peut y avoir de surproduction. L'idée que le marché est créé par le développement même du capitalisme, est exacte, et nous avons montré que le besoin d'instruments de production et de moyens de communication augmente avec l'accumulation du capital. Mais il ne faut pas croire que cette augmentation, comme l'admet Tougan-Baranowsky (2), soit

(1) Traduction française de J. Schapiro, Paris, 1913.

(2) « Nous voyons donc une extension de la production sociale lors d'une restriction simultanée de la consommation sociale, sans aucun dérangement de l'équilibre qui existe entre l'offre et la demande sociale... » Il apparaît ainsi qu'on peut avoir en même temps accroissement de la richesse sociale (sous forme de produits

proportionnelle à l'accumulation du capital. Car, en fin de compte, les instruments de production servent à produire les articles de consommation immédiate. Si la théorie de Tougan-Baranowsky était exacte, *le capitalisme se développerait d'autant plus rapidement que la société consommerait moins de produits, c'est-à-dire que le marché intérieur absorberait moins d'articles de consommation immédiate.* Car, plus est faible la fraction des forces productives de la société employées à la production des articles de consommation immédiate, moins la consommation immédiate de ceux-ci est considérable, plus il doit rester de capital pour la création d'instruments de production.

Supposons que la société produise en une année 1.000 unités de valeur, dont 500 servent à la consommation immédiate et 500 à la production d'instruments de production. Si la consommation immédiate descend à 300 unités, il s'effectue une nouvelle répartition des forces productives : la production des articles de consommation immédiate est restreinte et celle des instruments de production monte de 500 à 700 unités. De cette façon, la restriction de la consommation immédiate hâte l'accumulation du capital et le développement du capitalisme, et cette accélération est proportionnelle à la limitation de la puissance d'achat des ouvriers et des capitalistes en vue de leur consommation immédiate, c'est-à-dire à la limitation du marché intérieur, dans la mesure où celui-ci pourvoit aux besoins personnels.

Cela contredit manifestement toutes les données de l'expérience. Car nous savons parfaitement que le développement du capitalisme est le plus fort là où la consommation per-

possédés par la société) et diminution du « revenu » social » M. TOUGAN-BARANOWSKY, *Bases de l'économie politique* (en russe), p. 103-104.

sonnelle des ouvriers et des autres classes de la société prend le plus d'extension, par exemple aux Etats-Unis, tandis qu'il est faible là où le développement de la consommation personnelle est peu considérable.

Dans notre dernier schème, nous avons admis qu'avec le progrès de la force de production du travail (elle est passée de 55 à 100), la consommation ne s'est accrue que de peu (de 8 unités), alors que la production des instruments de travail est montée de 42. En réalité, un faible accroissement de la consommation s'accompagne d'une énorme augmentation du capital fixe. Ainsi Tougan-Baranowsky donne les indications suivantes sur la répartition des forces productives en Allemagne, de 1882 à 1895 : alors que le nombre des personnes occupées à la production des objets de consommation ne s'est accru que de 8 0/0, le nombre des ouvriers occupés à la production des instruments de production s'est accru de 59 0/0.

Nous sommes ainsi en présence du problème de l'influence de la consommation croissante des différentes classes sociales sur le développement et la répartition des forces de production ; ce problème, que l'économie politique a laissé complètement de côté et sans solution, est particulièrement important pour la classe ouvrière.

Si l'influence exercée par l'accroissement de la consommation ouvrière sur le développement et la répartition des forces de production de la société est un problème si important pour la classe ouvrière, c'est que celle-ci est constamment obligée de lutter pour l'amélioration de sa situation, c'est-à-dire pour l'accroissement de sa consommation ; et, dans cette lutte, elle ne doit pas perdre de vue les intérêts du développement économique de toute la société, afin de ne pas leur porter atteinte.

Quelle importance a donc l'accroissement de la consom-

mation de la classe ouvrière ; dans quelles conditions favorise-t-il le développement économique de la société et dans quelles conditions peut-il l'entraver ?

Chaque fois, on le sait, que les ouvriers essaient de faire augmenter leur salaire et d'accroître par là leur consommation, les entrepreneurs se plaignent de ce que ces tentatives rendent la production onéreuse et entravent le développement de l'industrie. Dans quelle mesure ces plaintes sont-elles justifiées ?

CHAPITRE XVI

INFLUENCE DE LA CONSOMMATION SUR LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES

L'analyse donnée de la nouvelle répartition des forces productives, à la suite d'un certain accroissement de la consommation personnelle, nous permet de voir que le développement du marché et de la production s'effectue d'autant plus vite qu'il faut davantage de moyens de production et de circulation pour la production et l'écoulement des nouveaux produits. Il est clair qu'avec l'accroissement de la consommation des produits, qui ne demandent aucune grande dépense en instruments de production, l'extension du marché intérieur sera faible et le développement des forces productives de la société plus lent.

Il y a un fossé entre le caractère de la consommation capitaliste et celui de la consommation ouvrière. L'accroissement de la consommation ouvrière amène une extension de la production des objets de grande consommation, qui, le plus souvent, nécessite une extension du capital, c'est-à-dire des outils relativement plus chers, l'emploi de machines, etc. L'accroissement de la consommation capitaliste demande au contraire un capital relativement faible et du travail « improductif ». Ce sont surtout les services rendus par les valets

qui se multiplient. Comme on le sait, pas plus aux danseuses de ballet qu'aux artisans qui fabriquent les précieux articles de luxe, il ne faut de capital fixe considérable.

Les valets consomment sans doute des objets de grande consommation, mais ceux-ci sont aussi bien consommés par les ouvriers qui les fabriquent. L'accroissement de la consommation capitaliste augmente de cette façon la consommation des gens qui pourvoient aux besoins des capitalistes et que nous désignons par l'appellation commune de « domesticité ». L'accroissement de la consommation ouvrière ne provoque pas seulement une augmentation du nombre des ouvriers qui produisent les articles de consommation ouvrière, mais encore de ceux qui fabriquent des outils et des moyens d'échange pour le supplément de production. Par exemple, l'accroissement de la consommation de l'indienne n'augmente pas seulement le nombre des fileurs, des tisserands, etc., mais encore celui des ouvriers qui fabriquent les machines à filer, les machines pour le nettoyage du coton, etc. Et l'augmentation du nombre des tisserands, des serruriers, etc., amène à son tour un accroissement de la quantité de produits consommés par ces ouvriers.

L'accroissement des dépenses improductives de l'Etat pour l'armée, la marine, etc., joue le même rôle que celui de la consommation capitaliste, car, dans l'économie nationale, ces dépenses tiennent à peu près la même place que les dépenses pour le service des personnes.

Assurément, la consommation des classes riches n'amène pas seulement l'accroissement du nombre des personnes qui leur offrent, avec leurs services tout personnels, des jouissances esthétiques et parfois chères. La consommation des articles de luxe augmente aussi. Mais, même pour la production de ces articles, le capital nécessaire est bien

moindre que pour la production d'articles de grande consommation, car, dans le premier cas, on emploie bien davantage le travail à la main et bien moins le travail à la machine. Les données du dénombrement industriel des Etats-Unis montrent toute la différence de mise de capital qui distingue la production des articles de luxe de celle des articles de grande consommation. La proportion du capital fixe au capital variable, c'est-à-dire aux salaires ouvriers, est, dans différentes branches industrielles, la suivante (1):

1. — Articles de luxe

	En 1905	En 1890
Fleurs et plumes artificielles . . .	1,84/1	1,5 /1
Articles de bronze	2,75/1	2,34/1.
Objets d'art	2,46/1	1,93/1
Articles de bijouterie	3,15/1	2,77/1
Tapis de prix	1,63/1	3,15/1
Fourrures travaillées	1,70/1	1,1 /1

2. — Articles de grande consommation

	En 1905	En 1890
Tapis simples	4,36/1	3,44/1
Articles de coton	6,37/1	5,36/1
Articles de bureau	8,70/1	8,70/1
Lainages.	5/1	5/1

3. — Instruments de production

	En 1905	En 1890
Coke	10/1	5/1
Fer et acier	7/1	5/1
Travail du cuivre	7/1	6/1
Travail du plomb	12/1	14/1

(1) *Manufactures*, 1905, P. I, General Tables, Washington, 1907. Je n'ai, dans mes calculs, considéré que le capital fixe et les salaires ouvriers. La valeur des matières premières et les autres dépenses (miscellaneous expenses) qui ne sont pas caractéristiques pour la composition capitale, n'entrent pas en ligne de compte.

Ce tableau permet de voir que les articles de luxe demandent une mise moindre de capital ; et encore nombre d'entre eux, par exemple les articles de bronze et de bijouterie, sont consommés par la grande masse du public et nécessitent, par suite, l'emploi de machines. La comparaison entre le capital fixe en 1905 et en 1890 montre que, dans la production des articles de grande consommation, non seulement la mise de capital est plus considérable, mais que l'accroissement du capital fixe s'effectue encore bien plus vite que dans la production des articles de luxe ; c'est, en effet, pour la production du capital fixe que la mise de capital est le plus considérable (1) Particulièrement caractéristique est la mise de capital dans la production des tapis. Auparavant, en 1890, la mise de capital était à peu près la même pour les tapis de prix et pour les tapis à bon marché. Pour les premiers, la proportion du capital fixe était de 3,15/1, pour les autres de 3,44/1. Mais avec l'accroissement de la demande des tapis de prix, la mise de capital est descendue à 1,63/1, tandis que l'augmentation de la production des tapis simples portait cette proportion du capital fixe et des salaires à 4,36/1.

Cette particularité de la production des articles de luxe s'explique non seulement par le fait que la demande limitée exclue la grande production, mais encore par le fait que la consommation des articles de luxe naît de la vanité des riches : ils veulent briller avec des objets que d'autres ne possèdent pas, c'est-à-dire qui ne peuvent être reproduits.

Mais la principale dépense des classes riches vient des

(1) Il va de soi que la grande masse consomme aussi des produits obtenus par le travail à la main (par exemple des habits, des aliments) et qu'elle a recours aux services de domestiques, mais l'extension de la consommation s'effectue surtout par les articles qui demandent un capital fixe considérable.

services personnels de toute sorte qu'elles réclament et qui ne demandent aucun ou ne demandent qu'un faible capital fixe : tous les genres de domesticité, les concerts, les bals, les théâtres, absorbent une partie considérable du budget. Ainsi, d'après Hampke, un banquier disposant d'un budget de 75.000 marks, dépense 14,7 0/0 pour les domestiques, 33,4 0/0 pour la « distraction » (où les plaisirs tiennent la première place), 7,4 0/0 pour des cures ; en d'autres termes, les besoins de luxe (non compris les dépenses pour articles de luxe) absorbent plus de la moitié du budget total (1).

L'analyse du budget ouvrier montre au contraire que l'augmentation de celui-ci s'accompagne d'une réduction relative des dépenses pour les objets d'alimentation, dont la production demande le moindre capital fixe et amène un accroissement des dépenses pour les objets de fabrication industrielle. Même le besoin croissant d'instruction, de culture personnelle, amène moins un plus grand appel aux services personnels des artistes, etc., qu'une plus grande demande de livres, de tableaux, de journaux, etc. Un certain accroissement du besoin de théâtre, de musique, etc., accentue sans doute la demande de certains services personnels, mais non pas dans les mêmes proportions ni dans le même sens que les besoins accrus des classes riches : celles-ci réclament principalement les services de serviteurs domestiques, elles achètent des tableaux pour leur usage *personnel*, etc.

Tandis que, dans les classes riches, il y a augmentation des dépenses pour la domesticité et la « distraction », les dépenses accrues chez les ouvriers sont celles qui vont à la

(1) Karl Hampke, *Das Ausgabebudget der Privatwirtschaften*. Iéna, 1888, p. xxxv.

satisfaction des besoins matériels (au confort), à l'achat de livres, de journaux, etc. (1).

Ainsi les dépenses des ouvriers de Berlin s'élèvent pour les besoins autres que les besoins matériels, avec un budget de 900-1.000 marks à 13 marks 91, pour les livres et les journaux à 5 marks; avec un budget de 2.300-2.400 marks, elles s'élèvent pour les besoins non-matériels à 158 marks, pour les livres et les journaux à 16 marks 6.

Le revenu total de la société capitaliste se divise en trois parts : une part est consommée par les ouvriers sous forme de salaires, l'autre est consommée par les capitalistes, la troisième est employée à des instruments de production et de circulation ; plus cette dernière part est considérable, plus la production, s'il y a extension du marché, prend de vastes proportions. Nous avons montré que l'extension du marché intérieur, non seulement pour les objets de consommation mais encore pour les instruments servant à la production de ces objets, est d'autant plus considérable que la consommation ouvrière s'accroît davantage aux dépens de la consommation capitaliste.

Mais la question de l'accroissement de la consommation ouvrière n'est pas si simple qu'il semble au premier abord. Tout d'abord la question se pose de savoir s'il s'effectue aux dépens de la consommation capitaliste ou aux dépens des instruments qui doivent servir à poursuivre la production. Deuxièmement, si l'élévation des salaires n'entraînerait pas la hausse des prix pour les produits fabriqués et ne favoriserait pas la concurrence étrangère.

Lorsque les salaires ouvriers augmentent, la part que reçoivent les ouvriers de la somme des produits dus à leur

(1) La proportion du capital fixe dans l'industrie des articles de bureau aux Etats-Unis s'élève à 8,7/1, dans l'imprimerie à 4/1.

travail peut s'accroître soit aux dépens de la part des capitalistes, soit aux dépens de la part destinée à l'extension du capital fixe et de la production. En théorie, cette dernière possibilité est également réalisable, mais en fait, elle ne se réalisera pas tant qu'il sera possible de restreindre la consommation capitaliste.

Nous avons déjà dit que la concurrence des capitalistes entre eux les oblige constamment à accroître leur capital pour être à la tête de la production. Les capitalistes qui consomment une si grande partie de leur plus-value que l'accumulation du capital entre leurs mains s'en trouve ralentie, sont tout simplement refoulés par les capitalistes « plus économes », qui accumulent du capital, serait-ce au prix d'une plus grande limitation de leur consommation personnelle (1).

Une telle sélection s'effectue, par exemple, dans la classe des propriétaires fonciers en Russie. Avec le servage, la noblesse russe n'avait pas besoin d'accumuler du capital. Au contraire, tous les produits fournis par les serfs devaient être consommés sous une forme ou sous une autre par les propriétaires fonciers. La concurrence ne pouvait chasser ces propriétaires de leurs biens. Les habitudes et les traditions nobles ont survécu à l'abolition du servage, alors que les conditions de l'économie capitaliste nécessitaient l'accumulation du capital en vue de la lutte pour le marché.

L'habitude « distinguée » de « dépenser » tout le revenu des terres a fait que le groupe des propriétaires nobles, malgré tous les dons gratuits du gouvernement, est obligé de

(1) On voit quelle est pour le capitaliste la nécessité de l'accumulation constante du capital par le fait que le nombre des millionnaires américains diminue, dans les villes d'eaux européennes, aux époques de crise. La dépense de quelques bil[illegible] de mille[illegible] pour un voyage est pourtant une vétille pour un millio[illegible]aire.

vendre ses terres à des marchands, à de petits bourgeois et à des paysans qui n'ont pas hérité des habitudes nobles et ne les ont pas acquises.

L'éviction rapide de la noblesse par les commerçants et les paysans nous apparaît comme une sélection de personnes capables d'assumer la charge d'accumuler du capital. Cette sélection s'opère partout dans la classe capitaliste et elle empêche le ralentissement du procès d'accumulation que pourraient amener la restriction du capital fixe et l'accroissement de la consommation personnelle des capitalistes. La consommation des capitalistes s'accroît toujours uniquement aux dépens de la part qui revient à la classe ouvrière dans le revenu national et aux dépens du rapide accroissement de ce dernier.

Les salaires ouvriers peuvent-ils augmenter sans léser la production, ou sans la restreindre par suite de la concurrence des produits étrangers vendus à meilleur compte ? Les salaires n'augmentent pas simultanément dans toutes les branches de production, mais seulement là où les ouvriers sont organisés et mieux en état de défendre leurs intérêts ; leur élévation dans cette branche de production amènera donc une baisse relative des dividendes et le capital se portera ailleurs.

La lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation en est encore à ses premiers stades de développement. Pourtant, ils prennent toujours de plus en plus conscience de cette vérité que, dans cette lutte, les intérêts des ouvriers du monde entier sont solidaires les uns des autres. Dans la mesure où se développera le trafic international et la dépendance économique réciproque des divers pays, la nécessité pour les ouvriers de tous les pays capitalistes d'une action commune, même dans la lutte économique, apparaîtra

de plus en plus nettement. Il est probable que, dans un avenir prochain, nous verrons des alliances internationales dans la lutte économique et que l'Internationale ouvrière redoublera d'activité.

L'intérêt des ouvriers, c'est d'avoir la plus grande part dans les produits de l'économie nationale. L'intérêt des capitalistes, c'est d'avoir cette plus grande part pour eux. Quel rapport doit exister entre les parts de chaque classe sociale, si l'on veut assurer le plus grand développement possible des forces de production ?

L'analyse de la consommation capitaliste et de la consommation ouvrière montre que le développement de celle-ci aux dépens de la première favorise en même temps le développement des forces de production.

Les forces productives du pays se répartissent, dans la mesure de leur développement, suivant une certaine proportion, entre les différentes branches industrielles, entre la production des objets de consommation immédiate et celle des instruments de production. L'accumulation du capital doit donc s'accompagner d'une extension proportionnelle de toutes les branches de l'économie nationale. Il est clair que la production des objets de consommation immédiate doit s'accroître avec l'accumulation du capital; sinon, il n'y aurait pas de débouché pour les instruments de production (cela résulte de la critique faite plus haut de la théorie de Tougan-Baranowsky). Par conséquent, dans l'intérêt du plus grand développement possible des forces productives, la part des objets de consommation immédiate doit augmenter proportionnellement à l'accumulation du capital.

Or, nous avons montré plus haut que les conditions sont d'autant plus favorables au développement des forces productives que la quantité d'objets de consommation immédiate

consommée par les masses est plus considérable et que celle que consomment les capitalistes l'est moins.

Le plus grand développement possible des forces productives du pays, quand bien même celui-ci disposerait d'énormes moyens de production, ne peut se réaliser dans l'ordre capitaliste. La consommation insuffisante de produits par la classe ouvrière amènera continuellement des crises périodiques, subies par tous les pays capitalistes. La lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation est donc un des principaux agents qui favorisent le développement des forces de production du pays ; elle élargit le marché intérieur non seulement pour les objets de consommation immédiate, mais surtout pour les moyens de production et de circulation.

II

Les produits de chaque société sont consommés en partie par les ouvriers, en partie par les capitalistes et, en partie, par la continuation de la production. Par suite, les forces productives du pays se répartissent en trois parts : une part pour la production des objets de consommation ouvrière, une part pour celle des objets de consommation capitaliste et la troisième, enfin, pour les instruments de travail.

Les ouvriers reçoivent leur part d'objets de consommation sous forme de salaires. Les conditions dans lesquelles la force de travail s'échange sur le marché contre une certaine quantité d'objets de consommation, ont été si brillamment exposées par Marx dans *Le Capital* qu'il est superflu d'y insister.

Avec le développement des forces productives, la quantité des produits obtenus s'accroît rapidement. Comme la consommation ouvrière lui reste toujours beaucoup inférieure,

comme, en outre, la concurrence oblige les capitalistes à augmenter leur capital aux dépens de la consommation personnelle, les forces productives de la société s'accumulent rapidement ; en même temps, la situation des ouvriers s'améliore à mesure que les organisations ouvrières se consolident.

Mais est-il possible que la part faite aux ouvriers dans les produits du travail national augmente ? Quelques-uns répondent non ; l'élévation des salaires, disent-ils, amène le renchérissement des produits et le salaire réel de l'ouvrier reste le même. Cela n'est pas exact.

Supposons que les ouvriers d'un pays produisent pour 400 millions de francs et qu'ils reçoivent 100 millions de francs de salaires, le quart de la production totale. Si les salaires augmentent du double, et qu'en même temps, la valeur des produits s'élève à 500 millions de francs, les ouvriers reçoivent toujours plus qu'auparavant. Ils ont maintenant les deux cinquièmes de la production totale au lieu du quart, donc un vingtième de plus. Aux dépens de quoi s'effectue cette augmentation ? Naturellement, avant tout, aux dépens de la part des capitalistes. D'autre part, il y a également, dans la société, différentes classes dont le salaire ou le traitement ou le revenu n'augmente pas, alors qu'elles souffrent du renchérissement de la vie. La part faite à ces classes dans la production totale est également diminuée.

III

La statistique des budgets ouvriers de Berlin nous représente la consommation d'une famille ouvrière de la façon suivante (1).

1) *Berliner Statistik*, publiée par l'Office de statistique de la ville de Berlin, 3e fasc., 1904.

Sur 1.000 marks les familles composées de 4 personnes (elles étaient 231) dépensaient :

Revenu	Logement	Chauffage	Eclairage	Habits et chaussures	Nourriture et boisson	Livres et journaux	Distractions	Tramways et chemins de fer	Café et restaurant	Autres dépenses
De 900 à 1.000 M.	216,2	27,3	13,3	22,7	585,1	15,0	6,4	8,0	9,7	—
» 1.000 » 1.200 »	213,8	29,2	12,3	62,2	521,0	10,5	4,2	14,8	5,9	3,4
» 1.200 » 1.400 »	188,4	31,8	12,0	57,8	525,8	10,9	13,3	19,0	6,2	2,5
» 1.400 » 1.600 »	169,4	29,8	12,0	69,1	527,2	11,6	12,6	15,3	7,5	4,7
» 1.600 » 1.800 »	168,5	29,2	10,6	82,2	500,0	12,5	14,5	20,2	10,3	5,3
» 1.800 » 2.000 »	153,6	28,7	9,0	91,6	485,4	9,8	18,3	21,2	16,5	8,4
» 2.000 » 2.200 »	146,1	24,5	9,2	97,0	483,9	13,0	18,0	21,5	10,4	11,7
» 2 200 » 2.400 »	159,1	18,4	17,1	97,5	445,0	10,8	22,0	18,1	16,8	7,0
» 2.400 » 2.600 »	145,2	30,5	12,1	102,7	386,6	15,1	37,2	17,4	25,6	7,8
» 2.600 » 4.000 »	136,6	33,0	10,6	70,8	392,5	11,2	29,5	18,7	38,0	43,4

Les familles de trois personnes (elles étaient 115) dépensaient sur 1.000 marks :

Revenu	Logement	Chauffage	Eclairage	Habillement	Nourriture et Boisson	Repas au restaurant
De 900 à 1.200 M. . .	221,4	34,7	11,2	66,0	435,4	0,3
» 1.200 » 1.400 » . . .	186,2	35,3	12,4	57,0	505,5	12,0
» 1.400 » 1.600 » . . .	176,3	32,0	10,2	65,4	491,4	2,8
» 1.600 » 1.800 » . . .	169,9	32,6	11,5	75,6	453,0	15,3
» 1.800 » 2.000 » . . .	162,7	30,0	10,7	72,1	455,7	11,0
» 2.000 » 2.200 » . . .	153,3	24,5	9,0	76,6	422,6	28,2
» 2 200 » 2.400 » . . .	178,1	29,8	8,9	73,9	440,9	4,2
» 2.400 » 2.600 » . . .	177,8	32,2	13,6	77,2	369,4	48,5
» 2.600 » 2.900 » . . .	232,0	21,2	7,8	75,2	324,0	20,5

Il résulte de ces données qu'avec l'augmentation du revenu les dépenses d'habillement, de tramway et de chemin de fer, les dépenses faites pour s'instruire et se distraire

augmentent. Le chiffre relatif des dépenses d'alimentation diminue. Or, nous avons vu que précisément l'industrie des objets d'alimentation ne demande qu'un faible capital fixe, tandis que ce capital fixe est bien plus considérable dans les industries qui produisent les vêtements ou dans les branches des moyens de transport.

L'élévation du revenu ouvrier détermine donc le sens dans lequel s'effectue la répartition des forces productives : une fraction de plus en plus grande en est dépensée pour la production des instruments de travail dont ont besoin les industries produisant les articles de grande consommation.

L'analyse des budgets de toutes les classes sociales montre que, lorsque le revenu augmente, la consommation des produits industriels s'accroît, tandis que celle des produits agricoles subit une diminution relative. Il doit, par suite, se produire un glissement de l'agriculture à l'industrie dans la répartition des forces productives. Mais il est très important de savoir *quel* est le revenu accru : celui des ouvriers ou celui des capitalistes ? L'accroissement du revenu ouvrier favorise le développement économique en ouvrant les voies au progrès technique ; l'accroissement de celui des classes riches entrave ce progrès, car il demande une plus grande dépense de force humaine et gaspille beaucoup de travail.

L'élévation du revenu des paysans et des artisans devrait, au fait, provoquer la multiplication de leurs instruments de travail, si l'extension de leur économie pouvait se faire autrement qu'aux dépens du voisin. Une famille de paysans peut avoir besoin de meilleurs instruments de production si ses terres prennent de l'extension ; sinon, ces instruments de travail lui sont presque inutiles. Sur une surface de deux à trois hectares on ne peut ni labourer avec dix chevaux au lieu de labourer avec deux, ni se servir de machines agri-

coles perfectionnées. Aussi l'accroissement du revenu n'amène-t-il une extension de la consommation économique aux dépens de la consommation personnelle que chez les paysans assez aisés pour pouvoir donner de l'extension à leurs terres.

On entend souvent dire : que signifie donc la lutte pour l'élévation des salaires ouvriers ? en quoi cela intéresse-t-il la « société » ? Nous venons de voir que la lutte des ouvriers pour de meilleures conditions d'existence est, *en même temps, la lutte pour le développement économique*, que le Progrès en général en dépend étroitement...

CHAPITRE XVII

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

I

Le problème du développement de l'économie nationale et de ses tendances est le problème fondamental de la sociologie. Qu'on se rappelle seulement que les programmes des différents partis reposent sur leurs vues différentes sur les tendances du développement de l'économie nationale. Que l'évolution économique soit régie par des lois, presque tout le monde le reconnaît; mais le caractère et le sens de cette évolution sont déterminés de façons différentes. Ainsi, en Russie, les marxistes considèrent que, dans les conditions données, le développement du capitalisme est inévitable, les économistes dits « narodnikis » (nationalistes), au contraire, contestent cette nécessité de l'emprise capitaliste, au moins pour ce qui est de l'agriculture. De même, la question est très controversée de savoir si, avec l'intensification de l'exploitation, le productivité du travail augmente ou diminue. Et pourtant de la réponse à cette question dépend l'explication de la crise agraire de même que l'avenir de l'évolution agricole.

Très confuse est restée la question de la répartition des forces productives dans un pays. On sait sans doute que le nombre des travailleurs agricoles diminue de plus en

plus. Pourtant, on n'a pas encore analysé la répartition des forces de la population *non-agricole*. Et on ne peut nullement se faire une idée claire de l'évolution économique uniquement par le mode de répartition des forces productives entre la ville et la campagne. Ainsi, la proportion de la population agricole est presque la même en Allemagne et aux Etats-Unis ; n'empêche que le caractère de l'évolution économique en Allemagne et aux Etat-Unis soit différent : alors qu'on a dans les Etats-Unis le principal exportateur de céréales, l'Allemagne, elle, importe des céréales.

L'analyse géniale donnée par Marx du développement économique se fondait principalement sur des faits empruntés à l'économie anglaise, qui était encore alors complètement à part. Aujourd'hui, le capitalisme s'est étendu à tous les pays du monde. La comparaison du développement du capitalisme dans les différents pays et dans des conditions différentes permet de vérifier les conclusions auxquelles Marx est arrivé par l'analyse, ce qui était auparavant impossible. Comme nous allons le voir, les principales conclusions de Marx se trouvent ainsi confirmées. Par contre, ne subsistent pas à l'épreuve certaines déductions de ses disciples qui ont essayé de développer encore la théorie de l'économie politique.

D'excellentes données pour l'étude comparative du développement capitaliste nous sont fournies par les recensements industriels. Nous allons les considérer d'un peu près.

II

Si l'on analyse la répartition des forces productives dans les différents pays en se fondant sur les recensements industriels, il faut avant tout ne pas oublier qu'ils n'ont pas été

faits suivant la même méthode. Mais, comme nous ne considérons que les principaux résultats, en apportant quelques corrections nous pouvons, en général, considérer ces données comme comparables.

La répartition générale des forces productives en France, en Allemagne, en Angleterre et au pays de Galles, aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord et en Russie est exprimée par le tableau suivant (1) :

Nombre de travailleurs	Angleterre et Pays de Galles	Etats-Unis	Allemagne	France	Irlande	Russie
	(En p. °/₀ de la population totale)					
	1891	1890	1895	1891	1891	1897
Dans l'agriculture . .	4,6	14,4	16	17,7	19,9	(2) 14,6(29)
Dans l'industrie . . .	25,3	8,7	16	12,3	13,9	4,1
Dans le service de la circulation, dans le commerce	4,8	5,3	4,5	5,9	1,8	1,9
Domestiques personnels et sans profession. .	6,6	7	4,9	4,5	5,4	3
Professions libérales, service public et armée.	3,2	5,5	2,9	2,1	4,6	1,9
	44,5	36,3	44,2	45	42,5	(40,1)

(1) Pour la France, cf. *Statistique générale de la France*. Résultats du dénombrement de 1891. Troisième partie. Paris, 1899. Pour l'Allemagne : *Statistik des Deutschen Reiches*, t. III, 1899. Pour l'Angleterre : *Census of England and Wales et Census of Irland de 1891*, cités dans la « Statistik des Deutschen Reiches ». Pour les Etats-Unis : *Report on population of the U. St.* Pour la Russie : *Tableau général du recensement de 1897*, Saint-Pétersbourg, 1905.

(2) Le pourcentage du « nombre de travailleurs » indiqué pour la Russie est pris très bas, près de deux fois plus bas que dans les autres pays. En réalité, si l'on considère toute la population vivant de l'agriculture, il faut doubler la proportion des travailleurs agricoles, l'élever de 14,6 à 29.

Considérons les chiffres de la première colonne, le pourcentage des travailleurs agricoles. Ils ne contredisent pas seulement les idées généralement répandues sur le rôle et l'importance de l'agriculture dans les différents pays, mais encore, semble-t-il, la situation de ces pays sur le marché mondial. L'Angleterre, l'Allemagne et la France ne produisent pas suffisamment de céréales et en importent d'autres pays. Notre tableau comprend deux de ces pays exportateurs : les Etats-Unis et la Russie. Mais, tandis que la Russie, sous le rapport de la population agricole, vient au premier rang, les Etat-Unis occupent l'avant-dernier. En Angleterre et dans le pays de Galles seulement il y a dans l'agriculture une moindre proportion de la population totale qu'aux Etats-Unis. Dans les « pays industriels » tels que la France et l'Allemagne, qui importent des céréales, la proportion de la population agricole est la même que dans le « pays agraicole » que sont les Etats-Unis d'Amérique. En Irlande, nous trouvons une proportion relativement plus considérable, bien que les fermiers irlandais aient émigré en très grand nombre.

La Russie, qui présente la plus grande proportion de travailleurs agricoles, exporte des céréales. Mais, si l'on considère que cette exportation a lieu surtout aux dépens de la consommation intérieure, il est douteux que la Russie (à l'exception des régions frontières du sud et du sud-est) produise réellement un « excédent de céréales ».

Parmi les pays indiqués, les Etats-Unis constituent donc en quelque sorte une espèce de fait unique : malgré la faible proportion des travailleurs agricoles, ils exportent, bon an mal an, une quantité énorme de céréales et font même baisser les prix dans les « pays industriels ». On sait que la crise agraire en Europe est attribuée, non sans raison, à la

concurrence transatlantique. Mais comment s'explique cette concurrence ?

Dans son intéressant ouvrage : *La politique coloniale*, Parvus se demande : « D'où est venue la supériorité agricole de l'Amérique ? » Et il répond : « On parle toujours de la culture *extensive* qui y est pratiquée. Sans doute, le sol, si son rendement y est moindre, y demande aussi moins de travail. Voici pourtant l'essentiel : c'était un *sol libre*, un sol qui ne subissait pas encore de *rente foncière*. Les Américains n'avaient pas de propriétaire foncière à payer » (p. 34).

« Mais, continue Parvus, si bon marché que fût la production des céréales, le transport par delà l'océan était toujours difficile et coûteux... Aussi une autre condition de la concurrence américaine, en fait de céréales, sur les marchés européens, était-elle le développement de la *navigation à vapeur* (1). »

Parvus explique donc la concurrence américaine d'abord par l'existence de la terre « libre », non grevée par la rente foncière et, en second lieu, par le développement des moyens de transport.

Mais, on sait que le taux de la rente foncière est déterminé par celui des prix des céréales et il s'agit d'abord d'expliquer pourquoi, en Amérique, les prix étaient bas. De même, dire que les prix de transport sont devenus moins onéreux ne signifie rien ; il n'y eut pas exportation de céréales d'Europe en Amérique, mais au contraire. Or, pourquoi l'Amérique pouvait-elle vendre ses céréales à bon marché et les embarquer pour l'Europe ?

« Une autre condition plus importante de la concurrence américaine, poursuit Parvus, a été l'*émigration européenne*.

(1) PARVUS, *La politique coloniale et l'effondrement du régime capitaliste*, p. 49 (en russe).

Sans le torrent humain que l'Europe y déversa, ces contrées n'auraient même pas été défrichées. Et c'est là le facteur décisif. Le fermier irlandais et le paysan allemand ont créé la *concurrence américaine en fait de céréales* » (1).

Oui, pourquoi donc les fermiers irlandais et les paysans allemands n'étaient-ils pas en mesure de produire autant dans leur pays natal qu'en Amérique, d'où ils pourvoient ce pays natal de céréales ? Et cela, malgré le faible rendement du sol en Amérique !

Les arguments de Parvus sont également donnés par Kautsky dans sa *Question agraire*. Kaustky ajoute encore que le sol vierge de l'Amérique ne demande pas de fumure. Cet argument non plus ne vaut pas. Car le sol américain « demande » à être fumé au même titre que celui d'Europe. Le faible rendement obtenu en Amérique prouve seulement que les agriculteurs d'Amérique n'ont pas avantage à la fumure.

Ni Kautsky ni Parvus ne voient la véritable cause de la concurrence transatlantique. Et pourtant, il suffit, pour la dégager, de considérer le tableau ci-dessus. Alors que le territoire des Etats-Unis est plusieurs fois plus étendu que celui de chacun des Etats européens, il est cultivé par un nombre moindre de personnes que celui de beaucoup de « pays industriels » à population dense. Ce petit nombre de travailleurs agricoles ne peut naturellement pratiquer qu'une culture *extensive*. Mais, même avec ce mode d'exploitation, il serait impossible de venir à bout de la tâche sans une technique perfectionnée. La Russie a, elle aussi, une culture extensive. Mais comme la technique agricole y est très défectueuse, le travail du sol y demande une

(1) *Ibidem*.

proportion considérable de la population. Une technique très développée est nécessaire si l'on veut cultiver avec un nombre relativement restreint de travailleurs ces champs à perte de vue. Ses *meilleurs outils* permettent à l'agriculteur américain de cultiver une bien plus grande superficie que le paysan russe avec ses instruments primitifs. D'autre part, la superficie cultivée par un ouvrier américain est, grâce à l'exploitation *extensive*, supérieure à celle que cultive un ouvrier européen. La Russie a une culture extensive mais une technique primitive; l'Europe occidentale a une meilleure technique, mais une culture intensive. Les Etats-Unis réunissent les deux conditions de grande productivité : technique perfectionnée et culture extensive. Aussi peuvent-ils pourvoir de céréales non seulement leur marché, mais encore les marchés extérieurs.

Considérons la répartition des forces productives de chaque pays relativement à sa superficie et la tendance générale de l'économie nationale et mondiale apparaît encore plus nettement.

Dans les pays capitalistes de l'Europe occidentale, qui ont une population plus dense que les Etats-Unis, mais où la proportion des travailleurs agricoles est *la même*, il y a, par unité de surface, plusieurs fois autant d'ouvriers qu'aux Etats-Unis. Avec l'accroissement de la population, le nombre des travailleurs agricoles relativement à la superficie s'est accru en Europe. Ce n'est que la concurrence transatlantique qui, en faisant baisser le prix des céréales, a arrêté ce développement et amené, en même temps, une importation croissante de céréales. Donc, bien que dépensant beaucoup plus de travail par unité de surface, les peuples européens doivent acheter des céréales à l'étranger.

Aux Etats-Unis, par contre, la production et l'exportation

de céréales dépassent l'accroissement du chiffre absolu de la population. Le progrès technique accroît la productivité du travail. Aussi les Etats-Unis ont-ils pu longtemps, malgré la diminution relative de la population agricole, exporter des quantités de plus en plus grandes de céréales. En Allemagne, l'importation des céréales a augmenté, bien que la population agricole restât la même (en 1882 il y avait 8.236.500 travailleurs qui s'occupaient d'agriculture ou de pêche, en 1895 ils étaient 8.282.700). En d'autres termes : la production des céréales ne s'est pas accrue aussi vite que la population.

Ces faits nous permettent de discerner quelques-unes des causes qui régissent la répartition des forces productives entre les différents pays. En Angleterre, en Allemagne et en France, la population agricole diminue, non seulement parce qu'il y a, dans ces pays, développement des forces de production, non seulement parce que différentes branches industrielles ont cessé d'être des exploitations domestiques pour devenir des industries autonomes, mais encore parce qu'une partie des moyens d'alimentation nécessaires sont importés. Par contre, la population agricole des Etats-Unis diminue par suite de l'accroissement de la force de *production agricole.*

C'est surtout le capitaliste qui bénéficie du développement des forces productives. Si la force de production s'accroît rapidement, l'accumulation du capital est également très rapide. Aussi le capitalisme doit-il progresser plus vite dans un pays comme les Etats-Unis d'Amérique que dans l'Europe occidentale, où le travail agricole est moins productif.

Sans doute, les propriétaires fonciers et les capitalistes cherchent à compenser la diminution de la plus-value par l'abaissement des salaires ouvriers. Mais ils ne font par là que restreindre le marché intérieur et, par suite, arrêter également le développement du capitalisme.

Dans l'agriculture, la baisse de la productivité du travail à mesure que l'exploitation devient plus intense fait croître la rente foncière. Plus l'agriculture européenne dépense de travail comparativement à ceux qui cultivent des terres nouvelles, plus la part que se réservent les propriétaires fonciers dans la production nationale est considérable, plus celle qui peut être dépensée en moyens de production agricole est par suite restreinte, et plus le capital préfère se porter vers de nouveaux placements. Naturellement, les propriétaires fonciers mènent une lutte toujours plus énergique contre l'importation des céréales, bien qu'ils puissent de moins en moins pourvoir aux besoins de la population. Mais il n'y a pas de droits de douane qui puissent supprimer le fait de la moindre productivité du travail dans l'agriculture. Ainsi, le développement agricole influe sur l'ensemble des forces productives et, en particulier, sur l'industrie.

III

Si nous comparons la répartition des forces productives dans chaque pays avec le développement du capitalisme, nous rencontrons partout la diminution relative de la population agricole et l'augmentation du nombre de ceux qui sont occupés dans l'industrie, la circulation et les professions libérales. C'est ce que montre le tableau suivant, où la proportion est indiquée pour cent :

	Industrie et mines		Agriculture		Commerce et circulation		Armée, services publics, professions libérales	
	1891	1881	1891	1881	1891	1881	1891	1881
Angleterre . .	25,3	24,5	4,6	5,3	4,8	3,8	3,2	2,5
	1890	1880	1890	1880	1890	1880	1890	1880
Etats-Unis . .	8,1	8,1	14,4	16,0	5,3	3,7	1,5	1,2
	1895	1882	1895	1882	1895	1882	1895	1882
Allemagne . .	16,0	14	16	18,2	4,5	3,5	2,9	2,3

Dans les autres pays d'Europe, le déplacement entre population agricole et population industrielle s'effectue de la même façon : la population industrielle s'accroît aux dépens de la population agricole.

Par conséquent, l'armée de réserve est fournie par la population rurale refoulée hors de l'agriculture. L'industrie et la circulation demandent de plus en plus de forces, mais elles ne sont pas en mesure d'absorber la population déversée par l'agriculture. L'armée de réserve augmente par suite de l'accroissement absolu et relatif de la population industrielle.

Le développement du capitalisme dissout l'économie paysanne et fournit un excédent de travailleurs aussi bien pour l'industrie que pour la circulation et le commerce. Les capitalistes peuvent être tranquilles, ils trouveront toujours assez d'ouvriers, les propriétaires fonciers qui ne se soucient pas des capitalistes, qui sont, au contraire, dépités de voir ceux-ci leur « enlever » leurs ouvriers, chassent en réalité eux-mêmes une quantité toujours plus grande de travailleurs agricoles vers les villes ou les colonies. La répartition ainsi effectuée des forces

productives pèse sur la classe ouvrière comme un lourd fardeau : les travailleurs chassés de la campagne font concurrence aux ouvriers de l'industrie et rendent plus difficile la lutte de ceux-ci pour de meilleures conditions de travail.

Le nombre relatif des travailleurs occupés à la production des moyens d'alimentation diminue donc de plus en plus. Mais que font les travailleurs devenus libres ?

Les recensements industriels effectués en Allemagne fournissent la réponse à cette question.

Le nombre qui s'est le plus accru est celui des classes *improductives*, dans lesquelles je compte l'armée, les fonctionnaires, les rentiers et les gens de maison. Le nombre des « membres actifs » de ces groupes s'est accru, de 1882 à 1895, de 807.000 personnes (1).

En outre, le développement du capitalisme amène l'extension de la circulation et du commerce. Le nombre des personnes qui y sont occupées s'est accru de 737.000. Cette fraction de la population ne participe pas directement à la production, elle n'en est pas moins nécessaire avec un mode de production capitaliste. Son augmentation est étroitement liée à l'accroissement de la production des marchandises et de l'échange. Sans doute il y a, même au point de vue de la production capitaliste, assez de catégories qui sont superflues. Par exemple, les petits commerçants et les colporteurs. Mais ces catégories diminuent avec le développement du capitalisme.

Un accroissement considérable est celui des professions qui s'occupent de la production du capital fixe (2). Elles ont

(1) Et on n'a fait entrer en ligne de compte que les professions qui présentent un accroissement de plus de 10.000 personnes. Les autres, celles dont l'accroissement est moindre, n'entrent pas dans les calculs.

(2) Les ouvriers du bâtiment en font eux aussi partie. Bien que

gagné 773.000 personnes. Le nombre des travailleurs occupés dans l'industrie des objets de consommation a augmenté de 664.000.

Comme les objets de consommation tiennent une place considérable dans l'exportation, leur production ne s'est pas seulement accrue par suite de la plus grande consommation indigène, mais encore par suite de l'extension de l'exportation. La consommation des objets de fabrication dans le pays a moins augmenté que le nombre des personnes occupées dans l'industrie. Si l'on considère l'exportation et l'accroissement de la population, on peut admettre que la proportion des travailleurs occupés par la production des objets de consommation immédiate a à peine augmenté.

Outre les besoins physiologiques, il se constitue d'autres besoins, esthétiques, intellectuels, etc., et d'autres encore, provoqués par un genre de vie qui épuise les nerfs. Ces derniers sont satisfaits par l'alcool, la bière, le tabac, etc. Les travailleurs, dans ces branches industrielles, ont augmenté de 76.000 personnes. Plus considérable encore a été l'accroissement du nombre des travailleurs qui satisfont les besoins intellectuels ou qui s'occupent du soin de la santé; il a été de 222.000 personnes.

Toutes ces catégories de travailleurs se sont accrues soit grâce à l'augmentation de la population, soit aux dépens de la population agricole.

Nous voyons donc que le développement des forces productives provoqué par le progrès technique amène, dans

les maisons servent de logement et satisfassent par suite les besoins immédiats, elles n'en constituent pas moins, aux mains des propriétaires, un capital dont ils tirent revenu. Aussi n'avons-nous compté dans le groupe des ouvriers qui travaillent pour la consommation personnelle que ceux qui font les réparations et des ouvriers tels que les peintres, les décorateurs, etc.

l'ordre capitaliste, avant tout l'accroissement du nombre de ceux qui servent les intérêts du capitalisme en général ou de particuliers qui ne participent pas immédiatement à la production et vivent du revenu et de la rente foncière. De même la participation des rentiers à la production, que dirigent des employés, diminue de plus en plus.

Parmi ceux qui participent immédiatement à la production, ceux qui se multiplient le plus sont ceux qui produisent le capital fixe. L'accroissement de cette catégorie montre avec quelle rapidité s'effectue l'accumulation du capital. Si le nombre des travailleurs qui augmente était celui des travailleurs pour la consommation personnelle, on pourrait en conclure que la population utilise le développement des forces productives pour consommer davantage. Mais, comme nous l'avons vu, c'est la production des instruments de production qui augmente. La diminution relative de la production d'objets de consommation prouve que l'accroissement du capital fixe va bien plus vite que le développement de la consommation. Si l'on considère, en outre, que les classes improductives, qui se nourrissent également aux dépens de la consommation de la classe productive, se sont également accrues, il est évident que la consommation des couches productives subit une diminution relative. Or, comme la consommation de la classe capitaliste qui participe à la production augmente, la quantité de produits consommée par les ouvriers diminue de plus en plus. Grâce à la productivité croissante du travail, cette diminution n'est sans doute que relative ; bien que le nombre des ouvriers qui produisent les objets de grande consommation ait subi une diminution relative, leur *quantum* de consommation a cependant augmenté.

Par contre, il y a accroissement aussi bien absolu que relatif du nombre des travailleurs en vue de la satisfaction des

besoins esthétiques et intellectuels. Par suite, la grande masse du peuple est disposée à satisfaire ses besoins intellectuels aux dépens de ses besoins matériels. Les journaux, le théâtre, etc., deviennent les objets les plus indispensables de la grande consommation.

Nous avons déjà observé que la quantité *absolue* des produits obtenus s'est accrue. Mais nous considérons ici la répartition des forces productives indépendamment de la *quantité* des produits. Nous n'avons voulu qu'indiquer le sens dans lequel s'effectue la répartition des forces productives. Et celle-ci ressort de l'accroissement relatif du nombre des ouvriers dans les différentes branches de la production.

IV

L'économie nationale se caractérise de deux façons : par la production et par la consommation. Nous avons déjà donné, en analysant le procès de production, un aperçu général du procès de consommation. On peut, inversement, partir de l'analyse du procès de consommation pour dégager les tendances de la production ; toutes les marchandises, en effet, ou bien sont consommées directement, ou bien sont absorbées par la production.

Malheureusement, la statistique ne nous fournit sous ce rapport que très peu d'éléments. Mais les données déjà établies n'ont même pas été encore utilisées complètement.

La consommation personnelle s'exprime dans les budgets particuliers ; la consommation productive est bien plus difficile à établir. Il n'y a que les budgets paysans qui fournissent quelques éléments à cet égard. Pourtant, même avec les matériaux statistiques que nous avons, il est possible de

dégager les tendances générales de l'économie et d'en prévoir, dans une certaine mesure, la marche ultérieure. Nous allons vérifier, en nous fondant sur les budgets, les conclusions déjà tirées de notre analyse de la répartition des forces productives.

Une économie paysanne représente, à *certain* égard, toute une économie nationale en petit. Une partie de ses forces de travail produit des objets d'alimentation, en partie pour la consommation immédiate de la famille, en partie pour le marché. La différence entre les forces productives des différentes économies paysannes résulte de leurs instruments de production. Plus une famille dispose d'instruments de production, plus elle produit.

Si maintenant nous considérons les budgets paysans, nous trouvons que plus une économie est riche, plus la valeur relative et absolue des produits absorbés par la consommation économique est considérable et plus la consommation personnelle diminue *relativement* d'importance. Tscherbina (1) a parfaitement raison de dire : « 1° plus une famille de paysans est pauvre, plus la fraction de ses produits qu'absorbe la consommation personnelle est importante et moins il lui reste pour la satisfaction des besoins économiques ; 2° plus une famille de paysans est pauvre, plus la place que tiennent dans son budget en particulier les objets d'alimentation est considérable. »

Comparons une économie d'éleveurs avec une économie de cultivateurs et nous verrons que les besoins personnels chez les pasteurs sont encore bien plus grands que les besoins « économiques ». Il en résulte qu'avec le développement de la technique, une partie de plus en plus grande des res-

(1) *Les budgets paysans*, Woronesh, 1900 (en russe).

sources de l'économie est employée pour la reproduction et l'acquisition d'instruments de travail.

L'économie nationale est constituée par une série de telles économies et par d'autres qui emploient des forces étrangères. Mais, partout, le quantum de la consommation dépend du niveau de la technique. La différence entre économies paysannes et capitalistes sous le rapport de la consommation, c'est que, dans les premières, la consommation des membres de la famille constitue une partie d'autant moindre du revenu que la famille paysanne est plus riche ; dans les économies capitalistes, la fraction de la production totale qui revient aux ouvriers est d'autant moindre que le capital est plus considérable. L'économie nationale n'étant autre chose que la somme des différentes économies, le caractère de la consommation dans celles-ci détermine aussi celui de la consommation nationale.

Nous voyons donc que l'analyse des budgets particuliers continue les déductions que nous avons tirées de l'analyse de la production en Allemagne : diminution relative de la production d'objets d'alimentation (y compris l'importation) et accroissement relatif de la production du capital fixe. De même que dans l'économie globale, la consommation économique s'effectue aussi, dans les différentes économies, aux dépens de la consommation personnelle.

V

Nous avons constaté plus haut un accroissement considérable du nombre des travailleurs dans les branches de production, qui ont pour objet la satisfaction des besoins intellectuels et esthétiques. Ces besoins se sont-ils accrus chez les capitalistes ou chez les ouvriers ?

L'analyse des budgets ouvriers montre que les besoins intellectuels de la classe ouvrière ont augmenté.

Les besoins intellectuels peuvent être satisfaits lorsque le salaire dépasse un certain minimum. Doivent tout d'abord être satisfaits les besoins les plus pressants de nourriture, d'habillement et de logement, au moins jusqu'à un certain minimum. L'ouvrier qui a faim ne peut évidemment pas penser à ses besoins esthétiques. Mais une fois qu'il a pourvu, même tant bien que mal, à ces besoins les plus nécessaires, il commence à se procurer des journaux, des livres, etc. Et il y a, avec l'élévation du salaire, accroissement non seulement absolu, mais même relatif de ces dépenses. D'après l'enquête de Berlin, une famille ouvrière composée de quatre personnes et disposant d'un budget de 900 à 1.100 marks dépense de 4 marks 3 à 5 marks par tête en livres et journaux, tandis qu'avec un budget de 2.100 à 2.400 marks, ces dépenses sont de 16 marks à 18 marks 6. Qu'une famille ouvrière, gagnant 2.000 marks, ne sente pas la nécessité d'améliorer sa nourriture, son logement, etc., cela n'est pas admissible. Par conséquent, si les besoins intellectuels sont davantage satisfaits, c'est *aux dépens* des besoins matériels.

Ainsi, les budgets ouvriers jettent une vive lumière sur la répartition des forces productives de la société capitaliste à mesure que le capitalisme se développe. D'une part, il y a accroissement de la production des instruments de travail, à laquelle le capitaliste a recours pour pouvoir lutter avec succès contre la concurrence et obtenir un revenu plus élevé. D'autre part, la production augmente de plus en plus des objets destinés à satisfaire les besoins intellectuels et esthétiques, car il s'est produit un changement dans les besoins des masses ouvrières : les besoins intellectuels tiennent une place telle qu'ils sont satisfaits même aux dépens des autres.

Chaque classe sociale tire parti à sa façon du développement économique du pays. Les propriétaires fonciers emploient à leur façon leur revenu accru. Les capitalistes cherchent à augmenter le capital fixe pour rendre plus abondante leur source de bénéfices, bien que cela ne se puisse que par une diminution relative de la consommation personnelle de la classe capitaliste et surtout de la classe ouvrière. Les ouvriers tendent à satisfaire davantage leurs besoins de culture, en restreignant leurs besoins matériels.

La bourgeoisie cède donc de plus en plus sa première place dans la vie intellectuelle à la classe ouvrière, afin d'accroître son capital fixe ; la classe ouvrière se sert de son développement intellectuel pour s'affranchir. Chaque classe influe, sans le savoir, par ses besoins, sur la répartition des forces productives de la société et forge elle-même ses armes dans la lutte sociale.

VI

Depuis 1897, il n'y a pas eu en Russie de recensement industriel. Nous ne pouvons donc pas dire comment la répartition des forces productives s'est effectuée depuis lors. Par contre, une comparaison entre la Russie et l'Allemagne nous offre des vues intéressantes. Nous nous servons à cet effet du recensement industriel de 1895 en Allemagne et du dénombrement de 1897 en Russie.

Nous constatons qu'en Allemagne il y avait beaucoup plus de personnes employées dans les diverses industries qu'en Russie, 8.281.000 au lieu de 5.171.000. En revanche, la classe improductive, qui ne travaille ni dans l'industrie ni dans le commerce, est, en Russie, bien plus considérable qu'en Allemagne. On trouvait :

	En Russie	En Allemagne
Rentiers	1.355.000	1.288.500
Armée et marine.	1.132.000	630.900
Services publics	330.000	292.900
Total	2.827.000	2 212 300

Ainsi la population russe pauvre est obligée de nourrir un nombre plus considérable de personnes tout à fait improductives.

Par contre, le nombre des travailleurs dans les branches qui ont pour objet la satisfaction des besoins esthétiques et intellectuels est bien plus considérable en Allemagne qu'en Russie.

	Russie	Allemagne
Instituteurs	168.000	232.000
Typographes.	33 200	75 500
Relieurs	26.000	61.000
Théâtre, musique, etc. . . .	38 000	74.000
Total	265.200	442 500

En Russie, les classes improductives sont donc plus nombreuses qu'en Allemagne ; pourtant la Russie ne se distingue aucunement par le travail dépensé à la culture personnelle.

L'analyse des budgets nous a montré que les besoins intellectuels des masses augmentent avec l'aisance. Il est clair que, seule, la demande qui provient des masses peut faire croître le *nombre* des travailleurs. Il peut y avoir, en Russie, des talents isolés ; mais, pour satisfaire le besoin intellectuel du peuple il faut un grand nombre de travailleurs.

La répartition des forces productives détermine le développement d'un pays. En Russie, cette répartition est très mauvaise. La partie de beaucoup la plus grande de la population est occupée dans l'agriculture, où la productivité de son travail est faible. L'exportation des céréales ne se fait qu'au détriment de la consommation du peuple. En outre, il y a un

très grand nombre de personnes qui ne s'occupent absolument d'aucun travail productif.

Si le développement intérieur n'amène pas une nouvelle répartition des forces productives, ce sera l'œuvre du capital étranger. L'accumulation rapide du capital dans l'Europe occidentale commande la main-mise du capital sur la Russie et une nouvelle répartition des forces productives de ce pays.

Spontanément ou sous la pesée du capital étranger, la Russie doit, elle aussi, s'engager dans la voie qu'ont parcourue les autres pays. On observe déjà des indices de cette évolution...

CHAPITRE XVIII

LE CAPITALISME EN RUSSIE

Pour connaître le développement de l'économie nationale en Russie, nous étudierons la branche industrielle la plus importante, l'industrie minière, et nous verrons par là si l'évolution économique russe offre certaines particularités.

Les propriétaires de mines et les industriels métallurgistes constituent, parmi les entrepreneurs russes, le groupe le plus important. Ils sont forts non seulement par suite de leur organisation, mais encore grâce à l'accumulation de grands capitaux entre leurs mains. L'industrie minière et l'industrie du fer ont pris la plus grande partie du capital qu'ont réuni les sociétés par actions nouvellement constituées. Ainsi, en 1899, sur un capital nouvellement émis de 430 millions 8 de roubles, les sociétés minières et métallurgiques ont eu 188 millions 4 de roubles ; en 1900, sur 336 millions 8, 142 millions ; et en 1907, sur 192 millions, 71 millions 7 de roubles, etc. (1).

Ainsi, dans les derniers temps, plus du tiers du capital réuni est allé aux mines et aux forges. On voit quelle est l'importance de l'industrie minière et de l'industrie métallurgique. Et il faut encore considérer que les produits de la mine ont, pour l'industrie capitaliste, la même importance

(1) *Statistique des sociétés par actions en Russie*, 1908, fasc. VI.

que la matière première. Du développement de l'industrie minière et de la métallurgie dépend également le progrès de l'industrie en général. C'est pourquoi l'analyse du développement de l'industrie minière nous permettra de voir l'évolution générale du capitalisme en Russie.

I

En étudiant le développement capitaliste dans les différents pays, nous constatons que, malgré les différentes conditions géographiques et économiques, il s'effectue de la même façon.

Le capital s'insinue d'abord dans l'échange, où il apparaît comme capital commercial et transforme le métier en industrie du koustare. Celle-ci devient peu à peu l'industrie du travail à domicile.

En même temps, nous voyons beaucoup de capital employé au perfectionnement des moyens de transport et du crédit, rendu nécessaire par l'accroissement de la circulation. Le capital commercial *exploite moins le travail salarié* que l'industrie à domicile dans les campagnes et le travail du koustare. Ce n'est que peu à peu que le capital envahit aussi la sphère de la production. L'industrie minière est la première à s'organiser sur le mode capitaliste.

En Allemagne, les nouveaux placements de 1851 à 1871 se sont répartis comme il suit (1) :

Mines, forges et salines.	275.410.000 marks
Banques	94 650.000 »
Sociétés d'assurances	158.460 000 »
Chemins de fer.	1.722.440.000 »
Total.	2.250.960 000 marks

(1) W. SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*, t. II, p. 6.

L'industrie minière absorba 12 0/0 de la somme totale du capital par actions de cette époque.

De 1870 à 1875, le capital par actions se répartit entre les différentes branches industrielles de la manière suivante :

Mines, forges et salines.	394.950.000 marks
Banques	838.270.000 »
Sociétés d'assurances.	29.130.000 »
Chemins de fer.	778.010.000 »
Total.	2.040.360.000 marks

L'industrie minière a déjà 19,3 0/0 de la somme totale. De 1883 à 1889, les placements miniers constituaient déjà 33,3 0/0 du capital par actions. De même dans les années *quatre-vingt-dix*. Mais à cette époque, « le capital dut nécessairement se chercher de nouveaux placements. Il se porte vers l'industrie ». (1).

Nous voyons donc que le capital, en Allemagne, pénétra tout d'abord dans le commerce et la circulation et n'apparut que très peu dans la production. Avec l'accumulation du capital commence aussi l'envahissement de la production par le capitalisme, et cela dans un ordre de succession déterminé. La plus grande partie des placements va à l'industrie minière qui demande de plus en plus de capital. Cette succession du développement capitaliste des différentes branches industrielles ne s'explique pas seulement par la différence des conditions techniques de la production, mais encore par la place que tiennent les diverses branches dans l'économie nationale. Le développement de l'industrie minière est une condition nécessaire du développement de la production des machines dans d'autres branches industrielles. Aussi l'éviction du métier par le capitalisme doit-elle être plus consi-

(1) *Ibidem*, p. 20.

dérable là où l'industrie minière dispose déjà de gros capitaux. Puis, on constate une diminution *relative* du capital minier, les autres branches industrielles demandant de plus en plus des capitaux.

En Russie, la période où le développement est surtout considérable dans la circulation, a duré jusqu'aux années *soixante-dix* du siècle dernier. La somme totale de 1.115.600.000 roubles que réunirent les sociétés par actions de 1861 à 1874, se répartit de la façon suivante :

Chemins de fer. . . .	698.500.000 roubles	62 %
Banques et autres établissements de crédit.	226.900.000 »	20 »
Sociétés de navigation à vapeur	7.300.000 »	0,6 »
Sociétés minières . . .	24.300.000 »	2,2 »
Sociétés industrielles. .	104.600.000 »	10 »

Jusqu'aux années *soixante-dix*, les mines ne demandèrent donc, en Russie, que 2,2 0/0 du capital par actions. De même qu'en Allemagne, c'est le capital demandé par la circulation qui domine. Pendant les années *soixante-dix*, les placements miniers ne constituent encore en Russie que 5,3 0/0 de la somme totale du capital par actions. En Allemagne, par contre, l'industrie minière commence déjà à absorber de grandes sommes, ce qui ne se produisit en Russie que dans les années *quatre-vingt-dix*. Au commencement du xx^e^ siècle, les mines prennent déjà en Russie 39,4 0/0 de la somme totale du capital par actions, c'est-à-dire plus qu'en Allemagne pendant les années *quatre-vingt*, à l'époque où l'industrie minière absorbait la plus grande partie du capital industriel.

II

L'ordre de succession suivant lequel le grand capital en-

vahit les différentes branches industrielles a généralement induit les économistes en erreur : ils ont cru que certaines branches étaient réfractaires au capital. Ainsi les économistes russes prétendaient, pendant les années *quatre-vingt-dix* du siècle dernier, qu'il n'y avait pas de place en Russie pour le capitalisme, et qu'aussi bien il ne s'y développait pas, car il ne faisait que s'emparer de l'échange des produits et exploiter les producteurs autonomes, au lieu d'organiser lui-même la production. Cette « particularité » du capitalisme russe n'a pas non plus été étrangère, à une certaine époque, au capitalisme allemand.

Les économistes russes se fondaient sur un fait : la prédominance du capital commercial à ce moment.

En Allemagne, nous constatons que le capital n'a toujours pas pénétré dans certaines branches du métier et certains économistes en concluent que ces branches sont réfractaires au capital. Ainsi chaque stade de développement fait naître une nouvelle théorie de l'économie nationale, que l'on garde jusqu'à ce qu'elle soit réfutée par le cours de l'évolution. Comme, depuis les années *quatre vingt-dix*, le capital a conquis en Russie aussi certaines branches de la production, telles que les mines, les économistes russes dits « narodniki » ont quelque peu modifié leur théorie : ils ne nient plus le développement du capitalisme en Russie, mais ils prétendent toujours que l'industrie et l'agriculture lui sont inaccessibles.

Cet impressionisme scientifique provient de l'absence d'idée claire sur le cours de l'évolution capitaliste. Nous avons déjà montré que c'est d'abord l'échange et la circulation, puis l'industrie minière, qui sont organisés sur le mode capitaliste. Avec le développement de la production capitaliste, il y a surtout extension de l'industrie minière et de

l'extraction du fer. Cette différence dans la marche du développement capitaliste des différents pays apparaît principalement dans les chiffres qui expriment la production du charbon et du fer. D'après les tableaux de l'Annuaire statistique pour l'empire allemand, la *production du charbon*, évaluée par 1.000 tonnes métriques, a été la suivante :

	Etats-Unis	Allemagne	Russie	France	Angleterre
1887	118.524	76.233	4.534	21.288	164.721
1897	181.645	120.475	11.203	30.797	205.374
1907	435.779	205.722	26.001	35.989	272.129
1909	397.000	217.446	24.458	37.116	268.007

La *production du fer brut*, par 1.000 tonnes métriques, a été de :

	Etats-Unis	Allemagne	Russie	France	Angleterre
1887	6 520	4.024	602	1.568	7.681
1897	9.808	6.881	1.880	2.464	8.938
1907	26.195	12.875	2.819	3.590	10.277
1909	26.209	12.645	2.871	3 545	9.685

On voit que les Etats-Unis et l'Allemagne présentent le développement le plus considérable. La Russie occupe une place spéciale. La production dans de grandes proportions aussi bien du charbon que du fer brut y a commencé bien plus tard qu'ailleurs. Pourtant, le développement de la production du fer brut est aujourd'hui plus rapide en Russie qu'en France et même qu'en Angleterre.

III

Le développement de l'industrie minière dépend du caractère de la consommation et de ses produits. Celui-ci subit, avec le développement capitaliste, un brusque changement, qui caractérise le stade de l'évolution économique auquel le pays se trouve.

A l'époque de la prédominance du capital commercial,

lorsque la plus grande partie du grand capital est absorbé par la circulation, les mines travaillent surtout pour les moyens de transport, tels que chemins de fer, navigation à vapeur, etc. Du développement des voies ferrées et des constructions navales dépend aussi celui de l'industrie minière. Ce n'est que plus tard que celle-ci commence à fournir la matière première à d'autres branches industrielles.

Dans les années *soixante-dix*, les placements miniers ne constituaient que 5 0/0 de la somme totale du capital par actions ; au début du xx^e^ siècle, cette proportion était de 40 0/0. Et il faut remarquer que l'Etat russe, qui est le principal entrepreneur de chemins de fer, ne consomme encore que le quart du fer produit ; le reste va au « marché », ou est consommé par d'autres branches industrielles.

Les « narodniki » ont signalé à juste titre l'étroite solidarité qui existe entre le capital commercial et l'industrie minière. Mais ils en ont complètement méconnu l'importance. Ils n'ont pas vu que la même succession dans le développement capitaliste s'observe aussi ailleurs et que la Russie suit en réalité la voie commune, qu'ont parcourue les autres Etats capitalistes.

Le changement dans la nature des produits miniers consommés dépend de l'accumulation du capital et du développement du marché intérieur. Plus l'accumulation du capital est rapide et plus les besoins de la population sont considérables, plus le capital passe avec rapidité de la sphère de l'échange à celle de la production, plus celle-ci prend de l'extension.

C'est dans les Etats-Unis de l'Amérique du nord, où les deux conditions étaient réalisées, que le développement capitaliste a été le plus rapide. Le marché intérieur a pris rapidement de l'extension, en surface et en profondeur, c'est-à-

dire qu'il y a eu accroissement et du nombre des consommateurs et de la quantité de produits consommée par chacun. Dans ces conditions, l'industrie minière pouvait rapidement se mettre à travailler pour les autres branches industrielles. Son développement était par là assuré. Par contre, les conditions pour le développement de l'industrie minière furent moins favorables en Russie qu'aux Etats-Unis, quoiqu'elles fussent néanmoins plus favorables que par exemple en Belgique. Le marché russe est vaste, mais il n'est pas profond. L'énorme population assure à l'industrie russe un débouché étendu pour les produits qui sont devenus objets de grande consommation. Mais, par suite de la pauvreté de la population, peu de produits industriels sont consommés par le peuple ; aussi la grande industrie devait-elle se heurter bientôt à la faible puissance d'achat de la population.

Les énormes capitaux dépensés par le gouvernement pour la construction de voies ferrées ou pour le militarisme ont fait de lui le principal client des industriels miniers. Aussi ceux-ci se sont moins occupés de l'approfondissement du marché intérieur que des commandes gouvernementales. Plus tard seulement, lorsque celles-ci ne purent plus satisfaire l'industrie minière, les producteurs de charbon et de fer se mirent aussi à dire qu'il était nécessaire d'améliorer la situation de la population.

Naturellement, toutes les branches de l'industrie minière n'étaient pas également dépendantes des commandes gouvernementales. Les producteurs de naphte, par exemple, ont un grand intérêt à l'extension du marché intérieur et extérieur. Aussi bien, ils ont publié des études détaillées sur la situation du marché du naphte en Russie, qui présentent un tableau intéressant du développement de la consommation intérieure.

Le marché s'étend en surface lorsque de nouvelles économies entrent sans cesse dans la circulation. A cet égard, le marché du naphte est très développé, car le naphte est consommé partout, bien qu'en petite quantité. Mais l'intensité de la consommation dépend de la situation économique de la population. Ainsi le pétrole est consommé en différente quantité par les différents groupes de paysans, comme le montre clairement le tableau suivant :

Consommation du pétrole en pouds par économie	Chevaux de travail par économie			
	Gouvernem. de Poltawa	Gouvernem. de Toula	Gouvernem. de Jaroslawl	Moyenne pour les trois
0,5 poud et moins . . .	0,5	0,7	0,7	0,6
0,5 à 1,0 poud.	0,9	1,3	0,9	1,0
1,0 » 2,0 »	1,3	2,3	1,2	1,6
2,0 » 3,0 »	2,0	2,7	1,4	2,0
3,0 » 5,0 »	2,7	3,3	1,9	2,0
5.0 pouds et plus . . .	3,9	4,3	2,6	3,6

On voit nettement la solidarité étroite qui existe entre la situation économique de la population et la consommation du naphte. Bien que le pétrole serve à l'usage domestique et non à l'usage économique de la famille paysanne, sa consommation est d'autant plus considérable que l'économie est plus grande. La famille la plus riche achète dix fois plus de pétrole que la plus pauvre, qui n'a que quelques chevaux ou n'en a pas du tout.

Cette connexion entre la situation économique et la consommation de produits miniers apparaît plus clairement encore, si l'on suit la consommation des articles qui vont à la consommation économique, tels que le fer et l'acier. Car, plus la famille paysanne est aisée et plus son économie est étendue,

(1) *La consommation du naphte en Russie*, t. II, p. 176.

plus ses besoins économiques sont considérables, plus les dépenses faites pour des instruments de production sont élevées. Cette « loi » du développement de la consommation est si universellement reconnue et si solidement établie qu'il nous apparaît superflu d'insister.

Les familles paysannes ayant deux ou trois chevaux ne font nullement partie des plus riches. Pourtant la consommation de pétrole y est bien plus grande que dans les familles plus pauvres. On voit quelle perspective de développement s'ouvre au capitalisme russe si la situation économique de la masse du peuple s'améliore. On voit aussi pourquoi le développement capitaliste est bien plus rapide aux États-Unis qu'en Russie. En Russie, la pauvreté de la grande masse s'oppose au développement capitaliste, tandis qu'aux Etats-Unis le marché intérieur prend de l'extension non seulement grâce à l'accroissement de la population, mais encore grâce à la plus grande consommation de chaque habitant.

IV

Le marché intérieur, avons-nous déjà dit, s'étend en surface lorsque des économies nouvelles rentrent sans cesse dans la circulation ; il ne gagne en profondeur que lorsque la puissance d'achat de la population augmente, c'est-à-dire ou bien lorsque l'aisance générale s'accroît, ou bien lorsque le prix des marchandises diminue. Comme, avec le mode de production capitaliste, la masse du peuple en général devient *relativement* plus pauvre, c'est-à-dire que sa puissance d'achat ne suit pas l'accroissement de l'accumulation du capital, l'approfondissement du marché intérieur ne peut aller de pair avec l'augmentation du capital que si les produits deviennent toujours meilleur marché. Mais cela ne va pas le

plus souvent sans une diminution des bénéfices. Aussi les entrepreneurs, même là où le marché intérieur pourrait être augmenté par un abaissement des prix, cherchent à ne pas avoir recours à ce moyen ; ils se mettent en quête de débouchés étrangers où ils puissent écouler leurs marchandises à des prix élevés.

Tel est le procédé des entrepreneurs russes, qui, au lieu de s'efforcer d'augmenter le marché intérieur, recherchent les marchés étrangers dans l'espoir de maintenir les prix élevés et d'avoir ainsi de gros bénéfices. L'aventure d'Extrême-Orient et la politique orientale firent naître chez les entrepreneurs russes l'espoir de débouchés extérieurs. La ruine de cette illusion et de l'illusion qu'ils avaient de la force militaire russe les a obligés à accorder plus d'attention au marché intérieur.

On sait que, si la population est par trop grevée d'impôts de consommation, la consommation et souvent même les recettes fiscales diminuent. Le marché intérieur s'en trouve très restreint, de même que la crise des économies paysannes a lourdement atteint l'industrie. Les entrepreneurs se sont vus obligés non seulement de se soucier de la situation des paysans, mais encore de chercher un écoulement pour leurs produits sur les marchés étrangers.

Les manufacturiers travaillent énergiquement en Perse et espèrent en chasser les Anglais ; les industriels miniers essaient même de pénétrer sur le marché de l'Europe occidentale. Le faible développement du marché intérieur a amené l'exportation des produits miniers. « La surproduction du fer brut en Russie, les prix relativement bas ont fait naître à l'étranger une demande de notre fer brut et de ses dérivés », constate le rapporteur au 32e congrès des industriels miniers du sud de la Russie (1907).

Sans doute, on exporte, pour l'essentiel, moins des objets

de fabrication que des matières premières. Ce n'est pas non plus une particularité exclusive du capitalisme russe. Au contraire. L'exportation de matières premières et d'objets à demi confectionnés correspond à un certain stade de développement.

Chaque produit parcourt diverses étapes de préparation avant d'arriver sur le marché. Ainsi, on extrait d'abord du minerai, d'où on tire du fer brut ; avec le fer brut, on obtient du fer forgé et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on ait de l'acier. Chaque étape demande d'énormes capitaux, car la technique est aujourd'hui à un niveau très élevé. Avec un faible capital on commence par faire, dans un pays, les premières préparations et on laisse les autres à des entrepreneurs étrangers. La fabrication est toujours directement dépendante du degré d'accumulation du capital. Voilà pourquoi les Etats-Unis travaillent de plus en plus eux-mêmes leurs matières premières. La capital russe n'est pas encore en mesure de concurrencer le capital étranger, cela non seulement par suite de la lente accumulation du capital, mais encore par suite de l'insuffisance du marché intérieur. Il se borne donc à exporter des matières premières et des objets à demi confectionnés.

L'exportation du minerai par la Russie s'est énormément accrue dans les dernières années. En 1900, on exportait 793.000 pouds, — et en 1901, 1.275.000, — en 1902, 3.448.000, — en 1903, 18.999.000, — en 1904, 16.590.000, — en 1905, 13.562.000, — et en 1906, 28.764.000 pouds (1). Nous avons déjà parlé de l'augmentation de l'exportation du fer brut. Le minerai de manganèse est presque complètement exporté.

L'extraction du minerai dans les différents pays, depuis 1880, se présente de la façon suivante :

(1) *L'industrie du fer dans la Russie du Sud en 1907.*

	1880	1890	1900	1906
		(en millions de pouds)		
Etats-Unis.	428	980	1.608	3.080
Allemagne	447	680	1.158	1.632
Grande-Bretagne . .	1.110	863	870	961
Espagne	219	365	520	577
Russie.	62	110	373	316
France.	168	204	332	518
Autriche-Hongrie . .	67	126	217	253

De 1902 à 1905, il se produit en Russie un arrêt dans le développement de l'extraction du minerai. Si l'on considère en même temps que l'exportation aussi bien du minerai que du fer brut a augmenté, il faut admettre la présence d'obstacles considérables qui s'opposent au développement du marché intérieur. Serait-ce là la « particularité » du développement économique en Russie, que signalent les « narodniki » ? (1) En réalité ce n'est pas là non plus une particularité du capitalisme russe, mais bien de l'ordre socio-politique en Russie.

V

Nous croyons donc que des obstacles considérables s'opposent au développement du capitalisme russe, parce que la puissance d'achat de la population est faible. Il reste à se demander quelle tournure prendra maintenant ce développement ; la bourgeoisie russe arrivera-t-elle à surmonter ces obstacles ?

Par leur effort vers la liberté politique, les partis de l'opposition, — y compris les « narodniki » —, ont, consciemment ou non, cherché à ouvrir les voies au capitalisme, en ten-

(1) Voir, par exemple, l'article de Pjeschechonow dans la revue russe *Russkoje Bogatstwo* de 1909, où l'auteur ne parle pas seulement de la faible puissance d'achat de la population, mais encore de la faiblesse du capitalisme russe.

dant à améliorer la situation des masses populaires. Aujourd'hui, la haute bourgeoisie, d'accord avec la noblesse, veut également, consciemment ou non, créer un marché intérieur en voulant faire disparaître l'économie naturelle paysanne, pour l'incorporer dans la circulation. « Tous les chemins conduisent à Rome » ; d'une façon ou de l'autre, le capitalisme finira par se frayer sa voie.

Mais le résultat du développement économique sera tout autre. Sans doute, la rapide transformation d'une partie des paysans en prolétaires obligés de porter au marché leur force de travail et de *tout* y acheter, et de l'autre partie en paysans « forts » créera un marché étendu et amènera au capital une énorme armée de prolétaires. Mais cette voie du développement capitaliste ne conduit pas seulement à l'appauvrissement d'une partie considérable de la population ; l'accumulation capitaliste y trouve des obstacles, ce qui amène l'arrêt du développement capitaliste.

La lutte contre les éléments « révolutionnaires » du village, la rapide conversion des masses populaires en prolétaires, peut tout au plus amener un développement tel qu'on l'a vu dans l'Europe occidentale ; on n'obtiendra jamais celui des Etats-Unis. Et même, ce développement économique n'est possible que si on brise la souveraineté politique de la grande propriété foncière. Aussi le développement du capitalisme doit-il nécessairement amener un conflit entre le capital et la propriété foncière.

CHAPITRE XIX

L'ÉCONOMIE MONDIALE

I

Dans ses « Vues sur l'économie mondiale », Neumann-Spallart fait, entre autres, l'observation suivante : « Les rapports internationaux de tous les peuples de la terre créent un organisme nouveau, où les différentes économies nationales font fonction de membres et dans lequel elles se réunissent en groupes économiques » (1).

D'autre part, Rich. Kalwer prétend que l'indépendance des membres isolés (Etats) est si grande « qu'il n'est pas encore permis de parler d'un organisme économique mondial » (2).

Mais Neumann-Spallart et Rich. Kalwer, qui sont des statisticiens, n'analysent pas les causes de cette évolution. Pour les dégager, il faut considérer les facteurs, qui jadis transformèrent l'économie de communauté isolée en économie régionale, puis en économie nationale.

L'évolution économique s'accompagne d'une transformation des conditions sociales ; la technique de production et les organisations se modifient. Certaines conditions de cette

(1) NEUMANN-SPALLART, *Uebersichten über die Weltwirtschaft*, 1878.
(2) RICH. KALWER, *Einführung in die Weltwirtschaft*, 1906, p. 2.

évolution subsistent néanmoins. Par exemple, la baisse de la productivité des dépenses de travail successives. Quelle est l'influence de ce fait sur le développement de l'économie mondiale ? Quelle direction prend, par suite de cette influence, le principal facteur de l'évolution, — le progrès dans le développement des forces productives de la population ?

Cet aspect du problème ou bien n'a pas été vu ou bien a été présenté sous un jour faux.

A mesure que l'organisation simple de l'économie se transforme en organisation plus complexe, il s'effectue, avons-nous vu, incessamment une nouvelle répartition des forces productives. De l'économie de communauté avec la propriété seigneuriale à la tête, s'isole tout d'abord le métier. Plus tard, l'industrie se concentre dans les villes. L'étendue de l'industrie dépend encore du degré d'exploitation des paysans par les propriétaires fonciers. Car la partie des produits ainsi enlevée aux paysans assurait aussi la subsistance des artisans.

Avec le développement de la production capitaliste, les objets d'alimentation eux-mêmes, à l'exception des céréales, des légumes, etc., sont produits à la ville. Cela amène un déplacement plus considérable encore dans la répartition des forces productives entre la ville et la campagne. Une partie de la population agricole émigre à la ville. Ce mouvement est encore favorisé par la concurrence transatlantique. Il s'ensuit la baisse des salaires dans les régions d'où les forces de production émigrent, et la hausse des salaires dans celles où les forces de production se développent. Aussi la population rurale se porte-t-elle vers la ville, afin de gagner davantage.

L'exode des travailleurs ruraux a été constaté par tous et

quelles explications n'a-t-on pas données de ce phénomène ! Mais on ne voit pas la cause principale, que nous avons signalée. Ainsi Sombart attribue la tendance qu'ont les salaires dans l'agriculture à rester inférieurs à ceux de l'industrie, à l'augmentation des frais de production par le fait de la rente foncière et la diminution des bénéfices qui en résulte (1). Tout d'abord, Sombart oublie que cette tendance ne s'observe que dans les régions de population dense. Puis toute cette « explication », est très peu solide. Lorsqu'il s'agit d'expliquer la rente, on en détermine d'habitude le quantum en soustrayant de la valeur totale des produits le bénéfice et les frais de production. Or, pour expliquer la modicité des salaires, Sombart fait appel à la modicité du bénéfice qui se trouve diminué de la rente. Pourquoi le salaire des agriculteurs et les bénéfices sont-ils élevés dans une économie extensive ? Sans doute, la rente foncière y est plus faible. Mais c'est uniquement parce qu'on ne fait pas de dépenses de travail complémentaires, moins productives. Les propriétaires fonciers ont pour eux la différence entre la productivité des différentes dépenses de travail, le prix des céréales étant déterminé par le coût de production dans les dernières dépenses de travail. Les fermiers aussi ont leur plein bénéfice. Il n'y a que les ouvriers refoulés par l'agriculture, ne trouvant pas à s'employer dans l'industrie, qui soient obligés de travailler pour un modique salaire ; voilà pourquoi les salaires sont bas dans les contrées de population dense. On émigre alors vers les villes, où les salaires sont plus élevés.

Aussi est-ce l'amélioration de la situation des ouvriers des villes qui améliore celle des ouvriers des campagnes. La consommation accrue des travailleurs ruraux donne de l'extension au marché intérieur, favorise l'industrie, qui attire à elle

(1) SOMBART, *Moderner Kapitalismus*, II, p. 235-236.

un nombre toujours plus grand d'ouvriers des champs. Il en résulte un accroissement de la demande des produits agricoles, et à la campagne, de la demande des bras.

Pas plus que Sombart, les autres économistes n'ont pas saisi la cause du « manque de bras » dans l'agriculture. Ou bien on n'étudie que la question de savoir quelle est la meilleure politique à suivre (Dietzel), ou bien on cite une foule de causes, dont aucune ne touche au fond du problème (Issajeff) (1).

II

La baisse de la productivité des dépenses successives de travail a amené la répartition des forces productives entre les régions à population dense et à population clairsemée. Conformément au principe du moindre effort, on a travaillé là où le travail pouvait être le plus avantageux. C'est-à-dire que, dans les régions à population peu dense, on s'est occupé d'agriculture, dans les régions très peuplées on s'est occupé d'industrie, dans les régions riches en métaux, d'exploitation minière. Ainsi s'est effectuée une répartition des forces productives entre les différents pays provoquée par des causes naturelles. Dès l'âge de la pierre, les tendances de cette évolution apparaissent. Mais une répartition large et profonde des forces productives entre les différents pays ne pouvait se faire qu'à l'époque de la prédominance du capitalisme avec son extrême division du travail, sa production en masse et ses moyens de communication et de circulation développés.

Avec la répartition des forces productives s'effectue aussi une répartition de la population sur la surface du globe, —

(1) Cf. par exemple les ouvrages : Dr H. Dietzel, *Weltwirtschaft und Volkswirtschaft*, Dresde, 1900, et Issajeff, *L'économie mondiale*, 1910 (en russe).

un problème qui donne tant de mal aux économistes. Ainsi Issajeff s'étonne que soit parmi les émigrants russes qui s'en vont en Sibérie, soit parmi les émigrants européens qui partent pour l'Amérique, il y ait une grande majorité de cultivateurs.

C'est précisément parce que, dans l'agriculture, la productivité du travail diminue à mesure qu'on cultive le même sol, parce que le travail est plus productif dans des contrées à culture extensive, que la population rurale quitte les régions à population dense et part pour les colonies. L'extension de l'agriculture aux colonies et l'émigration sont deux aspects du même phénomène, qui se conditionnent mutuellement. Mais l'émigration des paysans est fortement activée par la lutte de classes dans la campagne, par le fait que quelques-uns s'y emparent du sol et exploitent les travailleurs.

Cette distribution de la population entre les différents pays réunit ceux-ci en un tout, — en une *économie mondiale*.

A un certain stade de l'évolution, ce n'est pas encore la population rurale, c'est encore le capital qui émigre vers les pays où les bénéfices sont plus élevés.

CHAPITRE XX

LA RÉPARTITION DES FORCES PRODUCTIVES ENTRE LES DIFFÉRENTS PAYS

I

En analysant les systèmes économiques, nous avons vu quelle grande importance a la baisse de la productivité lors de dépenses successives de travail. Nous avons aussi signalé que la dispersion de la population ainsi provoquée se continue encore pendant la période capitaliste, bien qu'à ce moment, comme à l'époque du servage, la lutte de classe et l'occupation du sol par les classes privilégiées commencent à jouer le rôle le plus important.

Toutefois, le capitalisme une fois développé, un autre phénomène apparaît. Les régions à population dense se mettent à importer des céréales venant d'autres pays à population clairsemée (1). Grâce à l'échange étendu des marchandises entre les différents pays, il s'effectue entre ceux-ci une nouvelle répartition des forces productives. Dans les pays à population dense, la population agricole subit une diminution relative ; les pays à population peu dense pourvoient de

(1) Des produits du sol sont également importés d'une région de population aussi dense que l'Inde ; ce n'est pas que la productivité du travail soit plus élevée dans l'Inde, c'est le fait de l'exploitation de ce pays par l'Angleterre.

céréales les pays industriels. Ainsi cette répartition des forces productives entre les pays à population dense et à population peu dense apparaît comme une des conditions du développement de l'économie mondiale, car elle active dans des proportions énormes le trafic entre ces pays. D'autre part, cette évolution amène la dispersion de la population agricole sur toute la surface du globe : les cultivateurs anglais, allemands, italiens, voire même russes, et d'autres quittent la terre natale pour émigrer vers des régions et des pays à population peu dense, où ils produisent des céréales pour leur pays d'origine.

Cette *tendance* de la population *rurale* à s'étendre d'une façon égale sur tout le globe terrestre est d'une haute importance pour l'économie mondiale. Naturellement, elle n'a pas fait que tout le globe terrestre soit uniformément peuplé. A cela s'opposaient non seulement la nature du sol et les conditions climatériques, mais encore l'éloignement du marché pour lequel les céréales sont produites. Mais cette tendance à une dispersion uniforme de la population n'en existe pas moins et il est nécessaire d'en dégager les causes. Cela n'est possible que si nous recherchons les conditions qui amènent la constitution de la rente foncière capitaliste et que si nous rendons compte de l'importance qu'a le fait de la diminution du rendement du sol.

Pourquoi exporte-t-on des céréales des régions à population peu dense vers les régions très peuplées ?

Avant de répondre à cette question, il nous faut encore une fois dire les conditions que nécessite l'échange des marchandises effectué dans de grandes proportions entre les divers pays. Ce sont : le perfectionnement des moyens et la diminution des prix de transport, en même temps qu'un développement considérable de la production des marchandises dans

les deux pays. Enfin, il faut que la productivité du travail soit différente dans les pays qui échangent. Voyons si ces conditions s'appliquent aussi à la concurrence agricole des régions à population peu dense.

II

Citons d'abord quelques chiffres qui illustrent le processus de répartition des forces productives entre les différents pays. Grâce au perfectionnement incessant des moyens de transport et à la diminution des prix de transport, on exporte des régions à population peu dense vers des régions à population dense une quantité de plus en plus grande de céréales. Le prix des céréales décroît. D'après Zotow (1), le prix du froment en Angleterre a été le suivant :

Moyenne des années :		Proportion
1871-1875	54 sh. 8 pence	100 %
1876-1880	47 » 6 »	87 »
1881-1885	10 » 1 »	73 »
1886-1890	31 » 5 »	57 »
1891-1895	27 » 11 »	51 »
1896 1900	28 » 7 »	52 »
1901-1909	27 » 6 »	50 »

La proportion de la production nationale et de l'importation du froment a été pour ces années :

Production nationale	Importation
53,4 %	46,6 %
40,8 »	59,2 »
35,9 »	64,3 »
27,4 »	72,6 »
24,4 »	75,6 »
20,0 »	80,0 »

Une partie de plus en plus grande de l'importation revient aux pays peu peuplés d'au delà l'océan. Ainsi la Russie et les

(1) A. Zotow, *Essai sur la propriété foncière et l'agriculture en Angleterre*, Saint-Pétersbourg, 1909 (en russe).

autres pays d'Europe ont fourni, de 1870 à 1875, 48 0/0 de la somme totale de l'importation du froment ; de 1900 à 1904 cette proportion n'était plus que de 15,7 0/0, tandis qu'il est venu d'au delà l'océan, de 1870 à 1875, 52 0/0 et de 1900 à 1905, 84,3 0/0 de la somme totale du froment importé. La progression a été particulièrement rapide pour la République Argentine, le Canada et l'Australie.

D'après les calculs de Harris et de Kroford, les frais de production du froment sont deux ou trois fois plus élevés en Angleterre qu'en Australie ou dans les Etats de l'ouest de l'Amérique du Nord. Dans les Etats de l'est, la production du froment est, par suite d'une culture plus intensive, plus coûteuse que dans ceux de l'ouest.

La baisse du prix des céréales s'accompagna d'un fléchissement de la rente foncière en Angleterre : de 1881 à 1894, elle diminua de 40 à 75 0/0.

Aux Etats-Unis, la production des céréales est montée de 1 milliard de bushels de 1870 à 1875 à 2 milliards 67 pour la moyenne du lustre 1904-1908. Le nombre des travailleurs agricoles est passé seulement de 5 millions 2 à 10 mil. 4 (1). Et il faut remarquer que la quantité des produits et la productivité du travail n'ont augmenté que dans les régions à population peu dense : dans les pays à population très dense, il y a même eu diminution de la production des céréales. Ainsi la production du froment dans l'Oklahama (où la densité de la population est de 10,3 par kilomètre carré) est devenue de 1894 à 1908 sept fois plus élevée ; dans le Washington (densité de la population : 7,7), elle est devenue, depuis 1883, neuf fois plus élevée, etc. Dans les régions à population peu dense la production des céréales s'est accrue

(1) Calculé d'après le *Statistical abstract of the U. St. for 1908*.

plus vite que la population ; dans les régions à population dense, c'est l'inverse qui a eu lieu : l'accroissement de la population a été plus rapide et on s'est mis à importer des céréales.

Le même phénomène s'observe aussi en Russie : dans les contrées peu peuplées de l'est et du sud, la productivité du travail est plus élevée que dans celles à population dense.

Le développement de la productivité du travail agricole aux Etats-Unis est exprimé en toute netteté par les chiffres suivants :

Le nombre de travailleurs agricoles s'est élevé, de 1870 à 1900, de 5.922.000 personnes à 10.438.000 ; il y a eu accroissement de 85 0/0. Pour la quantité des produits agricoles, l'accroissement a été le suivant : froment 121 0/0, maïs 92 0/0, coton 203 0/0, sucre 270 0/0 (1).

En 1907 (2), la production des céréales de toutes espèces s'élevait, aux Etats-Unis, à 980 millions de quintaux métriques, tandis que l'Allemagne avait une récolte de 253 mil. 4 de quintaux. Les Etats-Unis produisaient donc quatre fois plus de céréales que l'Allemagne ; la population agricole de l'Amérique ne dépasse pourtant celle de l'Allemagne que de 20 à 30 0/0. Par conséquent, la productivité du travail agricole s'est accrue plus vite aux Etats-Unis qu'en Allemagne. Sans doute, la récolte des pommes de terre en 1907 était, en Allemagne, de 455 millions 4 de quintaux métriques et, aux Etats-Unis, de 82 millions de quintaux seulement. Mais, aussi bien, l'élevage est beaucoup plus considérable en Amérique qu'en Allemagne. En outre, il faut encore tenir

(1) Calculé d'après le recueil *Amerika*, édité par E. von HOLLE, Hamburg, 1905, p. 66.

(2) OTTO HÜBNER, *Geogr.-Stat. Tabellen*, p. 93 et 94.

compte de la production colossale du coton. D'après Issajeff (1) on a eu, de 1893 à 1895, aux Etats-Unis, 650 bushels de céréales par ouvrier, en Allemagne 72 bushels seulement. Par conséquent, la productivité du travail est, en Amérique, neuf fois plus élevée qu'en Allemagne.

L'explication donnée d'habitude de la force de concurrence des pays neufs est celle-ci : dans les pays neufs, on exploite la fécondité naturelle du sol. Grâce à cette circonstance, on est en mesure de vendre les céréales à meilleur compte. Ces régions exercent ainsi une pression sur l'agriculture européenne : la rente foncière baisse et les agriculteurs européens sont hors d'état de pratiquer une culture intensive.

Autant que je sache, cette façon de voir n'a été contestée par personne. Mais en est-il véritablement ainsi ? Le sol d'Amérique ou d'Australie se distingue t-il de celui d'Europe par des avantages naturels ? En d'autres termes : pourrait-on en Angleterre, si la terre y restait sans culture tout comme dans la République Argentine ou dans les Etats occidentaux de l'Amérique du Nord, pratiquer l'élevage primitif avec le même succès et sans plus de travail que dans les régions de culture primitive ? La réponse ne peut être qu'affirmative. La fécondité naturelle du sol en Angleterre est supérieure à celle des régions transcaspiennes de la Russie, où une économie primitive d'élevage fournit le bétail à bon compte.

D'habitude, les économistes européens qui étudient la situation de l'agriculture en Amérique et en Russie ne se font pas une idée exacte des conditions d'exploitation dans ces pays. On suppose que le sol y possède des qualités particu-

(1) *Economie mondiale*, p. 42 (en russe).

lières, qu'il n'est besoin ni de fumure ni d'assolement, qu'il n'est pas nécessaire de donner du fourrage aux bêtes à l'étable. Naturellement, il n'en est pas ainsi. Dans le gouvernement d'Orenbourg, on obtient sur des terres non fumées depuis des siècles déjà les mêmes moissons de froment, parce qu'on y pratique encore une culture *extensive rationnelle*. Avec des engrais, on aurait des récoltes supérieures, mais, vu les prix peu élevés des céréales et la faible densité de la population, le bénéfice obtenu ne correspondrait pas aux nouvelles dépenses.

On y pratique une économie de jachère. Si les récoltes sont inférieures à celles d'Europe, la dépense de travail y est aussi moindre. Avant qu'on ait construit une voie ferrée dans le gouvernement d'Orenbourg, un poud de froment y coûtait de 20 à 30 kopecks, tandis qu'en Russie d'Europe le prix du froment était de 80 kopecks à un rouble ; et pourtant les salaires étaient plus élevés dans le gouvernement d'Orenbourg. De même, il n'est pas besoin de cultiver des plantes fourragères pour nourrir les bêtes, s'il y a encore une étendue suffisante de prairies naturelles. Tout le sol est mis à contribution, mais l'abondance en est relativement considérable, la rente foncière ne peut monter : elle est extrêmement faible. Avant le chemin de fer, le taux du fermage était de 15 à 30 kopecks par déciatine. Si l'on va de la frontière orientale de la Russie vers le centre, on observe, en même temps qu'une culture plus intensive, des prix plus élevés pour les céréales. On fume les terres de même qualité, parce qu'on y trouve avantage ; on sème des plantes fourragères pour nourrir le bétail, etc. Il va de soi qu'avec une culture extensive, l'élevage lui-même demande moins de travail que lorsqu'on nourrit les bêtes à l'étable.

Si, en Angleterre, en Belgique et en Allemagne, on lais-

sait les champs en jachère, s'ils servaient de pacage ou de prairie, la récolte de fourrage serait supérieure à celle qu'on obtient, par exemple, en Sibérie. On pourrait entretenir les bêtes en les faisant paître ou en leur donnant du foin. Par conséquent, l'élevage entraînerait tout aussi peu de frais en Angleterre qu'en Sibérie. Sur les terres non cultivées, un homme pourrait faucher en moyenne une déciatine par jour et la rentrée du foin demanderait encore un jour. Admettons donc que la fenaison demande dans ce cas deux ou trois jours ; bien que la récolte du fourrage soit moindre que sur des terres fumées et cultivées, la productivité du travail y est pourtant supérieure. En Suisse, où on fait plusieurs coupes par an et où les terres irriguées et fumées donnent d'abondantes récoltes, la productivité du travail est plusieurs fois moindre que, par exemple, dans l'Oural ; un ouvrier y cultive une bien moindre étendue de terre. En Suisse, où l'on trouve des prairies de printemps, d'été et d'hiver, on pourrait faire paître les bêtes toute l'année, de sorte que le travail, avec un système de culture extensive, ne consisterait qu'à les garder. De même qu'en République Argentine ou dans les steppes de la Russie d'Asie, il ne faudrait, pour obtenir du fourrage, presque aucun travail. On aurait un maximum de productivité du travail, mais le nombre de bêtes que l'on pourrait entretenir avec ce mode d'exploitation y serait minimum. Le nombre des travailleurs pourrait être dix fois moindre.

Nous ne voulons pas maintenant expliquer pourquoi la population trouve plus d'avantage à travailler d'une façon moins productive et à obtenir une quantité supérieure de produits, lorsqu'elle pourrait obtenir pour son travail une productivité plus élevée. Nous constatons simplement le fait : les Européens pourraient tout aussi bien que les Américains

utiliser la fécondité « naturelle » du sol et ceux-ci n'ont pas à cet égard d'avantages particuliers. Si l'on pratiquait en Europe la même culture extensive que dans les pays neufs, on aurait des récoltes inférieures, mais une productivité du travail supérieure à celle d'aujourd'hui et qui ne le céderait pas à celle des pays neufs, à population peu dense. Il en résulte que les avantages que possède la culture des céréales en dehors d'Europe ne doivent pas être cherchés dans la fécondité naturelle du sol, mais ailleurs.

Ces avantages proviennent, nous dit-on, de l'abondance du sol, de la présence de terres non cultivées, que ne grève aucune rente foncière. Cela est très vrai. Voyons de plus près. Nous avons déjà dit qu'en Europe, avec la même exploitation extensive qu'en République Argentine, ou dans l'ouest des Etats-Unis, la productivité du travail agricole ne serait pas moins élevée que dans ces pays, mais... on obtiendrait bien moins de produits. Tandis qu'aujourd'hui, en fumant le sol et en cultivant des plantes fourragères, on obtient sur une étendue déterminée plusieurs fois autant de fourrage que dans les régions d'élevage primitif, et on peut, en les nourrissant à l'étable, avoir un nombre relativement plus considérable de bêtes. De cette façon, les agriculteurs d'Europe, avec une culture extensive et une productivité du travail supérieure, obtiendraient moins de produits qu'avec l'exploitation intensive actuelle, qui s'accompagne d'une moindre productivité du travail.

Toutefois, la densité de la population nécessite bien plus de produits qu'on ne pourrait en avoir avec une exploitation extensive. La quantité de céréales et le nombre de têtes de bétail ne suffiraient même pas pour le quart de la population, si une partie considérable du sol était prise par l'élevage primitif et si le reste était exploité d'une façon extensive. Dans

les pays « neufs », on peut, avec une exploitation extensive, produire une quantité énorme de céréales pour une population agricole peu considérable. Dans les contrées à population dense, on préfère donc un travail intensif du sol, malgré sa faible productivité, à un mode d'exploitation extensif, parce qu'on a besoin de plus de produits que ne pourrait en fournir l'exploitation extensive.

Mais pourquoi ne passe-t-on pas, dans les pays où il y a abondance de terres, à une culture intensive ? Pourquoi pratique-t-on, en République Argentine ou dans les Etats occidentaux des Etats-Unis, l'élevage primitif, au lieu de nourrir les bêtes à l'étable, de recourir à l'assolement, de fumer le sol, etc. ?

A première vue, cette question semble superflue. N'est-il pas « clair » qu'une exploitation intensive y serait désavantageuse ? — Mais que veut dire en réalité ce mot « désavantageuse » ? Il veut dire que le travail avec une exploitation intensive est moins productif qu'avec une exploitation extensive. Un agriculteur qui cultive lui-même ses terres, pratiquera, s'il y a abondance de terres, le système des jachères, il fera paître ses bêtes ; car, il pourra, dans ces conditions, obtenir plus de produits avec une moindre dépense de travail, sans doute sur une plus grande étendue de sol. Comme les avantages dépendent de la productivité du travail et non du rendement du sol et que l'agriculteur d'une région où il y a abondance de terres se place lui aussi au point de vue de l'avantage, il pratiquera une exploitation extensive. Il serait inepte de pratiquer une exploitation intensive, s'il dispose d'assez de terres pour pouvoir obtenir la même quantité de produits avec une moindre dépense de travail.

Mais de ce qui vient d'être dit, il ne résulte encore nullement que la productivité du travail dans l'agriculture n'aille

pas de pair avec l'accroissement de la population, comme le soutient Malthus. Le développement de la technique et des sciences naturelles fait que la productivité de toute dépense de travail et de capital augmente dans l'agriculture. Evidemment, la fécondité naturelle du sol ne peut s'accroître. Pourtant la productivité du travail augmente par suite du progrès technique. Dans la culture du blé, le progrès technique et l'emploi rationnel du capital ont leur importance. Le perfectionnement de la charrue permet des labours plus profonds ; le perfectionnement de la herse, de la moissonneuse et de la batteuse augmente la productivité du travail agricole, et les méthodes perfectionnées de fumure, l'invention de nouveaux engrais, etc., la font croître dans de telles proportions que le prix des céréales dans l'exploitation extensive devient de plusieurs fois moindre ou que la hausse des prix n'a plus lieu lorsqu'on passe à l'exploitation intensive. Pourtant le travail agricole avec machines n'en reste pas moins plus avantageux dans l'exploitation extensive que dans l'exploitation intensive.

On peut tirer deux conclusions : 1° Dans l'agriculture comme dans l'industrie, le facteur qui détermine la production n'est autre que la tendance à faire du travail l'emploi le plus productif. Par conséquent, c'est la productivité du travail et non la fécondité du sol qui doit servir de critérium. 2° Dans l'exploitation extensive, le travail est plus productif que dans l'exploitation intensive.

Le lecteur objectera peut-être que c'est là un fait universellement reconnu. Pourtant, si l'on tirait de ces conclusions toutes leurs conséquences logiques, il faudrait corriger quelque peu les vues qui prévalent sur la rente foncière.

Dans sa » Troisième lettre sociale à von Kirchmann », Rodbertus cherche à réfuter la théorie de la rente foncière

de Ricardo en rappelant que la population agricole n'est pas toujours passée du sol plus fertile au sol moins fertile, mais que souvent l'évolution inverse s'est effectuée. Le sol nouvellement cultivé est souvent plus productif que celui qui l'est déjà depuis des temps. Mais il ne s'ensuit qu'une chose : Rodbertus, tout comme Ricardo, pose mal le problème. Les agriculteurs peuvent passer du sol moins fertile au sol plus fertile et inversement. Cela n'a aucune importance pour le problème de la rente foncière, car la rente ne résulte pas de la différente fertilité des différents terrains, mais bien de la différente productivité du travail sur des terrains différents ou dans les dépenses successives de travail. Rodbertus a raison de dire que les agriculteurs ont souvent cultivé d'abord un sol moins productif pour passer ensuite à des terres de meilleur rendement. Mais c'est uniquement parce que, dans les conditions techniques données, le travail sur les terres moins fertiles était plus productif que sur les terres plus fertiles. Partout et toujours, la tendance de l'agriculteur a été d'obtenir avec un minimum de travail un maximum de produits (1). Le passage à la culture intensive ou à des terres plus mauvaises (plus mauvaises sous le rapport non de la fertilité, mais de la productivité du travail), résulte de l'absence de terres meilleures et de l'élévation du prix des céréales jusqu'au niveau où le travail même moins productif devient avantageux.

Rodbertus cite comme preuve le fait que les placements agri-

(1) Il est possible que, par suite de l'ouverture de nouvelles voies ferrées ou des migrations, on découvre de nouvelles terres où le travail soit plus productif que sur les anciennes. Mais cela ne contredit évidemment pas notre raisonnement. Ces terres n'ont pas été cultivées parce qu'elles étaient inaccessibles. Dès que de nouvelles contrées sont ouvertes, on cultive d'abord le sol où le travail est le plus productif.

coles ultérieurs ne sont pas improductifs. Sa propre expérience lui en fournit un exemple. Il draina des terres marécageuses et obtint des récoltes élevées. Mais cet exemple confirme notre manière de voir et contredit la sienne. En effet, pour obtenir des récoltes élevées de fourrage d'un sol marécageux, il faut dépenser beaucoup de travail. Il avait sans doute aussi dans sa propriété des prairies sèches où poussait du fourrage; en moindre quantité peut-être que sur les terres drainées, mais aussi sans aucune dépense de travail. Si on n'a pas utilisé dès l'abord la prairie marécageuse, c'est précisément parce que le travail était ailleurs plus productif. Les prix peuvent s'élever de telle sorte qu'il sera peut-être avantageux d'établir des jardins sur les toits, et il se peut qu'on y obtienne des récoltes élevées. Mais cela ne prouverait nullement qu'une plus grande productivité du travail ait été atteinte. L'objection de Rodbertus au raisonnement de Ricardo semble être justifiée, parce que Ricardo lui-même a formulé de manière inexacte la loi de la rente foncière. Le propriétaire foncier ne perçoit pas la rente par suite de la fertilité naturelle du sol, laquelle en soi n'a pas de valeur, mais par suite du différent rendement du travail et du capital sur des terres différentes ou bien sur les mêmes terres dans les différentes dépenses de travail et de capital. Le propriétaire foncier s'approprie le surplus qui résulte de la plus grande productivité du travail. Le passage au travail moins productif sur un sol moins fertile ou avec de nouvelles dépenses de capital sur le même sol amène l'élévation de la rente foncière. La confusion des concepts de fertilité du sol et de productivité du travail est la cause de l'erreur et de Ricardo et de Rodbertus.

Dans l'industrie, un entrepreneur qui possède des instruments de production nouveaux, perfectionnés, percevra une rente tant que le travail, dans son entreprise, restera plus

productif que dans les autres entreprises de la même branche. Il la perdra lorsque les nouvelles méthodes de production seront introduites aussi dans les autres exploitations.

Par contre, la fertilité du sol et la différente situation des terres ne peuvent être changées, pas plus que la différence de productivité des travaux successifs. Il arrive ainsi que la rente foncière, dans l'ordre capitaliste, est une source permanente de revenu, tant que persiste la différence de productivité du travail sur les différents terrains ou dans les dépenses successives de capital (1).

Comme les frais nécessaires pour apporter le blé entrent en ligne de compte sur le marché, la productivité du travail dans les transports constitue elle aussi un facteur dans la formation de la rente foncière. Il faut plus de travail pour apporter les produits des régions lointaines que des régions toutes proches. Il est manifeste que les propriétés toutes proches sont dans la même situation avantageuse que celles où le travail, dans la production du blé, est plus productif.

Reportons-nous maintenant aux faits que nous avons établis. Nous avons constaté que, dans une exploitation extensive, la productivité du travail est plus élevée que dans une exploitation intensive. Si, par suite du perfectionnement des transports, la circulation des céréales s'effectue avec une faible dépense de travail, on pourra vendre les produits agricoles venus d'exploitations extensives éloignées à meilleur compte que ceux des exploitations intensives toutes proches.

(1) La socialisation du sol, dans l'ordre capitaliste, ne supprimerait pas la rente foncière ; elle ne ferait que remplacer le propriétaire foncier par l'Etat.

L'histoire montre que nos déductions sont exactes pour tous les temps et quelles que soient les conditions techniques.

A l'époque de la chasse et de l'élevage primitifs, aussi bien qu'à notre époque capitaliste, la population a toujours cherché à se disperser pour ne pas être obligée de passer à une exploitation intensive à laquelle l'aurait contrainte son accroissement. Les migrations des peuples tout comme les émigrations et colonisations d'aujourd'hui « extensifient », si l'on peut dire, l'exploitation ; elles élargissent l'étendue exploitée.

Remarquons toutefois ceci : par suite de l'occupation du sol, les propriétaires fonciers peuvent profiter de l'étendue limitée des terres et de la différence de rendement dans les dépenses successives de capital et la nécessité des colonisations et émigrations s'en trouve accrue. Même à l'époque précapitaliste, alors que le sol n'était pas encore devenu propriété privée, l'accroissement de la population amena l'extension de l'étendue cultivée.

On pourrait objecter que les phénomènes qui pouvaient apparaître aux stades primitifs de l'économie, tels que la diminution de la productivité du travail lors du passage à la culture intensive, ne peuvent plus se produire aujourd'hui grâce au progrès technique. Car, malgré l'élévation de la rente foncière et le travail intensif du sol, le prix des céréales n'a pas augmenté, il a, au contraire, baissé. Il est très vrai. La productivité du travail s'est accrue par suite du progrès technique, mais tout aussi bien et bien plus dans la culture extensive que dans le système d'exploitation intensive. Le perfectionnement des machines et des instruments agricoles, l'abaissement des prix de transport, etc., ont pour résultat une diminution énorme du coût de la pro-

duction. Mais l'exploitation extensive en profite encore plus que l'exploitation intensive.

IV

Nous avons déjà dit ci-dessus que la population a tendu de tous temps à exploiter le sol d'une manière extensive. Le passage à l'exploitation intensive s'effectua parce que l'extension se heurta à la propriété du voisin.

Pratiquer une culture intensive, c'est dépenser davantage de travail sur la même terre, afin d'obtenir un rendement plus élevé. J'ai déjà dit que la population des régions où il y a abondance de terres serait passée à la culture intensive si les dépenses consécutives de travail étaient plus productives que la culture d'une terre nouvelle. Quelques économistes admettent que les nomades ne pratiquent l'élevage que par ignorance et que les habitants de la Sibérie n'ont, par ignorance également, que la culture extensive du blé. Mais les Anglais eux aussi, qui sont plus civilisés, n'ont en Australie que le système d'exploitation extensive ; de même les Américains des steppes où la population est clairsemée, font rarement usage des conseils de messieurs les agronomes.

Donc les nouvelles dépenses de capital sur les mêmes terres que nécessite une exploitation intensive rendent moins que les premières. On n'a augmentation de la productivité du travail que lorsque de nouvelles dépenses sont faites pour introduire des machines agricoles et des instruments perfectionnés.

Mais l'emploi de machines ne signifie nullement à lui seul travail intensif du sol. Il faut distinguer absolument le progrès technique de la culture intensive. Le premier signifie dimi-

nution de travail par arpent, la seconde accroissement des dépenses de travail. Dans le premier cas, la productivité du travail augmente, dans le second elle diminue lorsque la technique reste la même. Le progrès technique abaisse le coût de la production, le passage à une culture plus intensive l'accroît. La distinction nette et juste de ces deux aspects de l'évolution agricole fait la lumière non seulement sur les causes de la crise agraire et les conditions de la concurrence entre la grande et la petite exploitation, mais encore sur la théorie de la rente foncière.

Ce qui a été dit nous explique déjà en partie les lois qui régissent la formation de la rente foncière.

Dans l'agriculture, de même que dans l'industrie, la productivité du travail dépend des instruments de production. Aux premiers stades de la civilisation, le paysan commença par se heurter au manque d'instruments de production. C'est ainsi que les propriétaires fonciers dans l'ancienne Russie perçurent une rente foncière (naturellement pas capitaliste) non pour la jouissance du sol, mais pour les instruments de production loués aux paysans. Par conséquent, la propriété foncière ne permet que dans de certaines conditions et lors d'une certaine densité de population, la perception d'une rente. Avec l'accroissement de la population, on passe à la culture de terres plus médiocres ou au travail plus intensif des premières.

Dans quelles conditions cela se fait-il ? Nous avons déjà constaté plus haut que c'est d'habitude le sol le plus riche qui est d'abord cultivé. Supposons qu'avec une dépense de 10 francs on obtienne 100 kilos de blé dans le système extensif. Si une nouvelle dépense de 10 francs sur le même sol donne un surplus de 90 kilos de blé et si la culture d'une terre nouvelle, qui demande également une dépense de 10 fr.,

ne fournit que 80 kilos, l'agriculteur préfèrera, au lieu de défricher de nouvelles terres, dépenser 20 francs sur le vieux terrain pour obtenir 190 kilos de blé. Mais, si c'est le contraire qui arrive (comme c'est habituellement le cas), si la nouvelle dépense de 10 francs sur le même sol ne donne que 50 kilos de blé, alors que la même dépense sur une terre nouvelle en donne 90, l'agriculteur donnera de l'extension à son champ et cultivera les terres plus pauvres, plutôt que de passer à une exploitation intensive. D'habitude, la population préfère cultiver d'abord les terres de première, de deuxième, de troisième, de quatrième catégorie et ainsi de suite, c'est-à-dire donner le plus d'extension possible à la surface cultivée ; ce n'est que lorsque l'extension de l'exploitation amène une diminution du rendement qu'on passe à de nouvelles dépenses de capital sur le même sol, c'est-à-dire à une exploitation plus intensive. Il est manifeste qu'on ne serait pas passé à la culture des terres plus pauvres si les dépenses successives de capital avaient donné le même rendement. En d'autres termes : si les dépenses ultérieures de capital n'étaient pas moins productives, il n'aurait pu y avoir d'exploitation extensive. Pourquoi cultiver les terres plus pauvres si, par de nouvelles dépenses de capital sur le sol plus riche, on pouvait obtenir un rendement supérieur ? S'il y a une exploitation extensive, si on cultive non seulement le sol le plus fertile mais encore celui qui l'est moins, c'est que les nouvelles dépenses de capital sur les terres plus riches donnent des rendements moindres que les premières dépenses sur les terres plus pauvres. Sans doute, il y a des terrains (surtout dans le centre de l'Asie et en partie aussi en Europe) où il faut commencer par faire de grandes dépenses de capital pour les rendre propres à la culture. Mais ces terrains ne sauraient être considérés comme terrains de première caté-

gorie, bien qu'avec de grandes dépenses de travail et de capital ils donnent d'abondantes récoltes. Par exemple, ceux qui demandent des travaux de drainage et d'irrigation. Ceux-là ne peuvent être exploités que de façon intensive. Mais, d'abord, ces terres doivent, comparativement à celles qui ne demandent ni drainage ni irrigation, être considérées comme des terres de deuxième, de troisième et de quatrième catégorie ; en second lieu, elles constituent une exception, ne déterminant pas le prix des céréales et n'influent pas sur le taux de la rente foncière.

Remarquons encore ceci : différentes plantes demandent une culture différente, c'est-à-dire différentes dépenses de travail et de capital à l'origine. Ainsi, pour obtenir le foin, le travail est surtout productif lorsqu'il n'y a qu'à faucher l'herbe et à la rentrer ; pour obtenir le blé lorsqu'il n'y a qu'à labourer et à herser deux fois. Dans la culture des tubercules, de la vigne et du tabac, il faut une dépense de travail considérable à l'origine et les dépenses ultérieures sont peu productives. Cela est vrai aussi bien de la culture de la vigne aux Etats-Unis que dans les régions rhénanes. Naturellement, la culture de la vigne dans les régions rhénanes et en France est plus intensive qu'en Amérique, mais les dépenses ultérieures de capital sont peu élevées comparativement aux premières ; la plantation, la taille, etc., sont des travaux considérables. Aussi la concurrence des pays neufs n'exerce pas, pour ces produits, d'influence considérable sur la production des régions de population dense.

L'existence d'une exploitation extensive dans les régions peu peuplées est donc la preuve que la productivité du travail baisse lorsqu'on continue à travailler le même sol, et qu'il n'y a que quelques cas exceptionnels où les raisons naturelles ordonnent une culture intensive.

V

Les propriétaires fonciers ne peuvent pas empêcher d'exploiter le sol d'une façon intensive et d'obtenir une quantité plus grande de produits d'une étendue de terrain. Les fermiers peuvent dépenser autant de capitaux qu'il leur semble bon, mais le propriétaire foncier s'appropriera la différence entre la productivité de la première dépense de capital et celle des suivantes. Il en est de même si la population en vient à cultiver des terres moins productives. Supposons que la première dépense de capital de 10 francs donne 100 kilos de blé. Si la dépense suivante de 10 francs sur le même sol ou sur un sol plus pauvre ne donne que 50 kilos de blé, le propriétaire foncier s'appropriera cette différence, car tout fermier fera manifestement cette seconde dépense. Si donc il est avantageux de dépenser 10 francs pour avoir 50 kilos de blé, le propriétaire foncier pourra, sur les premiers 100 kilos, en demander 50 comme prix du fermage, le fermier percevant le gain ordinaire par les autres 50 kilos. D'où on peut tirer la conclusion contraire à la théorie de la rente foncière de Rodbertus et à la théorie de la rente absolue (de non-monopole) qui est celle de Marx.

Considérons d'abord la situation d'un fermier capitaliste vis-à-vis du propriétaire foncier. Après avoir loué le terrain, le fermier y dépensera le capital nécessaire pour en tirer en plus le bénéfice normal. D'après la théorie de la rente foncière de Rodbertus, la rente apparaît comme le résultat de la hauteur différente du capital agricole, aucune dépense n'étant ici nécessaire pour les matières premières que produit l'exploitation elle-même. Par suite, le fermier obtient en dépensant différents capitaux A, B, C, en tout 30 francs, par

arpent, un bénéfice double de celui de l'industrie, si, ici, la matière première employée coûte la même somme (30 francs). En d'autres termes : si, dans l'industrie, avec une dépense de 60 francs, on a 30 francs de bénéfice, on obtient le même bénéfice dans l'agriculture avec 30 francs. Il est clair que ce surplus, qui est ici de 15 francs, ira au propriétaire foncier, le fermier se contentant du bénéfice habituel de 15 francs.

Admettons que cette théorie soit exacte et que le fermier donne au propriétaire foncier 15 francs. En dépensant 30 francs par arpent pour avoir 60 kilos de blé à 1 franc le kilo, il aura alors, outre les 15 francs donnés au propriétaire, 15 francs de bénéfice. Mais le propriétaire ne peut pas empêcher le fermier d'affecter à la terre de nouveaux capitaux D, E, F, en plus des premiers A, B, C.

Et celui-ci le fera sans aucun doute, même si les nouvelles dépenses donnent un rendement moindre.

Nous avons supposé que les premières dépenses donnent un bénéfice double, la moitié revenant au propriétaire comme redevance de fermage. Comme le fermage est maintenant payé, les dépenses ultérieures de capital, en supposant qu'elles soient aussi productives, donneront un bénéfice double. Par conséquent, le fermier affectera à la propriété de nouveaux capitaux tant que la dernière dépense de capital pourra encore donner le bénéfice ordinaire. Mais, si la dernière dépense de capital ne rapporte que le bénéfice ordinaire, les premières dépenses donnent une rente, parce qu'elles sont plus productives et non parce que la hauteur du capital agricole est telle ou telle.

Le fermier peut louer 100 arpents de terre et affecter à chaque arpent, selon notre supposition, 30 francs ; conformément à la théorie de Rodbertus, il a 15 francs de bénéfice et paie au propriétaire 15 francs à titre de rente foncière. En

tout, il fera donc, pour les 100 arpents, une dépense de 3.000 francs, il aura un bénéfice de 1.500 francs et paiera 1.500 francs de rente. En supposant que chaque dépense de 30 francs donne un excédent d'également 30 francs, le fermier ne pourrait-il pas, au lieu de 100 arpents, en louer 50, et payer la moitié du prix du fermage ? Il ferait ainsi un bénéfice plus considérable, en dépensant davantage par arpent. Il n'y aurait alors que les meilleures terres de cultivées et elles le seraient d'une façon extrêmement intensive. Les autres resteraient en jachère. Une rente foncière serait, comme nous allons le voir, impossible. Il en résulte que les dépenses ultérieures de capital ne peuvent pas être aussi productives que les premières. Mais il en résulte aussi que le fermier fera toujours de nouvelles dépenses de capital, tant que la dernière donnera encore le bénéfice ordinaire. Les premières dépenses de capital de 30 francs rapportent une rente de 15 francs et un bénéfice d'également 15 francs. Si le fermier se contente d'un bénéfice de 15 francs, il fera une nouvelle dépense, qui lui donnera le même bénéfice sans rapporter aucune rente.

On voit maintenant, j'espère, que la dernière dépense de capital ne peut donner aucune rente. S'il en est ainsi, la théorie de la rente foncière de Rodbertus ne peut être exacte. La théorie de la rente absolue de Marx ne peut l'être non plus.

Par rente absolue, Marx entend la rente qui peut se constituer même sur le sol le plus mauvais, où le travail est le moins productif, et cela par suite de la composition différente du capital agricole et du capital industriel. Qu'est-ce qui empêche le fermier d'affecter de nouveaux capitaux au sol déjà cultivé ? Le défrichement de nouvelles terres ne peut donc avoir lieu que lorsqu'il est plus avantageux que la continua-

tion du travail sur les terres anciennes. Mais alors les terres nouvelles donnent une rente différentielle, constituée par la différence de productivité du travail lors de la culture des terres nouvelles et lors de nouvelles dépenses de capital sur le sol déjà en culture. Si le sol plus pauvre ne donne que 50 kilos de blé pour une dépense de 10 francs, il restera en friche, car le propriétaire ne louera pas gratuitement même le terrain le plus médiocre. Le fermier ne pourra alors payer la redevance demandée sans diminuer son bénéfice. Ce sol ne pourra donc être cultivé que lorsque les dépenses successives de travail sur le sol meilleur seront moins productives que les premières dépenses affectées à ces terres nouvelles. Et, en effet, si, sur un sol plus mauvais, il pousse seulement de l'herbe, ce sol fournira une rente, car, sur des terres meilleures, la culture de l'herbe demande une dépense de travail plus grande. Bien que le sol plus pauvre ne puisse servir que de pacage et qu'il ne produise que très peu, ce rendement peut être obtenu avec une dépense de travail très minime, la garde du bétail, tandis que, sur les terres meilleures, les dépenses ultérieures de travail et de capital, labour, ensemencement, fenaison, sont relativement moins productives. Ainsi le sol plus médiocre rapporte une rente, car les dépenses de travail et de capital y sont plus productives que les dernières dépenses faites sur les terres meilleures. Donc, si Ricardo commet une erreur en expliquant le taux de la rente foncière par la différente fertilité des différents terrains, l'erreur de Rodbertus, qui fait résulter la rente de l'absence de matière première dans l'agriculture, est plus grave encore. Il en est de même pour Marx, qui veut expliquer l'existence d'une rente absolue par la différence des éléments organiques du capital dans l'agriculture et dans l'industrie. L'erreur de Marx, c'est de considérer les dépenses sur les terres plus

médiocres comme moins productives que les dépenses sur les terres meilleures.

VI

Considérons encore une fois les conditions de la concurrence entre les pays neufs et l'Europe. Il a déjà été dit que la productivité du travail serait la même en Europe qu'en Amérique ou en Sibérie si on revenait à la culture extensive. Mais, par suite de la densité de la population, il n'y aurait pas assez de blé même pour le quart des habitants. Voilà pourquoi les agriculteurs européens font de nouvelles dépenses moins productives de capital sur le même terrain. Le prix du blé est déterminé par ces dépenses moins productives et la différence de productivité entre les premières dépenses et les dernières revient aux propriétaires fonciers sous la forme de rente foncière. Mais, si le perfectionnement des transports permet d'apporter sur le marché européen du blé provenant de régions peu peuplées avec un système d'exploitation extensive, le prix du blé, de même que la rente foncière, diminuent et le sol perd de sa valeur (la proportion de capitalisation de la rente restant la même).

On voit que la hausse du prix du blé ne provient pas de la rente foncière (1) ; au contraire, le passage à l'exploitation intensive fait augmenter le prix du blé et il en résulte une augmentation de la rente foncière. Si le prix du blé diminue, l'entrepreneur ne fera pas la dernière dépense de capital qui ne lui donne que le revenu normal, car il ne pourra alors pas même réaliser le bénéfice habituel. C'est l'avant-dernière dépense qui donne maintenant le simple revenu normal, mais

(1) Comme le prétend par exemple PARVUS dans sa brochure, *La politique coloniale* (en russe).

sans rapporter de rente. La baisse des prix du blé provoque ainsi une baisse de la rente foncière. Si les prix augmentent, c'est le phénomène inverse qui se produit. La dernière dépense de capital commence alors à donner un supplément de revenu ; on a dès lors avantage à faire de nouvelles dépenses de capital et l'avant-dernière dépense rapporte dès lors une rente. Nous n'étudierons pas la question de savoir quelle influence exerce sur la rente foncière le progrès technique qui, pour un prix du blé donné, fait monter cette rente. En tout cas, le progrès technique ne change pas la loi que nous avons constatée ; la dernière dépense de capital, qui marque le degré de culture intensive, est déterminée par le cours du blé et ne peut rapporter autre chose que le bénéfice ordinaire. Or, s'il en est ainsi, comment la rente foncière peut-elle déterminer le cours du blé ?

On rappelle souvent, pour expliquer la concurrence américaine, qu'il y a en Amérique du terrain libre. En effet, beaucoup de terres y restent en friche. Mais pourquoi ? Je viens de l'expliquer. Avec l'accroissement de la population on a dû se mettre à défricher des terres de seconde, de troisième catégorie, etc., ou introduire une culture intensive, c'est-à-dire, dans les deux cas, faire des dépenses de travail moins productives. En Amérique, principalement dans les Etats occidentaux de l'Amérique du Nord, où il y avait encore suffisamment de terrain fertile, on n'a pas encore eu besoin de cultiver le sol plus pauvre ou d'introduire une culture intensive.

L'existence de terres encore en friche a donc permis de pratiquer une culture extensive avec une plus grande productivité du travail. Si le passage à la culture intensive avait augmenté la productivité du travail, il y aurait eu avantage, en Amérique, à l'introduire, vu la faible élévation de la rente

foncière. Le fermier européen paie au propriétaire foncier une somme considérable. S'il obtient, disons 150 kilos de blé par arpent, il en remet 50 sous forme de redevance au propriétaire. En Amérique, la rente foncière est encore minime. Si le fermier, pour une récolte de 50 kilos de blé, en donne 5 kilos, c'est-à-dire, 10 0/0 comme redevance de fermage, il lui reste encore 45 kilos. En admettant qu'avec une culture intensive il obtienne 150 kilos, les 5 kilos remis au propriétaire foncier ne constitueraient que 3 1/3 0/0 de la récolte ; il pourrait alors avoir 145 kilos de blé par arpent. On voit que le fermier aurait plus de bénéfice à une culture plus intensive. Mais, comme le passage à la culture intensive s'accompagne d'une diminution de la productivité du travail, il préfère louer une plus grande étendue de terrain et payer un fermage plus élevé, pour pratiquer une exploitation extensive. Si les régions frontières de l'est et du sud-est de la Russie produisent du blé à bon compte, ce n'est pas qu'il y ait là-bas des terres « libres ». Tout le terrain y est exploité, mais d'une façon extensive. La vaste étendue de prairies et de pacages permet de vendre du bétail et tous les produits du bétail à bon compte ; les vastes champs de froment, exploités de façon extensive, donnent le blé à bon marché. Le terrain « libre » d'Angleterre et d'Allemagne ne peut pas le faire, car il est le moins fertile et les terres meilleures sont cultivées de façon intensive avec une productivité du travail moindre.

La Russie est un pays arriéré au point de vue technique. Pourtant, dans le gouvernement de Tauride un ouvrier peut cultiver 20 déciatines de terre (1). Admettons que la récolte moyenne soit de 40 pouds par déciatine ; l'ouvrier peut

(1) Cf. P. Maslow, *Question agraire en Russie*, 4e édit., Saint-Pétersbourg, 1908 (en russe), p. 209.

donc fournir 800 pouds de blé, alors qu'en Allemagne, où le rendement par déciatine est 4 fois supérieur, un ouvrier peut à peine cultiver 3 déciatines ; de grandes récoltes demandent une quantité énorme de travailleurs. Autre exemple : dans l'est de la Russie, dans le gouvernement d'Orenbourg, tout le sol était occupé, mais la rente foncière était peu élevée, car, avec la culture extensive pratiquée, le blé était à bon marché. Mais, lorsque l'ouverture d'une voie ferrée eut fait monter le prix du blé, le taux des fermages se trouva triplé.

Du prix du blé dépend par conséquent le taux de la rente foncière et non point inversement ; ce n'est pas la rente foncière qui influe sur le cours du blé. Mais pourquoi le prix du blé augmente-t-il du triple ? Par le fait des frais de production dans les conditions les plus défavorables, c'est-à-dire non point par suite des conditions de production sur le sol plus pauvre mais de la dernière dépense de capital avec l'exploitation intensive. Car les terres plus pauvres ne sont cultivées que lorsque le travail y est plus productif que la dernière dépense de travail sur le terrain fertile.

Dans notre analyse du développement de la rente foncière, nous avons supposé que le sol est cultivé par un fermier. En réalité, la majeure partie du sol appartient, en Amérique comme en Europe, aux agriculteurs eux-mêmes. Mais cela ne change rien à nos conclusions. La rente revient aux agriculteurs au lieu de revenir au propriétaire foncier. Mais il est erroné d'admettre que le fermier américain, par opposition à celui d'Europe, se contente du bénéfice ordinaire ; le farmer d'Amérique, tout comme l'agriculteur européen, cherche à avoir le bénéfice normal et la rente foncière.

La rente foncière ne résulte donc pas du fait que le sol est devenu propriété privée, mais au contraire : le sol est

devenu propriété privée parce qu'il s'est mis à rapporter une rente. Car, dans l'ordre capitaliste, la propriété du sol n'a en soi aucune importance si on n'en retire aucune rente. Aussi le sol est-il occupé dès qu'il commence à fournir une rente.

VII

Ce que nous avons dit nous permet de conclure par quelques brèves considérations sur le développement de l'économie nationale.

Dans la mesure où la population, en particulier la population industrielle, s'accroît, il devient nécessaire d'avoir une quantité toujours plus grande de produits agricoles. Le prix du blé augmente et les agriculteurs passent à une culture plus intensive du sol, car les dépenses de travail moins productives deviennent elles-mêmes avantageuses par suite des prix plus élevés. Mais l'élévation des prix du blé rend possible l'importation de céréales provenant de contrées lointaines avec culture extensive. Le perfectionnement des transports a facilité cette importation et favorise par là la concurrence que font à l'agriculture européenne les contrées lointaines, mais cette concurrence était déjà possible. Elle provient de la productivité du travail plus élevée dans les contrées de culture extensive que dans les pays avec exploitation intensive.

Ainsi les pays d'industrie se mettent à échanger leurs produits industriels pour des produits des régions agricoles, et il s'effectue une nouvelle répartition des forces productives. Le nombre des ouvriers de l'industrie augmente, celui des travailleurs agricoles diminue, car l'étranger fournit une partie des produits agricoles nécessaires. Le développement

du capitalisme s'accompagne donc d'une division du travail non seulement à l'intérieur des différents pays, mais encore entre ces différents pays. Mais, dans la mesure où la population augmente également dans les régions agricoles et où une industrie s'y développe, on passe à une culture de plus en plus intensive même là où il y a des terres en abondance. Le prix du blé augmente et la rente foncière augmente aussi. Ainsi l'accroissement de la population dans les pays coloniaux qui exportent des céréales en Europe amène une nouvelle répartition des forces productives même dans les pays d'Europe.

Jusqu'ici, la répartition des forces productives s'est effectuée en Europe et dans le centre de la Russie de telle façon que le nombre des travailleurs agricoles a diminué ; le salaire de ces travailleurs a également diminué. A mesure que l'exploitation devient plus intensive et que la concurrence des pays et régions avec culture extensive diminue, le salaire des ouvriers agricoles doit augmenter ici aussi et atteindre le niveau des salaires industriels.

Notre analyse du développement de l'agriculture est confirmée par la statistique.

La proportion des travailleurs agricoles aux Etats-Unis est aussi élevée qu'en Allemagne.

Les dénombrements montrent qu'en Allemagne, comme aux Etats-Unis, la population agricole diminue. Pourtant ce fait n'exerce pas la même influence sur le développement de l'agriculture. Tandis qu'aux Etats-Unis la population agricole produit non seulement pour elle-même, mais encore pour l'exportation, en Allemagne l'importation des céréales augmente toujours.

On voit que la productivité du travail agricole en Amérique est bien supérieure à celle des ouvriers allemands, puisqu'avec la même proportion de travailleurs agricoles, les

Etats-Unis exportent des céréales, tandis que l'Allemagne en importe. Et la productivité du travail s'accroît bien plus rapidement aux Etats-Unis qu'en Allemagne, puisque l'exportation du blé augmente en Amérique, tandis que l'Allemagne en importe de plus en plus.

Cette différence dans la productivité du travail agricole en Amérique et en Allemagne provient de ce qu'on se sert, aux Etats-Unis, du progrès technique pour donner plus d'extension à la surface cultivée par un même nombre de travailleurs. Le progrès technique abaisse la quantité de travail nécessaire par unité de surface et permet à un ouvrier de cultiver une plus grande étendue. En Allemagne, la diminution du nombre des ouvriers nécessaires due au progrès technique ne peut pas amener l'extension de la surface cultivée. Les ouvriers qui se trouvent ainsi en surnombre trouvent en partie à s'employer par le passage à une culture plus intensive. Et, en effet, en Allemagne le rendement par unité de surface est deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis. Ainsi, la moyenne des récoltes de froment, de 1894 à 1902, a été aux Etats-Unis de 13 bushels par hectare et en Allemagne de 26 bushels. Et, comme nous l'avons déjà constaté, la productivité du travail est bien plus élevée en Amérique qu'en Allemagne. Il est donc manifeste que les dépenses ultérieures de travail en Allemagne, qui augmentent le rendement, sont moins productives. Voilà pourquoi les 14 centièmes de la population des Etats-Unis produisent une si énorme quantité de blé que, malgré le faible rendement, l'Amérique exporte des céréales, tandis qu'en Allemagne la même proportion de la population, avec un rendement deux fois supérieur, ne peut même pas suffire aux besoins du pays.

Mais, aux Etats-Unis non plus, on ne pratique pas partout une exploitation extensive. Dans certaines régions, on cul-

tive des plantes qui demandent une culture intensive (coton, tabac). Si nous comparons la productivité du travail dans les régions de culture extensive, nous voyons que dans celles-ci, la productivité du travail est supérieure. Dans les Etats du sud et du nord-est, le bénéfice net par ouvrier est de 162 à 298 dollars, dans les Etats de l'ouest de 509 dollars (1). On peut se faire une idée de ce qu'est la productivité du travail dans les exploitations extensives, si la productivité du travail dans les Etats-Unis de l'ouest est double et triple de celle des Etats de l'est.

Dans l'agriculture, on observe deux tendances : l'accroissement de la productivité du travail par suite du progrès technique et sa diminution lorsqu'on continue à dépenser du capital et du travail sur le sol déjà cultivé. Aux Etats-Unis, où il était possible d'étendre la surface cultivée, la première tendance a prévalu. En Europe, la surface cultivée n'a pas pu prendre une plus grande extension et on est obligé de faire des dépenses de travail complémentaires, moins productives, sur les vieilles terres. Malgré le progrès technique, la tendance à la diminution de la productivité dans les nouvelles dépenses de capital s'y dessine nettement.

Ainsi la productivité du travail agricole en Allemagne a très peu augmenté. Le nombre des travailleurs agricoles restant le même (8.236.000 en 1882, 8.292.000 en 1895), l'importation augmente d'année en année et la production indigène n'est pas en mesure de pourvoir aux besoins de la population.

La baisse de la productivité lors des dépenses successives de travail fait qu'avec l'accroissement de la population la quantité de blé par habitant diminue, bien que le rendement

(1) *Amerika*, p. 172.

soit accru. En 1907, la quantité de blé par habitant était la suivante (1) :

Pays	Population par kilomètre carré	Tonnes de blé par habitant
Grande-Bretagne.	131	0,15
Allemagne.	112	0,4
France	73	0,478
Hongrie.	59	0,6
Russie d'Europe.	24	0,36
Etats-Unis.	10,8	1,15
Canada	1,3 — 8,6	1,44
République Argentine.	2,1	1,47

Nous constatons que la quantité de blé par habitant diminue régulièrement à mesure que la population devient plus dense. L'exception faite par la Russie provient de ce qu'en Russie les régions agricoles ont une population plus dense que les autres. Ainsi la production de blé est nulle dans les régions peu peuplées du nord ; nous ne pouvions pourtant pas les exclure.

La République Argentine produit relativement dix fois plus de blé que l'Angleterre ; la Russie elle-même en produit deux fois et demie plus que l'Angleterre. D'où la nécessité de la répartition des forces productives que provoque la diminution du rendement.

(1) Calculée d'après les *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 4 mars 1906*, t. I, et la *Weltwirtschaft*, éditée par HALLE.

CONCLUSION

I

Nous avons considéré l'évolution économique de l'économie isolée à l'économie mondiale. Cette évolution s'est manifestée par le développement des forces productives et l'extension de leur organisation sociale. L'observation du développement social montre nettement que la richesse *sociale* est déterminée par les forces productives sociales. Pour un individu, la valeur d'un objet peut résulter de raisons différentes. Mais, si l'on étudie une économie sociale, on ne peut faire entrer en ligne de compte ces raisons individuelles.

Dans le désert, on attache plus de valeur à un peu d'eau qu'à tout au monde. Mais cela n'accroît pas la richesse nationale. Aussi les phénomènes sociaux tels que la valeur, le profit, la rente foncière, etc., ne doivent-ils pas être considérés du point de vue personnel de l'individu. Toutes ces catégories sont le résultat du développement des forces productrices sociales et ne sont pas autre chose.

Les forces productives, avons-nous vu, représentent la somme du travail vivant et les instruments de production nécessaires à la continuation de la production. Or, les instruments de production sont également des produits du travail. Ainsi la valeur, le profit et la rente constituent, du point de vue de l'*économie politique*, et non de celui de l'économie privée,

des fractions du travail social et ne peuvent être compris que comme tels. On a fait une foule de tentatives différentes pour expliquer ces catégories. Mais toutes ne se placent qu'au point de vue de l'économie privée. Seule, la théorie de la valeur-travail explique ces phénomènes en tant que catégories sociales. Ce n'est que l'étude du développement de l'économie nationale dans son ensemble et de la répartition des forces productives qui peut faire la lumière sur ces phénomènes, mettre au jour la connexion qui existe entre l'économie privée et l'économie sociale, expliquer la signification de la théorie de la valeur-travail et de la théorie de la valeur-limite, etc.

II

La transformation des systèmes économiques à mesure que le rendement du sol diminue s'observe à travers toute l'histoire de l'humanité. Comme nous l'avons vu, la productivité du travail agricole dans le mode de production capitaliste dépend du degré de densité de la population et du système économique. Nous avons déjà dit que, malgré la diminution de la productivité dans les dépenses successives de travail, *cette productivité augmente au cours de l'évolution économique grâce au progrès technique.* Aussi Malthus, qui soutient le contraire, se trompe-t-il. Il en arrive, lui et ses partisans, à des conclusions pessimistes sur l'avenir de la société humaine qui se développerait trop vite. De notre exposé il résulte seulement que les forces productives sont obligées de se disperser sur toute la surface du globe, pour exploiter le sol d'une façon extensive. Avec l'intensification inévitable de l'exploitation, la productivité du travail ne diminuera pour-

tant pas, si la technique se perfectionne et si les conditions sociales se modifient. Et cela aussi est inévitable.

La baisse de la productivité du travail dans les dépenses successives est prouvée par tous les faits de l'organisation économique dans le monde, de même que par la *tendance* qu'a la population à *étendre* son territoire. Elle a été la condition de l'activité économique ; elle a permis à la classe dominante d'exploiter les masses populaires lors de l'accroissement de la population. Le passage au mode d'exploitation des trois champs, provoqué par la plus grande densité de la population, amène l'occupation du sol qui est la base du servage ; sous le régime capitaliste, la propriété privée du sol permet de percevoir la rente foncière.

Sommes-nous menacés par la famine ? Nous avons vu qu'une fraction de plus en plus faible de la population s'occupe d'agriculture et que, par suite, la production des moyens d'alimentation nécessaires demande de moins en moins de travail. Et cela malgré l'accroissement du nombre des éléments parasites dans la société !

Si la population ne se dispersait pas sur toute la surface du globe, la fraction qui s'occupe d'agriculture devrait être plus considérable. Mais cela ne veut pas dire qu'il y aurait alors insuffisance de produits, au contraire. L' « excédent » de population refoulé hors de l'agriculture européenne pourrait produire au pays natal bien plus de produits qu'on n'y en importe. Seulement, les *propriétaires fonciers* n'ont plus besoin de ces bras et on est obligé de choisir entre la famine et l'émigration. C'est donc en se plaçant au point de vue de ces propriétaires fonciers qu'on peut parler d'un « excédent » de population.....

Les conclusions erronées, tirées par Malthus du fait que le rendement du sol diminue, ne doivent nullement nous in-

duire à nier ce fait en lui-même. C'est précisément ce fait, dont la conséquence est le renchérissement des moyens d'alimentation, qui doit déterminer la société à monopoliser le sol. D'autre part, l'accroissement du capital fixe, qui exploite les consommateurs, pose le problème de la socialisation des instruments de production.

Les défenseurs de la petite industrie croient qu'elle n'est menacée que par la concurrence de la grande industrie. En réalité, elle souffre aussi de la cherté de la vie. Le petit producteur doit, en tant que consommateur, abandonner une partie de plus en plus grande de son revenu aux gros capitalistes et aux grands propriétaires fonciers. Nous en reparlerons plus au long dans le second volume.

Le fléchissement du rendement agricole, qui a provoqué la transformation du système économique et la répartition des forces productives entre les différents pays, a été la *condition* du développement des forces productives sociales ; celles-ci, par contre, ont été le *facteur* qui a déterminé l'évolution économique de l'économie isolée à l'économie moderne, en même temps que la transformation des formes économiques. Finalement, c'est la tendance au moindre effort qui règle l'activité économique et amène le développement des forces productives.

III

Nous avons donc vu que l'activité humaine est soumise à de certaines conditions, auxquelles l'homme doit se conformer. Mais il le fait en dehors de toute conscience. Le sujet économique participe à la production sans avoir conscience d'avoir créé lui-même les conditions économiques. Ainsi la direction

et le caractère de l'activité humaine ont été déterminés par des conditions extérieures au sujet économique, par les conditions naturelles et sociales. Or, celles-ci ont été telles que la minorité a exploité la majorité. Les formes de l'exploitation ont changé ; mais l'exploitation persiste, tant que l'organisation sociale de la production ne s'étend qu'en surface sans gagner aussi en profondeur. Le travail ne cessera d'être exploité que lorsque l'organisation sociale de la production gagnera en profondeur, c'est-à-dire lorsque la plus grande partie de la population participera à la production, lorsque les éléments productifs refouleront les éléments parasites. Pour cela, il faut une nouvelle organisation de la production ; il faut que le sol et tous les instruments de production appartiennent à la société et que la production soit organisée non plus dans l'intérêt d'un seul, mais dans celui de la collectivité. Alors seulement, l'organisation de la production sera l'œuvre consciente de la volonté humaine.

L'histoire des formes économiques nous montre que l'une a peu à peu remplacé l'autre. Il ne faut pas en conclure que la transformation des formes du droit ne s'effectue que progressivement. Au contraire. Le droit se modifie brusquement. Ainsi le développement économique a peu à peu préparé l'abolition du servage ; mais le servage lui-même a été supprimé tout d'un coup. Dans l'organisation économique et le système d'économie, il n'y a pas de transformations subites ; mais les conditions sociales changent subitement. Il en a été ainsi pour la suppression du servage. De même le passage de la plus-value des mains des classes dirigeantes dans celles de la société ne suppose tout d'abord aucun changement de l'organisation économique. L'accumulation du capital fixe dans la société actuelle a fait du capitaliste un rentier qui ne participe plus du tout à la production. D'autre part, le ni-

veau intellectuel des ouvriers s'est élevé et a préparé la transformation de la condition sociale du capitaliste et de l'ouvrier.

Il ne s'en suit nullement que cette transformation ne puisse être que progressive. Il y a suffisamment de raisons qui promettent un règlement de comptes catégorique entre le rentier, dont la production n'a plus que faire, et la masse des salariés.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS v
INTRODUCTION 1

A. Le problème de l'économie nationale 1
B. Le développement des forces productives et le principe du moindre effort 12

PREMIÈRE PARTIE

Les systèmes économiques.

CHAPITRE I. — Transformation des systèmes économiques . . 27
CHAPITRE II. — Le commencement de l'exploitation du travail et le développement des forces productives 50
CHAPITRE III. — La nouvelle répartition des forces productives par suite de la transformation des systèmes économiques 68
CHAPITRE IV. — Le rôle de la nature et celui du travail dans l'activité économique 81
CHAPITRE V. — Le principe du moindre effort 90

DEUXIÈME PARTIE

L'organisation de l'économie.

CHAPITRE VI. — L'économie isolée 99
CHAPITRE VII. — L'apparition du métier 111
CHAPITRE VIII. — L'économie de communauté 119
CHAPITRE IX. — L'économie régionale 128

CHAPITRE X. — L'apparition de la valeur d'échange 160
CHAPITRE XI. — Le développement de l'échange et l'organisation économique 179
CHAPITRE XII. — L'apparition de l'économie nationale . . . 186
CHAPITRE XIII. — Les stades économiques 194

TROISIÈME PARTIE

La répartition des forces productives.

CHAPITRE XIV. — I. Le schème général. 203
A. Répartition des forces productives dans l'économie naturelle 203
B. Répartition des forces productives dans l'économie d'échange 208
II. La théorie subjective de la valeur : La répartition des forces productives dans la société et la théorie de la valeur. . . 213
CHAPITRE XV. — La répartition des forces productives pendant le procès d'accumulation 221
CHAPITRE XVI. — Influence de la consommation sur le développement des forces productives . . . 239
CHAPITRE XVII. — Le développement de l'économie nationale. 253
CHAPITRE XVIII. — Le capitalisme en Russie. 273
CHAPITRE XIX. — L'économie mondiale 287
CHAPITRE XX. — La répartition des forces productives entre les différents pays 292

CONCLUSION 325

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie BUSSIÈRE.

EXTRAIT

DU CATALOGUE GÉNÉRAL DES OUVRAGES DU FONDS

BIBLIOTHÈQUES
COLLECTIONS ET REVUES

ÉDITÉES PAR

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

PARIS (V^e^)

1913-1914

Envoi franco aux prix marqués sur ce Catalogue

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PUBLIC

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Gaston Jèze**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

BRYCE (J.). — **La république américaine.** Préface de E. Chavegrin. 2^e^ *édition revue et augmentée*, 5 vol. in-8 : Tome I : Le Gouvernement national; Tome II : Le Gouvernement des Etats; Tome III . Le système des partis : l'Opinion publique; Tome IV et V : Les institutions sociales. 1912-1913. 5 vol. in-8. brochés .. 60 fr. »

LABAND (P.). — **Le droit public de l'empire allemand.** Edition française. Préface de F. Larnaude. Trad. de Gandilhon, Lacuire, Vulliod, Jadot et Bouyssy. 1900-1904. 6 vol. in-8. br. 60 fr. »

DICEY (A.-V.). — **Introduction à l'étude du droit constitionnel.** Préface de A. Ribot. Trad. A. Batut et G. Jèze. 1902. 1 vol. in-8. broché. ..... 10 fr. »

WILSON (W.). — **L'Etat,** avec une préface de L. Duguit. Trad. de J. Wilhelm. 1902. 2 vol. in-8. brochés..... 20 fr. »

HAMILTON (A.), J. JAY, et J. MADISON. — **Le fédéraliste**, nouvelle édition française, par G. Jèze, avec une préface de A. Esmein. 1902. 1 vol. in-8, broché ..... 14 fr. »

KORKOUNOV (N.-M.). — **Cours de théorie générale du droit.** Préface de F. Larnaude. Trad. française de J. Tchernoff. 1903. 1 vol. in-8 broché..... 10 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **Les institutions politiques de la Russie.** Trad. française, par M. Derocquigny. 1903. 1 vol. in-8. broché. 7 fr. 50

ANSON (Sir R.). — **Loi et pratique constitutionnelle de l'Angleterre,** Trad. Gandilhon. 1903-1095. 2 vol. in-8 :
Tome I : *Le Parlement.* 1903. 1 vol. in-8. broché..... 10 fr. »
Tome II : *La Couronne.* 1905. 1 vol. in-8. broché..... 10 fr. »

MAYER (Otto). — **Le droit administratif allemand,** édition française par l'auteur. 1903-1906. 4 vol. in-8..... 32 fr. »

NITTI (F.-S.). — **Principes de science des finances,** avec une préface de A. Wahl. Trad. de J. Chamard. 1904. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »

CURTI (Th.). — **Le referendum,** histoire de la législation populaire en Suisse. Trad. J. Ronjat, 1905, 1 vol. in-8, broché..... 10 fr. »

DICEY (A.-V.). — **Leçons sur les rapports entre le droit et l'opinion publique en Angleterre au cours du XIX^e^ siècle.** Préface de A. Ribot. Trad. de A. Batut et G. Jèze. 1906. 1 vol. in-8, broché.. 12 fr. »

MOREAU (F.) et DELPECH (J.). — **Les règlements des Assemblées législatives.** Préface de Ch. Benoist. 1906-1907. 2 vol. in-8, brochés ..... 30 fr. »

GOODNOW (F.-G.). — **Les principes du droit administratif des Etats-Unis.** Trad. A. et G. Jèze. 1907. 1 vol. in-8, broché .... 12 fr. »

STUBBS (W.). — **Histoire constitutionnelle de l'Angleterre,** avec introduction, notes et études de Ch. Petit-Dutaillis. 2 vol. in-8. Trad. par G. Lefebvre.
Tome I. 1907. 1 vol. in-8 broché..... 16 fr. »
Tome II. 1913. 1 vol. in-8, broché..... 16 fr. »

ERRERA (P.). — **Traité de droit public belge.** 1909. 1 fort volume in-8, broché ..... 12 fr. 50

NERINCX (Alf.). — **L'organisation judiciaire aux Etats-Unis.** 1909. 1 vol. in-8, broché..... 10 fr. »

MAY (Erskiue). — **Traité des lois, privilèges, procédures, et usages du Parlement.** 1909. 2 vol. in-8, brochés..... 25 fr. »

LOWELL (A.-L.). — Le gouvernement de l'Angleterre. Trad. de A. Nerincx, 2 vol. in-8 :
Tome I. 1910. 1 vol. in-8, broché..... 15 fr. »
Tome II. 1910. 1 vol. in-8, broché..... 15 fr. »

REDLICH (J.). — Le gouvernement local en Angleterre. Trad. Oualid, 1911. 2 vol in-8 :
Tome I : 1911. 1 vol. in-8, broché..... 12 fr. »
Tome II : 1911. 1 vol. in-8, broché..... 12 fr. »

JELLINEK (G.). — L'Etat moderne et son droit. Trad. Fardis, 1911-1913. 2 vol. in-8 :
Tome I : Doctrine générale. 1911. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »
Tome II : Théorie juridique. 1913. 1 vol. in-8, broché. 12 fr. »

SÉRIE IN-18 :

TODD (A.). — Le gouvernement parlementaire en Angleterre. Traduit sur l'édition anglaise de Spencer Walpole, avec une préface de Casimir-Périer. 1900. 2 vol. in-18, brochés..... 12 fr. »

WILSON (W.). — Le gouvernement congressionnel, avec une préface de Henri Wallon. 1900. 1 vol. in-18, broché ..... 5 fr. »

JENKS (Edward). — Esquisse du gouvernement local en Angleterre. Trad. J. Wilhelm. Préface de H. Berthélemy. 1902. 1 vol. in-18, broché. ..... 5 fr. »

DICKINSON (G.-L.). — Le développement du Parlement pendant le XIX^e siècle. Trad. et préface de M. Deslandres. 1906. 1 vol. in-18 broché..... 5 fr. »

OPPENHEIMER. (F.) — L'Etat, ses origines, son évolution et son avenir. Trad. de l'allemand par M. W. Horn. 1913. 1 vol. in-18 broché ..... 4 fr. »

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Alfred Bonnet**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

SÉRIE IN-8° :

COSSA (Luigi). — **Histoire des doctrines économiques.** Trad. Alfred Bonnet. Préface de A. Deschamps. 1899. 1 vol. broch. (I) (*Epuisé*)

ASHLEY (W.-J.). — **Histoire et doctrines économiques de l'Angleterre.** Trad. Bondois et Bouyssy. 1900. 2. vol. brochés (II-III). . 15 fr. »

SÉE (H.). — **Les classes rurales et le régime domanial au moyen-âge en France.** 1901. 1 vol. broché (IV)..... 12 fr. »

WRIGHT (C.-D.). — **L'évolution industrielle des Etats-Unis.** Trad. F. Lepelletier. Préf. de E. Levasseur. 1901. 1 vol. br. (V) 7 fr. »

CAIRNES (J.-E.). — **Le caractère et la méthode logique de l'économie politique,** Trad. G. Valran. 1902. 1 vol. broché (VI) . . . 5 fr. »

SMART (W.). — **La répartition du revenu national.** Trad. G. Guéroult. Préface de P. Leroy-Beaulieu. 1902. 1 vol. broché (VII). 7 fr. »

SCHLOSS (David). — **Les modes de rémunération du travail.** Trad. Charles Rist. 1902. 1 vol. broché (VIII)..... 7 fr. 50

SCHMOLLER (G.). — **Questions fondamentales d'économie politique et de politique sociale.** 1902. 1 vol. broché (IX)..... 7 fr. 50

BOHM-BAWERK (E.). — **Histoire critique des théories de l'intérêt du capital.** Trad. Bernard. 1902. 2. vol. brochés (X-XI) . . . 14 fr. »

PARETO (Vilfredo). — **Les systèmes socialistes.** 1902. 2 volumes brochés (XIII-XII)..... *Epuisé*

LASSALLE (F.). — **Théorie systématique des droits acquis.** Avec préface de Ch. Andler. 1904. 2 vol. brochés (XIV-XV)..... 20 fr. »

RODBERTUS-JAGETZOW (C.). — **Le capital.** Trad. Chatelain. 1904. 1 vol. broché (XVI). ..... 6 fr. »

LANDRY (A). — **L'intérêt du capital.** 1904. 1. vol. br. (XVII) 7 fr.

PHILIPPOVICH (E.). — La politique agraire. Traduit par S. Bouyssy, avec préface de A. Souchon, 1904. 1 vol. broché (XVIII) ..... 6 fr. »

DENIS (Hector). — Histoire des systèmes économiques et socialistes

Tome I : *Les Fondateurs.* 1904. 1 vol. broché (XIX).... 7 fr. »
Tome II : *Les Fondateurs* (fin). 1907. 1 vol. broché (XX) 10 fr. »

WAGNER (Ad.). — Les fondements de l'économie politique :

Tome I. Trad. Polack, 1904. 1 vol. broché (XXII).... 10 fr. »
Tome II. Trad. K. L. 1909. 1 vol. broché (XXIII)..... 12 fr. »
Tome III. Trad. K. L. 1913. 1 vol. broché (XXIV)..... 10 fr. »
Tome IV. Trad K. L. 1913. 1 vol. broché (XXV). . . 10 fr. »
Tome V. Trad. Polack. 1913. 1 vol. broché (XXV bis). . 10 fr. »
L'ouvrage complet : 5 vol. in-8 . . . . . 52 fr. »

SCHMOLLER (G.). — Principes d'économie politique. Traduit par G. Platon et L. Polack. 5 vol. 1905-08 (XXVI à XXX).... 50 fr. »

PETTY (Sir W.). — Œuvres économiques. Trad. Dussauze et Pasquier. 1905. 2 vol. brochés (XXXI-II)..... 15 fr. »

SALVIOLI. — Le capitalisme dans le monde antique. Trad. A. Bonnet. 1906. 1 vol. br. (XXXIII)..... 7 fr. »

EFFERTZ (O.). — Les antagonismes économiques. Introduction de Ch. Andler. 1906. 1 vol. broché (XXXIV)..... 12 fr. »

MARSHALL (A.). — Principes d'économie politique. 2 vol. in-8 :

Tome I. Trad. par Sauvaire-Jourdan. 1907. 1 vol. broché (XXXV)..... 10 fr. »
Tome II. Trad. par Sauvaire-Jourdan et Bouyssy. 1909. 1 vol. broché (XXXVI)..... 12 fr. »

FONTANA-RUSSO (L.). — Traité de politique commerciale. Trad. F. Poli. 1908. 1 vol. in-8 broché (XXXVII) ..... 14 fr. »

CORNELISSEN (C.). — Théorie du salaire et du travail salarié. 1909. 1 fort vol. in-8, broché (XXXVIII)..... 14 fr. »

JEVONS (W. Stanley). — La théorie de l'économie politique. Trad. H.-E. Barrault et M. Alfassa. 1909. 1 vol. in-8 br. (XXXIX), 8 fr. »

PARETO (Vilfredo). — Manuel d'économie politique. Trad. de A. Bonnet. 1909. 1 vol. broché (XL)..... 12 fr. 50

CANNAN (Edwin). — Histoire des théories de la production et de la distribution dans l'économie politique anglaise de 1776 à 1848. Trad. par E. Barrault et M. Alfassa. 1910. 1 vol. in-8 broché (LXI)..... 12 fr. »

CLARCK (J.-B.). — Principes d'économique dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique économique. Traduction. W. Oualid et O. Leroy. 1911. 1 vol. in-8 broché (LXII) ..... 10 fr. »

FISHER (I.). — De la nature du capital et du revenu. Trad. S. Bouyssy, 1911. 1 vol. in-8 broché (XLII)..... 12 fr. »

LORIA (A.). — La synthèse économique. Etude sur les lois du revenu. Trad. C. Monnet. 1911. 1 vol. in-8 broché (XLIII) ..... 12 fr. »

CARVER (Th. N.). — La répartition des richesses. Trad. R. Picard. 1913. 1 vol. in-8 broché (XLIV) ..... 5 fr. »

WEBB (S. et B.). — La lutte préventive contre la misère. Trad. H. La Coudraie. 1913. 1 vol. in-8 (XLV), broché..... 8 fr. »

HERSCH (L.). — Le Juif errant d'aujourd'hui. (40 tableaux statistiques et 9 diagrammes). 1913. 1 vol. broché (XLVI).... 6 fr. »

CORNELISSEN (Ch.). — Théorie de la valeur. 2e édition entièrement refondue. 1913. 1 vol. broché (XLVII) ..... 10 fr. »

LEROY (M.). — La coutume ouvrière. Doctrines et institutions. 1913. 2 vol. brochés (XLVIII-IXL)..... 18 fr. »

KOBATSCH (R.). — La politique économique internationale. Trad. G. Pilati et A. Bellaco. 1913. 1 vol. in-8. broché (L) .. 12 fr. »

TOUGAN-BARANOWSKY (M.). — Les crises industrielles en Angleterre. Trad. par Schapiro. 1913. 1 vol. broché (LI)..... 12 fr. »

KAUFMAN (Dr-E.). — La Banque en France considérée principalement au point de vue des trois grandes banques de dépôts. Trad. et mis à jour par A. S. Sacker. 1 vol. broché (LII). . . . . 14 fr. »

LIEFMANN (Dr Robert). — Cartells et Trusts. Evolution de l'organisation économique. Trad. par Savinien Bouyssy, 1914. 1 vol. in-8° (LIII)..... 5 fr. »

OPPENHEIMER (F.). — L'Economie pure et l'Economie politique. 1914. 2 vol. in-8° ..... 20 fr »

SÉRIE IN-18 :

MENGER (Anton). — Le droit au produit intégral du travail. Trad. A. Bonnet. Préface de Ch. Andler. 1900. 1 vol. broché (I) 3 fr. 50

PATTEN (S.-N). — Les fondements économiques de la protection. Trad. F. Lepelletier. Préface de P. Cauwès. 1889. 1 vol. broché (II)..... 2 fr. 50

BASTABLE (C.-F.). — La théorie du commerce international. Trad. avec introd. par Sauvaire-Jourdan. 1900. 1 vol. br. (III) 3 fr. »

WILLOUGHBY (W.-F.). — Essais sur la législation ouvrière aux Etats-Unis. Trad. Chaboseau. 1903. 1 vol. broché (IV).. 3 fr. 50

DUFOURMANTELLE (M.). — Les prêts sur l'honneur. 1913. 1 vol. broché (v) ..... 4 fr. »

SOUS PRESSE :

AUSPITZ et LIEBEN. — La théorie des prix.....

MASLOW. — Les systèmes économiques.....

BOHM-BAWERK. — La théorie positive du capital.....

FISHER. — Le ponvoir d'achat de la monnaie.....

WALSH. — Le problème fondamental de la monnaie...

ROSCHER (W.). — Politique industrielle. Mise à jour par Stieda, 2 vol. in-8.

ROSCHER (W.) — Politique commerciale. Mise à jour par Stieda, 2 vol. in-8.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE DROIT PRIVÉ ET DE DROIT CRIMINEL

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE P. Lerebours-Pigeonnière

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec un augmentation de 1 franc

COSACK (C.), *professeur à l'université de Bonn.* — **Traité de droit commercial.** Avec préface de Ed. Thaller, traduction de Léon Mis. 1905-7. 3 vol. in-8 :

Tome I : **Théorie générale.** 1905. 1 vol. in-8, broché. 8 fr. »
Tome II : **Opérations.** 1905. 1 vol. in-8, broché .... 8 fr. »
Tome III : **Sociétés, assurances terrestres et maritimes.** 1907. 1 vol. in-8, broché..... 10 fr. »
L'ouvrage complet : 3 vol. in-8..... 26 fr. »

STEVENS (E.-M.) D. C. L. de Christ Church (Oxford). — **Eléments de droit commercial anglais,** revus et corrigés par Herbert Jacobs, traduit par L. Escarti, avec introduction, par P. Lerebours-Pigeonnière. 1909. 1 vol. in-8, broché..... 10 fr. »

LISTZ (Dr F. von), *professeur ordinaire de droit à Berlin.* — **Traité de droit pénal allemand.** Traduit sur la 17e édition allemande (1908) par R. Lobstein. 1910-1913. 2 vol. in-8 :

Tome I : **Partie générale.** 1910. 1 vol. in-8 ..... 10 fr. »
Tome II : **Partie spéciale.** 1913. 1 vol. in-8 ..... 12 fr. »
L'ouvrage complet : 2 vol. in-8 ..... 22 fr. »

VIVANTE (C.), *professeur ordinaire de droit commercial à l'université de Rome.* — **Traité de droit commercial,** avec préface de M. Albert Wahl. 1910-1912. Traduction par Jean Escarra. 4 vol. in-8° :
Tome I : **Les commerçants ;**
Tome II : **Les sociétés commerciales ;**
Tome III : **Les Titres de crédit.**
Tome IV : **Les obligations.**
L'ouvrage complet : 4 vol. in-8°..... 112 fr. »

WIELAND (D. C.). — Les droits réels dans le Code civil suisse. Trad. et mis au courant par H. Bovay. 1913-1914. 2 vol. in-8. brochés ..... 25 fr. »

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **René Worms**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☞ Les volumes I à XXX de la Collection peuvent aussi être achetés reliés avec une augmentation de 2 fr. et XXXI et suite avec une augmentation de 1 fr. seulement.

SÉRIE IN-8

WORMS (René). — Organisme et société. 1896. 1 vol. in-8 (I) 6 fr. »
LILIENFELD (Paul de). — La pathologie sociale. 1896. 1 vol. in-8 (II)..... 6 fr. »
NITTI (Francesco S.). — La population et le système social. 1897. 1 vol. in-8 (III) ..... 5 fr. »
POSADA (A.). — Théories modernes sur les origines de la famille, de la société et de l'état. 1896. 1 vol. in-8 (IV)..... 4 fr. »
BALICKI (S.). — L'Etat comme organisation coercitive de la société politique. 1896. 1 vol. in-8 (V) ..... (*Epuisé*).
NOVICOW (J.). — Conscience et volonté sociales. 1897. 1 vol. in-8 (VI) ..... 6 fr. »
GIDDINGS (Franklin H.). — Principes de sociologie. 1897. 1 vol. in-8 (VII)..... 6 fr. »
LORIA (A.). — Problèmes sociaux contemporains. 1897. 1 vol. in-8 (VIII) ..... 4 fr. »

VIGNES (M.). — La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs. 1897. 2 vol. in-8 (IX-X)..... 16 fr. »

VACCARO (M.-A.). — Les bases sociologiques du droit et de l'Etat. 1898. 1 vol. in-8 (XI)..... 8 fr. »

GUMPLOWICZ (L.). — Sociologie et politique. 1898. 1 volume in-8 (XII)..... 6 fr. »

SIGHELE (Soipio). — Psychologie des sectes. 1898. 1 volume in-8 (XIII)..... 5 fr. »

TARDE (G.). — Etudes de psychologie sociale. 1898. Un volume in-8 (XIV)..... 7 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — Le régime économique de la Russie. 1898. 1 vol. in-8 (XV)..... 7 fr. »

STARCKE (C.). — La famille dans les diverses sociétés. 1899. 1 vol. in-8 (XVI)..... 5 fr. »

LA GRASSERIE (Raoul de). — Des religions comparées au point de vue sociologique. 1899. 1 vol. in-8 (XVII)..... 7 fr. »

BALDWIN (J.-M.). — Interprétation sociale et morale des principes du développement mental. 1899. 1 vol. in-8 (XVIII) .... 10 fr. »

DUPRAT (G.-L.). — Science sociale et démocratie. 1900. 1 vol. in-8 (XIX)..... 6 fr. »

LAPLAIGNE (H.). — La morale d'un égoïste ; essai de morale sociale. 1 vol. in-8 (XX)..... 5 fr. »

LOURBET (Jacques). — Le problème des sexes. 1900. 1 volume in-8 (XXI)..... 5 fr. »

BOMBARD (E.). — La marche de l'humanité et les grands hommes d'après la doctrine positive. 1900. 1 vol. in-8 (XXII) .... 6 fr. »

LA GRASSERIE (Raoul de). — Les principes sociologiques de la criminologie. 1901. 1 vol. in-8 (XXIII)..... 8 fr. »

POUZOL (Abel). — La recherche de la paternité. 1902. 1 volume in-8 (XXIV)..... 10 fr. »

BAUER (A.). — Les classes sociales. 1902. 1 vol.in-8 (XXV) 7 fr. »

LETOURNEAU (Ch.). — La condition de la femme dans les diverses races et civilisations. 1903. 1 vol. in-8 (XXVI)..... 9 fr. »

WORMS (René). — Philosophie des sciences sociales. 3 vol. in-8 :

Tome I. *Objet des sciences sociales.* 2e *édition.* 1913. 1 vol. (XXVII)..... 4 fr. »

Tome II. *Méthode des sciences sociales* 1903. 1 volume (XXVIII)..... 4 fr. »

Tome III. *Conclusion des sciences sociales* 1907. 1 volume (XXIX)..... 4 fr. »

RIGNANO (E.). — **Un socialisme en harmonie avec la doctrine économique libérale.** 1904. 1 vol. in-8 (XXX)..... 7 fr. »

NICEFORO (A.). — **Les classes pauvres.** Recherches anthropologiques et sociales. 1905. 1 vol. in-8 (XXXI) ..... 8 fr. »

LESTER-WARD (F.). — **Sociologie pure.** 1906. 2 volumes in-8 (XXXII-III)..... 16 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — **Les principes sociologiques du droit civil.** 1906. 1 vol. in-8 (XXXIV) ..... 10 fr. »

CAIRD (Edw.). — **Philosophie sociale et religion d'Auguste Comte.** 1907. 1 vol. in-8 (XXXV)..... 4 fr. »

BAUER (A.). — **Essai sur les révolutions.** 1908. 1 volume in-8 (XXXVI) ..... 6 fr. »

SIGHELE (S.). — **Littérature et criminalité.** 1908. 1 volume in-8 (XXXVII) ..... 4 fr. »

LACOMBE (P.). — **Taine historien et sociologue.** 1909. 1 volume in-8 (XXXVIII)..... 5 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **La France économique et sociale à la veille de la Révolution.** 1909-1911. 2 vol. :

Tome I : *Les Campagnes.* 1909. 1 vol. in-8 (XXXIX).. 8 fr. »

Tome II : *Les Villes.* 1911. 1 vol. in-8 (XL)..... 7 fr. »

STEIN. — **Le sens de l'existence.** 1909. 1 vol. in-8 (XLI)... 12 fr. »

MAUNIER (R.). — **L'origine et la fonction économique des villes.** 1910. 1 vol. in-8 (XLII)..... 6 fr. »

BOCHARD (A.). — **L'évolution de la fortune de l'Etat.** 1910. 1 vol. in-8 (XLIII)..... 6 fr. »

SIGHELE (S.). — **Le crime à deux.** 1909. 1 vol. in-8 (XLIV) 4 fr. »

CORNEJO. — **Sociologie générale.** 1911. 2 volumes in-8 (XLV-XLVI). ..... 20 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — **Les principes sociologiques du droit public.** 1911. 1 vol. in-8 (XLVII) ..... 10 fr. »

COMTE (Aug.). — **Système de politique positive,** condensé par Cherfils. 1912. 1 vol. in-8 (XLVIII)..... 12 fr. »

WORMS (René). — **La sexualité dans les naissances françaises.** 1912. 1 vol. in-8 (XLIX) ..... 5 fr. »

BAUER (A). — **La Culture morale aux divers degrés de l'enseignement public.** 1913. 1 vol. in-8° (L) ..... 6 fr. »

SZERER (M). — **La conception sociologique de la peine.** 1914. 1 vol. in-8° (LII). ..... 4 fr. »

MICHELS (R). — **Amour et Chasteté.** Essais sociologiques. 1914. 1 vol. in-8° (LII) ..... 5 fr. »

ELLWOOD (Ch.-A.) — **Principes de psycho-sociologie.** Trad. par P. Combret de Lanux, 1914. 1 vol. in-8° (LIII)..... 6 fr. »

SÉRIE IN-18 (*volumes brochés*) :

WORMS (René). — **Principes biologiques de l'évolution sociale.** 1910. 1 vol. in-18 (A) ..... 2 fr. »

BALDWIN (J.-Mark). — **Psychologie et Sociologie.** 1 volume in-18 (B)..... 2 fr. »

OSTWALD (W.). — **Les fondements énergétiques de la science et de la civilisation.** 1910. 1 vol. in-18 (C)..... 2 fr. »

MAUNIER (R.). — **L'économie politique et la sociolcgie.** 1910. 1 vol. n-18 (D) ..... 2 fr. 50

NOVICOW (J.). — **Mécanisme et limites de l'association humaine.** 1912. 1 vol. in-18 (E)..... 2 fr. »

ARREAT (L.). — **Génie individuel et contrainte sociale.** 1912. 1 vol in-18 (F) ..... 2 fr. »

KOVALEWSKY (M.). — **La Russie sociale.** 1914. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **Gaston Jèze**

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Bibliothèque se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 franc

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — **L'impôt progressif en théorie et en pratique.** Edition française revue et augmentée par l'auteur. Traduction de A. Marcaggi. 1909. 1 vol. in-8 : broché ..... 10 fr. »

WAGNER (Ad.), *professeur à l'université de Berlin.* — **Traité de la science des finances.** Traduction de M. Vouters. 3 vol. :

Tome I : **Théories générales : Le budget. Les besoins financiers. Les recettes d'économie privée.** 1909. 1 volume in-8 : broché..... 15 fr. »

Tome II : **Théorie de l'imposition. Théorie des taxes et Théorie générale des impôts.** Traduction de Jules Ronjat. 1909. 1 vol. in-8. broché..... 15 fr. »

Tome III : **Le Crédit public.** 1912. 1 vol. in-8, broché 8 fr. »

Tomes IV et V : **Histoire de l'impôt depuis l'antiquité jusqu'à nos jours,** par Wagner et Deite. Traduction Bouché-Leclercq et Couzinet. 1913. 2 vol. in-8, brochés ..... 24 fr. »

L'ouvrage complet : 5 vol. in-8, brochés ..... 60 fr. »

MYRBACH-RHEINFELD (Baron Fr. Von), *professeur à l'université d'Innsbruck.* — **Précis de droit financier.** Traduction française de Bouché-Leclercq. 1910. 1 fort vol. in-8 : broché..... 15 fr. »

PIERSON (N. G.). — **Les revenus de l'Etat.** Trad. par Louis Suret, 1913. 1 vol. in-8° broché..... 12 fr. »

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — **Théorie de la répercussion et de l'incidence de l'impôt.** Edition française d'après la 3e édition américaine, Traduction par Louis Suret. 1910. 1 vol. in-8 : br. 15 fr. »

SELIGMAN (Edw. R.-A.) — **L'Impôt sur le Revenu.** Trad. par W. Oualid. 1913. 1 fort vol. in-8° broché..... 15 fr. »

SELIGMAN (Edw. R.-A.). — **Essais sur l'impôt.** Trad. par Louis Suret, 1914. 2 vol. in-8° : br..... 30 fr. »

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PUBLIÉES AVEC LE CONCOURS DU COLLÈGE LIBRE DES SCIENCES SOCIALES

Honorées de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

☛ Les volumes de cette Collection se vendent aussi reliés avec une augmentation de 1 fr. pour la série in-8 et 0 fr. 50 pour la série in-18

FARJENEL (F.). — **La morale chinoise.** Fondement des sociétés d'Extrême-Orient. 1906. 1 vol. in-8 (I), broché... 5 fr. »

MARIE (Dr A.). — **Mysticisme et folie.** (Etude de psychologie normale et de pathologie comparées. 1907. 1 vol. in-8 (II), broché 6 fr. »

LEROY (M.). — **La transformation de la puissance publique.** Les syndicats de fonctionnaires. 1907. 1 vol. in-8 (III), broché. 5 fr. »

BONNET (H.). — **Paris qui souffre. La misère à Paris. Les agents de l'assistance à domicile.** Avec une préface de M. Ch. Benoist. 1908. 1 vol. in-8 (IV), broché..... 5 fr. »

SICARD DE PLAUZOLLES (Dr). — **La fonction sexuelle.** 1908. 1 vol. in-8 (V) , broché..... 6 fr. »

LEROY (M.). — **La Loi.** Essai sur la théorie de l'autorité dans la démocratie. 1908. 1 volume in-8 (VI), broché..... 6 fr. »

RECLUS (Elie). — **Les croyances populaires.** La Survie des Ombres. Avec avant-propos, par Maurice Vernes. 1908. 1 volume in-8° (VII), broché..... 5 fr. »

RYAN (G.-A.). — **Salaire et droit à l'existence,** traduction de L. Collin. 1909. 1 vol. in-8 (VIII), broché..... 8 fr. »

SERRIGNY. — **Conséquences économiques et sociales de la prochaine guerre,** avec préface de Frédéric Passy. 1909. 1 vol. in-8 (IX), broché ..... 10 fr. »

BRUN (Ch.). — **Le Roman social en France au XIX^e siècle.** 1910. 1 vol. in-8 (x), broché ..... 6 fr. »

REGNAULT (Dr F.). — **La genèse des miracles.** 1910. 1 vol. in-8, (xi), broché ..... 6 fr. »

VERNES (M.). — **Histoire sociale des religions.** I. Les religions occidentales. 1911. 1 volume in-8, (xi *bis*,) broché ... 10 fr. »

MÉTHODES JURIDIQUES (Les). — Leçons faites par MM. Berthélemy, Garçon, Larnaude, Pillet, Tissier, Thaller, Truchy et Gény. Préface de P. Deschanel. 1911. 1 vol. in-8, (xii), broché 5 fr. »

OLPHE-GALLIARD. — **L'organisation des forces ouvrières.** Avec préface de P. de Rousiers. 1991. 1 vol. in-8, (xiii), broché 8 fr. »

AMBROSIO (M. Andrea d'). — **La passivité économique.** Premiers principes d'une théorie sociologique de la population économiquement passive. 1912. 1 vol. in-8, (xiv) broché ..... 8 fr. »

ŒUVRE SOCIALE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE (L'). — Leçons professées au Collège libre des Sciences sociales, par MM. Astier, *sénateur*. Godart, Groussier, Breton, F. Buisson, Borrel, Aubriot, Lemire, *députés*. Avec préface de Paul Deschanel. 1912. 1 vol. in-8, (xv), broché ..... 5 fr. »

LEFAS (A.). — **L'Etat et les fonctionnaires.** 1913. 1 vol. in-8 (xvii) broché..... 10 fr. »

SÉRIE IN-18 :

ATGER (F.). — **La crise viticole et la viticulture méridionale (1900-1907).** 1907. 1 vol. in-18, broché..... 2 fr. »

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Alfred Bonnet

SÉRIE IN-8 :

WEBB (Béatrix et Sidney). — **Histoire du trade-nnionisme.** 1897. Trad. Albert Métin. 1 volume in-8 (i)..... 10 fr. »

KAUTSKY (Karl). — **La question agraire.** Etude sur les tendances de l'agriculture moderne. Trad. Edg. Milhaud et C. Polack. 1 volume in-8 (ii) ..... 8 fr. »

MARX (Karl). — **Le capital.** Traduit à l'Institut des sciences sociales de Bruxelles par J. Borchardt et H. Vanderrydt :

Livre II. — **Le procès de circulation du capital.** 1900. 1 vol. in-8 (III)..... 10 fr. »

Livre III. — **Le processus d'ensemble de la production capitaliste.** 1901-1902. 2 vol. in 8 (IV-V)..... 20 fr. »

KAUTSKY (K.) — **La politique agraire du parti socialiste.** Trad. C. Polack. 1903. 1 vol. in-8 (VI)..... 4 fr. »

AUGÉ-LARIBÉ (M.). — **Le problème agraire du socialisme.** La viticulture industrielle du midi de la France. 1907. 1 volume in-8 (VII)..... 6 fr. »

ENGELS (F.). — **Philosophie. Economie politique. Socialisme** (Contre Eugen Duhring). Trad. E. Laskine. 1911. 1 vol. in-8 VIII)..... 10 fr. »

SÉRIE IN-18 :

DEVILLE G.). — **Principes socialistes.** 1898. 2e édition. 1 volume in-18 (I)..... 3 fr. 50

MARX (Karl). — **Misère de la philosophie.** Réponse à la philosophie de la misère de M. Proudhon. 1908. Nouvelle édit. 1 vol. in-18 (II)..... 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — **Essais sur la conception matérialiste de l'histoire.** Trad. A. Bonnet 2e édit. 1902. 1 volume in-18 (III) 3 fr. 50

DESTRÉE (J.) et VANDERVELDE (E.). — **Le socialisme en Belgique.** 2e édition. 1903. 1 volume in-18 (IV)..... 3 fr. 50

LABRIOLA (Antonio). — **Socialisme et philosophie.** Trad. A. Bonnet. 1899. 1 vol. in-18 (V)..... 2 fr. 50

MARX (Karl). — **Révolution et contre-révolution en Allemagne.** Trad. Laura Lafargue. 1900. 1 vol. in-18 (VI)..... 2 fr. 50

GATTI (G.). — **Le socialisme et l'agriculture.** Préface de G. Sorel. 1901. 1 vol. in-18 (VII)..... 3 fr. 50

LASSALLE (F.). — **Discours et pamphlets.** Trad. V. Dave et L. Remy. 1903. 1 volume in-18 (VIII)..... 3 fr. 50

LASSALLE (F.) — **Capital et travail.** 1904. Trad. V. Dave et L. Remy. 1 vol. in-18 (IX)..... 3 fr. 50

LAFARGUE (P.). — **Le déterminisme économique de Karl Marx.** 1909. 1 vol. in-18 (X)..... 4 fr. »

MARX (Karl). — **Critique de l'économie politique,** trad. Laura Lafargue. 1909. 1 vol. in-18 (XI)..... 3 fr. 50

TARBOURIECH (E.). — **Essai sur la propriété.** 1905. 1 volume in-18 (XII)..... 3 fr. 50.

BERTHOD (A.). — **P.-J. Proudhon et la propriété.** 1910. 1 vol. in-18 (XIII)..... 3 fr. »

COLLECTION DES DOCTRINES POLITIQUES

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **A. Mater**

☛ Les volumes de cette Collection se vendent aussi reliés avec une augmentation de 0 fr. 50

CHEVALIER, LEGENDRE et LABERTHONNIÈRE. — Le catholicisme et la société. 1907. 1 volume in-18 (II), broché . 3 fr. 50

SABATIER (C.). — Le morcellisme. Avec introduction, par M. Faure. 1907. 1 vol. in-18 (III), broché ..... 2 fr. »

BOUGLÉ (G.). — Le solidarisme. 1907. 1 volume in-18 (IV), broché..... 3 fr. 50

BUISSON (F.). — La politique radicale. 1908. 1 vol. in-18 (V), broché..... 4 fr. 50

AVRIL DE SAINTE-CROIX (Mme). — Le féminisme. Préface de V. Marguerite. 1907. 1 volume in-18 (VI), broché.. 2 fr. 50

GUYOT (Yves). — La démocratie individualiste. 1907. 1 volume in-18 (VII), broché..... 3 fr. »

LORULOT (A). — Les théories anarchistes. 1913. 1 vol. in-18. broché (VIII) . ..... 3 fr. 50

LAGARDELLE (H.). — Le socialisme ouvrier. 1911. 1 vol. in-18 (IX), broché..... 4 fr. 50

VANDERVELDE (E.). — Le socialisme agraire. 1908. 1 vol. in-18 (X), broché ..... 5 fr. »

HERVÉ (G.). — L'internationalisme. 1910. 1 volume in-18 (XI), broché..... 2 fr. 50

MATER (André). — Le socialisme conservateur ou municipal. 1909. 1 vol. in-18 (XIV), broché..... 6 fr. »

FOURNIÈRE (Eug.). — La sociocratie. (Essai de politique positive). 1910. 1 vol. in-18 (XVI), broché..... 2 fr. 50

MAYBON (A.). — La politique chinoise. Etude sur les doctrines des partis en Chine. 1907. 1 vol. in-18 (XVII), broché.. 4 fr. »

CAGNIARD (G.) — La politique nationale. 1914. 1 vol. in-18 (XIX) broché ..... 3 fr. 50

SOUS PRESSE

A. LEBEY. — Le Maçonnisme. 1 vol. in-18.

ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE D'ASSISTANCE, DE PRÉVOYANCE, D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE DÉMOGRAPHIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DU Dr A. Marie

Honorée de souscriptions du Ministère de l'Instruction publique

ASSISTANCE :

MARIE (Dr) et (R.) MEUNIER. — **Les Vagabonds**, avec un avant-propos, par Henry Maret. 1908, 1 vol. in-18 relié toile (I). 4 fr. »

MARIE (Dr) et DECANTE (R.). — **Les accidents du travail.** Etude critique des améliorations à apporter au régime du risque professionnel en France. 1 vol. in-18 relié toile. (II) .... 4 fr. »

BEAUFRETON (M.). — **Assistance publique et Bienfaisance privée.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (III)..... 4 fr. »

RODIET (Dr A.). — **Les auxiliaires des médecins d'asile** (ouvrage couronné par l'Académie de médecine). 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV) ..... 3 fr. 50

LASVIGNES. — **Essai d'assistance comparée.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (V),..... 4 fr. »

PRÉVOYANCE :

SICARD DE PLAUZOLES (Dr). — **La maternité et la défense nationale contre la dépopulation.** 1909. 1 vol. in-18 relié toile. (I). ..... 4 fr. »

DECANTE (R.). — **La lutte contre la prostitution.** Avec préface par Henri Turot. 1909. 1 vol. in-18 relié toile (II) .... 4 fr. »

DUBIEF (Dr). — **L'apprentissage et l'enseignement technique**, 1 vol. relié toile (III) ..... 6 fr. »

VIVIANI (R.), *ministre du Travail.* — **Les retraites ouvrières et paysannes**, avec préface. 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV). 6 fr. »

OLPHE-GALLIARD (G). — **Les caisses de prêts sur l'honneur.** 1913. 1. vol. in-18, relié toile (V)..... 4 fr »

HYGIÈNE :

MARTIAL (Dr R.). — **Hygiène individuelle du travailleur.** Avec préface de M. le sénateur Strauss. 1907. 1 volume in-18 relié toile (I)..... 4 fr. »

MARIE (Dr A.). — **La pellagre.** Avec une préface de M. le professeur Lombroso 1908. 1 vol. in-18 relié toile. (II) .... 4 fr. »

BERNARD (M.). — **Pour protéger la santé publique.** Avec une préface du Dr Fernand Dubief, *ancien ministre de l'Intérieur*. 1909. 1 volume in-18 relié toile. (III)..... 4 fr. »

BERNARD (M.). — **L'hygiène publique obligatoire en France. La lutte administrative contre le choléra et les autres maladies transmissibles**, avec préface du Dr A. Marie. 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (IV)..... 4 fr. »

BRETON (J.-L.). — **Le plomb.** 1910. 1 vol. in-18 relié toile. (V) 4 fr. »

MIRABEN (G.). — **La fumée divine (opium), la lutte antitoxique.** 1912. 1 vol. in-18 relié toile. (VI)..... 4 fr, »

HUBAULT (P.). — **Les Coulisses de la fraude. Comment on nous empoisonne** 1913. 1 vol. in-18. rel. toile (VII)..... 4 fr. »

DÉMOGRAPHIE :

BRON (Dr G.). — **Les origines sociales de la maladie.** Avec préface du Dr A. Marie. 1908. 1 vol. in-18 relié toile. (I)..... 3 fr. 50

WAHL (Dr). — **Le crime devant la science.** 1910. 1 volume in-18 relié toile. (II)..... 4 fr. »

ROECKEL (P.). — **L'éducation sociale des races noires.** 1911. 1 vol. in-18 relié toile. (III)..... 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE PACIFISTE INTERNATIONALE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE Stéfane-Pol

Honorée de la souscription des Ministères de l'Instruction publique et du Commerce

Ont paru :

BEAUQUIER (Ch.). Ed. GIRETTI et STEFANE-POL. — **France et Italie**, avec préface de M. Berthelot de l'*Institut*. 1904. 1 volume in-18 ..... 1 fr. »

DUMAS (J.). — **La colonisation (Essai de doctrine pacifiste)**, avec préface de Ch. Gide. 1904. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. 25

ESTOURNELLES DE CONSTANT (D'). — **France et Angleterre.** 1904. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. »

FINOT (J.). — **Français et Anglais devant l'anarchie européenne.** 1904. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. »

FOLLIN (H.). — **La marche vers la paix.** 1903. 1 vol. in-18. 0 fr. 75

FONTANES (E.). — **La guerre**, avec préface de F. Passy. 1904. 1 vol. in-18 ..... 0 fr. 50

JACOBSON (J.-A.). — Le premier grand procès international de la Haye (notes d'un témoin). 1904. 1 vol. in-18..... 0 fr. 50

LAFARGUE (A.). — L'orientation humaine. 1904. 1 volume in-18 ..... 1 fr. »

LA GRASSERIE (R. de). — De l'ensemble des moyens de la solution pacifiste. 1905. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. »

MESSIMY. — La paix armée. (La France peut en alléger le poids). 1903. 1 vol. in-18 ..... 0 fr. 75

MOCH (G.). — Vers la fédération d'Occident. Désarmons les Alpes. 1905. 1 vol. in-18, avec 6 graphiques..... 0 fr. 50

NATTAN-LARRIER. — Les menaces des guerres futures. 1904. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. »

NOVICOW (J.). — La possibilité du bonheur. 1904. 1 volume in-18 ..... 2 fr. »

PASSY (Fr.). — Historique du mouvement de la paix. 1904. 1 volume in-18 ..... 0 fr. 75

PRUDHOMMEAUX (J.). — Coopération et pacification. 1904. 1 vol. in-18 ..... 1 fr. »

RICHET (Ch.). — Fables et récits pacifiques, avec une préface de Sully-Prudhomme. 1904. 1 vol. in-18..... 1 fr. »

RUYSSEN (Th.). — La philosophie de la paix. 1904. 1 volume in-18 ..... 0 fr. 75

SEVERINE. — A Sainte-Hélène, pièce en 2 actes. 1904.. 1 volume in-18 ..... 1 fr. »

SPALIKOWSKI (Ed.). — Mortalité et paix armée, avec une préface de C. Flammarion. 1904. 1 vol. in-18 ..... 0 fr. 50

STÉFANE-POL. — L'esprit militaire. (Histoire sentimentale). 1904. 1 vol. in-18..... 2 fr. »

STÉFANE-POL. — Les deux évangiles. Considérations sur la peine de mort, le duel, la guerre, etc. 1903. 1 vol. in-18..... 0 fr. 50

SUTTNER (Bᵉ de). — Souvenirs de guerre. 1904. 1 volume in-18 ..... 0 fr. 50

PETITE ENCYCLOPÉDIE
SOCIALE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Leçons d'économie politique, par André LIESSE, avec une préface de Courcelle-Seneuil, de l'Institut. 1 vol. in-18 (I), 1892 3 fr. »

La réforme des frais de justice, par E. MANUEL et R. Louis, docteurs en droit, 2e édition, 1 vol. in-18 (II), 1892.. 3 fr. »

Code manuel de droit industriel, par M. DUFOURMANTELLE. 3 vol. in-18 (III-V) :

— **Législation ouvrière** en France et à l'Etranger. 2e édition. 1 vol. in-18 (III). 1893..... 3 fr. »

— **Brevets d'invention.** Contrefaçon, etc. 1 vol. in-18 (IV) 1893 ..... 3 fr. »

— **Dessins et marques de fabrique**, nom commercial, concurrence déloyale, etc. 1 volume in-18 (V). 1894 ..... 3 fr. »

Code manuel des électeurs et des éligibles avec formules, par A. MAUGRAS, avocat-publiciste, 2e édition. 1 vol. in-18 (VI). 1898 3 fr. »

Législation générale des cultes protestants en France, en Algérie et dans les colonies, par PENEL-BEAUFIN. 1 vol. in-18 (VII), 1894..... 3 fr. »

Commentaire de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatifs, par A. LELONG. 1 volume in-12 (VIII). 1894..... 1 fr. 50

Législation générale du culte israélite en France, en Algérie et dans les colonies, par PENEL-BEAUFIN. 1 volume in-18 (IX). 1894..... 3 fr. »

Code manuel du propriétaire-agriculteur, par Daniel ZOLLA, prof. à l'Ecole nationale d'agriculture de Grignon, 2e édition. 1 vol. in-18. (X) 1902..... 3 fr. 50

Les questions ouvrières, par Léon MILHAUD. 1 vol. in-18 (XI). 1894..... 2 fr. 50

Cours de droit professé dans les lycées de jeunes filles de Paris, par Jeanne CHAUVIN, 2e édition. 1 volume in-18 (XII), relié toile. 1908..... 3 fr. 50

Guide théorique et pratique, général et complet des clercs de notaire et des aspirants au notariat, par Jean MARTIN, notaire. 1 vol. in-18 (XIII). 1895..... 3 fr. »

La question monétaire considérée dans ses rapports avec la condition sociale des divers pays et avec les crises économiques, par Léon POINSARD. 1 volume in-18 (XIV). 1895 ..... 3 fr. »

Les budgets français. Etude analytique et pratique de législation financière, par MM. P. Bidoire et A. Simonin. 3 volumes :

— **Projet de budget 1895.** 1 vol. in-18 (xv). 1895.. 3 fr. »

— **Budget de 1895 et projet de budget de 1896.** 1 volume in-18 (xvi). 1896..... 3 fr. »

— **Budget de 1896 et projet de budget de 1897.** 1 volume in-18 (xxii). 1897..... 3 fr. »

La saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements. 2e édition revue et augmentée par V. Emion. 1 vol. in-18 (xvii). 1896 3 fr. »

La question sanitaire, dans ses rapports avec les intérêts et les droits de l'individu et de la société, par le Dr J. Pioger. 1 vol. in-18 (xviii). 1895..... 3 fr. »

Les banques d'émission, par G. François. 1 volume in-18 (xix)..... 3 fr. »

La Science et l'art en économie politique, par René Worms. 1 vol. in-18 (xx. 1896 ..... 2 fr. »

Code de l'abordage, par Robert Frémont. 1 vol. in-18 (xxi). 1897. ..... 3 fr. »

L'éducation nationale, par Maurice Wolf. 1 vol. in-18 (xxiii). 1897..... 3 fr. »

Mélanges féministes, par L. Bridel. 1 volume in-18 (xxiv). 1897..... 3 fr. »

La justice gratuite et rapide par l'arbitrage amiable, par A. Charmolu, 2e édit. 1 vol. in-18 (xxv). 1902..... 1 fr. »

Petit manuel pratique du juré d'assises, par J. Poncet. 1 vol. in-18 (xxvi). 1898..... 2 fr. »

Finances communales, par R. Acollas. 1 volume in-18 (xxvii). 1898..... 3 fr. »

Esquisse d'un tableau raisonné des causes de la production, de la circulation de la distribution et de la consommation de la richesse, par M. Tessonneau. 1 vol. in-18 (xxviii). 1898 ..... 2 fr. »

Code manuel du chasseur, par G. Lecouffe, 3e édition. 1 vol. in-18 (xxix). 1909 ..... 2 fr. »

Code manuel du pêcheur, par G. Lecouffe. 2e édition. 1 vol. in-18 (xxx). 1900..... 1 fr. »

Manuel pratique des sociétés de commerce et par actions. Participations coopératives. Syndicats professionnels. Sociétés de Secours mutuels. Associations et Congrégations, par A. Lambert. 1 volume in-18 (xxxi). 1902 ..... 1 fr. 50

Manuel de la propriété industrielle et commerciale, par A. Lambert. 1 vol. in-18 (xxxii). 1903..... 3 fr. »

Etudes d'économie et de législation rurales, par R. WORMS. 1 vol. in-18 (XXXIII). 1906..... 4 fr. »

Code manuel du cycliste, par G. LECOUFFE. 1 vol. in-18 (XXXIV). 1909..... 2 fr. »

Les Associations agricoles, par René WORMS. 1 vol. in-18 (XXXV) 1914..... 3 fr. »

BIBLIOTHÈQUE DES DOCUMENTS DU PROGRÈS

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE R. Broda

BRODA (R.) et J. DEUTSCH. — Le prolétariat international. Etude de psychologie sociale. 1912. 1 vol. in-18 (I)..... 3 fr. »

BRODA (R.). — La fixation légale des salaires. Expériences de l'Angleterre, de l'Australie et du Canada. 1912. 1. vol. in-8 (II)..... 2 fr. 50

BRODA (R.). — Le rôle de la violence dans les conflits de la vie moderne (enquête). 1913 1 vol. in-8 (III)..... 1 fr. 50

ANNALES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉES SOUS LA DIRECTION DE René Vorms

— Premier congrès tenu en 1894, 1 vol. in-8 (I)..... 7 fr. »
— Deuxième congrès tenu en 1895. 1 vol, in-8° (II) .. 7 fr. »
— Travaux de l'année 1896. 1 vol. in-8° (III) ..... 7 fr. »
— Troisième congrès tenu en 1897. 1 vol. in-8° (IV).... 10 fr. »
— Travaux de l'année 1898. 1 vol. in-8° (V) ..... 10 fr. »
— Travaux de l'année 1899. 1 vol. in-8° (VI)..... 7 fr. »
— Quatrième congrès tenu en 1900. 1 vol. in-8° (VII).. 7 fr. »
— Travaux des années 1900 et 1901. 1 vol. in-8° (VIII) 7 fr. »
— Travaux de l'année 1902. 1 vol. in-8° (IX)..... 7 fr. »
— Cinquième congrès tenu en 1903 : Rapports de la sociologie et de la psychologie. 1 vol. in-8° (X)..... 8 fr. »
— Sixième congrès tenu en 1906 : Les luttes sociales. 1 vol. in-8° (XI)..... 10 fr. »
— Septième congrès tenu en 1909 : (XII-XIII). La solidarité sociale dans le temps et dans l'espace, 1 vol. in-8° (XII).... 7 fr. »

— **La solidarité sociale, ses formes, son principe, ses limites**, 1 vol. in-8° (XIII)..... 7 fr. »

— **Huitième Congrès tenu en 1913. Le Progrès**..... 1 vol. in-8 (XIV). ..... 10 fr. »

TABLE GÉNÉRALE

DES

RÉFÉRENCES DE JURISPRUDENCE

AUX RECUEILS

Sirey, Dalloz, Gazette du Palais, Gazette des tribunaux, et des Pandectes françaises,

Classée par ordre chronologique depuis 1845 jusqu'à 1910 inclus, par

JOSEPH JOUGLAR.

Licencié en droit, avoué à Briançon.

Deux forts volumes in-4° carré ..... 75 fr. »

En Distribution :

Catalogue des ouvrages du fonds (envoi sur demande) gratis

Catalogue des thèses de doctorat en droit (à 1913 inclus).. 2 fr.

Catalogue des ouvrages de droit (occasion). Envoi sur demande ..... gratis

Catalogue des ouvrages classiques à l'usage des étudiants en droit. (Envoi sur demande) ..... gratis

Bibliographie générale et complète des ouvrages de droit et de jurisprudence classée dans l'ordre des Codes avec table alphabétique des matières et des noms des auteurs, 1 vol. in-8° ..... 1 fr. 50

PÉRIODIQUES

REVUE DU DROIT PUBLIC ET DE LA SCIENCE POLITIQUE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FONDÉE PAR F. Larnaude

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE M. Gaston Jèze

Avec la collaboration des plus éminents professeurs des Universités de France, Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Australie, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grèce, Hollande, Italie, Japon, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Turquie.

Paraît tous les trois mois depuis 1894, par fascicule de plus de 200 p. gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume. Prix. 20 fr. »
Abonnement annuel : France : 20 fr. Etranger : .... 22 fr. 50.
Le numéro ..... 5 fr. »

La collection complète comprenant : 1re série (direction Larnaude, 1894-1903) et, 2e série (direction Jèze 1904-1913) avec abonnement à l'année 1914. Prix réduit..... 340 fr. »

La deuxième série seule, années 1904 à 1913 avec abonnement à l'année 1914 ..... 175 fr. »

REVUE DE SCIENCE ET DE LÉGISLATION FINANCIÈRES

PUBLIÉE SOUS LE PATRONAGE DE

MM. Casimir Périer, Ribot, Stourm, Berthélemy, Chavegrin, Esmein et Hauriou

ET SOUS LA DIRECTION DE M. Gaston Jèze

Avec la collaboration des membres les plus éminents du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes, de l'Inspection des finances, des professeurs des universités de France, Allemagne, Australie, Belgique, Etats-Unis, Grèce, Italie, Roumanie, Suisse.

Paraît tous les trois mois depuis 1903, par fascicule de près de 200 pages gr. in-8. Chaque année forme un très fort volume. Prix. 18 fr. »
Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : 20 fr. »

Le numéro ..... 5 fr. »

La collection complète (années 1903 à 1913) avec abonnement à l'année 1914. Prix réduit ..... 175 fr. »

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE **M. René Worms**

Secrétaire général de l'Institut international de sociologie et de la Société de sociologie de Paris

Avec la collaboration des membres de l'Institut international de sociologie et des principaux sociologues du monde entier
Paraît tous les mois depuis 1893, par fascicule de 80 pages gr. in-8.
Chaque année forme un très fort volume. Prix ..... 18 fr. »
Abonnement annuel : France : 18 fr. Etranger : .... 20 fr. »
Le numéro ..... 2 fr. »

La collection complète (année 1893 à 1913 inclus, avec abonnement à l'année 1914) Prix réduit..... 280 fr.

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE

des ouvrages de Droit, de Jurisprudence, d'Économie politique, de Science financière et de Sociologie

Paraît tous les mois depuis 1894, par fascicules de 16 pages gr. in-8.
Les abonnements partent du 1er janvier de chaque année.
Abonnement annuel : France : 1 fr. Etranger : .... 1 fr. 50
Le numéro ..... 0 fr. 10

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

DIRECTEUR : **Hubert Lagardelle**

Paraît tous les mois depuis 1899, par fascicule gr. in-8.
Chaque année forme un fort volume. Prix ..... 15 fr. »
Abonnement annuel : France : 15 fr. Etranger :..... 18 fr. »
Le numéro ..... 1 fr. 50

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

PUBLIÉS SOUS LA DIRECTION DU Dr **Rodolphe Broda**

Paraît tous les mois depuis 1907, par fascicule in-8. Chaque année forme 2 volumes.
Abonnement annuel : France 10 fr. : Etranger.... 12 fr. »
Le numéro ..... 1 fr. »

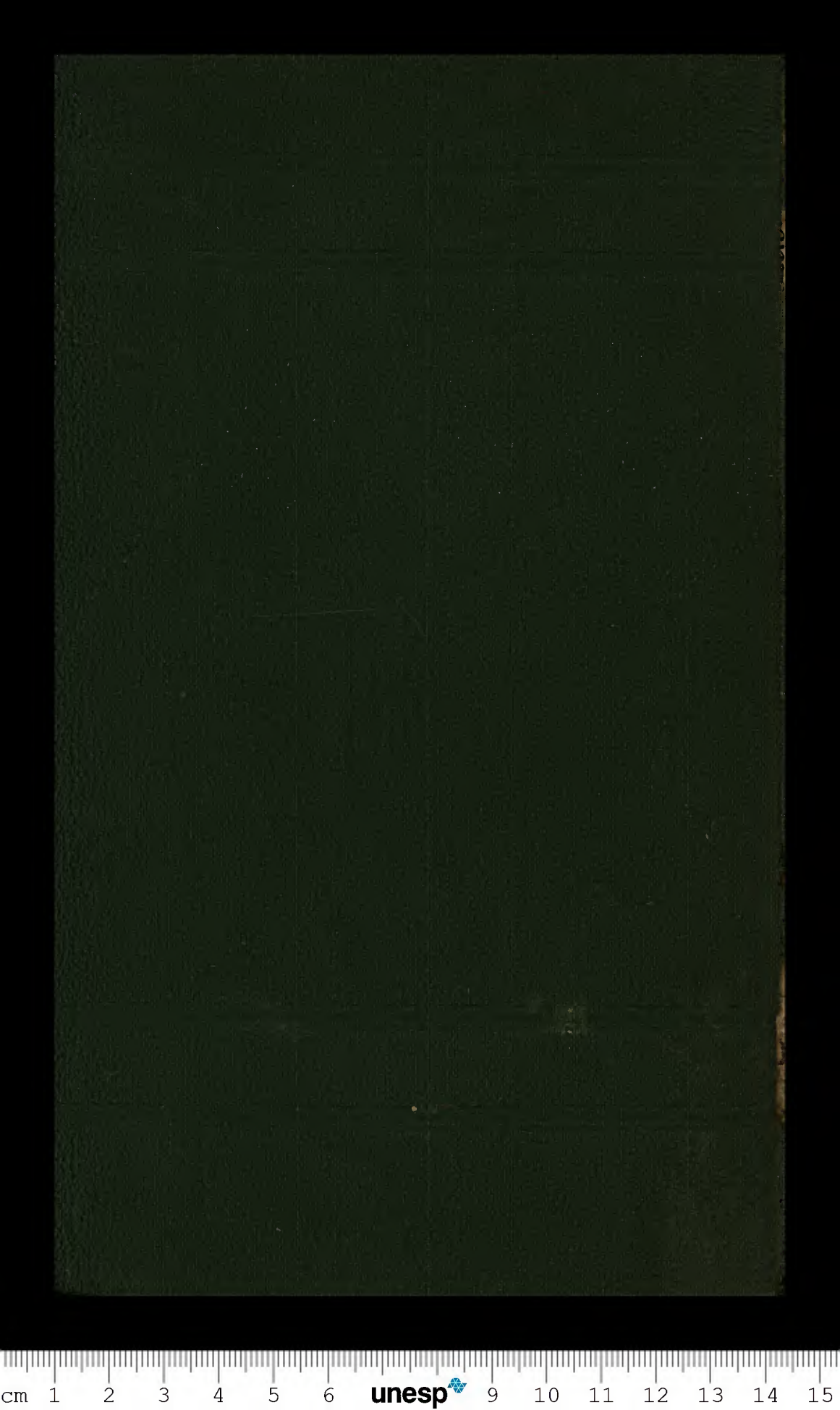
LE DEVENIR SOCIAL

(Revue internationale d'économie, d'histoire et de philosophie).

La collection complète (1895-1898). 4 forts volumes fr. in-8 50 fr.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET FINANCE

(Revue hebdomadaire d'action politique et économique).

Paraît toutes les semaines depuis 1910 format gr. in-4°
Abonnement annuel : France 20 fr. ; Etranger..... 25 fr. »
Le numéro ..... 0 fr. 40

K44.38
15